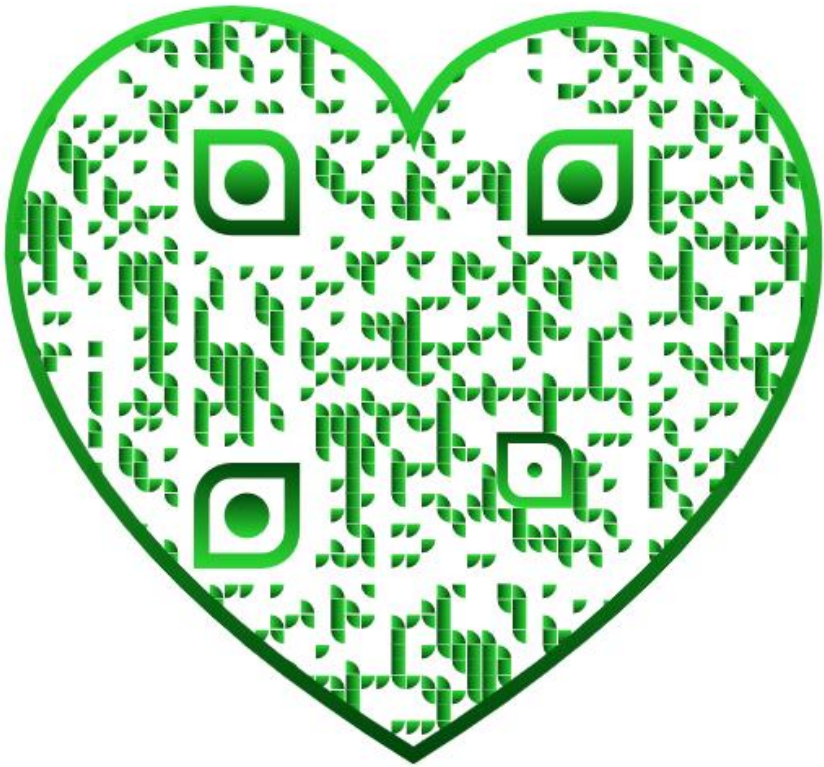
Dictionnaire amoureux de la Résistance

Gilles Perrault

PLON
FAYARD



Dictionnaire amoureux de la Résistance

Gilles Perrault

PLON
FAYARD

Dictionnaire amoureux de la Résistance

Gilles Perrault

PLON
FAYARD

GILLES PERRAULT

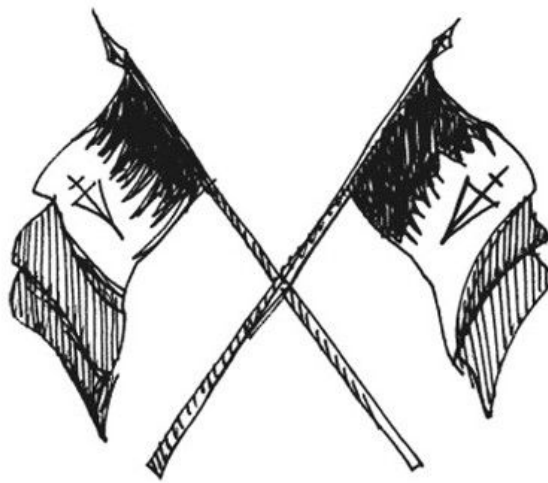
DICTIONNAIRE AMOUREUX DE LA RÉSISTANCE

Dessins d'Alain Bouldouyre

Plon-Fayard
www.plon.fr

COLLECTION FONDÉE
PAR JEAN-CLAUDE SIMOËN
ET DIRIGÉE
PAR LAURENT BOUDIN

La liste des ouvrages
du même auteur
figure en fin de volume



© Éditions Plon, un département d'Édi8 - Éditions Fayard, 2014

Éditions Plon :
12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01
www.plon.fr

Affiche pour la Résistance francaise © Rue des Archives/Tallandier
Photographie auteur © DR
Graphisme : d'après www.atelierdominiquetoutain.com

EAN : 978-2-259-22755-1

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de

cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

Pour Élisabeth Roudinesco,
avec mon affectueuse gratitude.

Abeille

Dans un texte publié en janvier 1944 par la revue clandestine *Les Cahiers de la Libération*, Jean Paulhan évoque

> la douleur d'un temps où nous apprenons chaque mois la mort de quelque ami. L'un tenait le maquis, on a retrouvé son corps dans un champ, déjà gonflé. Un autre faisait des tracts, un autre encore transmettait des notes : ils ont été troués de balles quand ils chantaient. D'autres ont souffert avant la mort des tortures qui passent en horreur les souffrances du cancéreux et du tétanique.
> Et je sais qu'il y en a qui disent : « Ils sont morts pour peu de chose. Un simple renseignement (pas toujours très précis) ne valait pas ça, ni un tract, ni même un journal clandestin (parfois mal composé). » À ceux-là, il faut répondre :
> « *C'est qu'ils étaient du côté de la vie. C'est qu'ils aimaient des choses aussi insignifiantes qu'une chanson, un claquement de doigts, un sourire. Tu peux serrer dans ta main une abeille jusqu'à ce qu'elle étouffe. Elle n'étouffera pas sans t'avoir piqué. C'est peu de chose, dis-tu. Oui, c'est peu de chose. Mais si elle ne te piquait pas, il y a longtemps qu'il n'y aurait plus d'abeilles.* »

On ne saurait plus modestement et plus magnifiquement définir et justifier la Résistance.

Achavanne (Étienne)

Cet homme simple reste aujourd'hui encore enveloppé de tant de mystère qu'il convient d'user pour lui du conditionnel.

Les historiens estiment qu'il a été le premier Français fusillé par les Allemands au terme de leur triomphale guerre-éclair du printemps 1940. Non point le premier civil abattu, certes, car ils furent plusieurs dizaines à être exécutés sommairement dans le feu de la bataille, mais le premier à se retrouver face à un peloton après avoir été condamné à mort par une cour martiale allemande régulièrement réunie.

On le jugeait pour acte de sabotage : il avait coupé le câble téléphonique reliant le terrain d'aviation de Boos, près de Rouen, à la Feldkommandantur installée dans la capitale normande. Sur la date de son acte, les avis divergent. Pour les uns, le 16 juin 1940 ; pour d'autres, le 19 ou le 20. L'armistice sera signé le 22. Nul ne sait si Achavanne a entendu l'appel du 18 juin. On ignore tout de ses motivations. On croit savoir qu'il a été arrêté sur dénonciation. Condamné à mort le 24 juin, il aurait été fusillé le 6 juillet au lieu-dit La Maison hantée, à Bonsecours, près de Rouen. Mais le registre d'état civil de son lieu de naissance, à La Framboisière, près de Dreux, porte la mention « décédé le 4 juillet 1940 ».

L'historien Alain Guérin fut le premier à tenter sérieusement de dissiper les incertitudes entourant la vie et la mort d'Étienne Achavanne, qu'il appelait « le soldat inconnu de la Résistance ». Inconnu, il l'était assurément, même si l'on avait donné son nom à un groupe scolaire de Saint-Lubin-des-Joncherets, en Eure-et-Loir, où il avait vécu avant la guerre. Mais les recherches d'Alain Guérin apportèrent, comme souvent dans ce domaine, plus de nouvelles questions que de réponses. Il retrouva l'une des parentes d'Étienne. Étrangement, elle marqua la plus vive réticence à s'exprimer, et n'y consentit qu'après avoir reçu promesse d'un strict anonymat. On eût dit qu'on l'interrogeait non pas sur un pionnier et un martyr de la Résistance, mais sur quelque parent fourvoyé dans la Gestapo française ou la Milice.

Étienne Achavanne était né le 27 juin 1892 à La Framboisière d'un père directeur d'école et d'une mère sans profession. Le père avait été « cassé » vers 1900 pour une raison inconnue. D'abord apprenti boucher, le jeune Achavanne avait été, selon la parente, engagé volontaire en 1914. Mais comme il avait alors vingt-deux ans, il aurait dû normalement avoir effectué son service militaire (trois ans) quand la guerre a éclaté. Il ne parlait jamais de cette période de sa vie. Démobilisé, il se fit ouvrier agricole. Il vivait avec sa

mère, devenue veuve. Il ne s'intéressait pas à la politique.

Trop âgé pour être mobilisé en 1939, il vit les cousins chez qui il travaillait partir sur les routes de l'exode et gagna lui-même Rouen. Il fit, semble-t-il, partie des civils requis par les Allemands pour remettre en état l'aérodrome de Boos.

Pourquoi Rouen ? On l'ignore.

Publiée à partir de 1972 et largement diffusée, la *Chronique de la Résistance* d'Alain Guérin fut probablement à l'origine d'un timide début de reconnaissance pour Étienne Achavanne : on donna son nom à deux rues, l'une à La Framboisière, le bourg où il est né, l'autre à Bonsecours, où il fut fusillé. Ce sont de très modestes artères.

Ainsi l'homme reste-t-il indéchiffrable, peut-être parce qu'il n'y a guère à déchiffrer, et le flou de son parcours comme les incertitudes de sa chronologie nous rappellent-ils utilement que l'histoire de la Résistance, surtout en ses débuts, reste hérissée de points d'interrogation.

En revanche, les conséquences du sabotage ont fait l'unanimité parmi les historiens des années 70 qui commencèrent à s'intéresser à lui, entre autre Henri Noguères. Elles ont été, selon eux, considérables. Dès le lendemain de la coupure du câble, l'aviation britannique attaquait le terrain de Boos, détruisait au sol dix-huit avions de la Luftwaffe et tuait vingt-deux soldats allemands.

Le lien entre la coupure du câble et le bilan du raid britannique n'est pourtant attesté nulle part et demeure fort improbable. Les unités de la Luftwaffe disposaient évidemment d'un système de transmissions qui leur était propre (la machine Enigma) et ces unités ne dépendaient pas, pour leurs informations, d'une Feldkommandantur chargée des relations avec la population civile (maintien de l'ordre, réquisition de logements, fourniture de vivres, etc.). Au surplus, en l'absence d'un système de radars, à l'époque inexistant dans la Luftwaffe, on ne voit pas bien par qui et comment le commandant de l'aérodrome de Boos aurait pu être averti de l'imminence d'une attaque.

Comme le reproche d'une quête de gloriole personnelle ne saurait être ici invoqué, puisque le pauvre Achavanne n'était plus là pour revendiquer un bilan magnifique, il est clair que l'esprit et le cœur se sont révoltés devant l'évidence qu'un pionnier de la Résistance était mort pour aussi peu de chose qu'un câble téléphonique coupé. Avec son cortège de carcasses d'avions détruits et de cadavres de soldats ennemis, Étienne Achavanne faisait dans la mort une entrée pharaonique.

Quoi qu'il en soit, l'abeille avait piqué.

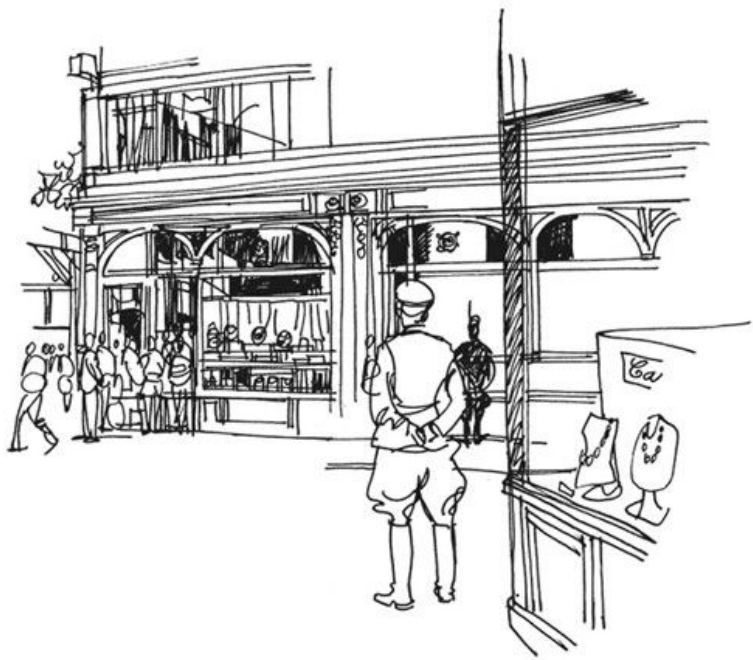
Ach ! Paris…

Une histoire courut Paris tout l'été 1940. Déguisés en officiers allemands, deux agents de l'Intelligence Service avaient été arrêtés sur les Champs-Élysées. Comment la Gestapo les avait-elle repérés ? Ils étaient les seuls à ne pas porter de valises.

Ils achetaient à tour de bras, sans exclusive aucune, mais manquaient rarement d'agrémenter leurs acquisitions d'articles de Paris et de dessous affriolants.

Ils étaient « corrects ». C'était la consigne.

On racontait qu'un officier s'extasiant devant une commerçante sur la beauté et les charmes de Paris, la vieille dame lui avait répondu, avec ou sans malice : « Et encore, monsieur, ce n'est rien : vous auriez dû venir quand vous n'étiez pas là. »



Ils étaient là pour quatre ans. Toute la Wehrmacht passa par Paris. C'était une décision du Führer, qui considérait la capitale française comme sa plus belle conquête et voulait que chacun de ses soldats pût en profiter. Non point par unités entières, bien entendu, car cela eût désorganisé le front, mais par petits groupes ou individuellement. On les appelait les Jeip-Fahrer, voyageurs Jeip. Jeip était un mot formé par les initiales de *Jeder einmal in Paris*, chacun une fois à Paris… Le service parisien compétent était donc informé que tel militaire, appartenant à telle unité, arriverait de tel endroit à telle date pour passer une permission à Paris. On s'occupait de son hébergement et de ses loisirs. L'Orchestre rouge, réseau de renseignements soviétique dirigé par Leopold Trepper, avait recruté un Français employé par le service et en qui les

deux sous-officiers allemands responsables avaient toute confiance. Grâce à lui, Trepper pouvait reconstituer en grande partie l'ordre de bataille de la Wehrmacht et le transmettre à Moscou.

Le Führer le répétait souvent : « Les Soviétiques nous sont supérieurs dans un seul domaine, celui de l'espionnage. »

Actes de désespoir

Il n'est pas exagéré d'écrire que la chute de Paris stupéfia le monde. Certes, la Wehrmacht avait déjà occupé Prague, Varsovie, Copenhague, Oslo, Amsterdam et Bruxelles, mais les forces militaires des pays concernés n'étaient pas de taille à contenir la ruée ennemie. L'armée française, c'était autre chose. Sur tous les continents, elle continuait de resplendir de la gloire de sa victoire de 1918. Comment comprendre que deux décennies eussent suffi pour transformer une armée invincible en un misérable troupeau de fuyards ?

C'en était fini d'une certaine idée de la France. Le vieux pays ne serait plus jamais le même. Les peuples qu'il avait colonisés ne furent pas les derniers à tendre l'oreille au fracas de sa chute.

Un acte de désespoir, ainsi qu'on appelait à l'époque un suicide, peut-il être considéré comme un fait de résistance ? On en doute. Mais il envoie au moins un signal. Paris occupé m'est insupportable, je préfère m'esquiver, à ceux qui restent de faire le nécessaire. C'est mieux que la résignation. D'un opposant à une dictature qui prend le chemin de l'exil, on dit qu'il vote avec ses pieds. Parmi la quinzaine d'hommes ou de femmes qui choisirent de se donner la mort à Paris quand la Wehrmacht y fit son entrée, il y eut quelques exilés étrangers, Juifs fuyant la persécution ou Allemands antinazis qui, s'estimant à bout de course, préférèrent en finir.

Thierry de Martel était une figure du Tout-Paris. Sous le pseudonyme de Gyp, sa mère avait fait une carrière fructueuse dans le roman mondain. Elle était l'arrière-petite-nièce et l'ultime descendante du célèbre Mirabeau. Thierry de Martel avait lui-même accédé à une notoriété mondiale en devenant l'un des pionniers de la neurochirurgie. Il avait servi avec honneur pendant la Première Guerre mondiale, où il avait eu la douleur de perdre son fils unique, Aymar, qu'il avait vivement encouragé à s'engager. Il ne se pardonna jamais de l'avoir ainsi envoyé à la mort. Ses amis savaient qu'il s'était juré de ne plus adresser la parole à un Allemand. Il militait à l'extrême droite et avait été pendant quelques années l'un des fleurons du Faisceau, premier parti fasciste créé en France par Georges Valois.

En 1940, âgé de soixante-cinq ans, il dirigeait l'Hôpital américain de Neuilly. À l'approche de l'ennemi, il voulut partir sur les routes de l'exode. Son ami William Bullitt, ambassadeur des États-Unis à Paris, réussit à l'en

dissuader : l'hôpital avait besoin de lui. Martel lui promit de rester.

Le 14 juin, il écrivit à William Bullitt : « Je vous ai fait la promesse de ne pas quitter Paris, je ne vous ai pas dit si je resterais à Paris mort ou vivant… Adieu. » Puis il se rasa soigneusement, se noua un bandeau mortuaire autour du menton et s'injecta une dose de gardénal et d'aconitine. Pour être sûr d'en finir, il avait aussi détaché un tuyau de gaz. À côté de son cadavre, on trouva un mot pour sa secrétaire. Il l'avertissait qu'il serait inutile de tenter de le ranimer. On reconnut là sa méticulosité habituelle. Au cimetière de Neuilly, sa tombe est voisine de celle de Pierre Drieu La Rochelle, suicidé lui aussi, mais en 1945 et pour d'autres raisons.

L'illustrissime Louis Pasteur s'était fait enterrer avec sa femme dans une crypte de l'Institut qui porte son nom, dans le XV^{e} arrondissement de Paris. En 1940, cela fait quarante-cinq ans qu'il est mort. Plusieurs universités allemandes l'avaient gratifié du titre de docteur *honoris causa.* Il leur avait renvoyé les diplômes après la déclaration de guerre de 1870.

Le 16 juin 1940, des militaires allemands, peut-être des médecins, veulent entrer dans la crypte. Le concierge de l'Institut tente de s'opposer à l'intrusion. C'est un homme de soixante-quatre ans que les Allemands bousculent en riant. Il remonte dans sa loge, sort d'un tiroir le pistolet qu'il a rapporté de la Grande Guerre et se tire une balle dans la tête.

Ainsi finit l'Alsacien Joseph Meister, célèbre depuis son âge de neuf ans pour avoir été le premier être humain à survivre à la rage grâce à Louis Pasteur.

Actualités cinématographiques

1940, quarante millions de pétainistes (et naturellement, en 1944, quarante millions de gaullistes), la versatilité française, la veulerie française, l'escroquerie historique d'une France présentée comme massivement résistante, la maison France aux placards bourrés de cadavres puants, les vichystes, les pétainistes, les maréchalistes, les collaborationnistes, le chagrin et le mépris, les lourds secrets de l'Occupation, etc.

Il dure depuis plus de soixante-dix ans, le procès que la France se fait à elle-même, et il n'est pas près d'être clos. On trouve dans le dossier de quoi nourrir l'accusation pour encore un siècle ou deux, on y trouve même quelques arguments pour la défense.

Un fait demeure, indéniable et essentiel : médusés par la pire catastrophe militaire de leur histoire, les Français ont manifesté dès l'été 1940 qu'ils gardaient le sens de l'ennemi.

Les Français, et non point telle ou telle catégorie de citoyens. Le public hétéroclite et anonyme des salles de cinéma où sont projetées désormais les actualités allemandes. Leur ton est forcément triomphal. Après avoir conquis

la Tchécoslovaquie, la Pologne, le Danemark, la Norvège, la Hollande, le Luxembourg et la Belgique, la Wehrmacht a liquidé l'armée française en six semaines. La Luftwaffe engage le combat contre la Royal Air Force pour s'assurer une maîtrise du ciel qui permettra aux troupes du Reich de débarquer sur le sol anglais. La victoire finale allemande ne fait aucun doute. Le Reichsmarschall Göring, chef de la Luftwaffe, la prévoit pour les prochaines semaines.

Dans les salles de cinéma parisiennes, des applaudissements saluent chaque évocation de l'Angleterre ; les huées s'élèvent à chaque apparition d'Allemands à l'écran.

Sur ordre de l'occupant, la presse collabo publia une mise en garde : « Ces manifestations doivent être considérées comme des provocations contre les forces d'occupation. Leur persistance entraînerait la fermeture de tous les cinémas parisiens. »

Le 8 octobre, Roger Langeron, préfet de police de Paris, est convoqué par les autorités allemandes. Il leur explique que la répression est difficile : lorsque la police fait allumer les lumières pour intervenir dans les salles, l'ensemble de l'assistance proteste et prend le parti des perturbateurs. Les Allemands donnent l'ordre de projeter les actualités toutes lumières allumées, avec des flics dans les travées, dos à l'écran.

Paris n'est pas un exemple isolé. À Rennes, terre bretonne où, pour des raisons historiques, l'anglophilie n'a jamais atteint des sommets vertigineux, les manifestations en faveur de l'Angleterre entraînent la fermeture des cinémas du 8 au 11 juillet. Ailleurs, des Kommandanturs frappent la ville d'une amende. Guère de départements, aussi bien en zone occupée qu'en zone dite libre, où de telles réactions ne soient pas enregistrées par les autorités.

On dira que huer l'ennemi et applaudir l'allié dans une salle obscure n'exige pas un courage démesuré. Mais des manifestations plus risquées se multiplient elles aussi. À Brest, le 11 novembre 1940, dépôt de gerbes aux couleurs britanniques. Les obsèques des aviateurs alliés abattus sur le sol français sont suivies par des assemblées considérables. À Lanester, dans le Morbihan, deux mille personnes, dont beaucoup portent des bouquets aux couleurs britanniques, assistent, le 30 décembre 1940, à la messe d'enterrement d'aviateurs anglais. C'est un exemple entre cent. Ces manifestations se poursuivront tout au long de l'Occupation dans toutes les régions de France.

Celles de l'été 1940 sont d'autant plus symptomatiques que la période ne portait pas à l'anglophilie. Vichy et la presse collabo accusaient la Grande-Bretagne d'avoir égoïstement mesuré sa participation à la bataille de France. En vérité, lorsqu'il fut évident que la partie était perdue, les Britanniques s'abstinrent d'engager des forces et des moyens qui allaient se révéler indispensables à leur propre survie. Ainsi le Spitfire, futur vainqueur de la bataille d'Angleterre, fit-il sa première apparition à l'occasion de l'épisode crucial de l'évacuation, à Dunkerque, du corps expéditionnaire britannique.

À propos de Dunkerque, un bobard courait, diligemment colporté par ceux qui y trouvaient intérêt. Il stigmatisait les marins britanniques qui, pour réserver l'accès à leurs chaloupes à leurs compatriotes, tranchaient à la hache les poignets des malheureux soldats français qui tentaient de s'y hisser…

Mers el-Kébir n'était pas un bobard.

Hanté par la crainte de voir Vichy livrer à l'Allemagne une flotte de guerre française qui eût grandement facilité le débarquement en Angleterre, Churchill fit transmettre à l'amiral Gensoul, commandant de l'escadre de Mers el-Kébir, en Algérie, un ultimatum lui ouvrant plusieurs options : continuer le combat contre l'Allemagne ; rallier un port britannique ; gagner les Antilles ou les États-Unis ; se saborder. Vichy rejeta l'ultimatum. Le 3 juillet 1940, les navires français, dans l'incapacité de manœuvrer, furent implacablement canonnés par la flotte de l'amiral anglais Somerville : 1 380 morts, 351 blessés.

De Gaulle envisagea pendant quarante-huit heures de quitter Londres et de s'installer au Canada, puis il se rendit à la raison. Les murs des villes de France se couvrirent d'affiches sanglantes dénonçant la félonie anglaise.

Je garde un souvenir précis de la réaction de mon père. Tout juste quadragénaire, avocat à Paris, militant démocrate-chrétien, homme raisonnable et pondéré, il déclara en substance à la table familiale : « C'est évidemment affreux, mais il y a un côté positif : cela démontre la volonté farouche des Anglais ; ils se battront jusqu'au bout, Churchill ne lâchera jamais. » Sans vouloir comparer Churchill à Staline, j'y repenserais, bien des années plus tard, en découvrant que Kim Philby, le célèbre agent soviétique, tout en déplorant le manque de fair-play démontré par Staline lors des procès de Moscou de 1937, y voyait la preuve réconfortante qu'il aurait la dureté

nécessaire pour affronter et vaincre Hitler et sa bande.

Même catastrophé, atterré, déboussolé, désemparé, un peuple qui garde le sens de l'ennemi aura préservé l'essentiel.

Affiche rouge

Pourquoi eux ?

Pourquoi pas les sept jeunes communistes, ouvriers ou étudiants, juifs ou non, tous, à l'exception d'un seul, du XI^e^ arrondissement de Paris, qui, au terme d'un procès à grand spectacle tenu à la Chambre des députés, furent condamnés à mort le 6 mars 1942 et fusillés au mont Valérien le 9 ?

Pourquoi pas les vingt-cinq communistes jugés un mois plus tard à la Maison de la chimie, toujours à Paris, eux aussi filmés par l'ennemi et couverts de crachats par la presse collabo dûment convoquée, condamnés à mort le 14 avril (à deux exceptions près, dont celle du très jeune André Kirschen, quinze ans) et fusillés, sauf Simone Schloss (qui sera guillotinée plus tard en Allemagne), au mont Valérien le 17 avril ? Parmi eux, l'Allemand Karl Schoenhaar, dix-sept ans, fils d'un communiste député au Reichstag assassiné par les SA après l'arrivée de Hitler au pouvoir, et Maurice Touati, fils de Saïd Ben Mohamed Touati. Maurice avait avalé une pilule de cyanure au moment de son arrestation ; mal dosée, elle n'eut pas l'effet escompté. Il se blessa grièvement en tentant de s'évader de la prison de la Santé. On l'amena au mont Valérien lié sur une civière qu'on adossa au poteau. Au témoignage de l'aumônier allemand Stock, il mourut le sourire aux lèvres.

Ceux-là étaient tombés au printemps 1942, alors que la machine de guerre allemande, assoupie tout l'hiver après le coup d'arrêt reçu devant Moscou, redémarrait avec une force qui paraissait irrésistible, et que les armées japonaises taillaient des croupières aux forces alliées en Asie et dans le Pacifique. Pour qui attendait la mort, menotté dans le dos, dans une cellule de la Santé, il fallait un moral indestructible pour ne pas désespérer.

Ceux de l'Affiche rouge, fusillés deux ans plus tard à moins de quatre mois du débarquement, savaient que la guerre était gagnée. Missak Manouchian l'écrivit : « Je meurs à deux doigts de la Victoire et du but. » Ils faisaient face à un peloton de vaincus.

Pourquoi sont-ils, eux, entrés à jamais dans la légende ? D'abord, grâce à l'ennemi.

Le problème des nazis, c'est qu'ils croyaient à leurs sottises. Ils pensaient vraiment que tout être normal devait mépriser et haïr les Juifs et les judéo-bolcheviks, comme ils nommaient les communistes. Le procès du réseau du musée de l'Homme, qui, le 6 janvier 1942, inaugura la sinistre série, en apporta la démonstration. Il allait durer six semaines, record jamais égalé ni même approché par la suite. Le président Rostoken, magistrat dans le civil,

mena les débats en respectant les droits de la défense sans celer le respect que lui inspiraient les accusés. Parmi ceux-ci, un seul Juif, l'avocat Léon-Maurice Nordmann. L'Allemand Gottlob, qui présentait l'accusation et qui présiderait le procès de la Maison de la chimie, s'acharna à obtenir la tête de Nordmann. Il l'obtint, avec celle de six autres accusés. Tous furent fusillés au mont Valérien le 25 février 1942.

Les Allemands ne laissèrent pas d'être impressionnés par leur dignité et leur courage. Gottlob eut ce mot où l'imbécillité le dispute à l'ignominie : « Ils sont tous morts en héros, *même* Nordmann. »

Gottlob sera porté disparu le 5 juillet 1944 dans la région de Minsk, en Biélorussie.

Les procès de la Chambre des députés et de la Maison de la chimie avaient été filmés par les actualités allemandes et largement évoqués par la presse collabo. Mais tout le monde ne va pas au cinéma ni ne lit la presse collabo. Pour le groupe Manouchian, l'ennemi choisit une médiatisation à laquelle personne ne pouvait échapper ; les murs des villes de France se couvrirent d'affiches, avec, en lettres blanches sur fond rouge et rouges sur fond noir : « Des libérateurs ? La libération par l'armée du crime ! » Dix photos d'hommes aux mines patibulaires comme on peut en avoir au sortir des tortures. Tous d'origine étrangère, presque tous juifs. Sous la photo de chacun, en deux lignes, les « crimes » qui lui étaient reprochés. Il s'agissait de déshonorer la Résistance aux yeux des bons Français. C'était ça, l'armée du crime : des Juifs, des étrangers.

Les crétins ! De qui attendions-nous donc notre libération, depuis près de quatre ans, sinon des étrangers ? Les rapports des Renseignements généraux l'attestent : au lieu de déclencher haine et dégoût pour les judéo-bolcheviks de la Main-d'œuvre immigrée (MOI), l'affiche suscita un immédiat mouvement de sympathie qui s'exprima, entre autres, par des graffitis… Une fois de plus, mais sans doute jamais à ce point, la Propagandastaffel avait manqué son coup.

Puis vint le génie des poètes. En 1950, Paul Eluard écrit *Légion* : « Leurs portraits sur les murs sont vivants pour toujours. » Onze ans après les salves du mont Valérien, Louis Aragon écrit *Strophes pour se souvenir*, publié le 6 mars 1955 en première page de *L'Humanité* (on devrait, en bonne justice, ajouter un troisième poète, Missak Manouchian, dont Aragon incorpora à son poème quelques phrases admirables de la dernière lettre à sa femme, Mélinée) : « Toi qui vas demeurer dans la beauté des choses […] Et je te dis de vivre et d'avoir un enfant. » Quatre ans plus tard, Léo Ferré met le poème en musique et le chante magnifiquement.

Un salut à Ivan Levaï, qui pendant des années, chaque 21 février, fit passer *L'Affiche rouge* sur les ondes de France Inter.

Je ne sais pourquoi j'ai, dès mes vingt ans, aimé de préférence Marcel Rayman. Les vingt-deux camarades fusillés avec lui avaient, bien sûr, mon admiration et mon affection, mais dans la vaillante cohorte, dans cette Brigade internationale en réduction, Marcel Rayman me touchait au cœur : sportif accompli et grand liseur ; sa vitalité, son allant, son adresse au tir au pistolet, exercice difficile. Guérillero si doué qu'il devint le meilleur instructeur des FTP de la MOI. Son goût du bonheur, qui éclate jusque dans les lettres étonnantes qu'il écrivit aux siens juste avant son exécution (voir : Bonheur). Combien de pèlerinages au 1, rue des Immeubles-Industriels, près de la Nation, où il vécut ? Il ne m'a jamais quitté.

Aiglon (L')

Fils de Napoléon Ier et de Marie-Louise, roi de Rome puis duc de Reichstadt, mort de tuberculose à Vienne à vingt et un ans, entré dans la postérité sous le surnom de l'Aiglon grâce à Victor Hugo et surtout à Edmond Rostand, le pauvre diable n'avait eu ni le temps ni les moyens de se faire un nom bien à lui.

Six mois après leur triomphale entrée dans Paris, les Allemands montèrent une opération de propagande dont ils attendaient merveilles. Adolf Hitler, admirateur de Napoléon, était en personne à la manœuvre. Il s'agissait, un siècle exactement après le retour en France des cendres du père, de faire don à la France de celles du fils afin que la famille impériale, au moins dans sa composition mâle, se trouvât réunie aux Invalides.

L'affaire fut montée comme si elle devait se dérouler à Nuremberg pour un public germanique : un tralala wagnérien. Afin de ménager un effet de surprise, le secret avait été bien gardé. Quelques journalistes de confiance,

dont André Castelot, furent convoqués le 14 décembre à onze heures du soir à l'ambassade d'Allemagne sans qu'on leur expliquât pourquoi. Posé sur une prolonge d'artillerie tirée par une chenillette de la Wehrmacht, précédé par une volée de motocyclistes allemands, le cercueil de bronze traversa, de la gare de l'Est aux Invalides, un Paris désert plongé dans les ténèbres du black-out. Il faisait un froid de gueux. La pluie se transforma bientôt en neige. Le cortège arriva aux Invalides vers une heure du matin. Deux cents gardes républicains, torche à la main, formaient une double haie dans la grande cour. Vingt d'entre eux prirent le relais des Allemands et portèrent le cercueil sous la coupole, non loin de celui du père. Un clairon sonna, les tambours voilés apposèrent leurs pulsations funèbres.

Le lendemain, la cérémonie officielle fut également glaciale, mais les conditions atmosphériques n'y étaient pour rien. Pétain devait venir. Il n'était pas là, ce que Hitler considéra comme une « infamie inqualifiable ». L'amiral Darlan le remplaçait. Le général von Stülpnagel, commandant les forces allemandes en France, et Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne, arboraient des mines sinistres.

Laval, lui aussi, brillait par son absence. Il s'était démené pour convaincre Pétain de monter à Paris, où il comptait bien lui imposer un remaniement ministériel à sa convenance. C'est lui qui se trouva remanié : l'avant-veille, 13 décembre, Pétain l'avait viré du gouvernement. Tant pis pour l'Aiglon, boudé par le Maréchal.

Paris, implacable, consomma le fiasco avec cette phrase qui fit rire toute la France : « Ils nous prennent le charbon et nous rendent les cendres. »

On sut que l'ennemi n'était psychologiquement pas très bien équipé pour séduire l'opinion publique française.

Albrecht (Berty)

Maintes fois utilisée, il n'est pas sûr que la formule « Henri Frenay était le chef de Combat ; elle en était l'âme » eût plu à la grande Berty. (Elle ne mesurait que 1,51 mètre, mais, étrangement, constate sa fille Mireille, tout le monde se souvient d'elle comme d'une femme d'au moins 1,75 mètre.) Aux hommes, le pouvoir ; aux femmes, l'âme. Elle s'est toujours battue contre ce genre de poésie douteuse. Elle s'est battue pour le corps des femmes, pour qu'elles aient la liberté d'en disposer selon leur volonté.

Sa vie échappe à la banalité.

Elle naît en 1893 à Marseille dans une famille de la bourgeoisie protestante et poursuit des études d'infirmière. Son diplôme en poche, elle part pour Londres et travaille comme surveillante dans un pensionnat de jeunes filles. Quand éclate la Grande Guerre, elle retourne à Marseille et sert dans plusieurs hôpitaux. En 1918, elle rencontre un banquier hollandais, Frédéric Albrecht, qu'elle épouse et dont elle aura deux enfants. Le couple s'installe à Londres en 1924. Berty est fascinée par le combat des féministes anglaises. En 1918, elles ont obtenu le droit de vote à partir de trente ans. En 1928, elles l'auront, comme les hommes, à partir de vingt et un ans. (Rappelons que les Françaises vont attendre 1945 pour être jugées dignes du bulletin de vote.) Elles se battent farouchement pour le contrôle des naissances. Berty adhère avec enthousiasme. Elle se sépare de son mari et s'installe à Paris en 1931. Elle y crée une revue qu'elle intitule carrément *Le Problème sexuel* et qui réclame la liberté de contraception et d'avortement.

À trente-huit ans s'ouvre pour elle une période d'intense militantisme. Elle se rapproche de Victor Basch, président de la Ligue des droits de l'homme, qui sera assassiné par la Milice, et fréquente tant de dirigeants et de militants communistes qu'elle est bientôt considérée comme une « compagne de route ». Avec Madeleine Braun, Maria Rabaté et Gabrielle Duchêne, fondatrice des Amis de l'URSS, elle organise à la Mutualité des cours de vulgarisation du marxisme assurés par Jean Baby, agrégé d'histoire et communiste. Hitler parvenu au pouvoir, elle crée un centre d'accueil pour les antifascistes allemands cherchant refuge en France. C'est là qu'elle rencontre le capitaine Henri Frenay, de dix ans son cadet.

Si ses origines protestantes, son féminisme sans concessions et son activisme militant vous inclinent à l'imaginer en personnage assurément respectable, mais d'une austérité quelque peu rébarbative et se tenant strictement à l'écart des frivolités qui font que la vie est parfois si jolie, comme l'écrivait à peu près Prévert, vous faites fausse route. Ses enfants, Frédéric et Mireille, et ses amis déchirent avec allégresse l'édifiante image pieuse. Coquette, ravissante, élégante, portant voilette et mouches, très

tendance à l'époque, toujours parfaitement maquillée, parfumée Amour Amour de Patou, elle adore les grands chapeaux à plumes de coq. Sa modiste et son esthéticienne sont des visiteuses régulières. Elle aime recevoir. Excellente cuisinière, elle joue aussi du piano, chante (soprano léger), parle sept langues, s'intéresse vivement à l'architecture et aux meubles anciens. Une grande vivante.

Henri Frenay, lui, sort d'une famille catholique, patriote et traditionaliste. Officier de carrière comme son père et son frère. Très bel homme. Menton volontaire et regard bleu (comme Berty, mais elle c'est bleu myosotis, et lui, bleu acier).

La passion, comme toujours inexplicable : il est subjugué. Elle lui ouvre un monde.

Pour Berty, il est l'amour de sa vie.

À eux deux, ils vont créer Combat, qui deviendra le plus important mouvement de Résistance de zone sud. Berty ne fonde aucun espoir sur Pétain et son régime. Frenay, c'est moins clair. Il est de ceux que les historiens appellent aujourd'hui les « vichysto-résistants ». Il marque du respect pour le Maréchal et rencontre à plusieurs reprises Pucheu, son ministre de l'Intérieur. Il lui faut six mois pour perdre ses illusions, se faire mettre en congé d'armistice et plonger dans une complète clandestinité.

Berty était repérée de longue date. Le lendemain de l'entrée de la Wehrmacht à Paris, la Gestapo était dans son appartement parisien où elle avait reçu maints antinazis allemands. À Lyon, où elle travaille au Commissariat du chômage tout en se consacrant au service social de Combat, qui s'efforce d'aider les résistants incarcérés et leurs familles, elle est arrêtée une première fois en janvier 1942 par la DST vichyste. Relâchée, elle est de nouveau arrêtée en mai. En novembre 1942, l'entrée des troupes allemandes en zone sud la conduit à simuler la folie. Elle est transférée à l'asile psychiatrique de Bron, où un groupe franc de Combat la libère. On lui propose sagement de partir pour Londres. Elle refuse. La Gestapo l'arrête à Mâcon le 27 mai 1943. Torturée, incarcérée à la prison lyonnaise de Montluc, elle est ensuite transférée à Fresnes.

On crut que l'ennemi l'avait décapitée à la hache dans une cour de Fresnes. La presse clandestine relaya la rumeur. Dans l'un des textes qu'il signait « le témoin des martyrs », Aragon écrit : « On se demandera avec stupeur ce qui a pu désigner au bourreau cette femme distinguée et intelligente pour en faire le premier martyr de la hache, comme si, en sa personne, l'instrument de la barbarie avait voulu marquer que c'était notre culture qu'il entendait décapiter. »

Berty Albrecht deviendrait pour longtemps l'exemple emblématique de la pire exécution qui se pût concevoir (voir : Hache).

Arrivée à Fresnes dans la nuit du 30 au 31 mai, elle est placée, sans doute par inadvertance, dans une cellule du quartier des droits communs, moins surveillé que celui des détenus politiques. Elle se donne la mort dans la nuit.

Après la Libération, on retrouvera son corps enterré dans le jardin potager de la prison. Un médecin, vieil ami de Berty, repérera sur le cou une trace qui pouvait être la marque d'une strangulation. Les recherches de Mireille, sa fille, ont établi que Berty s'était pendue au fil électrique de la lampe de sa cellule.

L'une des six femmes compagnons de la Libération, Berty Albrecht repose dans la crypte du mont Valérien.

Amours

En temps de guerre, paix conjugale. Un conflit classique y pourvoit aisément en expédiant les maris à quelques centaines de kilomètres de chez eux. La Résistance, c'est différent. En règle générale, les couples continuent de vivre ensemble, mais la simple possibilité d'être séparés par l'irruption brutale de la police de l'ennemi, avec les trop prévisibles conséquences, suffit à éteindre toute velléité de querelle conjugale sérieuse. Une scène de ménage serait un pari sur l'avenir. La vie familiale ne m'a jamais paru si douce et paisible que pendant les quatre années de l'Occupation. Ma mère restait hantée par l'inconsolable chagrin d'une amie dont le mari s'était fait écraser par une voiture une heure après qu'ils se furent violemment disputés pour une futilité. Ainsi la Gestapo, inlassable écraseuse de vies, contribuait-elle puissamment à l'harmonie conjugale et familiale.

Autre chanson (elle se chante depuis la plus haute Antiquité) : Éros et Thanatos sont deux noms qui vont très bien ensemble. L'ombre portée de la mort est propice aux amours furtives, la montée d'adrénaline provoquée par le danger pousse au contact des épidermes, chocs nerveux et angoisses trouvent un exutoire dans le spasme sexuel. C'est médical. Sur le plan moral, quand la torture risque d'être au programme du lendemain, n'a-t-on pas, cette nuit, le droit de s'accorder quelque douceur, fût-elle adultère ?

Les rencontres inopinées, les périls partagés, les occasions… Quand, au terme d'un voyage debout dans le couloir d'un train bondé et après deux contrôles vétilleux, l'un par les flics français, l'autre par les feldgendarmes, l'hôtelier de la petite ville où vous débarquez en compagnie de votre agent de liaison, femme sympathique, vous annonce qu'il ne lui reste plus qu'une chambre à un lit, vous faites la grimace tout en ressentant que vos simagrées agacent prodigieusement votre camarade (elle hurle *in petto* : « Un lit, et dormir ! »). Vous prenez la chambre. Allez-vous, un oreiller sous le bras, vous allonger courageusement dans la baignoire de la salle de bains ? La première fois, peut-être. Et les villages et hameaux de montagne où l'on ne voyait jamais passer que les troupeaux en transhumance et qui se retrouvent avec pour voisins dix ou trente maquisards dans la fraîcheur de leurs vingt ans… Sans doute les jeunes filles souhaitent-elles préserver leur virginité et ne pas

s'exposer, surtout, à une grossesse malvenue. Les femmes mariées n'ont pas ces soucis.

Mais les histoires d'amour sont taboues dans l'histoire de la Résistance. Roger Vailland, qui publia *Drôle de jeu* (Corrêa) en 1945, et obtint le prix Interallié, fit exception à la règle, en spécifiant bien, dans un avertissement, que son livre relevait de la fiction. Encore fit-il froncer bien des sourcils chez les résistants. Dans son *Histoire de la Résistance en France* en cinq tomes, Henri Noguères n'y fait aucune allusion ; Alain Guérin non plus dans sa *Chronique de la Résistance* en cinq volumes. Leurs successeurs montrent le même souci de discrétion.

Pourquoi pas ? Chacun n'a-t-il pas droit au respect de sa sphère privée ? Est-il bien nécessaire de remuer ce que Malraux appelait « le misérable petit tas de secrets » ? D'un homme politique, on dira sans réticence que tel épisode de sa vie amoureuse joua un rôle dans sa carrière. Mais les résistants, hommes et femmes, ne faisaient pas carrière, et il apparaîtrait déplacé d'écrire qu'une héroïne a pu désespérer de la vie parce que l'homme aimé venait de rencontrer celle avec laquelle il allait refaire son existence.

Quant à l'homosexualité, elle est un tabou dans le tabou. Par une étonnante singularité statistique, elle n'existe officiellement que dans la collaboration, avec, entre beaucoup d'autres, les deux Abel, Abel Bonnard, ministre de l'Éducation et de la Jeunesse, dit « la belle Bonnard » et « Gestapette », et Abel Hermant, Robert Brasillach, sans oublier la chanteuse lesbienne Suzy Solidor, qui recevait chaleureusement la Gestapo dans son cabaret parisien, ni Violette Morris, homosexuelle de choc, membre de la Carlingue, la Gestapo française, qui se spécialisait dans la torture des femmes et fut exécutée en 1944 par le maquis Surcouf.

Côté Résistance, Daniel Cordier, secrétaire de Jean Moulin, attendra 2004 pour révéler une homosexualité dont il avait pris conscience à Londres, à vingt ans, en la mettant entre parenthèses, selon toute apparence, jusqu'à la fin des hostilités, et les compagnons de lutte de l'admirable résistant Pascal Copeau ne virent aucun inconvénient à ce qu'il fût homosexuel quand il courait avec eux des dangers mortels, mais se joignirent joyeusement – au moins pour certains d'entre eux – à la meute qui s'en prit à lui, au motif de ses préférences sexuelles, lorsqu'il se présenta, après la Libération, à la députation, l'obligeant à retirer sa candidature et à renoncer à toute carrière politique.

Antonescu (Ion)

Des recherches approfondies n'ont pas permis d'établir le moindre lien entre le maréchal Antonescu, qui dirigea la Roumanie pendant la Deuxième Guerre mondiale, et la Résistance française. Si l'on se hasarde à le mentionner ici, c'est en tant que révélateur d'ambiance et pour indiquer que l'époque portait volontiers à l'extravagance.

En novembre 1941, le maréchal, qui avait engagé la Roumanie aux côtés de l'Allemagne contre l'URSS, décida de soumettre sa politique au verdict populaire. Le plébiscite du 9 novembre lui apporta une indiscutable victoire : 3 640 000 voix en sa faveur, 70 contre. Mais si Ion Antonescu a conquis une place à part dans les annales électorales, référendaires et plébiscitaires, c'est en faisant publier par la presse, le 7 décembre suivant, les noms des 70 personnes qui avaient voté contre lui.

Appels

Comme il est injuste, l'oubli où est tombé l'étonnant général Cochet…

Curieux bonhomme. Officier sorti du rang, il combat dans l'aviation pendant la Grande Guerre, puis se spécialise dans le renseignement, ce qui, hier comme aujourd'hui, n'est pas le choix le plus avisé pour faire carrière. Il

sert dans les Balkans et devient chef du Deuxième Bureau de l'armée de l'air. Grâce à cette fonction, il perçoit très vite la dangerosité de Hitler, son bellicisme, sa volonté d'asservir l'Europe en général et la France en particulier.

Il tombe en disgrâce parce qu'il prône l'alliance avec la Russie (comme de Gaulle, il dit toujours « la Russie »). Rien de politique dans cette préférence : c'est pour lui affaire de géopolitique. Car Cochet est un incontestable homme de droite, voire d'extrême droite. Il applaudit le franquisme, « merveilleuse synthèse de haute politique et de pensée chrétienne ». On voit le genre. Si peu républicain que la Cagoule, organisation terroriste d'extrême droite, l'approche pour le recruter. Tout en exhortant inlassablement à la lutte contre l'Allemagne, ce qui lui vaudra sanctions et prisons, il sera longtemps pétainiste (son côté « merveilleuse synthèse »), mais Vichy se détachera de lui à force de s'enfoncer dans une collaboration qu'il exècre. En 1943, il franchira le Rubicon et les Pyrénées, et ira à Londres se placer sous les ordres du général de Gaulle.

En 1940, Cochet a cinquante-deux ans. Il se distingue à la tête de ses aviateurs, qui se replient comme tout le monde, mais en combattant et en bon ordre. Partis d'Épinal, ils arrivent au Puy, dont Cochet organise la défense.

Le 17 juin, il entend Pétain déclarer à la radio : « C'est le cœur serré que je vous dis qu'il faut cesser le combat. » Cochet réunit aussitôt ses hommes et s'adresse à eux d'une voix que ses officiers ne reconnaissent pas, tant elle est altérée par l'émotion et l'indignation. C'est un appel à continuer la lutte. Il faut ne rien lâcher, cacher les armes, se préparer à reprendre le combat pour que le vainqueur d'aujourd'hui soit le vaincu de demain.

Son appel, Gabriel Cochet le reprendra dans d'innombrables lettres, textes et conversations.

Le même 17 juin, après avoir, lui aussi, entendu Pétain annoncer qu'il fallait cesser le combat, Charles Tillon réagit de même manière que Gabriel Cochet. Difficile d'imaginer deux hommes plus radicalement opposés que ces deux-là… C'est le miracle de la Résistance, son originalité et son charme. A-t-on jamais vu dans notre histoire une aventure collective présentant une telle disparate humaine ? On se gardera pourtant de parler de phénomène fusionnel, de melting-pot, etc. Cochet et Tillon sortiront de la guerre aussi inconciliables qu'ils y sont entrés. Simplement, le temps de la lutte, ils acceptent d'être fusillés côte à côte. C'est important.

Mutin de la mer Noire… Le passage du temps a saupoudré de désuet cette appellation naguère légendaire. En 1919, engagé dans la marine, quoique furieusement antimilitariste, Charles Tillon fomente sur le croiseur *Guichen*, qui navigue d'ailleurs en Méditerranée et non en mer Noire, une mutinerie, vite réprimée, qui lui vaut une condamnation à cinq ans de travaux forcés. Il mène ensuite, dans sa Bretagne natale, puis à Paris, une activité syndicale et politique qui le conduit au comité central du Parti communiste et à un siège de député dans la vague du Front populaire. En avril 1939, il fait partie d'une

mission internationale qui va en Espagne tenter d'évacuer les combattants républicains pour les sauver de la sauvage répression franquiste. La mission échoue. Tillon est arrêté par les hommes de Franco, puis libéré grâce à sa qualité de député.

En 1940, le parti, entré dans l'illégalité à la suite de sa dissolution par le gouvernement Daladier, l'a chargé de réorganiser l'appareil dans le Sud-Ouest. C'est donc à Bordeaux qu'il entend le discours de Pétain. Il a quarante-trois ans. C'est l'un de ces hommes dont on est fâcheusement tenté d'écrire qu'ils sont taillés « à coups de serpe ». Son strabisme prononcé accentue son air farouche (alors que celui de Sartre met de la douceur sur son visage).

Son poste de TSF éteint, Charles Tillon s'attelle à la rédaction d'un appel qui, sans rompre totalement avec la funeste ligne du parti sur la « guerre impérialiste » censée opposer des adversaires également haïssables par le peuple des travailleurs, dénonce vigoureusement le fascisme hitlérien et appelle à la lutte contre les traîtres qui veulent lui livrer la France.

Tillon signe son tract « le Parti communiste » et le fait distribuer par ses camarades. Ceux-ci convainquent des marchands de journaux de l'insérer dans d'anodines publications régionales, telles *La France* ou *La Petite Gironde*, de sorte qu'il sera lu par plusieurs milliers de Bordelais.

Toujours le 17 juin, un représentant de commerce de Brive, quarante et un ans, père de sept enfants, fervent chrétien, ancien militant de l'Action française – il la quitte après la condamnation de celle-ci par le pape – qui se consacre désormais à l'action sociale, entend le discours chevrotant de Pétain. Edmond Michelet sort de sa bibliothèque *L'Argent, suite,* de Charles Péguy, l'un de ses maîtres à penser, en recopie quelques extraits et court les porter à ronéoter chez un imprimeur qui a sa confiance. Avec quelques amis, il les glisse le soir même dans des boîtes aux lettres de Brive.

Edmond Michelet deviendra une grande figure de la Résistance, sera arrêté, puis déporté. Qu'il n'ait pas été fait compagnon de la Libération suscite une profonde perplexité.

Péguy réplique superbement à Pétain. Le tract commence ainsi :

> Celui qui ne se rend pas a raison contre celui qui se rend, c'est la seule mesure, et il a raison absolument. […] En temps de guerre, celui qui ne se rend pas est mon homme, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne et quel que soit son parti. Il ne se rend point. C'est tout ce qu'on lui demande. Et celui qui se rend est mon ennemi, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne et quel que soit son parti. Et je le hais d'autant plus que par le jeu des partis politiques il prétendrait s'apparenter à moi.

Le lendemain, 18 juin, celui qui ne se rend pas lance l'appel que l'on sait, l'un des grands textes de l'histoire de France. Encore serait-il pertinent de mettre le mot au pluriel : en ce mois de juin 1940, Charles de Gaulle parle à six reprises à la radio de Londres, et ce qui est dans les mémoires comme l'« appel du 18 juin » est souvent composé d'un amalgame de ces six allocutions. L'historien Laurent Douzou fait observer que l'une des phrases le plus souvent citées de l'« Appel » – « La France a perdu une bataille ! Mais la

France n'a pas perdu la guerre ! » – ne figure pas dans l'allocution prononcée le 18, ni dans aucune des cinq autres. Elle n'a même jamais été *prononcée* par de Gaulle. Elle figure en fait dans un texte écrit qui fut affiché dans les rues de Londres aux premiers jours d'août.

Quant à l'appel lancé le 18 juin même, le texte manuscrit et la version dactylographiée tapée à deux doigts par Élisabeth de Miribel, secrétaire du Général, ont vraisemblablement fini dans une corbeille à papier, et il n'a pas été enregistré par la BBC, de sorte que personne n'est aujourd'hui en mesure d'en donner, au mot près, le contenu.

A TOUS LES FRANÇAIS

VIVE LA FRANCE !

GÉNÉRAL DE GAULLE

Longtemps, il fut à la mode de dire que le général de Gaulle avait parlé dans le désert, tant était réduit son auditoire. Rien de plus faux. Beaucoup de ceux qui avaient raté sa première allocution écoutèrent l'une des cinq suivantes. Ainsi mes parents l'entendirent-ils le 19 ou le 22 juin. (J'ai longtemps cru que c'était le 20, mais il ne parla pas ce jour-là.) Cette écoute fixa leur choix, qui ne devait plus varier. Mieux encore : dans le grand désordre de l'effondrement du pays, et alors que les autorités d'occupation et Vichy n'avaient pas encore vissé sur la presse le couvercle de leur censure, de nombreux journaux annoncèrent, souvent à la une, l'initiative d'un certain général de Gaulle, parfois orthographié de Gaule, donnèrent des extraits de son appel ou en résumèrent le contenu. De sorte que, outre ses auditeurs, le fondateur de la France libre eut en France asservie des centaines de milliers de lecteurs.

De ces textes qui firent découvrir aux uns et aux autres le rythme ternaire affectionné par le Général, mon préféré est celui prononcé à la radio de Londres le 22 juin, où, par deux fois, il assène les raisons de refuser la capitulation : l'honneur, le bon sens, l'intérêt supérieur de la patrie.

L'honneur, cela va de soi. L'intérêt de la patrie aussi. Mais le bon sens, il fallait être culotté pour prononcer ces mots en juin 1940, alors que, dans le même moment, les réalistes et les malins jouaient Hitler maître de l'Europe, et

que le général Weygand allait répétant avec une joie mauvaise : « Dans trois semaines, l'Angleterre aura le cou tordu comme un poulet. » Mais de Gaulle, présenté souvent par ceux qui ne l'aiment pas comme une manière de don Quichotte habile à fabriquer des légendes et à brasser des mythes, n'a-t-il pas toujours été habité par un massif bon sens ? Que dit-il, ce 22 juin ? « Cette guerre est une guerre mondiale. Nul ne peut prévoir si les peuples qui sont neutres aujourd'hui le resteront demain… » C'est vrai des États-Unis, et aussi de l'Union soviétique si on la considère comme neutre. « … Ni si les alliés de l'Allemagne, continue de Gaulle, resteront toujours ses alliés. » C'est vrai de l'Italie, et aussi de l'Union soviétique si on la considère comme une alliée.

À propos de l'Union soviétique, on mentionnera pour mémoire un « appel du 10 juillet » signé, « au nom du comité central du Parti communiste français », par Maurice Thorez et Jacques Duclos, le premier se trouvant à Moscou et le second à Paris, mais tous deux en liaison par radio, texte que le Parti communiste réussit presque à imposer pendant quelques décennies comme le pendant de l'appel du 18 juin.

10 juillet ? La date est fausse, les rédacteurs ayant eu la naïveté de mentionner dans le texte des événements postérieurs à cette date. L'appel tout entier est une condamnation violente des « traîtres », « valets », « forbans » et « vendus » qui ont précipité la France, enchaînée par eux au « char de l'impérialisme britannique », dans une guerre qui, « sous prétexte de défendre la liberté », ne visait qu'à enrichir les ploutocrates.

Notons que, lorsque Maurice Thorez reproduira le texte, après la guerre, dans une nouvelle édition de *Fils du peuple*, il l'aura soigneusement retouché, conformément à la pittoresque coutume soviétique de faire disparaître des photos officielles les personnages devenus superflus, éliminant par exemple de la liste des traîtres, valets, forbans et vendus Georges Mandel, assassiné par la Milice, et le socialiste Zyromsky, qui avait entre-temps rallié le Parti communiste. Thorez corrigera aussi les imprudences chronologiques démentant la date du 10 juillet.

Les noms « Allemagne » et « Hitler » sont absents de ce texte, de même que les mots « fascisme » ou « nazisme ». Pour relever la France, lui restituer son indépendance, « il faut chasser le Gouvernement de traîtres et de valets ». Les historiens et écrivains du parti feront grand cas de cette phrase de l'appel, qu'ils ne cesseront de mettre en exergue : « Jamais un grand peuple comme le nôtre ne sera un peuple d'esclaves. » Mais il faut citer la suite : « Ce grand peuple saura signifier à la bande actuellement au pouvoir *sa volonté d'être libre*. » Toujours Vichy, jamais Berlin.

Au reste, si l'appel dit du 10 juillet avait exhorté à la résistance contre le Reich hitlérien, Jacques Duclos aurait-il pris langue, quelques semaines plus tard, avec Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne à Paris, pour solliciter l'autorisation de faire reparaître *L'Humanité* ? Abetz eût certainement jugé la démarche indélicate.

Aragon (Louis)

En février 1942, Jacques Duclos confie à son jeune camarade Joë Nordmann, avocat juif radié du barreau de Paris par Vichy, un paquet de documents qu'il le charge de remettre à Louis Aragon, lequel réside alors en zone sud. Nordmann transmettra la consigne de Duclos à Aragon : « Fais-en un monument. »

Le paquet contenait les dernières lettres des otages communistes fusillés le 22 octobre 1941 à Châteaubriant en représailles de l'exécution, à Nantes, du Feldkommandant Holtz, ainsi que divers autres documents pieusement recueillis. Il faut rappeler que la prise et l'exécution d'otages n'étaient pas interdites par les conventions de Genève censées donner des lois à la guerre. Ce n'est qu'après la Deuxième Guerre mondiale, et à cause de l'usage exagéré qu'en avaient fait les Allemands, que le système des otages fut condamné.

Après une campagne de 1940 qui lui valut la médaille militaire et la croix de guerre, Aragon n'avait pas tardé à entrer en résistance. Ses poèmes en témoignent. Puis, à l'été 1941, monté à Paris, il avait rencontré Georges Politzer, responsable des intellectuels communistes, que l'ennemi fusillera en mai 1942 au mont Valérien, et lui avait suggéré la création d'un journal littéraire clandestin. Publiées sous la double direction de Jacques Decour, fusillé une semaine après Politzer, et de Jean Paulhan, qui avait déjà participé en 1940 à la création du journal *Résistance* (voir : Musée de l'Homme), *Les Lettres françaises* seront, entre toutes les publications nées sous l'Occupation, promises à une exceptionnelle longévité.

Du paquet remis par Joë Nordmann, Louis Aragon fit un monument.

On a beaucoup moqué la résistance d'Aragon : « Maquisard de salon », « Rebelle de pacotille », « Combattant qui préférait guerroyer avec sa plume au coin du feu que dans la rue avec une mitraillette », etc. Dérisoire dénigrement. Écrit avec des mots d'autant plus forts qu'ils étaient simples,

son texte, *Les Martyrs*, qu'il signa « le témoin des martyrs », fait date dans l'histoire de la Résistance. Largement répandu en France par tracts et brochures, il bouleversa ses lecteurs et fit basculer une large partie de l'opinion publique, qui, hostile aux attentats perpétrés par les communistes, admit très bien qu'ils veuillent venger leurs camarades. Comment rester insensible au calvaire de Guy Môquet, dix-sept ans, qui, malgré sa volonté de se montrer vaillant, s'évanouit dans le camion qui le menait au supplice, puis une seconde fois alors qu'on l'adossait au poteau, de sorte qu'on le fusilla inconscient ?

Lu à la BBC et à Radio-Moscou, le texte d'Aragon fut repris dans l'ensemble de la presse des Alliés, mais aussi dans celle de maints pays neutres. Ce fut une commotion mondiale.

Sans sous-estimer le rôle d'organisateur joué par Louis Aragon, qui créa en 1943 le Conseil national des écrivains, c'est son abondante production poétique qui fait de lui une figure majeure de la Résistance. Et qui lui valut, à la Libération, d'être consacré comme une sorte de « poète national », ce qui exaspérait ici et là. Autour de lui, une pléiade de poètes : Paul Eluard, Jean Cassou, Max-Pol Fouchet, Pierre Emmanuel, tant d'autres… L'Occupation fut propice à la poésie, dont elle marqua les éclatantes retrouvailles avec ce qu'on appellera un peu pompeusement le peuple – un peuple clandestin lisant subrepticement des poètes clandestins qui exprimaient ses souffrances, ses douleurs et ses gloires. Le recueil *L'Honneur des poètes*, publié le 14 juillet 1943 aux Éditions de Minuit, qui sera suivi, en mai 1944, d'un deuxième tome, témoigne de cet ardent renouveau poétique.

On se gardera d'oublier le pamphlet intitulé *Le Déshonneur des poètes* publié en 1945 par Benjamin Péret, surréaliste de stricte observance qu'exaspérait une poésie jugée patriotarde, avec tambour et trompette, et d'un « niveau lyrique » ne dépassant pas celui « de la publicité pharmaceutique ». Encore faut-il rappeler que Péret s'exila au Mexique à partir de 1942, bien loin des tumultes de la guerre, et qu'il y vécut jusqu'en 1948, passionné qu'il était par l'art maya et les civilisations précolombiennes. Ce n'est certes pas déshonorant, c'est simplement autre chose.

Aubrac (Lucie et Raymond)

Une sentinelle allemande fait les cent pas de l'autre côté de la grille. Lucie va s'en occuper. Ce qui inquiète Raymond, c'est le bâtiment vide, en face. Une autre sentinelle ne se dissimule-t-elle pas derrière l'une des fenêtres sombres ? Elle ne risque pas de le rater quand il escaladera la grille.

Lucie a tout organisé, comme elle va en prendre l'habitude. Elle lui a procuré des pilules provoquant une forte poussée de fièvre, ce qui a entraîné son transfèrement à l'hôpital militaire de Sarrebourg, annexe du camp de

prisonniers. À l'hôpital, la discipline est plus souple et on a le droit de recevoir des visites. Lucie lui a apporté des vêtements civils : des bleus de travail trop courts et une casquette trop étroite. Cela fera l'affaire. Il faudra bien.

Après des études d'ingénieur, Raymond avait été appelé au service militaire et servait avec le grade de sous-lieutenant au 1er régiment du génie, en garnison à Strasbourg. Il avait retrouvé Lucie Bernard, qu'il avait connue étudiante et communiste au Quartier latin. Agrégée d'histoire, elle enseignait au lycée des Pontonniers. Ce qu'ils appelleront toujours leur « vraie rencontre » se situe le 14 mai 1939. C'est-à-dire qu'ils ont fait alors l'amour ensemble pour la première fois. Dans une bande dessinée : feu d'artifice, fusées bleues, fusées rouges, zim bam boum, bouquet final. Il s'est passé entre ces deux-là un truc peu ordinaire. Pendant des décennies, ils célébreront l'anniversaire du 14 mai 1939 en dînant en tête à tête au restaurant de la tour Eiffel.

Raymond est discret, réservé, doté d'un humour redoutable. Un gentleman très british, si l'on ose le pléonasme. Lucie, le contraire : le tourbillon de la vie. Une énergie prodigieuse. Très belle fille, costaud, sportive. Les photos ne lui rendent pas justice : c'est un être en mouvement à qui la pellicule figée ôte beaucoup de son charme.

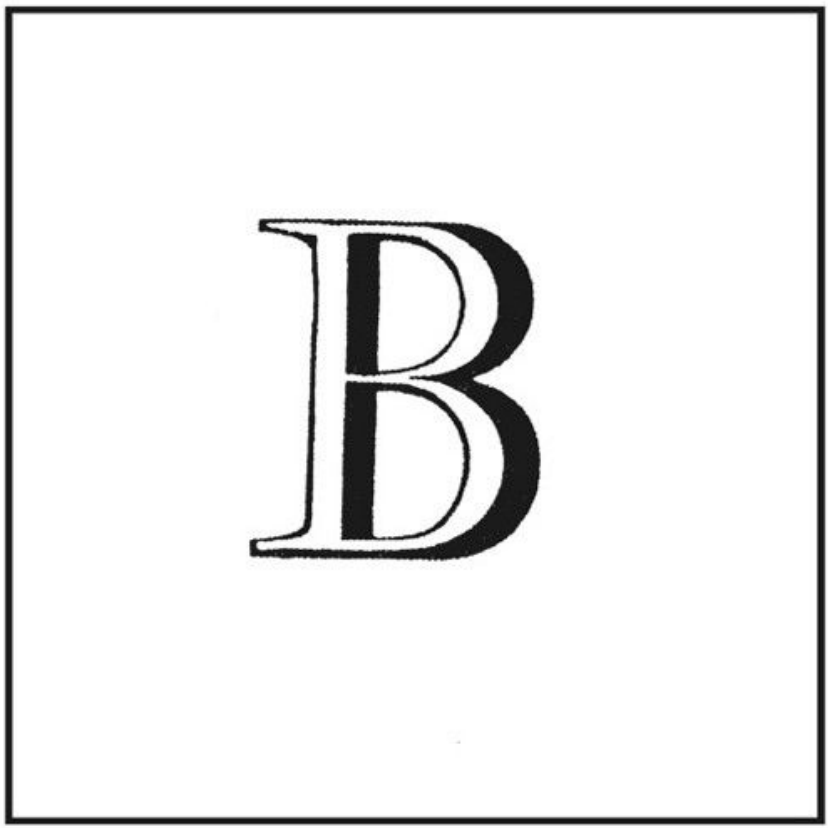
Raymond a été fait aux pattes dans les Vosges avec tout son régiment. Camp de prisonniers à Sarrebourg. La plupart des officiers croient que l'armistice signé par Pétain va entraîner leur libération rapide. Raymond, qui s'appelle encore Samuel et qui est juif, ne partage pas leur optimisme. En août 1940, il décide de s'évader.

Voici Lucie. Elle s'approche de la sentinelle et lui demande du feu. Ils commencent à parler, puis s'éloignent dans l'obscurité. Raymond escalade la grille. Aucun coup de feu ne part de l'immeuble d'en face.

Lucie a pris une chambre dans le meilleur hôtel de la ville. Ils traversent la salle à manger pleine d'officiers allemands tirant sur leurs cigares. Raymond ne se sent pas trop à l'aise dans son bleu de travail crasseux. Les Allemands doivent penser que Lucie a levé un client peu reluisant, se dit-il.

On pourrait caractériser les années suivantes par cette formule : Raymond va passer son temps à se faire arrêter, et Lucie à le faire libérer ; mais ce serait par trop réducteur, et même désobligeant pour ce couple qu'on a tant aimé.

Prochain épisode Aubrac, voir l'entrée : Messages personnels.



Batz (Île de)

Elle est la méconnue, l'oubliée, l'escamotée, la toujours occultée par sa grande petite voisine. Rendons justice aux onze braves, dont quatre îliens, qui, embarqués sur la *Mouette*, larguèrent les amarres, le 24 juin 1940, pour gagner l'Angleterre, tandis que, regroupée sur le quai, la population chantait *La Marseillaise.* Nous aurons une pensée spéciale pour Pierre Chapelain, propriétaire de la *Mouette*, évidemment complice, qui, doté d'une riche imagination, comme souvent les marins, moisit quelque temps dans une cellule de la prison de Rennes parce que les autorités d'occupation, finaudes, avaient du mal à croire que son bateau lui avait été barboté par un groupe de séminaristes soucieux de gagner la très catholique Espagne, comme il l'affirmait avec véhémence.

L'honorable souci de réparer l'injustice ne saurait conduire à en commettre une autre. Gloire à l'île de Sein et aux Sénans qui, prévenus, écoutèrent tous ensemble l'appel du général de Gaulle diffusé le 22 juin par la BBC, et qui, sous l'impulsion du maire et du recteur, comme on appelle là-bas le curé, le second jouant un

rôle décisif, partirent à cent quatorze entre le 24 et le 26 juin. Le plus âgé avait cinquante-quatre ans ; le plus jeune, quatorze.

Mille ralliements à la France libre, c'est autant de romans aux personnages hauts en couleur, pittoresques, coruscants, ébouriffants. L'île de Sein relève d'un autre registre. Une population sociologiquement homogène, une communauté où aucune tête ne dépasse. L'île de Sein, en juin 1940, ce n'est pas une addition de destins individuels, c'est un morceau de la France ordinaire qui fiche le camp en Angleterre.

Quelques jours après leur arrivée, de Gaulle alla les saluer, eux et d'autres volontaires. Serrant la main de chacun, il lui demandait d'où il venait. Impressionné par le nombre de Sénans, il eut cette phrase qui restera à jamais leur gloire : « L'île de Sein, c'est donc le quart de la France. »

Bicyclette

Voir : Vélo

Bir-Hakeim

« Oh ! cœur battant d'émotion, sanglots d'orgueil, larmes de joie ! » écrira de Gaulle dans ses *Mémoires de guerre*. Le dieu de la Guerre, qui nous était si contraire depuis 1940, avait monté un scénario à la fois exaltant et périlleux. La VIII^{e} armée britannique affaissée (« soudaine lassitude morale », constate de Gaulle), la route du Caire ouverte, il n'est nullement exagéré de dire que le monde entier a les yeux fixés sur les cinq mille cinq cents soldats de la France libre qui, sous le commandement du général Kœnig, ont reçu mission de défendre Bir-Hakeim.

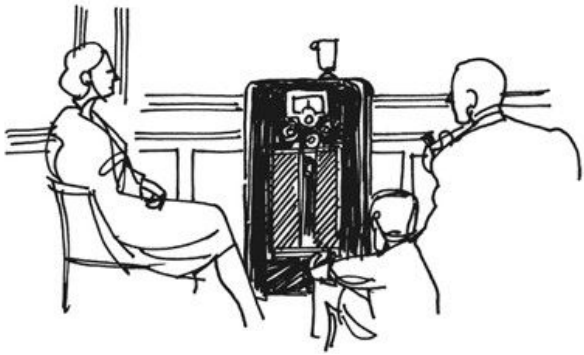
S'ils subissent « un sombre revers », prévoit de Gaulle, si l'ennemi peut filmer une longue colonne de prisonniers défilant tête basse devant Rommel, « notre cause sera bien compromise ». Au contraire, « si, en ce moment, sur ce terrain, ils réussissent quelque éclatant fait d'armes, alors l'avenir est à nous » !

Le premier choc a lieu le 27 mai 1942. Les hommes de Kœnig taillent des croupières à la division italienne Ariete, détruisant près de soixante-dix de ses chars et faisant deux cents prisonniers. Ce succès n'a évidemment pas grande signification militaire. Mais aux Italiens succède l'Afrika Korps de Rommel, avec ses batteries d'artillerie qui écrasent sous les obus les faibles défenses édifiées par les Français et ouvrent la voie à la ruée des chars. Le 1er juin, l'état-major britannique avait prescrit à Kœnig : « Tenez six jours de plus ! » Le 7 juin, il demande : « Tenez encore quarante-huit heures ! » Dans la nuit du 10 au 11, Kœnig tente et réussit une sortie. Il ramène dans les lignes alliées quatre mille de ses hommes.

« Pour le monde tout entier, le canon de Bir-Hakeim annonce le début du

redressement de la France. »

À l'instar du Général, nous avons pleuré en famille, assis en demi-cercle devant le poste de TSF. Nos premières larmes de joie depuis si longtemps. Je me rappelle que je n'osais pas regarder mon père. C'est toujours déconcertant, un père qui pleure.



Sont-ils absents de ce livre, les aviateurs français qui participèrent en 1940 à la cruciale bataille d'Angleterre, ou les marins à pompon rouge croisant sur l'Atlantique infesté par les « Loups gris » de la Kriegsmarine, Leclerc et ses hommes qui, de Koufra à Berchtesgaden, écrivirent avec leur sang une épopée ? Assurément non. France combattante et Résistance sont les deux poings d'un même corps. Elles font la guerre au même ennemi. Mais ce n'est pas le même combat. Après avoir rallié Londres en courant mille aventures périlleuses, les Français libres revêtent un uniforme et redeviennent ou deviennent des militaires exposés aux aléas classiques de la guerre. Capturés, ils seront traités correctement par l'ennemi. La mort est un avenir possible, non point la torture. Ils ne vivent pas dans la hantise de livrer des camarades. Pourquoi faudrait-il choisir entre la figure solaire d'un Leclerc chargeant à la tête de ses chars et l'ombre furtive d'un Moulin courant d'un rendez-vous à l'autre dans les traboules de Lyon ? Ils sont à jamais frères d'armes. Leurs histoires font l'histoire, même si le premier relève de la compétence des historiens militaires, le second, d'une chronique plus aléatoire puisqu'elle est placée sous les scellés de la clandestinité. Quoi de commun entre une journée vécue par Leclerc et la même par Moulin ? Le jour et la nuit.

Il y a interaction. La gloire acquise au grand soleil d'Afrique ranime la flamme de ceux qui luttent dans les ténèbres de l'Occupation. Jean Capel crée au printemps 1943, dans l'Hérault, le premier maquis de la région et l'un des plus extraordinaires qu'on verra combattre en France. Son emblème : croix de Lorraine à tête de mort. Son nom : Bir-Hakeim. Ils se montrent dignes de ce nom, les « biraquins », comme les appellent les populations des nombreuses régions traversées. Car Bir-Hakeim est sans conteste le maquis le plus mobile de France, multipliant les coups de main contre l'occupant, suscitant sa réaction violente (au point que certains maquis voisins suggèrent fortement à

ces téméraires de déménager pour retrouver un peu de tranquillité), passant de l'Hérault aux Basses-Pyrénées, puis pérégrinant dans le Gard, et, après des combats meurtriers, s'établissant dans la Lozère, sur le causse Méjean, où, dénoncé par le préfet de Lozère, un commandant et un lieutenant de gendarmerie (tous trois fusillés à la Libération), il est attaqué le 28 mai 1944 à La Parade par des forces allemandes très supérieures en nombre. Elles tuent trente deux maquisards, dont leur chef, Jean Capel, et font vingt-sept prisonniers qui, après une nuit d'effroyables tortures, seront exécutés le lendemain. Mais vingt-trois rescapés reprendront le combat et le mèneront jusqu'à la fin de la guerre.

Le jour où le monde étonné avait appris la sortie victorieuse de Kœnig, Radio-Berlin avait diffusé cette information : « Les Français blancs et de couleur faits prisonniers à Bir-Hakeim, n'appartenant pas à une armée régulière, subiront les lois de la guerre et seront exécutés. » Une heure après, le général de Gaulle faisait diffuser par la BBC la réponse suivante : « Si l'armée allemande se déshonorait au point de tuer des soldats français faits prisonniers en combattant pour leur patrie, le général de Gaulle fait connaître qu'à son profond regret il se verrait obligé d'infliger le même sort aux prisonniers allemands tombés aux mains de ses troupes. » Le soir même, Radio-Berlin précisait : « À propos des militaires français qui viennent d'être pris au cours des combats de Bir-Hakeim, aucun malentendu n'est possible. Les soldats du général de Gaulle seront traités comme des soldats. »

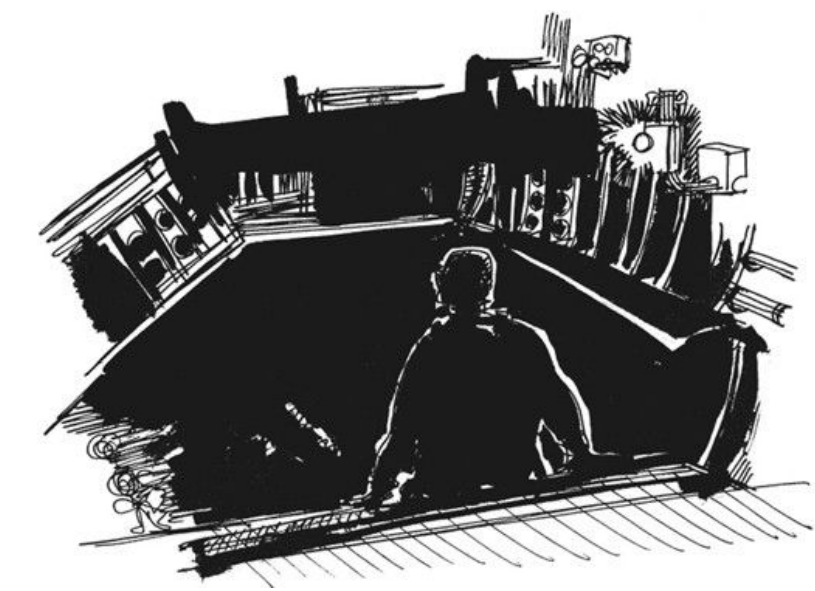
Il y a plus d'une guerre dans la guerre.

Blind

Être parachuté *blind*, c'était plonger par la trappe d'un bombardier anglais sans être attendu au sol par un « comité de réception » composé de résistants locaux. Lâché à l'aveuglette, le parachutiste devait se débrouiller seul pour enterrer sa voilure, s'orienter et rejoindre la localité où l'attendait son premier contact. La moindre faille dans sa préparation à la mission risquait d'avoir des conséquences fâcheuses.

Pierre Julitte, parachuté *blind* dans la nuit du 10 au 11 mai 1941, avait eu un entraînement éprouvant. Au cours du très sommaire stage de saut qu'il avait suivi avec un sous-officier de la Légion étrangère qui devait être son radio, le légionnaire s'était écrasé au sol, son parachute ne s'étant pas ouvert ; le mousqueton de la sangle d'extraction s'était brisé. Puis, moins dramatique mais malgré tout ennuyeux, Julitte est victime d'une sévère rage de dents à quelques jours de son envol pour la France. Une énorme fluxion gonfle sa joue, et il souffre abominablement. Son dentiste se refuse à intervenir avant la fin de l'inflammation. Bien décidé à sauter à la date prévue, Julitte a recours aux services d'un arracheur de dents opérant dans une sombre banlieue. Le

bonhomme le place sous anesthésie générale et commence par lui arracher une dent saine avant d'extraire la molaire incriminée. C'est du moins ce qu'il prétendit. Mais Julitte continuait de souffrir, et la fluxion ne diminuait pas. Un troisième dentiste lui apprit que le charlatan avait prélevé deux dents saines et procéda enfin à l'extraction de la dent coupable. C'est donc bourré d'analgésique que Pierre Julitte monta à bord du bombardier Whitley. Il s'étendit sur un matelas en caoutchouc, s'endormit dès le décollage et fut réveillé et expulsé de son matelas par les sauts de cabri que faisait l'avion, lancé par son pilote dans une sarabande effrénée. Puis Julitte, ahuri, vit les membres de l'équipage se lancer dans une danse du scalp d'Indiens ivres. Ils lui apprirent qu'ils avaient été attaqués par un Messerschmitt pour qui un lent Whitley était une proie facile, mais dont le pilote s'était fait bêtement choper par le mitrailleur de queue britannique. (De retour en Angleterre, Julitte apprendrait que la victoire avait été officiellement homologuée.)



Il saute aux environs de La Châtre sur une prairie ventée. Son parachute se met en torche. Il réussit, en coupant des sangles, à le faire se déployer. Le largueur a sous-estimé la force du vent. Julitte est projeté sur une ligne de peupliers, atterrit dans les branches, se retrouve au sol, contusionné et écorché. Il perd un temps fou à enterrer son parachute avec la ridicule pelle d'enfant qu'on lui a fournie à cet effet, part à la recherche de la ligne de chemin de fer qu'il doit suivre pour atteindre La Châtre, se perd dans des chemins creux, déboule dans des cours de fermes gardées par de redoutables molosses, ne trouve pas la ligne de chemin de fer, mais, sur une petite route, découvre une borne kilométrique indiquant que La Châtre est à douze kilomètres. Il hâte le pas, car il est déjà cinq heures et le train qu'il doit

prendre arrivera à La Châtre à sept heures, de sorte que si la partie reste jouable, elle est loin d'être gagnée d'avance, surtout avec le sac à dos qui lui brise les reins et le pesant poste émetteur calé dans sa valise.

La gare est fermée. L'horloge indique cinq heures quarante-cinq. On a oublié de lui indiquer, à Londres, que l'heure anglaise était en avance d'une heure sur l'heure française.

Rompu, épuisé par les émotions, il s'assied sur un banc dans un petit square et, malgré tous ses efforts, sombre dans un profond sommeil, à la merci d'une patrouille de police.

Aucune patrouille ne passe et il se réveille juste avant l'arrivée du train. Enfin installé, il se réjouit de calmer sa faim de loup avec les bons sandwichs qu'on lui a préparés à Londres et se retient juste à temps en voyant les tartines que mangent les voyageurs de son compartiment. On avait omis de l'avertir que les Français devaient se contenter de pain gris-noir, restrictions obligent ; or ses sandwichs sont au pain blanc.

Bien entendu, un comité de réception aurait épargné à notre homme le souci d'enterrer son parachute et lui aurait évité d'errer dans la campagne en cherchant son chemin. Un moyen de locomotion (voiture à cheval, bicyclette ou l'automobile du médecin du coin) aurait même été prévu pour gagner la gare de La Châtre sans trop se fatiguer. Pendant le voyage, on aurait eu loisir de lui expliquer l'existence d'une heure française qui n'était pas l'heure anglaise.

Sans doute un comité de réception eût-il permis d'éviter aussi l'échec tragique du jeune Henri Labit, vingt et un ans, et de son radio, Jean-Louis Cartigny, vingt-huit ans, parachutés *blind* deux mois après Pierre Julitte, dans la nuit du 5 au 6 juillet 1941. C'est la mission « Torture ». Qui, au BCRA, a eu l'idée extravagante de donner un tel nom à une mission qui risquait, en cas de malheur, de finir précisément dans les tortures ? Parachutés près de Caen, Labit et Cartigny doivent repérer les approches et les routines de l'aérodrome de Carpiquet, importante base aérienne de la Luftwaffe, en vue d'une future opération de sabotage, et créer un réseau de renseignements local.

Dès le matin du 6 juillet, Henri Labit se rend chez René Dadure, électricien au village de Carpiquet, dont le BCRA lui a dit qu'il était sympathisant de la Résistance et digne de confiance. Labit lui demande le chemin de la ferme de Lucien Frémont, maire de Lasson, et prévient Dadure que son camarade de mission se présentera chez lui le lendemain. Sympathisant de la Résistance et digne de confiance, Dadure l'était si peu que, à peine Labit a-t-il tourné le dos, il se précipite à la Geheime Feldpolizei, raconte tout et conduit lui-même deux policiers allemands chez le maire de Lasson, où Labit se repose. Prévenu *in extremis* de leur arrivée par le fils du maire, Henri Labit parvient à filer. Mais, le lendemain, Jean-Louis Cartigny est arrêté quand il se présente chez le traître Dadure. Il sera atrocement torturé et mourra fusillé à Caen, le 4 février 1942, aux côtés du malheureux Lucien Frémont.

Un comité de réception composé de résistants locaux aurait probablement conseillé à Labit et à Cartigny d'observer une certaine prudence, car le nommé Dadure René était inconnu au bataillon des sympathisants de la Résistance.

Henri Labit réussit à regagner Londres et fut parachuté derechef, en mai 1942, dans la région de Bordeaux. Cerné par les Allemands, il avala sa pilule de cyanure. Il a été fait compagnon de la Libération à titre posthume. Jugé à Caen en décembre 1944, le traître Dadure sauva sa tête et fut condamné aux travaux forcés à perpétuité, ce qui signifie qu'il a dû ne rester que quelques années en prison.

Les premiers temps, le parachutage *blind* était imposé par les effectifs très réduits de la Résistance et par leur manque d'organisation. Lorsque les rangs s'étoffèrent, on multiplia les comités de réception. Certains agents gardaient néanmoins une préférence pour le saut *blind*. Car si les résistants locaux étaient infiltrés par l'ennemi, les parachutistes se voyaient cueillis dès leur arrivée au sol. Ces mésaventures ne furent pas rares. En revanche, l'agent du Special Operations Executive (SOE) Sevenet, largué en août 1942 près de Loches, eut la stupeur de reconnaître parmi les membres du comité de réception sa propre mère, qui, elle aussi ahurie, tomba dans les bras de ce fils tombé du ciel.

Au reste, les aléas de la navigation aérienne ne garantissaient pas toujours un atterrissage au lieu où attendait le comité de réception. Ainsi l'Anglais Robert Sheppard fut-il largué avec un camarade français à plus de soixante kilomètres de l'endroit où le comité faisait le pied de grue. On lit un peu partout, et jusque sous la plume de Michael Foot, historien officiel du SOE, que Sheppard avait eu la malchance d'atterrir sur le toit d'une gendarmerie, ce qui mit prématurément fin à sa mission. Mais Bob Sheppard, qui avait pris sa retraite non loin de chez moi en Normandie, précisément près de Caen et de Carpiquet, me raconta en 1994 que l'affaire était plus complexe. Il avait atterri non pas sur le toit de la gendarmerie, mais sur celui d'une demeure voisine. La dame de la maison, fort jolie personne, était au lit avec son amant. En entendant un remue-ménage au-dessus de sa tête, elle crut que son mari, censé être en voyage, lui avait tendu un piège, qu'il avait entendu ses ébats avec son amant et s'apprêtait à descendre du grenier pour leur faire un mauvais parti. Elle se rua sur le téléphone et appela les gendarmes au secours, scellant le destin de Bob.

Il survécut à un long chemin de croix dans plusieurs camps de concentration allemands. Quelques années après la fin de la guerre, il retourna dans la localité. La dame avait divorcé d'avec son mari et épousé son amant. Elle fut folle de joie en revoyant Bob vivant. Elle ne savait rien de son sort et ne se pardonnait pas sa bévue. L'œil tout à coup brumeux, Bob me confia que cette femme généreuse lui avait accordé une compensation dont il gardait, près d'un demi-siècle plus tard, un souvenir visiblement très doux.

Blind (Georges)

La photo fut publiée pour la première fois par *La Jeune Alsace* en mai 1945, avec, en exergue, le poème d'Aragon *Ballade de celui qui chanta dans les supplices*. Puis elle parut à la une du *Figaro,* fut reprise dans la presse du monde entier, illustra maints livres, revues, magazines, manuels scolaires, et circula par dizaines de milliers d'exemplaires sur une carte postale portant au verso un texte hérissé de majuscules, comme c'était à l'époque la mode :

> Le Fusillé inconnu
> Symbole de tous les Héros
> Et de tous les Martyrs
> Riant à la France
> Riant à la Liberté
> Riant à la paix.

En réalité, c'était plus un sourire qu'un rire, et l'homme allait d'ailleurs entrer dans l'histoire comme « le fusillé souriant », mais un sourire affirmé, détendu, souverain. Adossé à l'angle de deux murs, l'homme faisait face à un peloton d'exécution allemand, fusil au creux de l'épaule, prêt à faire feu sur lui.

Quoique dramatique, la photo était roborative et bienvenue. Elle symbolisait le courage des résistants, leur mépris de la mort, leur supériorité morale sur ceux qui les suppliciaient.

Personne ne savait qui était le fusillé souriant, ni même où la photo avait été prise. On disait qu'elle avait été récupérée sur un soldat allemand capturé en France par les Alliés. L'une des photos les plus célèbres de la Deuxième Guerre mondiale était aussi l'une des plus mystérieuses.

En 1984, soit trente-neuf ans après la première publication, la lumière vint

de Floride. James Wood y exerçait la profession de photographe. Né à Belfort, en 1948, d'un père américain et d'une mère française, il avait passé son enfance à jouer dans les fossés du château de Belfort. Il identifia sans hésiter le lieu de l'exécution : le fort Blanc.

En quatre années d'Occupation, on n'avait jamais fusillé personne au fort Blanc. La plupart des condamnés étaient emmenés à la citadelle de Besançon pour y être passés par les armes ; quelques patriotes avaient été exécutés au fort Hanty, mais au fort Blanc, personne.

Peut-être le fusillé était-il un déserteur allemand. L'homme portait des bottes.

Les motifs de perplexité ne manquaient pas. Le peloton d'exécution était fort de quinze soldats, un premier rang genou en terre, le deuxième rang debout. C'était bien du monde pour fusiller un seul homme. Au mont Valérien, où l'on fusillait par fournées de cinq, on était plus économe des balles. Quant aux balles, justement, des fouilles effectuées à l'endroit précis où était placé le peloton ne révélèrent que deux douilles. Autre détail insolite : alors que les soldats étaient dûment casqués, l'officier commandant le feu était tête nue, ce qui ne correspondait pas au cérémonial habituel.

L'enquête piétinait. La vérité sera connue grâce à l'obstination et aux qualités d'enquêteur du journaliste franc-comtois Christophe Grudler, passionné par cette énigme. Il fit publier dans la presse régionale la photo accompagnée d'un appel à témoins. Un certain Jean Blind le contacta, qui affirmait que le fusillé souriant était son père, Georges, mort en déportation. Jean Blind avait lui-même été arrêté deux jours avant son père en tentant de passer en Suisse, puis déporté, et avait survécu aux camps. Il était âgé de dix-huit ans au moment de son arrestation.

Christophe Grudler reconstitua le parcours de Georges Blind. Sapeur-pompier dans le corps de Belfort, il avait rejoint la Résistance en 1941 avec plusieurs de ses camarades. Leur emploi officiel et l'*ausweis* qui allait avec facilitaient leurs activités clandestines. Ils organisèrent des sabotages, des évasions, des passages en Suisse. Georges Blind fut arrêté le 14 octobre 1944, emmené dans les fossés du château pour un simulacre d'exécution destiné à le faire parler, comme il le raconta par la suite à un camarade de captivité, puis déporté à Dachau et transféré en décembre 1944 à Auschwitz, où il fut affecté à un Kommando extérieur. Malade, il fut accepté à l'infirmerie. Un médecin SS pensa qu'il souffrait du typhus. Un SS nommé Muller assassina Georges Blind et neuf de ses camarades par une piqûre létale. La date de sa mort serait le 25 décembre 1944.

Les simulacres d'exécution furent parfois utilisés par les Allemands, et hélas aussi par des résistants dans les heures chaudes de la Libération. Le sourire de Georges est peut-être l'expression du courage impavide d'un homme persuadé qu'il va sortir de la vie à la seconde suivante. De même est-il possible qu'un détail l'ait conduit à deviner qu'il s'agissait d'une mise en scène. Peut-être encore la photo a-t-elle été prise au moment où l'officier, nu-

tête, ayant crié *« Feuer ! »*, Georges constatait avec un soulagement compréhensible qu'aucun fusil n'avait fleuri, comme écrit Aragon pour ceux de l'Affiche rouge.

Le soldat qui avait pris la photo confia sa pellicule à un photographe de Belfort. Celui-ci, ému par le cliché, en fit un tirage supplémentaire. En mai 1945, il l'envoya à *La Jeune Alsace*, où il connaissait quelqu'un, en indiquant simplement que la photo avait été prise par un soldat allemand.

Même si le fusillé souriant ne fut pas fusillé, Georges Blind reste un héros et un martyr de la Résistance.

Bloch (Marc)

L'un des charmes des livres de Jean-Paul Kauffmann, c'est qu'on est assuré d'y trouver ce qu'on n'y cherchait pas. À un méandre de son *Remonter la Marne* (Fayard, 2013), voici le sergent Marc Bloch. À Larzicourt, le 6 septembre 1914, ses camarades et lui ont eu connaissance de la proclamation de Joffre ordonnant de « se faire tuer sur place plutôt que de reculer ». Le 10, c'est l'engagement dans la bataille de la Marne.

> Et ce moment extraordinaire, écrit Jean-Paul Kauffmann, citant les *Souvenirs de guerre* du sergent Bloch, où le colonel impuissant, constatant les pertes énormes, supplie ses soldats « d'y aller ». Marc Bloch est à l'abri derrière un talus. Il n'a pas trop envie de bouger. Instant mortel en même temps qu'abstrait. Il se dit : « Puisque le colonel le veut, il faut se lever et aller de l'avant. Mais c'est fini ; ce n'est plus la peine d'espérer ; je serai tué. » Et il se lève en criant : « En avant la 18e ! » Il avance… Et n'est pas tué.

Vieille famille juive d'Alsace ; un ancêtre soldat de l'an II. Cursus universitaire brillant : normalien, agrégé d'histoire et de géographie. Après la

Grande Guerre, qu'il termine avec le grade de capitaine, la Légion d'honneur et la croix de guerre, il a tôt fait de donner sa mesure d'historien. Médiéviste, professeur à la Sorbonne, il crée en 1929, avec Lucien Febvre, les *Annales d'histoire économique et sociale*, rupture majeure avec la tradition historienne.

En 1939, malgré son âge (cinquante-trois ans) et six enfants, il est volontaire pour remettre ça. « Le plus vieux capitaine de l'armée française », se définit-il lui-même. Rescapé de la grande affaire de Dunkerque, il s'installe dans sa maison de la Creuse et rédige en trois mois *L'Étrange Défaite* (Gallimard), analyse à chaud de la catastrophe qui vient de foudroyer la France. Ce livre implacable n'a pas vieilli. Il anticipait même sur les conclusions des spécialistes militaires d'aujourd'hui, qui, beaucoup plus qu'au matériel, attribuent la victoire éclair des Allemands à l'incroyable audace de leurs chefs. Pour les Français, Marc Bloch a cette phrase qui marque au fer rouge : « Nos chefs ne se sont pas seulement laissé battre, ils ont estimé très tôt naturel d'être battus. » Comment espérer gagner quand manque la volonté de vaincre ? En filigrane, le vœu impie auquel certaines « élites » françaises pensaient toujours sans en parler jamais : plutôt Hitler que le Front populaire.

Parvenus au pouvoir dans une France stupéfiée par la défaite, plus qu'à moitié occupée, saignée financièrement par une contribution forcée exorbitante aux « frais d'occupation », amputée de deux millions de ses adultes mâles emmenés en captivité, bientôt soumise à des réquisitions créatrices de disette, sinon de famine, les hommes de Vichy s'attelèrent sans désemparer à ce qu'ils estimaient être le plus urgent : la mise en chantier, dès l'été 1940, d'un « statut des Juifs ». Promulgué au mois d'octobre, il étonna l'ennemi, qui n'avait rien demandé et encore moins exigé, par son extrême rigueur. Les Juifs, entre autres misères, étaient exclus de l'enseignement. Cent cinquante universitaires juifs sont frappés. Quatorze bénéficient d'une dérogation pour états de service exceptionnels. Marc Bloch rejoint l'université de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand. En 1941, l'état de santé de sa femme le conduit à demander sa mutation à Montpellier, pépinière de la Résistance (Jacques Renouvin, Pierre-Henri Teitgen, René Courtin). En novembre 1942, l'occupation de la zone sud par les Allemands signifie la fin de son enseignement. Il rejoint la Résistance, recruté pour le mouvement Franc-Tireur par l'un de ses étudiants, plonge dans la clandestinité et s'installe à Lyon sous le pseudonyme de Narbonne. Il sera bientôt le responsable régional de Franc-Tireur.

Tout le monde l'aime. « Il était de loin notre doyen, témoigne Alban Vistel. Il tranchait parmi notre faune par sa courtoisie d'un autre âge, sa discrétion, la modestie avec laquelle il faisait valoir son opinion. » Il a cinquante-six ans, des lunettes rondes de rat de bibliothèque, une calvitie avancée, mais Georges Altman sourit en le voyant sprinter comme un jeune homme pour attraper au vol le tramway qui le ramènera à sa planque.

Cet éminent universitaire, l'un des historiens français vivants les plus

connus dans le monde, aurait pu intimider ses jeunes camarades. Il leur fut fraternel. En 1945, Lucie Aubrac l'évoquera ainsi :

> C'était Marc Bloch, chef régional de Lyon, que tout le monde connaissait sous le nom de Narbonne et dont la gentillesse, la science et le courage avaient rendu légendaire dans la Résistance l'atmosphère de camaraderie qu'il avait créée chez les militants de Franc-Tireur.

Fraternel – ou paternel, si l'on préfère –, il le fut jusqu'à son dernier souffle.

Arrêté le 8 mars 1944, torturé à l'École de santé où officie Klaus Barbie, il est extrait de la prison de Montluc le 16 juin 1944 avec ving-neuf autres résistants. On les emmène au lieu-dit Les Roussilles, commune de Saint-Didier-de-Formans. Les derniers moments sont connus grâce au témoignage de deux rescapés. Marc Bloch avait près de lui un gamin de seize ans qui tremblait de peur. « On va avoir mal ? » Marc lui prit affectueusement le bras et le rassura : « Non, mon petit, cela ne fait pas mal. » Il tomba en criant : « Vive la France ! »

En 1988, pour le centième anniversaire de sa naissance, le président François Mitterrand décida que les restes de Jean Monnet entreraient au Panthéon. Opposé à Vichy mais aussi à la France libre, Jean Monnet fut dépêché à Alger par le président Roosevelt quand il apparut que le général Giraud n'était peut-être pas l'homme idoine pour écarter de Gaulle. Monnet avait mission d'exhorter Giraud à mettre de l'eau dans son vin et à se montrer un petit peu républicain. Il rédigea lui-même le discours où Giraud annonçait – enfin ! – son intention de rompre avec Vichy.

Régis Debray, Max Gallo et quelques autres signèrent une pétition demandant pour Marc Bloch les mêmes honneurs que pour Jean Monnet. François Mitterrand ne donna pas suite. Une deuxième pétition, signée par une pléiade d'historiens, présenta la même requête au président Chirac, en 2006. Elle connut le même sort que la première.

Bohec (Jeanne)

Vous voyez cette jeune femme de vingt et un ans, d'allure décidée, s'embarquer à Brest sur le remorqueur *Abeille,* en partance pour l'Angleterre, et vous pensez forcément qu'elle fera une bonne candidate pour le titre enviable de compagnon de la Libération, qui d'ailleurs n'existe pas encore, puisque nous sommes le 18 juin 1940 au soir et que le Général vient tout juste de lancer son appel. Notre Jeanne ne l'a d'ailleurs pas entendu, occupée qu'elle était à trouver un embarquement alors que les troupes allemandes entraient dans Brest. Elle n'a même pas eu le temps de prévenir ses parents.

Elle écrira plus tard : « J'avais honte du gouvernement qui avait demandé l'armistice, honte du maréchal Pétain, octogénaire sénile qui osait représenter

la France. »

L'enfant grec de Victor Hugo voulait de la poudre et des balles. Jeanne aussi, avec cet avantage sur l'enfant qu'elle est experte en matière de poudre. Fille de marin, elle a poursuivi des études supérieures de mathématiques et travaille depuis mars 1940 comme aide-chimiste dans une poudrerie de Brest. Voilà une bonne recrue pour la future France combattante.

À Londres, après les examens destinés à s'assurer qu'elle n'est pas une espionne allemande, on trouve à Jeanne une place de dame de compagnie dans une famille anglaise. Pour la croix de la Libération, ça commence mal.

Tout a été fait, naguère, sans méchanceté et comme naturellement, pour mettre les femmes sous le boisseau. C'était l'esprit du temps. J'ignorais jusqu'à l'existence de Jeanne Bohec avant de la découvrir dans son livre de souvenirs, publié en 2004.

Il est significatif que, dans le discours prononcé par André Malraux lors du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon, flamboyant hommage à un homme et, à travers lui, à la Résistance tout entière, les femmes soient évoquées deux fois. La première, c'est à propos des obsèques de maquisards dans un cimetière de Corrèze placé sous étroite surveillance de l'ennemi. Malgré l'interdiction et la présence de soldats armés, les « femmes noires de Corrèze » étaient là, chacune devant la tombe des siens, conformément à la coutume locale. La seconde évocation intervient à la fin du discours, c'est le très émouvant « Entre ici, Jean Moulin », avec, entre autres « les huit mille Françaises qui ne sont pas revenues des bagnes, avec la dernière femme morte à Ravensbrück pour avoir donné asile à l'un des nôtres ». (Ce « l'un des nôtres » est stupéfiant. Comme si les femmes résistantes et déportées ne faisaient pas partie « des nôtres »…)

Les femmes, en somme : pleureuses ou logeuses. C'est un peu court. Cela ne rend pas une exacte justice à Berty Albrecht, Simone Michel-Lévy, Vera Obolensky, tant d'autres…

Le rôle de dame de compagnie n'enchante pas notre intrépide Jeanne. En novembre 1940 sont créées les Volontaires françaises. Elle signe son engagement en janvier 1941. On l'affecte comme secrétaire au service technique et de l'armement. Un boulot de femme, mais c'est déjà mieux que dame de compagnie. Au printemps 1942, soit près de deux ans après son arrivée en Angleterre, elle fait valoir ses connaissances en chimie et se voit affectée à un laboratoire, nouvellement créé, qui met au point des explosifs fabriqués à partir d'ingrédients encore disponibles dans les pharmacies et drogueries de France occupée. Un jour, Henri Frenay, de passage à Londres, visite le laboratoire. Il remarque Jeanne. (Un responsable de la Résistance, c'est d'abord un coup d'œil sûr, à l'instar des *talent scouts* de Hollywood dénichant dans une ferme de l'Ohio la star de demain. Il faut très vite jauger, évaluer, peser le pour et le contre, se décider en sachant qu'un mauvais choix peut entraîner la chute d'un réseau.) Frenay la dirige sur le BCRA gaulliste. Elle aspire à combattre en France, mais le BCRA, contrairement au SOE

britannique, n'aime pas trop parachuter des femmes. Elles seront cinq en tout et pour tout. La place d'une femme n'est pas sous un parachute. Jeanne arrache sa sélection grâce à l'ancien cagoulard Duclos, *alias* Saint-Jacques (voir : Duclos, Maurice), chef de l'action civile au BCRA. Après l'entraînement adéquat, elle est larguée près d'Alençon le 29 février 1944. On peut dire qu'on a laissé du temps au temps. Sa zone d'activité désignée est la Bretagne. Elle la gagne en train, acquiert une bicyclette et pédale inlassablement sur les routes bretonnes, son kit de prof de sabotage ficelé sur le porte-bagages, allant de ferme en ferme dispenser son enseignement en participant, bien entendu, aux travaux pratiques. Elle y gagne son surnom, qui sera aussi le titre de son livre de souvenirs, *La Plastiqueuse à bicyclette* (Mercure de France, 2004).

Au début du mois de juin 1944, après avoir fait sauter maintes voies ferrées dans le cadre du plan Vert visant à ralentir l'arrivée des renforts allemands sur le front de Normandie, elle se trouve près de Saint-Marcel, dans le Morbihan. Un maquis de trois mille hommes appuyé par deux cents parachutistes français SAS est attaqué par des forces allemandes supérieures. Très chaude affaire, qui entraîne des pertes sévères des deux côtés. Jeanne demande à prendre part aux combats. Les chefs du maquis le lui refusent : ce n'est pas la place d'une femme. « Pourtant, écrira-t-elle avec quelque amertume, je connaissais mieux le maniement d'une mitraillette que beaucoup de FFI qui venaient de recevoir ces armes. »

Jeanne Bohec, morte à quatre vingt-dix ans en 2010, ne fut pas des compagnons de la Libération, simplement officier de la Légion d'honneur, tel un méritant chef de bureau dans un ministère. Cela dit, si la suggestion émise plus loin (voir : Vélo) recevait un accueil favorable, il est évident que la plastiqueuse et sa bicyclette offriraient un modèle épatant pour la statue.

Bonheur

On dit toujours « les années noires », « les années sombres », et personne ne prétendra qu'elles étaient roses ou bleu pastel, mais, pour les résistants au moins, elles ne furent pas exemptes de bonheurs. Dans un texte superbe du savant *Dictionnaire historique de la Résistance* (Bouquins), Pierre Laborie évoque le singulier rapport des résistants à la mort. Il cite Brossolette qui, en 1943, avant de mourir aux mains de l'ennemi, écrivait de ses compagnons résistants : « Ce sont des hommes à qui la mort avait été interdite sous peine capitale et qui ont dû d'abord la braver pour pouvoir la briguer. L'histoire dira un jour ce que chacun d'entre eux a dû accomplir pour retrouver […] un droit à la mort et à la gloire. »

> Cette affirmation du droit à la mort, écrit Laborie, donne au sacrifice des résistants une de ses significations les plus fortes. La mort n'y est pas une mort sur ordre, elle ne résulte pas du devoir d'obéissance ou d'un acte passif de discipline, elle n'est pas non plus une forme de délivrance. Le défi de la mort inverse le rapport à la mort. Attendue, affrontée, jamais subie, la confrontation à la mort devient recherche d'un dépassement qui donne sens à la vie.

Et Laborie de citer Georges Canguilhem évoquant « ceux qui ont préféré les raisons de vivre à la vie ».

Autrement dit (et plus platement), l'armistice signé par Pétain avait fait sortir les Français de la guerre, et, de sujets de l'histoire, ils en étaient devenus les objets. En « s'autodésignant à la mort » (Sartre) par un engagement puni de la peine capitale, le résistant recouvrait du même coup le droit à la mort et réintégrait l'histoire.

Aristocratie ? Sans aucun doute. Camus constatait qu'une guerre classique tuait le meilleur et le pire, alors qu'avec la Résistance « ce sont les meilleurs qui se sont désignés et qui sont tombés ». Mais une aristocratie démocratique, constate justement Sartre :

> Il n'est pas d'armée au monde où l'on trouve pareille égalité de risques pour le soldat et le généralissime. Et c'est pourquoi la Résistance fut une démocratie véritable : pour le soldat comme pour le chef, même danger, même responsabilité, même absolue liberté dans la discipline.

À ces hautes raisons s'ajoutaient, pour beaucoup de résistants, des gratifications psychologiques particulières qui leur apportaient du bonheur.

Le goût de l'aventure, par exemple, y trouve un assouvissement que d'aucuns n'osaient plus espérer. François Faure s'ennuyait dans la vie. Fils d'Élie Faure, le célèbre historien de l'art, quelque peu écrasé par la personnalité de son père, montrant peu de goût pour les besognes de la vie routinière, il devint l'adjoint de Rémy à la tête de la Confrérie Notre-Dame et vécut mille péripéties qui lui valurent une rude déportation. Il finit la guerre compagnon de la Libération. Son après-guerre fut difficile. Dominique Ponchardier, chef, avec son frère Pierre, du très efficace réseau Sosies, homme d'action s'il en fut, raconte dans son livre, *Les Pavés de l'enfer* (Gallimard), un moment significatif. Assistant devant la gare de l'Est au

spectacle roboratif des Allemands s'enfuyant alors que les armées alliées déboulent sur Paris, cet homme, qui avait risqué cent fois la mort, éprouve non point le soulagement de s'en être tiré, mais comme un sentiment de dépression à la perspective de la monotonie et de la tristesse des jours ordinaires à venir. Il les pimentera en écrivant la célèbre série *Le Gorille* et en reprenant du service contre l'OAS avec la création et le commandement des « barbouzes » (il est l'inventeur du mot).

Dans ses *Mémoires de guerre*, de Gaulle écrit que son appel du 18 juin le « jetait hors de toutes les séries ». À un niveau infiniment plus modeste, ne fut-ce pas le cas de tant de résistants qui, par la seule vertu de leur engagement, se trouvèrent précipités hors des séries et des routines ? Dans ce voyage inopiné en *terra incognita*, nombreux furent ceux qui, sans le savoir, avaient rendez-vous avec eux-mêmes. C'est ce qui fait de la Résistance une expérience sans précédent à cette échelle, et la rend incomparable avec les machinales tueries des guerres classiques. Innombrables furent les résistants qui se découvrirent des potentialités dont ils ne soupçonnaient même pas l'existence. La Résistance les révéla à eux-mêmes.

Ainsi de Gilbert Renault, *alias* Rémy. Employé de la Banque de France, besogneux exploitant forestier au Gabon, producteur de cinéma soumis aux aléas du métier, ruiné par l'échec retentissant du *J'accuse* d'Abel Gance, sauvé de la faillite par le hasard d'un billet de loterie gagnant, il rallie Londres dès juin 1940, devient l'un des premiers agents envoyés en France par Passy et démontre très vite des dons exceptionnels pour ce métier particulier. Chef du BCRA gaulliste, Passy dira de lui : « Il fut le pilier essentiel de tout ce que je pus créer. » Hommage plus exceptionnel encore, surtout venant d'un homme dont le peu d'affection pour les Français était proverbial, sir Claude Dansey, directeur adjoint de l'Intelligence Service, figure légendaire du renseignement britannique, reconnaîtra en Rémy « le plus extraordinaire agent secret » qu'il ait rencontré au cours de sa longue carrière.

Combien de résistants ont vécu à leur échelle une telle révélation ? Combien de femmes, surtout, éprouvèrent dans le combat clandestin – même si, à quelques exceptions près (Berty Albrecht, Marie-Madeleine Fourcade, Lucie Aubrac), on les confina dans des tâches subalternes – qu'elles pouvaient accomplir autre chose que des travaux ménagers ?

Ces bonheurs expliquent sans nul doute l'allégresse qui couve à travers presque tous les récits de rescapés, alors même que drames et tragédies les ponctuent.

On dira qu'il s'agit de rescapés. Mais les disparus eux-mêmes, face à une mort prochaine, voire imminente, nous ont laissé le témoignage du bonheur qu'ils trouvaient à résister. Voici Jacques Bingen, rejeton d'une famille juive aisée, beau-frère d'André Citroën. Brillant sujet (Sciences-Po, les Mines), il dirige une société d'armement maritime et fait partie du Comité central des armateurs de France. En 1940, il a trente-deux ans. Blessé et décoré en juin, il rallie Londres dès juillet, et la France libre lui confie raisonnablement la

gestion de sa maigre marine marchande. Il veut se battre. En 1942, il obtient sa mutation au BCRA. Il s'y lie d'amitié avec Jean Moulin. Il ne cesse de manifester sa volonté d'aller sur le terrain. « Je trahirais l'idéal pour lequel j'ai quitté la France en juin 1940, écrit-il à sa mère, si je restais à Londres, assis dans un fauteuil jusqu'à la victoire. » Rarement un homme aura mis autant d'entêtement à s'autodésigner à la mort.

Il est parachuté sur la France dans la nuit du 15 au 16 août 1943. Jean Moulin, qui souhaitait sa venue, est déjà mort. La Résistance ploie sous les coups de la répression. Bingen se dépense sans compter pour tenter de réparer les dégâts. Le 14 avril 1944, sentant l'étau se resserrer sur lui, il rédige une lettre-testament dont la tonalité ne relève pas du lugubre. Il veut que sa famille, ses amis et ses camarades de combat sachent bien qu'il a été « *prodigieusement heureux*[1] durant ces derniers huit mois ». Il ajoute :

> Il n'y a pas un homme sur mille qui, pendant huit jours de sa vie, ait connu le bonheur inouï, le sentiment de plénitude que j'ai éprouvés en permanence depuis huit mois. Aucune souffrance ne pourra jamais retirer l'acquis de la joie de vivre que je viens d'éprouver si longtemps.

Jacques Bingen est arrêté à Clermont-Ferrand le 13 mai 1944 à cinq heures du matin par quatre gestapistes. Emmené au siège de la Gestapo et laissé sous la surveillance de deux agents ennemis, il profite de la brève sortie de l'un d'eux pour assommer l'autre et s'enfuir. Il court à toutes jambes dans la rue, poursuivi par le premier gardien, et aurait probablement réussi à filer si une passante, une Française, n'avait arrêté un camion allemand pour désigner le fuyard. Repris, Jacques Bingen avale sa pilule de cyanure et meurt.

En écho à Jacques Bingen, comment ne pas évoquer Lucien Legros, l'un des cinq élèves du lycée parisien Buffon, entré en résistance à seize ans et qui, comme tant de ceux qui « aimaient la vie à en mourir », écrivit à ses parents, à quelques heures de son exécution, le 8 février 1943, une lettre sublime de

sérénité qui exprime le bonheur qu'il a éprouvé à résister : « Je vais être fusillé à 11 heures, avec mes camarades. Nous allons mourir le sourire aux lèvres, car c'est pour le plus bel idéal. J'ai le sentiment, à cette heure, d'avoir vécu une vie complète. » Il avait dix-huit ans. Et comment ne pas s'éprouver bouleversé en lisant les derniers mots adressés à sa mère (qui sera gazée à Birkenau) par Marcel Rayman, combattant exemplaire du groupe Manouchian, l'un des dix de l'Affiche rouge, avant d'être fusillé au mont Valérien avec ses camarades, le 21 février 1944 ? Après lui avoir dit sa tendresse, il poursuit avec une stupéfiante allégresse :

> Excuse-moi de ne pas t'écrire plus longuement, mais nous sommes tous tellement joyeux que cela m'est impossible quand je pense à la peine que tu ressens. Je ne puis te dire qu'une chose, c'est que je t'aime plus que tout au monde et que j'aurais voulu vivre rien que pour toi. Je t'aime, je t'embrasse, mais les mots ne peuvent dépeindre ce que je ressens. […] Je t'adore et vive la vie.

Naturellement, le bonheur n'exclut pas la peur, les angoisses, les tragédies individuelles et collectives, les longues fatigues et les désillusions. Dans sa lettre-testament, Jacques Bingen disait de ses huit mois de résistance sur le terrain : « Cette paradisiaque période d'enfer. » C'était bien trouvé.

Bonsergent (Jacques)

Il fut le premier fusillé de Paris. Il n'appartenait pas à la Résistance, mais sa conduite aux mains de l'ennemi fut celle d'un résistant.

C'est une triste histoire, comme toutes celles où la vie d'un homme se joue sur une chronologie qui lui échappe. Elle resta longtemps obscure. Le journaliste Pierre Bourget lui a consacré une enquête éclairante.

Jeune ingénieur de vingt-huit ans, Jacques Bonsergent, ancien des Arts et Métiers, très attaché à son école et à ses condisciples, descend avec quelques-uns d'entre eux, le dimanche 10 novembre 1940, du train qui les ramène d'Herblay, où ils ont assisté, le samedi, au mariage d'un camarade. Un week-end de fête. Il en reste quelque chose dans l'humeur et le comportement exubérant des gadzarts, comme on appelle les anciens des Arts et Métiers. Le fait est qu'ils donneront de l'incident, après la Libération, des versions toutes divergentes.

Le petit groupe sort de la gare Saint-Lazare vers neuf heures du soir. Il fait nuit et le black-out règne. Devant la gare, les gadzarts croisent quelques soldats allemands. Les civils français doivent céder le pas. (Mon désespoir en voyant un Parisien se faire expédier sur la chaussée d'un coup de pied au cul donné par un soldat qui avait l'âge d'être son petit-fils.) Bousculade. Quelques coups sont échangés. C'est très bref. Les gadzarts s'égaillent, mais Bonsergent est rattrapé et incarcéré à la prison du Cherche-Midi.

Il refuse de livrer les noms de ses camarades. À sa tante, Yvonne Bato, venue le voir en prison, il confiera qu'il y a eu méprise : le copain qui a un peu cogné portait la même gabardine que lui, de sorte que les témoignages des Allemands l'ont accablé. Il ne dira pas à ceux qui l'interrogent ce détail qui, pour se révéler salvateur, eût dû s'accompagner de l'identité du camarade à gabardine.

Le lendemain 11 novembre, manifestation des étudiants et lycéens parisiens à l'Étoile (voir : Étoile, Marche à l'). Elle prend l'ennemi complètement par surprise, l'étonne et l'inquiète. C'est la première manifestation de masse depuis le début de l'Occupation. Les autorités allemandes ne peuvent tolérer une fronde de la jeunesse française.

Le 5 décembre, Bonsergent est condamné à mort par le tribunal militaire

allemand.

Puis, pour la première fois aussi, les relations avec Vichy se tendent. Pétain vire Laval, homme de confiance des Allemands, et refuse de monter à Paris pour y recevoir les cendres du duc de Reichstadt (voir : Aiglon).

Dans sa cellule 175 de la prison du Cherche-Midi, Jacques Bonsergent apprend, le 22 décembre au soir, que le général Otto von Stülpnagel, qui commande les troupes d'occupation en France, a refusé sa grâce ; il sera exécuté le lendemain matin. Il écrit une dernière lettre à ses parents et une autre à l'un de ses chers camarades gadzarts, étonnante de sérénité : « Je suis exécuté demain, on vient de me l'annoncer […]. Surtout ne vous faites pas de bile, je ne m'en fais pas moi-même. […] Sur ce, je t'embrasse fraternellement et je te dis adieu avant de me coucher pour la dernière fois. »

Le 23 décembre, il est passé par les armes à Vincennes.

Le matin du même jour, on vit pour la première fois sur les murs de Paris une affiche bilingue annonçant une exécution : « L'ingénieur Jacques Bonsergent de Paris a été condamné à mort par le Tribunal militaire allemand pour acte de violence envers un membre de l'armée allemande. Il a été fusillé ce matin à Paris, le 23 décembre 1940. »

Sous les affiches, un papillon précisait : « La Préfecture de police informe que la lacération et l'endommagement d'affiches de l'autorité occupante seront considérés comme actes de sabotage et punis des peines les plus sévères. »

Les papillons ne se révélant guère dissuasifs, la préfecture plaça des gardiens devant les affiches. Ils empêchèrent les lacérations, mais ne s'opposèrent pas aux dépôts de bouquets qui, bientôt, jonchèrent les trottoirs, hommage de Paris au premier d'une longue liste de martyrs.

Bricolages et sabotages

Le 5 juillet 1944, un mois après le débarquement, la partie n'est pas encore gagnée pour les Alliés. Selon les plans, Caen devait tomber dès le soir du 6 juin ; les Allemands s'y accrochent toujours. La tempête du 19 juin a si bien démantibulé le port artificiel en construction en face d'Omaha Beach que les Américains renoncent au projet. Celui d'Arromanches a tenu le coup, mais la logistique accuse déjà un déficit inquiétant de renforts et de matériels débarqués par rapport aux prévisions.

De l'autre côté de la Seine, Le Havre est aux mains des Allemands, et sa base sous-marine, protégée par une épaisse armure de béton, reste une menace pour les Alliés. Elle abrite des vedettes lance-torpilles qui peuvent opérer sur les plages de débarquement toutes proches et mettre la pagaille dans la noria de bateaux qui font la liaison entre la Grande-Bretagne et la France.

Dans la nuit du 5 au 6 juillet, à deux heures quarante, une énorme

explosion réveille les Havrais. Elle est suivie de plusieurs autres de moindre intensité. La base sous-marine vient de sauter.

C'est l'exploit d'un homme seul, Maurice Leboucher, électricien recruté par la Kriegsmarine. Il a raconté à Georges Godefroy, Havrais lui aussi, le système simple et ingénieux qu'il avait imaginé et mis en œuvre :

> Il brancha sur le téléphone reliant la base à l'amirauté un relais automatique qui, au premier appel, envoya le courant électrique nécessaire à la mise à feu d'un petit paquet de magnésium. Celui-ci enflamma une mèche lente qui mena le feu jusqu'à la chambre de chargement des torpilles. 54 charges de torpilles explosèrent, provoquant l'explosion en chaîne des réservoirs d'air comprimé et de 120 tonnes d'obus, démantibulant 6 des 8 alvéoles.

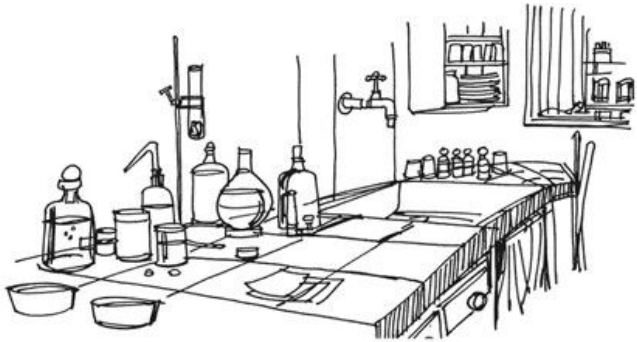
Bilan : quinze vedettes lance-torpilles entièrement détruites, dix-sept marins allemands tués, quarante blessés.

L'une des définitions de « bricolage », selon *Le Petit Robert* : « Travail dont la technique est improvisée, adaptée aux matériaux, aux circonstances. » On ne saurait mieux dire.

Privée de tout, absolument démunie, la Résistance dut bricoler en fonction des matériaux disponibles et des circonstances. Un quotidien concours Lépine qui dura quatre ans.

Les compétences furent mises à contribution. Un électricien concocte l'ingénieux montage qui envoie voltiger des tonnes de béton et casse quinze vedettes d'un coup. Des ingénieurs de la SNCF planchèrent sur des problèmes auxquels leurs études ne les avaient pas préparés : à quel endroit d'une ligne donnée faire dérailler un train de manière à causer le maximum de pertes parmi les soldats permissionnaires qu'il transporte ? Quels aiguillages saboter pour expédier un convoi transportant du matériel ennemi sur une voie où l'attendent de sérieuses difficultés ?

Parfois, l'adversaire pourvoit lui-même aux nécessités. France Bloch-Sérazin, fille de l'écrivain Jean-Richard Bloch, travaillait comme chercheuse à l'Institut de chimie de Paris. Vichy la congédie, puisqu'elle est juive et communiste. Elle peut ainsi se consacrer tout entière à son activité résistante. Elle installe un laboratoire clandestin dans son deux-pièces de la place du Danube, dans le XIX^{e} arrondissement, et, en liaison avec Pierre Georges, *alias* Fabien, fabrique les grenades, les détonateurs et les explosifs qu'utilisera la première vague de combattants communistes, celle de l'automne 1941. France est arrêtée le 16 mai 1942 par les Brigades spéciales de la police française, torturée, livrée aux Allemands et condamnée à mort. Elle mourra décapitée à Hambourg le 12 février 1943. Elle avait eu trente ans la veille de son exécution.



Un certain nombre d'usines françaises, dont certaines, très modernes pour l'époque, se signalant par leurs performances techniques, travaillaient à temps plein pour l'occupant. Bien entendu, il n'était pas envisageable de refuser sa collaboration, mais les industriels y apportaient plus ou moins de zèle. Les Alliés ne pouvaient admettre une telle contribution à l'effort de guerre allemand. Ils entreprirent de détruire les usines par des bombardements intensifs. Les pertes parmi les civils étaient sensibles. Entre autres, le pilonnage des usines Renault, à Boulogne-Billancourt, coûta la vie à des centaines de Français. Si le but avait été atteint, ces morts eussent été mis sur le compte des sacrifices nécessaires, mais le problème était que, tandis que les environs de l'objectif recevaient une pluie de bombes, l'usine elle-même s'en sortait intacte, ou si peu endommagée qu'elle recommençait à tourner à plein régime quelques heures ou quelques jours après le bombardement.

D'une manière générale, dire que les bombardements manquaient de précision serait un doux euphémisme. On se bornera à rappeler que plusieurs villes de Suisse, dont Bâle et Zurich, furent atteintes par des bombes alliées à la suite de regrettables erreurs de navigation. Le bombardement de Schaffhouse par trois vagues successives d'appareils tua à lui seul quarante citoyens helvétiques.

Cet échec incita les stratèges alliés à considérer d'un autre œil une Résistance qui, longtemps, leur avait paru présenter un intérêt très relatif. Ne pourrait-elle pas aider à stopper, ou du moins à enrayer, une production si avantageuse pour le Reich ?

Des trésors d'imagination furent dépensés, et des risques considérables courus pour répondre à la demande de Londres. L'une des solutions les plus satisfaisantes fut appliquée à Sochaux, où l'on fabriquait des tourelles de chars et des pièces destinées à l'avion de chasse Focke-Wulf, successeur du Messerschmitt. La résistance locale prit contact avec la famille Peugeot. Il n'était pas nécessaire de lui indiquer les risques d'un bombardement aérien : dans la nuit du 15 au 16 juillet 1943, cent cinquante-deux bombardiers Halifax volant à deux mille mètres d'altitude avaient bombardé l'usine, faisant cent vingt-cinq morts et deux cent cinquante blessés parmi la population, détruisant quatre cents maisons ou bâtiments. Sur les six cents

bombes larguées, trente-cinq seulement avaient touché l'usine, n'occasionnant que des dégâts mineurs.

La famille Peugeot, dont l'un des membres, Rodolphe, avait déjà des contacts avec l'agent du SOE Harry Rée, accepta sans hésiter de coopérer, son chef, Jean-Pierre Peugeot, qui redoutait un piège de la Gestapo, se bornant à demander l'émission d'un message personnel par la BBC. Il fut rassuré en entendant affirmer par le speaker que « la vallée du Doubs est belle en été ». On vit donc une sorte de commission mixte composée d'ingénieurs de la maison et de résistants procéder à une visite minutieuse de l'usine, les premiers désignant aux seconds les machines à saboter et indiquant quelles pièces seraient le plus difficiles à remplacer.

Les opérations de sabotage, répétées chaque fois que cela paraissait nécessaire, se révélèrent si efficaces qu'aucun bombardement supplémentaire ne fut programmé jusqu'à la fin de l'Occupation.

On est loin de la deuxième définition de « bricolage » fournie par *Le Petit Robert* : « Travail d'amateur, peu soigné. »

Approchées de la même façon, les familles Berliet, à Lyon, et Michelin, à Clermont-Ferrand, poussèrent des cris d'orfraie et refusèrent tout net de coopérer. On ne tenta même pas d'entrer en contact avec le collabo Louis Renault.

Brigades spéciales (BS)

Tout est routine, aux BS.

Elles existaient avant Vichy. Leur père fondateur est Édouard Daladier, « le Taureau du Vaucluse », figure du Parti radical, président du Conseil, qui les crée dans le cadre de la répression anticommuniste après la signature du pacte germano-soviétique et la dissolution du PCF.

L'arrivée de la Wehrmacht est mal vécue par les BS. L'occupant libère quelques dizaines de détenus communistes. Mais les affaires ne tardent pas à redémarrer (voir : Brouillamini communiste) et ne cessent plus de se développer.

Deux brigades, la BS1 et la BS2. Leur siège est à la préfecture de police de Paris. À leur tête, le directeur des Renseignements généraux, Lucien Rottée. La BS1, dirigée par le commissaire Fernand David, « David les mains rouges », cherche le renseignement. La BS2 de Jean Hénoque est chargée de son exploitation et se consacre essentiellement à la chasse aux « terroristes ».

Une centaine d'inspecteurs dans chaque brigade. Beaucoup de volontaires, attirés par les primes substantielles et les promotions rapides. Un noyau dur de militants fascistes, mais le ton général n'est pas à l'idéologie. Une poignée de résistants qui, avec les difficultés qu'on imagine et en courant les plus grands risques, s'efforcent de limiter la casse en prévenant ceux et celles qu'on va

arrêter. Dans sa *Chronique de la Résistance*, Alain Guérin rapporte le témoignage passionnant de l'un d'eux.

La torture est routinière. On ne cherche pas à inventer des trucs extravagants, comme à la Gestapo allemande ou française. Cravaches, matraques, nerfs de bœuf. Et on cogne, inlassablement. La douleur devient vite insupportable, et, pour le supplicié, le plus terrible est de savoir que cela ne s'interrompra que s'il commence à parler, et recommencera aussi longtemps qu'il n'aura pas répondu à toutes les questions. Les BS savent prendre leur temps. Les procès-verbaux d'interrogatoires trahissent ingénument le processus. Un paragraphe se termine par : « Je ne me rappelle plus qui m'a demandé de faire ceci ou cela. » Le paragraphe suivant commence par : « La mémoire me revient », ou « Mes souvenirs se précisent ». C'est qu'entre-temps le malheureux a reçu une nouvelle volée de coups.

À la fin des interrogatoires, livraison du client aux Allemands, en général à la Geheime Feldpolizei, qui torture à son tour pour obtenir confirmation des aveux passés devant la BS ou pour recevoir des précisions supplémentaires. Quand l'affaire se termine devant un tribunal militaire, les inspecteurs des BS qui ont capturé et torturé les résistants jugés sont invités à assister aux audiences, et l'officier présidant le tribunal se fend d'un coup de chapeau à la police française, à son zèle et à son efficacité. Néanmoins, on n'invite pas les flics des BS au mont Valérien, où furent fusillées deux cent seize de leurs victimes.

Pour juger de la réelle efficacité des BS, il faut lire *Le Sang de l'étranger* (Fayard, 1989), de Stéphane Courtois, Denis Peschanski et Adam Rayski, qui racontent le démantèlement, de janvier à novembre 1943, de l'appareil militaire des FTP-MOI, Francs-tireurs et partisans de la Main-d'œuvre immigrée, avec pour point d'orgue l'arrestation, le 16 novembre 1943, de Missak Manouchian (l'Affiche rouge) et de son chef Josef Epstein. Trois vagues successives de filatures. Au bout de trois mois, on rafle, mais en laissant quelques militants en liberté de manière à pouvoir relancer la surveillance. Les filocheurs sont d'excellents professionnels. Ils se déguisent en ouvrier, en employé des PTT, en clochard. Certains arborent l'étoile jaune, rassurante pour leur gibier. Il leur arrive d'assister à des attentats et ils se gardent bien d'intervenir pour ne pas compromettre le coup de filet final. C'est un métier.

Ils ont le nombre pour eux : cent inspecteurs dans chaque brigade ; soixante-cinq combattants clandestins.

Lucien Rottée et David les mains rouges seront fusillés côte à côte au fort de Montrouge le 5 mai 1945. Jean Hénoque réussit à disparaître. La plupart des inspecteurs des BS échappèrent à l'épuration, et beaucoup de ceux qui avaient été chassés de la police à la Libération furent réintégrés dès le début de la guerre froide, en 1947. N'avaient-ils pas donné des preuves convaincantes de leur zèle anticommuniste ?

Brouillamini communiste

De même que l'armée française aborda la Deuxième Guerre mondiale en ayant réuni les conditions qui lui auraient permis de gagner la Première plus vite et à bien moindre coût, de même l'Internationale communiste, le Komintern stalinien, se référa à la situation de la Russie en 1917 pour décider que l'été 1940 offrait au Parti communiste français l'opportunité d'arriver au pouvoir.

Une guerre de retard pour les uns ; une révolution de retard pour les autres.

La stratégie du Parti communiste français se trouve donc définie par des hommes qui prenaient les décisions à plusieurs milliers de kilomètres de la France, mais qui, éclairés et guidés par le « socialisme scientifique », sont assurés de ne point se tromper. La guerre est définie comme impérialiste, la classe ouvrière doit s'en tenir à l'écart, et, en cas d'écrasement militaire de

l'un des protagonistes, pratiquer le même défaitisme révolutionnaire que les bolcheviks en 1917. Les spécificités locales ne sont pas prises en compte. Cette exception, par exemple, qui fait de la France le seul pays vaincu par la Wehrmacht dont, pendant un peu plus de deux ans, une portion substantielle du territoire échappe à l'Occupation. Le fait, que contrairement à la quasi-totalité des pays vaincus, le pouvoir n'est pas exercé directement par le vainqueur ou par l'un de ses suppôts idéologiques assez largement méprisés, tel le Norvégien Quisling, nom sale devenu commun, mais par un vieux chef militaire plutôt admiré et apprécié des Français, les uns voyant en lui le « vainqueur de Verdun », les autres lui gardant gratitude pour sa réticence, rare dans le milieu, à faire massacrer ses hommes (« Le feu tue »). Enfin, si l'on pouvait comparer l'écroulement de la III^e^ République en 1940 à l'affaissement du pouvoir tsariste en 1917, le second collapsus ne laissait rien qui fût de taille à s'opposer à la prise du pouvoir par les bolcheviks, tandis que s'installait en France une Wehrmacht capable de parer à toute éventualité et dont les chefs n'éprouvaient aucune inclination pour le bolchevisme.

En août 1940, à l'instar de Guy Môquet, le jeune militant communiste André Kirschen distribuait à grands risques des tracts intitulés « Pour un gouvernement populaire ! » et se demandait avec perplexité pourquoi les Allemands accepteraient que la pression populaire mît aux commandes un gouvernement Thorez en remplacement du gouvernement Pétain… Le 11 août 1940, André a eu quatorze ans. Puisque nous sommes dans le marxisme, scientifique ou non, évoquons la célèbre séquence où Groucho Marx, général appelé *in extremis* pour sauver l'armée d'une catastrophe, jette un coup d'œil sur les cartes et déclare : « C'est tout simple, un enfant de sept ans verrait ce qu'il faut faire. » Un silence, puis il se tourne vers son état-major : « Qu'on aille me chercher un enfant de sept ans. » Le Komintern eût été bien inspiré de convoquer un petit Parisien de quatorze ans.

Aussi tristement symbolique qu'elle soit, la négociation entamée par Jacques Duclos avec Otto Abetz, représentant du Reich à Paris, pour la reparution de *L'Humanité,* n'entraîne pas d'effusion de sang. Mais l'Internationale communiste va plus loin. Dès le mois de juillet, elle adresse à Duclos, par radio, des consignes très claires : « Obtenir avec concours masses libération militants communistes et syndicaux emprisonnés et réintégration conseillers et maires communistes à leurs postes. » Cadres et militants sortent de la clandestinité et se manifestent publiquement. Dès le 18 juillet, Duclos rend compte :

> Une délégation de onze municipalités de la région [parisienne] s'est présentée à la préfecture, où elle a été reçue, pour demander que les élus soient réintégrés dans leurs fonctions municipales. Nous allons veiller à ce que dans chaque localité le mouvement de masse s'organise pour réclamer le retour des élus du Parti sous le mot d'ordre : « Nous voulons nos municipalités communistes. »

L'illusion légaliste se dissipera vite. Fin septembre, le préfet de police Langeron obtient des Allemands, dont la haute hiérarchie militaire voyait d'un

très mauvais œil l'espèce de collaboration entamée avec les communistes, l'autorisation de reprendre les arrestations massives qu'avait autorisées le décret Daladier du 18 novembre 1939, suspendu par l'occupant, qui n'acceptait que des arrestations au cas par cas et à la condition d'une infraction dûment établie. Repérés et filés par la police française depuis leur réapparition publique, cadres et militants, tant du parti que de la CGT, tombent par dizaines. Ainsi se constitue le vivier humain où l'ennemi, dans un an, puisera à loisir son contingent d'otages à fusiller.

Il serait injuste d'oublier que Maurice Thorez, à Moscou, et Benoît Frachon, à Paris, ont rapidement compris les dangers de la politique préconisée par le Komintern et ont freiné des quatre fers. Mais, en dépit des Charles Tillon et des Georges Guingouin, déjà à l'ouvrage, peut-être sera-t-il permis d'écrire, hors de toute intention polémique, que l'entrée en résistance du Parti communiste français s'opère de manière hésitante.

Bureau central de renseignements et d'action (BCRA)

La Révolution nationale de Vichy, cette lugubre farce, Vichy et son maréchal octogénaire, son Laval qui a promené sa cravate blanche et son œil maquignon dans tous les couloirs de la III^e^ République, ses amiraux niais qui proclament à tout vent, torse bombé, que la marine française, tonnerre de Brest, n'a pas été vaincue, Vichy où même les jeunes sont vieux, avec leurs idées d'avant-hier, leurs rancœurs, leurs rancunes, leur volonté drolatique de repartir de 1788 pour retourner à la terre en éteignant les Lumières…

La Révolution, toujours et partout, c'est la jeunesse. Et la jeunesse est à Londres ; et, avec elle, le tourbillon des grands commencements, la pagaille, l'improvisation, la gaieté, le goût du quitte ou double, les carrières cul par-dessus tête, les démarrages fulgurants…

Le 1^er^ juillet 1940, le général de brigade à titre temporaire Charles de Gaulle charge le capitaine André Dewavrin de créer, excusez du peu, ses Deuxième et Troisième Bureaux. Le Deuxième Bureau, c'est le renseignement ; le Troisième, les opérations. Tout juste vingt-neuf ans, Dewavrin est un long garçon blond filasse souffrant de calvitie précoce, les yeux bleus, célèbre pour sa timidité dans les salons de Paris et du Nord d'où, comme son nom l'indique, sa famille est originaire. Polytechnicien, professeur adjoint de fortifications à Saint-Cyr, il a participé à la malheureuse expédition de Norvège et a été l'un des rares officiers du général Béthouard à rallier la France libre. Avec de Gaulle, ce n'est pas le coup de foudre, mais c'est du sérieux, comme dirait l'autre. Le vrai coup de foudre, il l'éprouvera pour Pierre Brossolette.

Il ignore tout du renseignement. « Aucun d'entre nous, écrira-t-il longtemps après, n'avait la moindre notion de ce que pouvait être un service

secret, et les idées que nous nous en faisions, tirées du capitaine Benoît ou des romans de Pierre Nord, se révélèrent à l'usage grossièrement erronées. »

Il prend pour pseudonyme Passy et adopte pour la durée de la guerre un masque impassible qui en réfrigérera plus d'un. Ses yeux bleu Antarctique l'y aident beaucoup.

Gilbert Renault, futur Rémy, reste transi devant lui. Parti de France sous le nez des avant-gardes allemandes, il éprouve, sitôt un pied en Angleterre, une violente nostalgie de sa femme et de ses quatre enfants, qui, avec la Sainte Vierge, sont toutes ses amours. Que faire ? Le seul moyen serait de se voir confier une mission secrète en France. C'est pour la solliciter qu'il se trouve en face du sphinx Passy. « Je connais beaucoup d'artistes, plaide-t-il, qui parlent et chantent à la radio. Peut-être pourrions-nous convenir d'un code qui me permettrait de passer des messages que je m'arrangerais pour introduire dans leurs textes. » Passy est bluffé. L'idée (en fait aussi vieille que la radio) lui paraît géniale. Il ne l'a pas lue dans Pierre Nord. Après avoir obtenu l'accord des Anglais, Passy donne à Rémy un rendez-vous dans Londres (naturellement, plus question de le recevoir au siège de la France libre) et s'y présente lui-même sous un étonnant déguisement : veston noir, pantalon de fantaisie rayé noir sur gris, chapeau melon flambant neuf. En le voyant ainsi accoutré, Rémy éclate de rire. Bon garçon, Passy fait chorus. D'accord, on est aussi novice l'un que l'autre. Une amitié est née.

C’est avec des amateurs de cette force que l’amateur Passy, admirablement épaulé par son adjoint André Manuel (ah ! dommage qu’il se soit montré si injuste avec Manuel dans ses Mémoires…), va diriger l’un des services secrets les plus performants de la Deuxième Guerre mondiale. Il le fera contre vents et marée. Car, à peine créé, le BCRA devient le lieu de tous les fantasmes. Pour les collabos, un repaire judéo-bolchevique, cela va de soi. Pour beaucoup de résistants, de gauche ou simplement républicains, une filiale de la Cagoule. Passy lui-même n’aurait-il pas appartenu à la célèbre et funeste organisation d’extrême droite ? En fait, s’il s’est toute sa vie montré avaricieux de sa sympathie à l’égard des communistes, ce qui ne fait pas pour autant de lui un homme d’extrême droite, ni même de droite, l’attachement de Passy à la démocratie reste au-dessus de tout soupçon. (En 1981, sans forcer le moins du monde sa nature, il appellera à voter pour François Mitterrand.) Nos amis anglais eux-mêmes ne rechignent pas aux croche-pieds pour tenter de torpiller la concurrence, par exemple avec la lamentable affaire Dufour, une histoire de cornecul qui répand dans Londres la rumeur d’un BCRA devenu une « Gestapo gaulliste ». De Gaulle obtiendra des excuses de Churchill.

Grâce à leur dédain des traditions et des routines, seuls les amateurs sont révolutionnaires. Une décision de Passy constitue une grande première dans l'histoire du renseignement : il veut aller sur le terrain. C'est pure folie. L'homme qui sait tous les noms, tous les réseaux, toutes les filières, tous les secrets, celui dont la capture serait une catastrophe nationale, allant se promener entre les griffes de l'ennemi ? On n'a jamais vu ça. Pourtant friand de fortes aventures, Churchill est aux cent coups et met son veto. Or les moyens de transport sont aux mains des Britanniques. Mais de Gaulle, sachant que la France libre n'a pas les moyens de s'offrir le luxe du raisonnable, intervient auprès de Churchill et fait lever l'interdiction. L'argument décisif de Passy : il avalerait sa pilule de cyanure à l'instant même où une main inamicale se poserait sur son épaule. La pilule, Passy la cache au creux d'une chevalière fabriquée sur ses instructions et dont le plateau supérieur coulisse, comme dans Alexandre Dumas. Il va faire ses adieux au général de Gaulle et le remercie d'avoir fait lever le veto churchillien. Jamais en peine quand il faut trouver les mots qui vont constituer, pour le partant, un réconfortant viatique, le Général lui serre la main en disant : « Tâchez de ne pas vous faire prendre. »

Le courage de cet homme. Le courage de ces *missi dominici* – Moulin, Brossolette, etc. – qui, allant de mouvement en réseau, ont cinq ou dix rendez-vous chaque jour et se demandent chaque fois si la porte ne va pas s'ouvrir sur les visages souriants de l'ennemi. En 1962, Charles Tillon, quoique strictement imperméable au charme discret de la démocratie chrétienne, m'évoquait avec une émotion vraie Georges Bidault, successeur de Jean Moulin à la tête du Conseil national de la Résistance :

> Ses journées consistaient à aller d'un rendez-vous à l'autre, d'un réseau à l'autre. Chacun de nous vivait au sein d'une organisation, avec ses sécurités, ses relais, ses coupe-circuits. Si un secteur était compromis, on était en général averti, on pouvait prendre ses précautions. Lui, il allait à ses rendez-vous sans savoir si la Gestapo n'avait pas, depuis le dernier contact, décapité tel mouvement, infiltré tel autre. Il ne savait jamais ce qui l'attendait. Quand je le voyais arriver au rendez-vous, engoncé dans son manteau, une bouteille de cognac dans la poche pour se donner du courage, je ne pouvais m'empêcher de l'aimer.

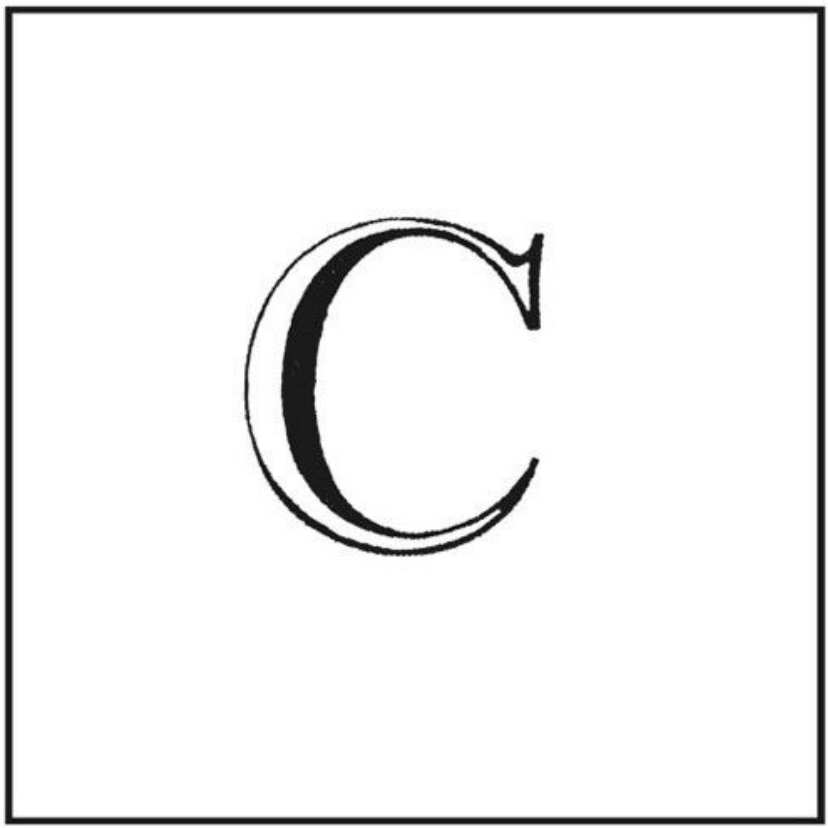
Ayant appris qu'un gros poisson venu de Londres circulait en France, la Gestapo tendit ses filets. Plusieurs fois Passy échappa de justesse au cyanure.

On peut affirmer sans crainte de se tromper que le BCRA faisait l'unanimité parmi les résistants. Contre lui, naturellement. Le contraire eût été surprenant. Il jouait, par la force des choses, un rôle politique qui ne pouvait plaire à tout le monde. Il disposait du nerf de la guerre, des moyens aériens, du choix des parachutages. Médiocre, sinon misérable en regard des besoins, ce pouvoir apparaissait exorbitant à ceux qui s'estimaient injustement traités par rapport aux voisins et concurrents.

Passy tint bon la barre, étala maints coups de chien, survécut à plusieurs tempêtes.

Bien éloigné du personnage de monstre froid qu'il s'était fabriqué par nécessité professionnelle, c'était un homme sensible, généreux, attentif à autrui. Il était difficile de ne pas l'admirer, facile de l'aimer.

1. Souligné par Jacques Bingen.



Canoéistes

Le 17 septembre 1941, les parents Lavoie décident qu'on rentrera à Douai le lendemain. La famille vient de passer l'été dans sa villa de Port-Mahon, à soixante kilomètres au sud de Boulogne-sur-Mer. Les garçons, Pierre et Jean-Paul, dix-neuf et dix-sept ans, aident à boucler les valises. Puis ils montent se coucher dès la nuit tombée, se prétendant fatigués.

Quelques minutes plus tard, ils se relèvent, traversent la terrasse sur la pointe des pieds, récupèrent dans la cour leur canoë, escaladent la dune et rejoignent sur la plage trois autres garçons groupés autour d'un second canoë peint en noir. Les deux frères Richard, dont le plus jeune a quinze ans, viennent du Vésinet et sont eux aussi en vacances ; le troisième, Reynold Lefèvre, seize ans, est venu de Saint-Denis à Port-Mahon dans l'espoir de trouver une filière pour passer en Angleterre.

Les frères Lavoie y sont décidés depuis plus d'un an. Ils ont entendu l'appel du 18 juin. Les premiers exploits des Français libres en Afrique les exaltent.

Après la débâcle de l'été 40, ils ont récupéré sur la plage deux canoës abandonnés par les Canadiens. Avec les Richard, ils les ont patiemment remis en état. Les pagaies ont été volées chez les Allemands. Deux voiles ont été confectionnées. Un stock de vivres est constitué – biscuits de soldat et sucre… Une casserole pour écoper et évacuer les besoins naturels. Les garçons ont même réussi à se procurer un fusil et quarante-cinq cartouches dans l'éventualité d'une fâcheuse rencontre avec des vedettes ou un sous-marin ennemis. Un combat naval soutenu avec un aussi pauvre armement risque de se terminer vite et mal.

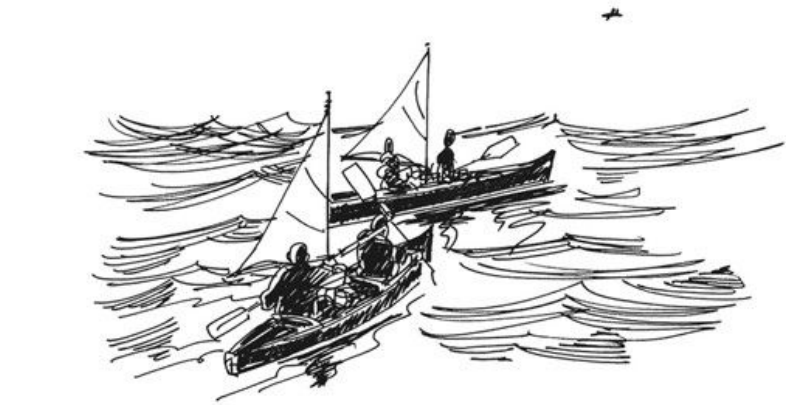
Les parents ne sont au courant de rien.

Le chef de l'expédition sera naturellement Pierre Lavoie, le meilleur marin du groupe.

On s'embarque à deux cents mètres d'un blockhaus allemand, entre deux patrouilles dont les horaires de ronde ont été soigneusement relevés. On fait force de pagaie pour s'éloigner au plus vite de la côte. Au large, la mer se

creuse, ballottant les esquifs comme des bouchons, et les cinq garçons vomissent tripes et boyaux. Les voiles sont hissées, puis affalées quand des projecteurs trouent soudain la nuit. Ce sont des vedettes allemandes. Sueurs froides. Mais les faisceaux lumineux arrivent sur eux quand ils sont au creux de la vague. Les vedettes disparaissent.

Après quelques heures, l'évidence s'impose : naviguant avec pour repères les étoiles, ils ont fait fausse route et longent la côte française au lieu de s'en éloigner. La boussole confirme. On repart à la voile en prenant le bon cap.



Le jour se lève. Soudain, un vrombissement dans le ciel. Un avion allemand. Il ne distingue pas les canoës, minuscules points sur la mer. Malgré tout, on décide de se passer des voiles et d'achever la traversée à la pagaie. La côte anglaise apparaît enfin. Mais les canoës n'avancent plus. C'est la renverse de la marée : les deux équipages, épuisés, n'ont plus la force de remonter le courant. Ils se laissent porter, somnolents. Ils avaient prévu de toucher l'Angleterre en dix heures et voici qu'une nouvelle nuit commence. La mer les jette enfin au pied d'une falaise. Ils s'écroulent sur la plage et s'endorment. Le lendemain, drapeau français déployé, ils partent à l'aventure, rencontrent des ouvriers qui leur réservent un accueil chaleureux et appellent la police. Les heures suivantes sont consacrées à un interrogatoire serré du contre-espionnage britannique.

Le général de Gaulle les reçoit et les félicite, puis une voiture les emmène rendre visite à « une importante personnalité anglaise ». Le chauffeur s'arrête devant le 10, Downing Street. Winston Churchill et sa femme, lady Clementine, qui prennent le café dans le jardin, accueillent les garçons et font ouvrir des bouteilles de champagne. Puis les journalistes, dûment convoqués, envahissent le jardin : « Voilà le vrai visage de la France », déclare Churchill en montrant les *« Five Boys »*. Les photos seront diffusées dans le monde entier.

Comme de bien entendu, il y a des gens incapables de reconnaître un exploit pour ce qu'il est, des grincheux, des ronchons, des grognons. C'est le

cas des milliers de soldats allemands cantonnés sur la côte du Pas-de-Calais et qui se voient consignés pendant un mois, à titre de punition, pour avoir laissé filer les cinq galopins ; c'est aussi le cas des unités britanniques chargées de la surveillance de la côte anglaise, qu'on sanctionne sévèrement puisque les *« Five Boys »* ont spectaculairement démontré qu'un agent allemand pouvait quiètement traverser la Manche à la rame et aborder le rivage anglais sans être autrement inquiété.

Carte

Voir : Girard, André

Chefs

Ce que j'ai toujours aimé, chez Henri Frenay, c'est Berty Albrecht. Immense respect à l'officier de carrière très traditionnel qui a su, pris par la main, parcourir un si long chemin, pour le pionnier de la Résistance, pour le remarquable organisateur du mouvement Combat ; mais je ne peux pas dire que l'homme figure dans mon panthéon personnel. Être amoureux de la Résistance n'oblige pas à être amoureux de chaque résistant. Son sale caractère ?

Pas plus que beaucoup d'autres. Son côté chef, peut-être. Il était né avec une tête de chef. Plus que les autres il trouvait naturel d'être chef. Ne tournons pas autour du pot : ce que je ne lui pardonne pas, c'est sa pitoyable tentative, en 1977, de nous présenter un Jean Moulin travesti en agent soviétique, utilisant pour cette basse manœuvre, très tendance pendant la guerre froide, l'Orchestre rouge et son chef, Leopold Trepper, qu'une mascarade aussi ridicule fit beaucoup rire de son vivant et qui doit continuer d'en rire dans sa tombe. Lamentable faux pas d'un homme déçu et amer. Il ne peut en aucun cas ternir son passé.

On verra bien Georges Bidault, successeur de Jean Moulin à la tête du Conseil national de la Résistance, s'enflammer pour l'Algérie française, passer dans la clandestinité et créer – profanation ! – un CNR de pacotille voué à la lutte contre l'indépendance de l'Algérie…

Le 17 septembre 1942, Henri Frenay part pour Londres en compagnie d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie, chef du mouvement Libération, avec qui il a toujours eu des rapports très tendus. Le 22, ils figurent parmi les passagers d'une felouque faisant route vers Gibraltar. Le fou le moins fou de la Résistance, André Postel-Vinay, est assis à côté de D'Astier.

> D'Astier, écrit-il, avait une tête d'aventurier de la Renaissance, avec un nez à couper le vent et des cheveux en tempête, un air gai et passionné à la fois, moitié poète romantique, moitié pirate. On l'imaginait bien corsaire, un foulard sur le crâne, sautant à l'abordage d'un navire dix fois gros comme le sien.

Les d'Astier : une famille méritante. Avec Emmanuel et ses deux frères aînés, Henri et François, trois compagnons de la Libération. Les femmes sont six et les communistes, douze. Mais Emmanuel, petit dernier d'une fratrie de huit, est longtemps le mauvais sujet de cette famille aristocratique (anoblie

sous la Restauration, ne nous emballons pas !). Navale, certes, puis la Royale, mais il en démissionne à vingt-sept ans, écrit deux romans qui n'intéressent personne et se lance dans le journalisme. Dandy, opiomane et antisémite. Il fera scandale, en 1969, en proclamant, dans *Le Chagrin et la Pitié,* que les résistants, lui le premier, étaient des « ratés ». Pour ce qui le concerne, c'est vrai. Il n'est pas le seul. Mon ami le sculpteur Jean-Louis Faure, petit-fils d'Élie Faure, le grand historien de l'art, répète volontiers que Hitler a sauvé son père, François : « Bon à rien avant la guerre, bon à rien après la guerre, héros de 1940 à 1945 », ce qui suffit en effet à justifier une existence (c'est François Faure, bras droit de Rémy, qui met en contact le Parti communiste clandestin et la France Libre). La Résistance aura transfiguré des vies.

D'Astier entre en résistance dès juillet 1940 et commence par s'auto-infliger une cure de désintoxication. Après des tâtonnements et des tentatives infructueuses, il rencontre à Clermont-Ferrand, en novembre 1940, Jean Cavaillès, Lucie Aubrac et Georges Zérapha, avec lesquels il crée le mouvement Libération, qui recrutera notamment chez les syndicalistes et les socialistes. Il en sera le leader incontesté. On hésite à écrire le mot « chef ». Il ne s'impose pas, il séduit, charme, enthousiasme, « moitié poète romantique, moitié pirate », comme l'a bien vu André Postel-Vinay. C'est simple : on l'aime. Pierre Viansson-Ponté écrira après sa mort : « Il ne ressemblait à personne. » Le seul chef de mouvement à choisir ses mots de passe chez Apollinaire.

Son pouvoir de séduction s'exercera jusque sur Churchill. En janvier 1944, d'Astier est commissaire à l'Intérieur au sein du Comité français de Libération nationale, qui siège à Alger. Après deux mois de cette fonction, « saturé de routine mondaine et administrative », il décide de prendre une initiative audacieuse sans en référer à quiconque, pas même (*horresco referens*) à de Gaulle : rencontrer Churchill, en convalescence à Marrakech, et plaider la cause de la Résistance, qui manque tragiquement d'armes. Quoique tumultueux, le premier entretien intéresse suffisamment Churchill pour qu'il en accorde trois autres. Les rencontres ont lieu à Londres à la fin du mois de janvier. Ce n'est pas sans une certaine stupeur que d'Astier entend le Premier ministre plaider chaleureusement la cause de Pierre-Étienne Flandin, homme politique français, ancien président du Conseil, auteur d'un télégramme de félicitations à Hitler après les accords de Munich, ministre à Vichy de 1940 à 1941. En France, qui s'intéresse encore à Flandin ? Pour Churchill, et encore plus pour Roosevelt, il est clair qu'il pèse davantage que d'Astier et Frenay réunis…

D'Astier obtient un accroissement substantiel des moyens aériens mis à la disposition du BCRA et des fournitures d'armes à la Résistance.

Jean-Pierre Lévy, rejeton d'une vieille famille juive d'Alsace, troisième larron de la zone sud, fondateur du mouvement Franc-Tireur, a si bon caractère que même Henri Frenay s'entend bien avec lui. Plus jeune que les deux autres, moins flamboyant, soutien sans faille de Jean Moulin, il est celui

qui met de l'huile dans les rouages, et la fusion des trois grands mouvements de zone sud lui doit beaucoup. Un homme « modeste et résolu », selon de Gaulle. On ne saurait mieux dire.

La flamboyance n'est pas davantage la marque de l'OCM, le grand mouvement de zone nord. Son seul nom l'indique. Aux autres les appellations martiales : puisque le mouvement regroupe à l'origine des civils et des militaires, on l'appellera tout bonnement Organisation civile et militaire. On est entre personnes sérieuses. Passy les apprécie beaucoup lorsqu'il les découvre, lors de sa périlleuse mission en France. Comment ne pas faire confiance à des gens qui, lorsque vous leur indiquez le lundi que vous êtes amateur de renseignements sur le trafic ferroviaire, vous présentent le mardi le directeur général de la SNCF ? Le chef de l'OCM est alors le colonel Touny, venu de l'extrême droite, glorieux combattant de la Grande Guerre. Il n'a pas quitté son domicile, avenue Henri-Martin, et promène chaque jour son teckel, Albert, aux alentours du bois de Boulogne. Après son arrestation, le 25 février 1944 – il sera fusillé à Arras en avril –, Maxime Blocq-Mascart lui succédera, qui se tenait également à l'écart de la flamboyance.

Il y eut incontestablement une « guerre des chefs ». Beaucoup d'historiens lui font la part belle. L'essentiel est que cette « guerre », qui menaça sans cesse la nécessaire unité, ne la brisa jamais. Quand le destin de la France libre et de la Résistance fut mis en péril par l'affaire Giraud, qui succédait à l'extravagant épisode Darlan, les chefs surent assoupir leurs querelles et présenter un front uni derrière le général de Gaulle.

Ce moment crucial mis à part, les chefs, qui s'estimaient légitimes pour représenter la Résistance, sous-estimaient le rôle et l'influence du chef de la France libre. Emmanuel d'Astier le surnommait « le Symbole ». Le mot a quelque chose d'abstrait. Or c'étaient eux, les chefs, qui restaient abstraits pour les Français. Qui connaissait Charvet (Frenay), Bernard (d'Astier), Murat (Touny) ? De Gaulle, au moins, était une voix qui entrait dans des centaines de milliers de foyers. Pour la masse des résistants, et, au-delà, des Français – aux yeux de qui France libre et Résistance ne formaient qu'une entité unique –, il était clair que Charles de Gaulle était le patron.

Ce dîner un peu pathétique, à Londres, en octobre 1942, où de Gaulle reçoit à sa table Frenay et d'Astier, tout juste arrivés de France. Les désaccords sont flagrants, notamment sur le rôle de Jean Moulin, et le ton monte quelque peu. Frenay, évoquant l'avenir, pose la question : « Que se passerait-il si nous n'étions pas d'accord ? » De Gaulle de répondre : « La France choisira entre vous et moi. » Frenay reste silencieux. Ce silence signifie sans doute : « Eh bien, oui, la France choisira. »

Fragilisés par l'hétérogénéité de leurs organisations, qui ne survivront pas longtemps à la Libération, les chefs ne connurent pas, après la guerre, le destin que leur rôle et leurs sacrifices pouvaient leur laisser espérer. Jean-Pierre Lévy n'attendait rien et fit une carrière de haut fonctionnaire. Emmanuel d'Astier, auquel le mot « carrière » faisait horreur, devint

compagnon de route des communistes, se fit élire député avec leur appui et retourna au journalisme. Henri Frenay, poussé sur la touche, s'engagera dans la construction européenne. Maxime Blocq-Mascart, qui voulait être quelque chose et ne fut rien après avoir été beaucoup, car il avait dirigé au péril de sa vie un grand mouvement, fit rire tout Paris quand le cher Yvan Audouard suggéra que les initiales OCM signifiaient : « Où Caser Maxime ? »

Jacques Duclos avait dirigé le Parti communiste tout au long de l'Occupation, témoignant d'un sang-froid et d'un courage proprement admirables. Il était la cible numéro un des Brigades spéciales, et la Gestapo eût donné cher pour sa capture. De tempérament modeste, militant exemplaire, il sut ne point faire parade de ses états de service et rentra discrètement dans le rang quand Maurice Thorez revint de ses longues vacances en Union soviétique.

Les chefs de réseau de renseignements et de maquis étaient assurément des chefs. Ils l'étaient même davantage que ceux qui, dirigeant des mouvements, s'entouraient d'organes consultatifs ou délibératifs, bureaux, comités directeurs, etc. Mais, au contraire de ces généralistes, leur champ d'action était plus spécialisé et ne touchait pas, en principe, au politique. Rémy fit exception, qui se mêla beaucoup de politique et s'y brûla un peu les doigts. Il présente aussi l'originalité d'être devenu pétainiste en 1950…

Autre exception : le réseau Alliance, qui fut commandé par une femme exceptionnelle, Marie-Madeleine Fourcade, après l'arrestation de son fondateur, le commandant Georges Loustaunau-Lacau, initiateur au sein de l'armée, avant la guerre, des réseaux Corvignolle, proches de la Cagoule. Antigaulliste, le réseau Alliance travaillait avec et pour l'Intelligence Service, et s'engagea à fond derrière le général Giraud, qu'il aida de toutes les manières et soutint jusqu'à sa mort politique. Après la guerre, Marie-Madeleine Fourcade devint une gaulliste intraitable.

Chiffres

La Résistance est brouillée avec les chiffres.

Dans la nuit du 15 au 16 avril 1942, un train parti de Maastricht ramène des permissionnaires allemands à Cherbourg. À Airan, près de Caen, quatre FTP le font dérailler. Le communiqué du commandement FTP revendique : « 2 locomotives, 30 wagons détruits, 300 Allemands (officiers, sous-officiers, soldats) tués ou grièvement blessés… » En réalité, le train était tracté par une seule locomotive, et seuls les troisième et quatrième wagons ont été pulvérisés. La seconde partie du convoi n'a pratiquement pas souffert. Bilan humain : 28 morts, quelques dizaines de blessés. Ce n'est déjà pas si mal, c'est même le coup le plus meurtrier porté aux troupes allemandes depuis le début de l'Occupation. L'ennemi fusille 24 otages en représailles.

Quelques jours plus tard, dans la nuit du 30 avril, rebelote. Les FTP agissent sur la même ligne, au même endroit, à la même heure, et poussent le défi jusqu'à déboulonner le même rail. Le message est clair et traduit bien le caractère farouche de la lutte : on vous tue du monde, vous nous tuez du monde, on remet ça, on verra bien qui se lassera le premier… Comme la première fois, le bilan réel n'a rien à voir avec le bilan proclamé : 10 morts. En représailles, 28 otages exécutés et 80 autres expédiés à Auschwitz, dont 8 seulement rentreront.

En Auvergne, les monts de la Margeride, où se situe le mont Mouchet, culminent à l'altitude modeste de 1 600 mètres, mais les chiffres concernant la bataille du mont Mouchet, livrée au mois de juin 1944, atteignent quant à eux des sommets vertigineux. Le maquis principal compte 2 500 hommes relativement bien armés grâce aux parachutages, mais – éternel problème – sans mortier, et trop peu de bazookas.

Début juin, le maquis tient bon face aux reconnaissances en force des Allemands. Le 10, le commandant maquisard informe Londres qu'il va être attaqué dans la journée par un millier de miliciens et une division allemande. Il demande le secours de la RAF. Henri Michel, premier historien de la Résistance (par ordre chronologique), écrira en 1950 que cette division perdit 1 400 hommes et 10 chars Panther. La légende prospérant, Robert Aron évaluera en 1959 les forces ennemies à une division, soit 11 000 hommes soutenus par des blindés, qui recevront dès le lendemain un renfort de 4 000 à 5 000 hommes. Il est donc naturel qu'en 1964, lors de la célébration du vingtième anniversaire de la bataille, on évoque l'assaut, dès le 10 juin, de deux divisions ennemies auxquelles auraient été infligées des pertes sévères, 1 400 tués, 2 000 blessés.

Ces évaluations prodigieuses ont été depuis révisées à la baisse, grâce notamment à l'exploitation des archives allemandes. Côté ennemi, 1 800 hommes engagés le 10, 2 700 le 11 (dont six compagnies de « volontaires » russes – les « Vlassov »). Pertes allemandes : une trentaine de morts et 60 blessés ; côté maquis, 125 morts, 80 blessés.

Ce qui n'est pas rien.

On se gardera de ricaner sur les bilans extravagants et sur les belles légendes qui, pieusement entretenues par les rescapés, font écrire des sottises à des historiens rassis.

Propice à l'éclosion du fabuleux, le flou est inhérent à l'action clandestine. On ne va pas « aux résultats », comme on dit dans l'armée régulière. Les FTP du Calvados qui font dérailler deux trains de permissionnaires à Airan s'évanouissent dans la nuit et ne peuvent compter les cadavres allemands qu'on aligne le long du ballast. La rumeur crée le bilan : 200, 300, 400 morts… De même le principe de la guérilla, *hit and run* (frapper et disparaître), interdit-il de décompter les pertes infligées à l'adversaire. Son coup fait, un maquis a le plus vif intérêt à ne pas s'attarder sur le lieu de l'engagement. Un maquis attaqué qui combat en se repliant doit se fier à

l'évaluation de ses hommes, toute subjective et donc sujette à caution, pour évaluer les pertes adverses.

Le flou existe jusque dans les chiffres officiels. Selon certaines sources, le général commandant l'assaut au mont Mouchet ne comptait pas les « Vlassov » parmi les pertes allemandes, ce qui était désobligeant pour ces hommes qui mouraient sous l'uniforme de la Wehrmacht. Toujours au mont Mouchet, et conformément à sa détestable habitude, l'ennemi procéda à de sanglantes représailles contre la population civile. Ces gens qui avaient bien accueilli les maquisards, qui les aidaient et les nourrissaient, comment ne pas comprendre la tentation de les élever, dans les bilans, à la dignité de combattants ?

On priera les ricaneurs de ne pas oublier que l'indiscutable propension à majorer les chiffres et à gonfler les bilans ne relevait pas toujours – loin de là ! – de la tartarinade. D'abord, c'était bon pour le moral des troupes. Les résistants combattaient presque toujours en infériorité numérique, et surtout avec un armement dérisoire par rapport à celui de l'ennemi. En pleine nature (en ville, c'est autre chose), quelques blindés font à eux seuls la décision, et les blindés sont allemands. Le moral a de bonnes raisons de flancher. Un communiqué glorieux peut le requinquer.

Le plus important : ces communiqués sont essentiellement à usage externe. Dans le feu du combat, c'est une évidence. Le 10 juin, lorsque Gaspard, chef du maquis du mont Mouchet, apprend que l'on bouge en face et qu'il va être attaqué par des forces incomparablement mieux équipées que ses propres troupes, on peut comprendre qu'il évalue ces forces à un millier de miliciens et une division allemande – point de départ de la légende. Il n'aura pas le soutien de la RAF, mais cela valait le coup d'essayer.

Du début à la fin, l'obsession permanente est d'obtenir des armes. La Résistance va son chemin les yeux fixés sur le ciel dans l'espoir d'y voir s'épanouir les parachutes porteurs de conteneurs aussi salvateurs que la manne céleste pour une caravane perdue dans le désert. On se dispute farouchement les armes. Ici ou là, on se les pique à main armée. C'est l'un des dangers qui menacent l'unité de la Résistance. Les bons bilans font le ciel fertile, de là une tendance compréhensible à les enjoliver. Chaque mouvement, réseau ou maquis entre en compétition pour démontrer à Londres qu'il est si performant que l'investissement en armes sera rentabilisé. Un embellissement ne devrait-il pas être plus qu'à moitié pardonné lorsqu'il a pour but non pas d'obtenir – vaine gloriole – galons et décorations, mais des armes qui permettront de se battre plus efficacement ?

Méfions-nous des ricaneurs. On en trouvait fort peu dans la Résistance. C'est toujours le marais qui coasse.

Cela dit, qui niera que l'histoire, comme la justice, doit passer ?

Cloisonnement

N'est-ce point grâce à ses cloisons étanches, qui le rendaient insubmersible selon les ingénieurs navals de la White Star Line et la publicité répandue à foison, que le *Titanic* est entré dans la légende ?

Cloisonner : impératif catégorique s'imposant à toute activité clandestine.

Dans l'effervescence des débuts, il n'est guère respecté. C'est souvent signe de sérieux. Les organisations embryonnaires manquant d'objectifs à proposer à leurs affidés, ceux-ci cherchent activement un contact ailleurs, qui, peut-être, débouchera sur des actions concrètes. L'avocat parisien Michel Brault, résistant précoce, a raconté avec verve ses débuts dans la « conspiration ». Huit mois après, en avril 1941, la situation ne manquait toujours pas de pittoresque. Son beau-frère, Philippe Antier, engagé avec lui, veut le faire déjeuner avec « deux filles épatantes » désireuses de les rejoindre. Brault a la stupeur de reconnaître dans l'une des deux épatantes une secrétaire qui travaille à son cabinet depuis cinq ans.

Un jour, remontant à vélo l'avenue Pierre-I^er^-de-Serbie, il est rejoint par son vieil ami Armand de Dampierre, qui rentre de Noirmoutier. « Tiens, lâche étourdiment Brault, j'aurais besoin de quelqu'un là-bas. » Dampierre chute presque de son vélo : « Alors, tu es dedans aussi ! » Ils tombent les masques, et Brault découvre que Dampierre est allé à Noirmoutier sur instruction du fils d'un de ses confrères, le jeune Coulon, qu'il a pratiquement connu au berceau. Or, selon Dampierre, Coulon serait très désireux de rencontrer un certain Miklos. Michel Brault blêmit : c'est le pseudonyme sous lequel il est connu dans deux réseaux, dont celui d'Armand Czerniawski, officier polonais, et de sa maîtresse Mathilde Carré, *alias* la Chatte. (À noter que Brault est encore en contact avec un troisième réseau.) Et Dampierre lui apprend que Coulon est déjà en relation avec Mathilde Carré… Ahuri par cet incroyable méli-mélo et conscient qu'il pourrait être source de périls, Brault s'abstient de révéler à Dampierre qu'il est Miklos.

Si la chute du groupe qu'on appela après guerre « réseau du musée de l'Homme » fit tant de dégâts, n'est-ce pas en raison des multiples prolongements émis imprudemment, et jusqu'à Toulouse, par la cellule originelle parisienne ? La grande Germaine Tillion, cofondatrice du réseau, émet néanmoins des réserves.

> Ces relations entre agents de filières différentes, écrit-elle, étaient dangereuses et auraient dû être proscrites, du moins selon le « Manuel du parfait petit agent clandestin ». En pratique, je ne connais pas d'équipe qui aurait pu fonctionner sans cela et je n'en connais guère qui ait succombé de ce fait. Inversement, je pourrais citer un nombre considérable de sauvetages dus aux relations personnelles qui existaient – hors groupe – entre les premiers résistants.

Le parcours de mes parents, modestes soldats de la Résistance, me semble confirmer l'opinion de Germaine Tillion. Ils furent recrutés par Jean Joulian, un homme aussi large que haut, ou presque, qui exerçait au Puy-en-Velay le

négoce en gros des lentilles à la belle enseigne des « Lentilles vertes et blondes des monts Volcaniques ». La sœur de sa femme avait épousé un fourreur juif – je pense qu'il avait eu recours aux services de mon père, avocat ; en tout cas, ils étaient devenus amis. Jean Joulian avait débuté tôt dans l'action clandestine puisqu'il avait aidé le réseau monté par Honoré d'Estienne d'Orves, agent de la France libre débarqué sur la côte bretonne en octobre 1940, capturé à la suite d'une trahison en janvier 1941, fusillé sept mois plus tard. Au moment où il recruta mes parents pour le SOE britannique, l'éclectique Joulian travaillait aussi pour un groupe d'officiers résistants de l'armée d'armistice aux ordres de Vichy. Le gigantesque Union Jack qui, tout au long de l'Occupation, tapissa l'un des murs du salon des Joulian constituait une autre imprudence.

Notre appartement de l'avenue de l'Observatoire devint donc la base parisienne d'Edward Mountford Wilkinson, *alias* Alexandre, ancien pilote de

course aux États-Unis, qui, parachuté en France, avait monté un réseau autour d'Angers avec sa compagne, Yvonne Diebolt. La sacro-sainte règle du cloisonnement prescrivait donc à mes parents de fuir tout contact avec d'autres réseaux ou organisations.

Mais ils reçoivent un jour un coup de téléphone d'un gendarme de Fismes, près de Reims, dont je ne sais comment ils l'avaient connu. Le gendarme leur explique à mots couverts qu'un bombardier allié a été abattu dans le secteur. L'équipage a pu sauter en parachute et se trouve caché dans des fermes. Il faut évacuer d'urgence les aviateurs, car les Allemands procèdent à des perquisitions. Mes parents possédaient une propriété à Baslieux-lès-Fismes, où nous passions nos vacances. Mon père prit le train pour Fismes et revint avec les aviateurs. J'ignore combien de fois il fit le voyage. Il préférait les Anglais aux Américains, que la présence d'une jolie fille dans le compartiment mettait dans une exubérance qui lui donnait des sueurs froides. À Paris, les aviateurs ne venaient pas chez nous : ils étaient confiés à l'une de ces filières d'évasion qui se les passaient de relais en relais jusqu'à l'Espagne, d'où ils regagnaient la Grande-Bretagne.

Puis un client de mon père, Louis Fouquet, arrive un jour avenue de l'Observatoire, hors d'haleine et débraillé. Un très gros homme, alors qu'il était si maigre dans sa jeunesse qu'on le surnommait « Fil de fer », ce qui lui avait valu de servir avec distinction, pendant la Première Guerre mondiale, dans une aviation dont les premiers appareils, faits de toile et de contreplaqué, excluaient les hommes de poids. Son obésité venait de le sauver. La Gestapo avait fait irruption dans son bureau de la rue de Rivoli alors que, nu comme la main, il s'employait, sous le magistère d'un professeur de gymnastique, à perdre les kilos que tant de Français s'efforçaient en vain de regagner. Il passa dans la pièce voisine pour se rhabiller. Probablement dégoûtés par ses avalanches de chair rose, les gestapistes s'abstinrent de le suivre. Il s'éclipsa par l'escalier de service. Mes parents lui trouvèrent une cachette : la maison de Baslieux-lès-Fismes, qui, au témoignage des gens du village, ne cessait de recevoir des hôtes tombés du ciel, car la Champagne était chaque nuit survolée par les escadres aériennes en route pour l'Allemagne.

Que de périlleuses promiscuités ! Si mes parents avaient observé les règles de ce que Germaine Tillion appelle drôlement le « Manuel du parfait petit agent clandestin », ils auraient éconduit le gendarme de Fismes et claqué la porte au nez de celui que nous appelions le capitaine Fouquet, car c'était son grade dans l'aviation, de sorte que des « sauvetages », pour reprendre le mot de Tillion, eussent pu ne pas avoir lieu.

Si toute règle comporte d'heureuses exceptions, il n'empêche que les responsables de la Résistance eurent raison de prêcher en faveur d'un cloisonnement aussi strict que possible. Cela valait pour les décisions majeures, telle celle de séparer le renseignement du reste des activités clandestines, et aussi pour les conduites individuelles.

Comme souvent, les communistes se montrèrent les meilleurs élèves de la

classe. En mai 1942, Jacques Duclos appelle Auguste Lecœur, prodigieux animateur de la grève qui, du 27 mai au 2 juin 1941, mobilisa près de cent mille mineurs, et le nomme secrétaire national à l'organisation du parti. Lecœur fit appliquer avec rigueur la règle du triangle (ou de la troïka), soit un groupe de trois militants dont un seul a le contact avec le niveau supérieur. Cela limite la casse en cas d'arrestation. De telles mesures diminuèrent grandement l'hémorragie causée par la répression. Revers de la médaille : les transmissions à l'intérieur du parti s'en trouvaient ralenties. Rémy, qui admirait sans réticence les communistes pour le sérieux avec lequel ils appliquaient les règles de sécurité, se plaignait néanmoins du temps démesuré que mettait un message pour atteindre le triangle de direction, Duclos, Frachon, Tillon.

L'histoire de la Résistance est remplie de ces contradictions où l'on ne sait trop si les avantages l'emportent sur les inconvénients. Lors de leurs missions Arquebuse et Brumaire en France (janvier à avril 1943), Passy et Brossolette se font les inlassables apôtres du cloisonnement. En même temps, Passy réorganise le système de transmission à Londres des renseignements recueillis par les réseaux, qui ne cessent de poser de multiples problèmes depuis le début de l'Occupation. L'idéal eût été que chaque réseau disposât de son système de transmissions. C'est impraticable, faute de spécialistes radio et d'émetteurs en nombre suffisant. Passy décide donc la création de deux centrales regroupant les meilleurs « pianistes » ; chacune transmettra les renseignements de plusieurs réseaux. Il en résulte une considérable amélioration des communications. Le problème est que si une catastrophe survient au sein d'une centrale, l'ennemi a la possibilité de remonter sur les réseaux qui l'alimentent. Ainsi, la trahison de Tilden, capturé à cause de la vanité insensée de Parsifal (voir : Parler), va entraîner la destruction de la centrale Coligny et de plusieurs réseaux branchés sur elle, dont, hélas, la Confrérie Notre-Dame de Rémy.

On aura beau multiplier les règles de sécurité et exiger le cloisonnement : handicapée par un chronique manque de moyens, affligée de tant de contraintes, la Résistance reste cette étrange et terrible machine de guerre qui ne fonctionne qu'en consommant, sans trop regarder à la dépense, la vie de ses combattants.

Communistes ouvrent le feu (Les)

Le 21 août 1941, sur un quai de la station de métro Barbès-Rochechouart, Pierre Georges, vingt-deux ans, futur colonel Fabien, abat de deux balles Alfons Moser, assistant d'intendance de la Kriegsmarine.

Bien avant la guerre, c'était chose établie dont seuls les naïfs et les niais pouvaient douter : de l'iceberg communiste, la partie émergée – le parti légal – était infiniment moins dangereuse que la partie immergée, c'est-à-dire l'appareil clandestin, avec ses militants entraînés au combat, ses planques préparées à l'avance à travers le pays, ses stocks d'armes et de munitions prêts à être déballés le jour du coup de force qui, tel celui des bolcheviks en 1917, porterait les communistes français au pouvoir.

Si le colonel de La Rocque, chef des Croix-de-Feu, puis du Parti social français (PSF), mobilisait régulièrement ses troupes pour des rassemblements automobiles où se retrouvaient plusieurs milliers de militants, c'était pour préparer une riposte rapide et efficace à un coup de force communiste.

Le 12 juin 1940, en pleine débâcle, alors que les ministres en fuite vers Bordeaux tiennent conseil à Cangé, sur les bords de la Loire, le généralissime Weygand, obsédé par le maintien de l'ordre alors que l'ennemi est à la veille d'entrer dans Paris, et qui veut pousser le gouvernement à demander l'armistice, Weygand quitte la pièce, y revient, très agité, avec ces nouvelles qui créent la panique : « Les communistes ont pris Paris ! Il y a des émeutes dans toute la ville. Maurice Thorez est à l'Élysée. » Georges Mandel, ministre de l'Intérieur, sort à son tour et téléphone à Langeron, préfet de police de Paris. Le préfet tombe des nues : tout est calme dans la capitale. Mandel rassure ses collègues. Selon toute apparence, aucun d'entre eux n'avait douté un seul instant de la capacité des communistes à mettre la main sur Paris.

Né d'un imaginaire délirant, entretenu par les fantasmes, le mythe de

l'appareil clandestin ne résista pas à l'épreuve des faits.

À l'été 1941, lorsque la direction du parti décide d'entamer la lutte armée, les militants qu'elle lance dans la bataille n'avaient aucune expérience de ce genre de combat. Quelques-uns, parmi les plus âgés, avaient combattu dans les Brigades internationales et donc subi l'épreuve du feu, mais la guérilla urbaine qu'ils allaient devoir mener n'avait rien de commun avec les affrontements de la guerre d'Espagne. Beaucoup, hélas, finiraient au poteau du mont Valérien avant d'avoir eu le temps d'acquérir l'expérience salutaire. Le cœur serré, on songe à l'admirable Pierre Tourette, chef d'un groupe de combat, qui commit l'imprudence de s'attaquer à une permanence du Rassemblement national populaire, le parti collaborationniste de Marcel Déat, vêtu d'un imperméable clair grâce auquel les flics français purent le poursuivre et finalement l'arrêter dans les rues obscurcies par le black-out.

Les planques ? Il est vrai qu'Arthur Dallidet improvisa avec rapidité et efficacité une série de planques pour les dirigeants du parti. Les jeunes combattants, eux, devaient se débrouiller seuls. Maroussia Naïtchenko, dix-huit ans en 1941, en a hébergé plus d'un. Il faut lire son livre, *Une jeune fille en guerre* (Imago, 2003), pour mesurer l'extrême dénuement matériel et la précarité de vie de ces combattants lancés dans une lutte où les survivants seront plus rares que les fusillés.

Les armes ? Les arsenaux clandestins du parti n'existaient que dans l'imagination de ses adversaires, et, quand l'heure de vérité sonna, il se trouva fort démuni. L'arme utilisée par Fabien à Barbès, le 21 août 1941, n'a rien de bolchevique. Elle lui a été prêtée par Jacques d'Andurain, étudiant communiste, qui l'a chipée à sa mère, la comtesse d'Andurain, fameuse aventurière autour de qui les mâles avaient une fâcheuse tendance à périr prématurément, et qui finira assassinée à Tanger après la guerre. C'est un revolver 6,35, le « revolver des dames », ainsi surnommé parce qu'il tenait dans un sac à main. Autant dire une arme dérisoire. Il fallait toucher un organe vital pour tuer son homme. Or, si l'on veut bien y réfléchir, les organes vitaux ne sont pas si nombreux ni si volumineux dans le corps humain, ce qui explique que tant de militaires allemands soient sortis vivants d'un attentat après avoir reçu une ou plusieurs balles dans le corps. Le 6,35 de Magda d'Andurain circula beaucoup parmi les jeunes combattants de l'Organisation spéciale communiste (OS), qui allait bientôt prendre le nom plus sympathique et revigorant de « Bataillons de la jeunesse ».

L'une des premières mesures édictées par l'ennemi avait été d'exiger des particuliers la remise des armes qu'ils possédaient. Toute désobéissance vaudrait peine de mort. À la campagne, on planqua les fusils de chasse, trop aimés pour qu'on eût le cœur de s'en séparer. En général, les villes obéirent. À Paris, plutôt que d'en faire cadeau à l'ennemi, certains préférèrent jeter leur arme dans les bouches d'égout. Le parti prit langue avec le syndicat des égoutiers et en récupéra quelques dizaines. Leur séjour de plusieurs mois dans un milieu humide les avait mises dans un triste état. S'ensuivit une dramatique

série d'accidents de tir, ratés de percussion, enrayages, etc. L'arsenal fut renforcé par des militants qui avaient eu la bonne idée de ramasser les armes abandonnées par les troupes françaises en se disant qu'elles pourraient peut-être servir un jour. Enfin, la consigne était de s'armer aux dépens de l'ennemi. La technique consistait, pour deux camarades, à assommer l'objectif, à le poignarder et à l'alléger de son arme personnelle. Il ne semble pas que ce processus d'abattoir ait suscité grand enthousiasme parmi les combattants.

De sorte que quatre-vingts ans après, ou presque, d'un simple point de vue patriotique dépourvu de toute arrière-pensée bolchevique, il est permis de regretter que l'appareil clandestin du Parti communiste français n'ait pas été ce que d'aucuns croyaient ; de même qu'on peut déplorer que la ligne Maginot, autre mythe incontournable de l'avant-guerre, ait été si aisément contournée pendant la guerre ; ou encore que tant de nos chefs militaires, avec la Wehrmacht aux trousses, aient été à ce point obsédés par un « péril rouge » sorti tout droit de la Bibliothèque rose.

Du tragique dénuement de l'été 1941, quelques militants tirèrent la leçon. René Andrieu, rédacteur en chef de *L'Humanité*, me raconta qu'au mois de mai 1958, lors des événements qui ramenèrent le général de Gaulle au pouvoir dans des conditions controversées, et alors que la gauche, communistes en tête, voyait le noir nuage de la dictature endeuiller le ciel de France, des militants d'une banlieue parisienne, sachant son passé de chef de maquis FTP dans le Lot, vinrent au siège du journal lui confier qu'ils tenaient à la disposition du parti un char allemand qu'ils avaient capturé en août 1944 et caché en lieu sûr. Il était en parfait état de marche, car, le dimanche, après avoir vendu *L'Huma* sur le marché, les copains se réunissaient pour boire l'apéro dans le local où était planqué l'engin, et les deux mécanos de la cellule faisaient tourner le moulin quelques minutes. Andrieu félicita ses camarades pour leur vigilance révolutionnaire et leur assura qu'il préviendrait la direction du parti d'une offre qui pouvait se révéler précieuse pour la défense de la démocratie. Comme je lui demandai quel épilogue avait conclu cet épisode intéressant, il me répondit : « Tu n'as pas à le savoir. » J'en fus un peu mortifié. Il savait, lui, que mon père était aussi du Lot et que nous sommes gens à pouvoir tenir notre langue.

Le coup de feu de Fabien ouvre non pas un nouveau chapitre, mais un nouveau livre dans l'histoire de la Résistance.

Compagnons de la Libération

Lorsque le général de Gaulle crée, le 16 novembre 1940 à Brazzaville, l'ordre de la Libération, sans doute pose-t-il l'acte le plus autocratique de sa longue et riche existence. Lui, Charles de Gaulle, désignera souverainement les membres de la nouvelle chevalerie sans avoir à rendre compte à quiconque

de ses choix, encore moins à les justifier. Le Libérateur par excellence choisit seul ses compagnons. Grand maître de l'ordre, il n'aura pas de successeur. La liste des compagnons est close le 23 janvier 1946, mais le grand maître attribuera à titre exceptionnel une croix de la Libération à Winston Churchill, en 1958, et au roi d'Angleterre, George VI, à titre posthume, en 1960.

Ils sont 1 061 : 1 038 personnes, 18 unités militaires, 4 villes et une île (Sein).

Tous ceux qui sont sur la liste méritaient d'y être ; tous ceux qui méritaient d'y être n'y sont pas.

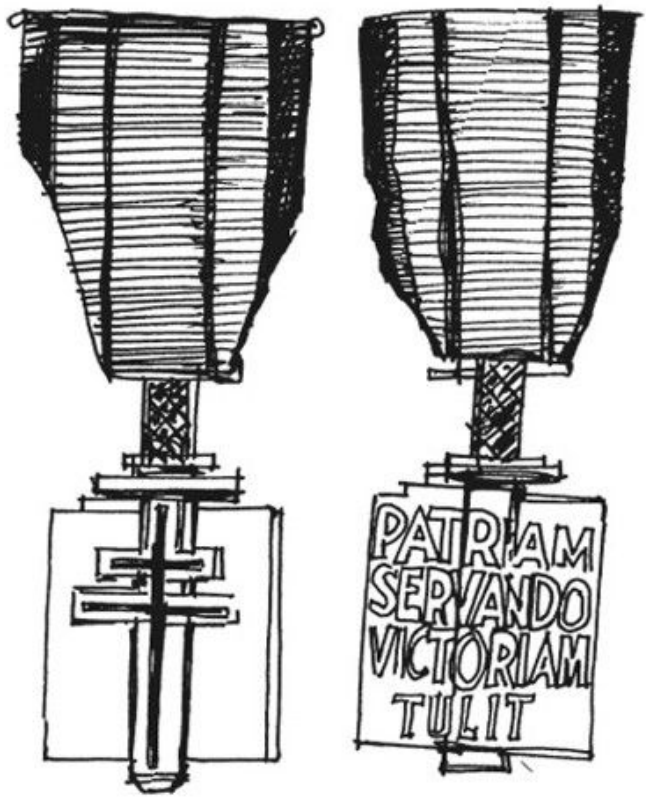
Six femmes seulement, dont quatre à titre posthume, alors que leur rôle dans la Résistance fut si grand qu'il fallut bien leur donner le droit de vote en 1945, quarante-deux ans après les Australiennes, vingt-cinq ans après les Anglaises, quinze ans après les Turques, douze ans après les Brésiliennes.

Douze communistes. Après la Libération, le parti s'était autoproclamé « parti des 75 000 fusillés », vantardise ridicule puisque le nombre des fusillés en France restait fort heureusement très inférieur à ce chiffre. Mais qui peut nier le rôle des communistes après un départ quelque peu hésitant, leur dynamisme, leur vertu d'entraînement, les sacrifices par eux consentis, le lourd tribut humain qu'ils ont payé ? Un Charles Debarge, entre cent autres, ne méritait-il pas d'entrer à titre posthume dans la vaillante cohorte ?

D'une manière générale, la France libre est largement favorisée par rapport à la Résistance intérieure : trois quarts des croix pour l'une, un quart pour l'autre. Un sergent mécanicien parti de Koufra avec Leclerc avait plus de chances de devenir compagnon qu'un chef de réseau ayant commandé plusieurs centaines de combattants clandestins. À l'intérieur même de la Résistance, certains étaient moins égaux que les autres. Ceux et celles qui, le plus souvent par hasard, avaient travaillé avec les Britanniques plutôt qu'avec le BCRA gaulliste subissaient un handicap souvent rédhibitoire. Il était essentiel de n'avoir pas soutenu le général Giraud. Marie-Madeleine Fourcade, qui travaillait avec les Anglais et avait efficacement aidé Giraud, n'avait donc aucune chance de devenir la septième femme de la liste, alors pourtant qu'elle demeure la seule femme à avoir dirigé un grand réseau, en l'occurrence Alliance, ce qui n'était pas peu de chose.

Je me souviens de Maurice Clavel, philosophe aujourd'hui un peu oublié, qui fut naguère une figure de la vie intellectuelle et politique, me disant d'une voix navrée son grand regret de ne pas figurer parmi les élus : « Le Général a dû estimer que je n'en avais pas fait assez. » Il en avait pourtant fait beaucoup, notamment à la tête de ses maquisards d'Eure-et-Loir, avec à ses côtés sa belle compagne, la comédienne Sylvia Montfort. Mais il avait été giraudiste. Plus tard, militant pour l'indépendance de l'Algérie, il décida de soutenir Messali Hadj, qui portait depuis des décennies la revendication d'indépendance, mais dont le mouvement fut implacablement balayé par le FLN. Pauvre Maurice Clavel qui choisissait toujours la bonne église mais jamais la bonne chapelle !

À quoi bon ergoter ? Ces inégalités, préférences, petites et grandes injustices, sont souvent le fait d'une méconnaissance de la réalité. Jusqu'en 1942, la Résistance intérieure est mal connue de Londres, et il est probable que le BCRA ignora longtemps les hauts faits d'un Debarge. Or le grand maître quitte le pouvoir le 20 janvier 1946. Trois jours plus tard, le 23, il déclare close la liste des compagnons. Les éventuelles injustices ne seront pas réparées.



L'important n'est-il pas que tous ceux qui sont sur cette liste aient mérité d'y être ? J'entends des ricanements au fond de la salle. Oui, bon, d'accord, André Malraux… Vaste sujet que Malraux et la Résistance… Ou, au contraire, mince sujet. Disons que sa croix de la Libération est comme les César d'honneur : elle lui est accordée pour l'ensemble de sa vie et de son œuvre.

La très émouvante cérémonie d'intronisation de Jean Moulin, pseudonyme Mercier, à Londres, le 17 octobre 1942, un Jean Moulin qui va bientôt repartir pour les supplices et la mort, une cérémonie sans flonflons ni tralala, dans un bureau, après une journée de travail : « Caporal Mercier, nous vous reconnaissons comme notre compagnon pour la libération de la France dans

l'honneur et par la victoire. »

Romain Gary, qui était si fier d'en être, en mourut peut-être un peu, obsédé qu'il était par la peur de voir découverte la plaisante supercherie qui lui avait valu d'obtenir deux fois le prix Goncourt, avec les droits d'auteur y afférents, ce qui, à ses yeux, risquait de rejaillir fâcheusement sur l'ordre de la Libération.

Pierre Messmer, héros de Bir-Hakeim, qui avait tant de titres civils et militaires à faire valoir (ancien Premier ministre, membre de l'Académie française, etc.), ordonna que seuls ces quatre mots fussent gravés à la suite de son nom sur la pierre tombale : Compagnon de la Libération.

Au fait, à ceux qui reprochent devant vous au général de Gaulle d'avoir créé le mythe absurde d'une France presque unanimement résistante, répondez : 1 038 compagnons de la Libération. Il ne se faisait aucune illusion.

Conditions carcérales

À quelque chose malheur est bon, dit la sagesse populaire. Les geôles de France ont été, tout au long de l'Occupation, des lieux d'extrême souffrance, mais l'un des bienfaits méconnus de la Résistance fut d'ouvrir la porte de la prison à une foule de braves gens qui, normalement, n'auraient eu ni l'idée ni l'occasion de la franchir. Ce qu'ils découvrirent les indigna. Règlements vexatoires, brimades quotidiennes, hygiène exécrable, gardiens sans formation, soins médicaux inexistants ou insuffisants : la prison était un cloaque.

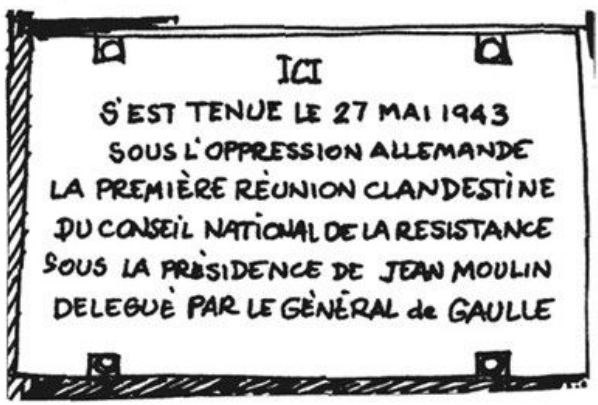
Or, la Libération venue, leur participation à la Résistance propulsa beaucoup de rescapés dans des lieux de pouvoir. Il y avait une écrasante majorité d'anciens résistants parmi les députés élus au premier scrutin législatif. Ces excellentes personnes n'avaient pas oublié l'enfer carcéral. Habituées à l'action, elles ne laissèrent pas les choses traîner. La commission Amar se réunit pour la première fois en mai 1945, le mois même où l'Allemagne capitulait sans conditions. Elle était chargée de procéder à une réforme de la condition pénitentiaire. Elle fit une révolution.

C'est le point de vue qui change, et tout change. Il ne s'agit plus de mettre à l'écart et de châtier, de « surveiller et punir », selon la formule de Michel Foucault, principe culminant avec la création du bagne – Cayenne n'avait été fermé qu'en 1938 grâce aux reportages du journaliste Albert Londres –, mais d'amender le détenu et de préparer son reclassement social. C'est désormais inscrit dans la loi. Il en résulte une série de changements : obligation pour les gardiens d'avoir suivi une formation spéciale dans une école technique, interdiction des brimades et vexations, mise en place d'un système d'instruction générale et professionnelle pour les détenus avec l'entrée des instituteurs dans les prisons, permissions de sortie, etc.

Que la prison d'aujourd'hui ne réponde nullement aux espoirs nés avec la Libération, il suffit d'ouvrir un journal pour en avoir la pénible certitude. Le mot cloaque reste d'actualité. Tout juste peut-on dire que cette situation résulte plus du lamentable état des lieux et de la surpopulation carcérale que d'une volonté d'humilier. Il n'empêche que ceux et celles qui ont légiféré après la Libération pourraient nous interpeller avec le ton du Commandeur : « Qu'avez-vous fait de l'héritage que nous vous avons laissé ? » À moins qu'ils ne préfèrent rester à l'écart des grandiloquences et ne se bornent à nous fouetter de deux mots : « Indignez-vous ! »

Conseil national de la Résistance (CNR)

L'historien Henri Michel l'a excellemment écrit : « Avant Jean Moulin, il y avait des résistants ; après Jean Moulin, il y avait la Résistance. » La création du CNR est l'aboutissement et la consécration du travail acharné de celui que le même Henri Michel appela « l'Unificateur ».


ICI
S'EST TENUE LE 27 MAI 1943
SOUS L'OPPRESSION ALLEMANDE
LA PREMIÈRE RÉUNION CLANDESTINE
DU CONSEIL NATIONAL DE LA RESISTANCE
SOUS LA PRÉSIDENCE DE JEAN MOULIN
DELEGUÉ PAR LE GÉNÉRAL de GAULLE

La première réunion du CNR se tint, le 27 mai 1943, au 48, rue du Four, à Paris. Sous la présidence de Jean Moulin, il était composé de seize membres, dont huit représentaient les mouvements des zones nord et sud, six, les partis politiques, et deux, les syndicats. Après l'arrestation de Moulin à Caluire, moins d'un mois après la première réunion, Georges Bidault lui succède sans cumuler, comme lui, la présidence et la fonction de délégué du général de Gaulle.

Comme l'écrit l'historienne Claire Andrieu, le CNR « est une institution

politique qui, par sa représentativité et sa longévité, n'a pas d'autre exemple dans les pays occupés ». Il ne se réunit que trois fois entre sa création et la libération de Paris. Rassembler ses dix-sept membres, président compris, éparpillés à travers la France, c'était chaque fois offrir à la Gestapo l'occasion de réaliser un super-Caluire. L'important était qu'il existât. Instance suprême, il contribua puissamment à assoupir les querelles et à éloigner les tentations de ruptures et de scissions.

Un bureau de cinq membres se réunissait une ou deux fois par semaine pour régler les questions pratiques.

Les mouvements hostiles à sa création s'employèrent naturellement à le neutraliser en créant des structures rivales. Ces tentatives ne prospérèrent pas. La rédaction et l'adoption du programme du CNR lui procurèrent une existence posthume inattendue puisque, plusieurs générations après, elle demeure aussi vivace.

Que l'ancien militant maoïste et ancien vice-président du patronat français (plaisant curriculum) Denis Kessler fixe en 2007 comme objectif majeur et urgent « de défaire méthodiquement le programme du CNR », voilà un bel hommage aux dix-sept hommes (bien sûr, pas une femme dans cette instance), y compris les représentants des partis politiques tant honnis, qui, le 15 mars 1944, adoptèrent à l'unanimité les propositions, certes discutées et amendées, du communiste Pierre Villon, représentant du Front national au sein du CNR.

Conseils à l'occupé

Jean Texcier, cinquante-deux ans, fonctionnaire, militant socialiste, arrive à la gare d'Austerlitz par une superbe journée de juillet. Juillet 40. Il ne reconnaît pas son Paris. Presque vide d'habitants, tout rempli de visiteurs en uniforme. La collaboration se passe bien. Ambiance bon enfant. On se sourit. À la terrasse des cafés, des jeunes femmes « friandes de nouveauté » amorcent des conversations. Une presse ignoble envahit les kiosques. Écœuré, indigné, Texcier s'attelle sans tarder à la rédaction d'un « petit manuel de dignité ».

Ces *Conseils à l'occupé* n'ont rien de commun avec les vibrants appels lancés au mois de juin. Nulle évocation de la patrie profanée, des trois couleurs traînées dans la boue, de l'ardente obligation de résister par tous les moyens. C'est ce qui fera leur succès. Texcier glisse à l'oreille de ses concitoyens, sans emphase, *mezza voce*, des conseils pratiques pour se bien tenir.

Le premier est inspiré par sa réaction au spectacle du Paris allemand : « Les camelots leur offrent des plans de Paris et des manuels de conversation ; les cars déversent leurs vagues incessantes devant Notre-Dame et le Panthéon ; pas un qui n'ait, vissé dans l'œil, son petit appareil photographique. Ne te fais pourtant aucune illusion : *ce ne sont pas des touristes*. »

Huitième conseil : « Depuis que tu es "occupé", ils paradent pour ton déshonneur. Resteras-tu à les contempler ? Intéresse-toi plutôt aux étalages. C'est bien plus énervant, car, au train où ils remplissent leurs camions, tu ne trouveras bientôt plus rien à acheter. »

Neuvième conseil : « Ton marchand de bretelles a cru bon d'inscrire sur sa boutique : *man spricht deutsch* ; va chez le voisin, même s'il paraît ignorer la langue de Goethe. »

Le vingt-troisième conseil est un salut à l'Angleterre, tant il est vrai qu'en ce mois de juillet 1940 la fidélité à l'allié britannique est la pierre de touche de l'esprit de résistance : « L'aigle allemand marche pompeusement, et c'est le pas de l'oie. Partant en guerre contre l'Angleterre, il chante avec

ostentation. Et c'est peut-être le chant du cygne. »

Le trentième va dans le même sens : « Tu grognes parce qu'il t'oblige à être rentré à vingt-trois heures précises. Innocent, tu n'as pas compris que c'est pour te permettre d'écouter la radio anglaise ? »

Et le trente-troisième et dernier : « Inutile d'envoyer tes amis acheter ces *Conseils* chez le libraire. Sans doute n'en possèdes-tu qu'un exemplaire et tiens-tu à le conserver. Alors, fais-en des copies que tes amis copieront à leur tour. Bonne occupation pour des occupés. »

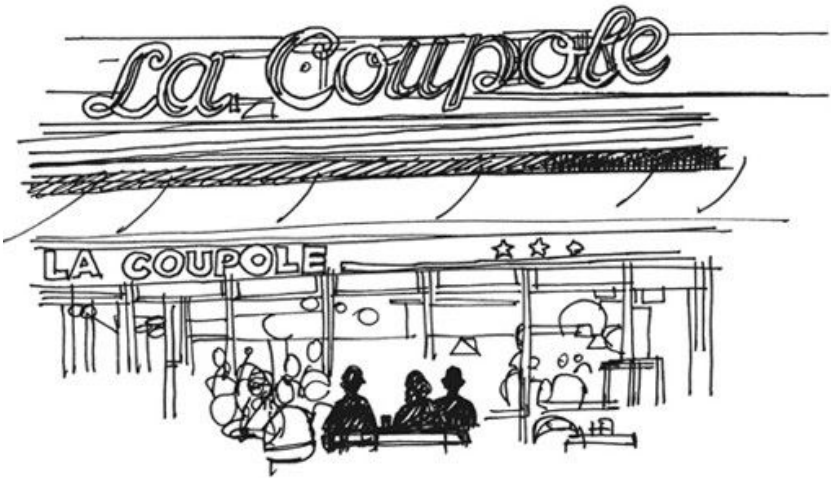
Voilà bien l'un des prodiges de ces temps calamiteux : un bonhomme seul dans son coin griffonne cinq feuillets qu'il n'a aucun moyen de faire connaître, sinon à sa concierge et à une poignée d'amis, et son texte devient un événement. Vertu de la « chaîne », qu'on appellera plus tard et ailleurs le samizdat : « Vous qui avez reçu ces conseils, recopiez-les deux fois et envoyez les trois exemplaires à trois bons Français qui agiront de même. » Boule de neige. « Il court, il court, le furet… » Quand la presse écrite fait le trottoir pour l'ennemi et que « Radio-Paris ment, Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand », comme on le chante à l'époque, toute parole de vérité tombe comme pluie divine sur un sol calciné.

Que le texte de Jean Texcier soit devenu un événement, maints témoignages l'attestent. Agnès Humbert, résistante de la première heure (voir : Musée de l'Homme), note le 18 août 1940 dans son journal intime : « Hier, Madeleine Le Verrier m'a prêté un tract qu'on vient de lui donner ; je l'ai recopié. Cassou l'avait déjà vu en plusieurs endroits. Les rédacteurs de ces *Trente-trois conseils à l'occupé* sauront-ils jamais ce qu'ils ont fait pour nous et sans doute pour des milliers d'autres ? L'étincelle dans la nuit… » Vassili Soukhomline, correspondant à Paris de plusieurs journaux moscovites, qui s'était étonné que les Allemands aient pu entrer dans la capitale sans avoir à tirer un coup de fusil, constate que l'esprit de résistance commence à se manifester : « Au mois d'août, écrit-il, mon ami le pharmacien m'a passé le premier tract tapé à la machine, intitulé *Trente-trois conseils à l'occupé*. »

Quand Maurice Schumann en parle à la radio de Londres, on assiste au miracle de la multiplication des tracts.

Vingt et unième conseil : « Étale une belle indifférence : mais entretiens secrètement ta colère. Elle pourra servir. »

Coupole (La)



19 avril 1944. Deux hommes et une femme sont attablés à la terrasse du restaurant La Coupole, boulevard du Montparnasse, à Paris. Étienne Bauer a la mine sombre. Son frère Michel, membre du réseau Brutus, a été arrêté par la Gestapo. Assis en face de lui, Robert Blanc, *alias* Cosinus, lui aussi membre de Brutus et qui cherche à joindre d'urgence le patron du réseau éprouvé par une série d'arrestations. Étienne Bauer le rassure : il va les mettre en contact sans tarder. La femme est la maîtresse de Cosinus.

Incarcéré, Michel Bauer a écrit au crayon sur un mouchoir faisant partie d'un paquet de linge sale remis à son frère : « Cosinus est le traître. » Si Étienne Bauer a fixé ce rendez-vous à la terrasse de La Coupole, c'est pour que les membres du groupe franc chargés de liquider Cosinus, qui passent et repassent sur le boulevard, l'identifient sans erreur possible.

Les deux hommes et la femme se lèvent et quittent La Coupole. Ils se séparent au métro Montparnasse. Cosinus et sa maîtresse, qui travaille avec lui pour la Gestapo, empruntent la rue du Départ, en l'occurrence bien nommée, et s'engagent dans l'avenue du Maine, artère tranquille et de peu d'affluence piétonnière, où ils sont abattus d'une rafale de mitraillette.

Je ne passe jamais devant La Coupole sans revoir cette séquence avec une précision cinématographique, comme si elle avait été vraiment tournée.

Un peu plus bas sur le boulevard du Montparnasse, le café-brasserie Au chien qui fume, où, le 19 novembre 1942, Hillel Katz, bras droit de Trepper, chef de l'Orchestre rouge, donna rendez-vous à Georgie de Winter, maîtresse de Trepper, pour lui apprendre que ce dernier venait d'être arrêté.

Un peu plus bas encore, au carrefour avec la rue de Sèvres, en face du métro Duroc, le café Le François Coppée, où, le 5 novembre 1943, Simone Michel-Lévy est attirée dans un guet-apens par le traître Tilden.

Combien de milliers d'heures occupées depuis des décennies à marcher dans Paris, tel un somnambule, les yeux ouverts sur le passé ?

Mon Paris de l'Occupation. La pharmacie Bailly, près de la gare Saint-Lazare, dont la double issue permit l'évasion de Trepper. La rue Cassette, où habitait Vera Obolinsky.

Et la rue des Immeubles-Industriels, près de la Nation, où vivait Marcel Rayman. La Maison de la chimie, où furent jugés et condamnés à mort Pierre Tourette et ses jeunes communistes. La Chambre des députés, que je revois avec le gigantesque V dont l'ennemi l'avait ornée. La porte du jardin du Luxembourg, en bas de la rue Guynemer, par laquelle je vis sortir, le lendemain de la Libération, les cercueils des FFI capturés et fusillés par les Allemands…

Culot

L'homme est un important, mais un important sympathique. Un haut gradé de la police. Il est entouré d'une poignée d'adjoints aux visages graves. Leur voiture et le camion qui la suivait ont stoppé devant le portail d'entrée de l'usine des Ancizes, à Clermont-Ferrand, qui fabrique des aciers spéciaux pour la Wehrmacht. Elle est gardée par un peloton de gendarmes français.

Après s'être présenté à l'officier commandant le peloton, qu'impressionne la qualité du visiteur, celui-ci examine d'un œil expert les fusils des gendarmes. Il secoue la tête : « C'est bien ce qu'on m'avait dit. Votre armement est ridicule, les amis. Un camion arrive avec des mitraillettes. Allez, ne perdons pas de temps, rangez-moi vos pétoires dans ce véhicule. » Ravis, les gendarmes s'exécutent. Désarmés, ils sont tenus en respect par les faux policiers, qui, eux, sont armés, tandis que l'équipe des saboteurs entre dans l'usine et vaque à ses besognes. Quant au camion, il roule avec sa cargaison de fusils vers un maquis auvergnat.

Si un nombre substantiel de résistants se découvrirent un don insoupçonné pour jouer la comédie, susciter l'empathie et inspirer confiance, toutes qualités propices à la réussite d'un escroc, ils furent heureusement peu nombreux à s'en resouvenir, après la guerre, quand se présentèrent des passes parfois difficiles, et à se retrouver sur les bancs de la correctionnelle.

En matière de culot, la championne toutes catégories de la Résistance s'appelle Lucie Aubrac.

Debarge (Charles)

Aragon écrit de lui :

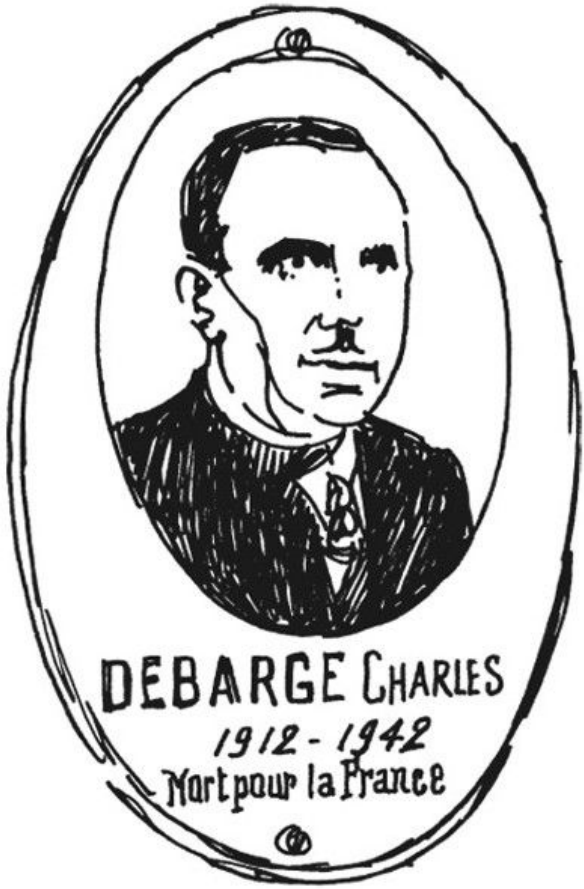
> Sur cette région, plus haut que les constructions minières et les terrils, s'élève désormais la stature d'un homme, d'un héros dont la France ne parle pas assez, qu'elle ne connaît pas. Un Du Guesclin, un Vercingétorix. Le mineur Charles Debarge. Tout l'épique de cette contrée, tout ce qui chante et ce qui enivre ces hommes et ces femmes de l'enfer minier, se résume dans l'image de Charles Debarge, communiste, fondateur des Francs-tireurs et partisans du Nord et du Pas-de-Calais…

Du Guesclin ? Vercingétorix ? Plus judicieuse serait peut-être la référence au Grand Ferré, héros de la guerre de Cent Ans, tel que l'évoque Michelet dans son *Histoire de France* : « Paysan d'une force de membres incroyable, d'une corpulence et d'une taille énormes, plein de vigueur et d'audace, mais, avec cette grandeur de corps, ayant une humble et petite opinion de lui-même. »

Louis Aragon célèbre encore Debarge dans *Les Communistes*, ouvrage en six tomes publié entre 1949 et 1951.

Soixante-cinq ans plus tard, comment évoquer le héros disparu quand le paysage politique a changé, ce qui est normal, mais aussi le paysage géographique, avec les terrils herbus, les constructions minières démontées, les puits fermés et les galeries désertes, et même le paysage humain, car le peuple des mineurs a été dissous, et un militant communiste de l'espèce de Debarge est aujourd'hui inconcevable ? Prodigieuses métamorphoses…

Sans être « d'une corpulence et d'une taille énormes » à l'image du Grand Ferré, c'est un colosse doté d'une force exceptionnelle, vif et souple, percutant dans le corps à corps, prompt à l'esquive. Les flics français et allemands le surnomment « l'Insaisissable ». Un modeste, comme Ferré. Inapte aux états d'âme, il traverse le pacte germano-soviétique sans se poser de questions. Il a donné sa foi au parti une fois pour toutes, on n'en parle plus.



En 1940, Charles Debarge a trente et un ans. Il participe activement à la grande grève des mineurs de mai-juin 1941 et s'engage à fond dans la lutte armée à la tête d'un groupe d'une vingtaine de communistes, presque tous des jeunes gens, membres de l'Organisation spéciale. Ils multiplient les sabotages sur les voies ferrées, font sauter les pylônes électriques, attaquent les dépôts d'explosifs. Travail de nuit le plus souvent ; le jour, Debarge descend à la mine comme les copains.

Le 6 août 1941, les Allemands encerclent sa maison à cinq heures du matin et l'arrêtent. On l'emmène au siège de la Feldgendarmerie à Lille. Entouré de quatre policiers ennemis, il les bouscule, fonce vers une porte entrouverte qu'il a repérée en entrant dans les bureaux, et s'enfuit. Plus véloce sans doute que ne l'était le Grand Ferré, il lâche ses poursuivants après une

course éperdue d'un kilomètre. Puis il marche quarante kilomètres d'une traite. « Au canal de la Souchez, à Courrières, écrit-il sur son carnet, je peux me déchausser et tremper mes pieds dans l'eau avec soulagement. » Il envoie un camarade prévenir sa femme de son évasion et lui demander des vêtements.

Il plonge dans la clandestinité. L'Insaisissable a entamé sa grande carrière.

Promu responsable des sabotages dans son secteur, il multiplie les actions. Six « assauts », comme il dit, pour le seul mois de septembre. Dans la nuit du 25 au 26 mars 1942, son groupe provoque sept déraillements.

Le 11 avril 1942, il propose à ses jeunes camarades l'attaque d'un poste de garde allemand, mais se heurte à des réticences. Il rapporte lui-même le dialogue. « Si nous descendons des nazis, lui oppose-t-on, ils fusilleront nos copains en prison… » Debarge répond : « Eh bien, on verra qui cédera les premiers, les nazis ou nous. Il y en a deux de garde sur le pont Césarine. Que ceux qui veulent venir me suivent, sinon j'irai seul. » On le suit. Bilan : deux morts et deux blessés, tous allemands. Le 29 avril, il attaque avec son groupe l'immeuble occupé par la Gestapo à Arras. Bilan inconnu.

Sa tête est mise à prix : cent mille francs. Il devient une légende dans le pays minier.

Dangereuse célébrité…

> La situation est de plus en plus difficile. La police est toujours à mes trousses : en plus, jusqu'à maintenant, je n'ai guère changé de secteur, toujours dans les environs Lens-Hénin-Carvin. En plus je suis souvent rencontré sur la route par des connaissances qui, par la suite, ne peuvent retenir leur langue : ils ne se doutent pas qu'ils servent ainsi d'indicateurs à la police.

Le parti, soucieux de préserver ce combattant exceptionnel, lui propose de changer de région. Il refuse : quoique dangereuses, les connaissances facilitent le travail.

Le 1er mai, à Carvin, il échappe de justesse à l'arrestation. Le 7 septembre, la Feldgendarmerie le rate d'un poil.

Le 10 septembre, il écrit :

> La situation devient de plus en plus grave et très menaçante, quatre assauts en un mois, c'est vraiment un peu trop. Mon cœur subit un très rude choc. Et en plus, il faut penser que la police possède un signalement très précis. À tout instant, je suis en butte à être pourchassé : n'importe quel policier peut me tirer sans sommation dans le dos. Oui, vraiment, la situation est très sérieuse.

Ce seront les derniers mots écrits sur son carnet.

Seule la trahison aura eu raison de lui.

Le 23 septembre, il descend du tram au passage à niveau du Petit-Ronchin, dans la banlieue de Lille. Il a un rendez-vous dans les champs. Derrière lui, une voiture sort d'un chemin et fonce. À l'intérieur, les hommes de la Geheime Feldpolizei. Le rendez-vous a été vendu. Comme d'habitude, Debarge dégaine et tire le premier. Il tue le chauffeur. Puis, une main sur le

capot, il saute par-dessus pour fuir de l'autre côté de la route. Dans le mouvement, il tire de nouveau et blesse un officier. Mais les pistolets-mitrailleurs crépitent. Charles s'écroule. Les flics allemands s'approchent et frappent à coups de botte le blessé inconscient. Transporté à la prison d'Arras, il y meurt dans la nuit.

Si prégnante était la légende que l'ennemi fit sortir plusieurs de ses camarades de la cellule où ils attendaient leur exécution prochaine pour qu'ils identifient le cadavre et leur donnent l'assurance qu'ils en avaient fini avec l'Insaisissable.

Son côté Cartouche patriote, Mandrin des terrils.

Mais à quoi bon dévaliser le musée des grandes figures populaires ?

Il était Charles Debarge.

Débarquement (Le)

Si Churchill avait emporté la décision, la France n'aurait pas été le décisif champ de bataille pour la libération de l'Europe, et la Résistance française n'aurait par conséquent joué qu'un rôle secondaire.

Chacun de nous est la somme de ses défaites autant que de ses victoires. Winston Churchill restait hanté par le désastre des Dardanelles, en 1915. Premier lord de l'Amirauté, âgé de quarante-deux ans, il avait été l'ardent promoteur d'un assaut contre la Turquie qu'on appelait alors l'Empire ottoman, allié de l'Allemagne et de l'Autriche, avec l'objectif de marcher sur Istanbul, qu'on nommait encore Constantinople. L'affaire s'était soldée par une sanglante défaite. Churchill avait été contraint à la démission, et sa jeune carrière politique avait bien failli sombrer dans les flots des Dardanelles.

L'attaque frontale sur le mur de l'Atlantique le fait trembler, lui qui ne tremble guère. Eisenhower écrira : « Combien de fois l'ai-je entendu dire à propos du plan Overlord : "Prenons garde à ce que les vagues ne rougissent pas du sang de la jeunesse américaine et britannique, et que les corps de nos soldats ne s'accumulent pas sur les plages." » À l'assaut frontal, il préférait des raids de commandos sur la périphérie, auxquels succéderaient un débarquement en Yougoslavie et une poussée vers les Balkans, « ventre mou » de l'Europe (arrière-pensée politique : ce serait couper la route de l'ouest à l'Armée rouge victorieuse). Les généraux américains voulaient débarquer en France en 1942. Il s'y est opposé – avec raison, c'eût été pure folie. Il a encore refusé en 1943. S'il s'est incliné en 1944, c'est que les Américains menaçaient de se détourner de l'Europe pour régler son compte au Japon.

La France, donc, ce qui élève automatiquement la Résistance française au rang de pièce importante sur l'échiquier de la bataille à venir.

Ce débarquement décidé non sans appréhension par les Alliés, Hitler le souhaite et l'attend avec impatience. Le 20 mars 1944, il a convoqué à son

quartier général les commandants en chef servant à l'ouest : Rundstedt pour la Wehrmacht, l'amiral Kranke pour la marine, le Feldmarschall Sperrle pour la Luftwaffe. Il leur déclare :

> Les 45 divisions actuellement stationnées en Europe nous font défaut en Russie. Il faut que nous les transférions là-bas aussitôt la décision obtenue à l'ouest, de manière à obtenir un renversement complet de la situation. L'issue de cette guerre et le destin du Reich dépendent de chaque combattant du front de l'ouest, théâtre d'opérations numéro un du conflit. Il faut donc que chaque officier et homme de troupe vive dans le sentiment que tout dépend de son effort individuel.

Le pari stratégique est lucide. Ce 20 mars 1944, Joukov franchit le Dniestr et s'apprête à pénétrer en Roumanie. Koniev marche vers la Slovaquie. À l'est, les Allemands se battent à un contre trois, et les Soviétiques possèdent cinq fois plus de chars, de canons et d'avions qu'ils n'en ont eux-mêmes. L'avance du rouleau compresseur de l'Armée rouge paraît irrésistible.

Si l'armée allemande rejette les Alliés à la mer, tout peut changer. Il leur faudra au moins un an pour préparer un nouveau débarquement. Le délai risque d'être d'autant plus long qu'on ne leur laissera pas loisir, cette fois, de l'organiser tranquillement. L'arme secrète, le V1, sera opérationnelle à la fin de juillet 1944. Un échec allié donnera aux Allemands la possibilité de faire tomber sur le sud et l'est de l'Angleterre une pluie serrée de V1 qui contrariera grandement la préparation d'une nouvelle opération, et ce d'autant plus que le lancement du chasseur Messerschmitt à réaction, deuxième arme secrète, devrait rétablir la puissance de la Luftwaffe dans le ciel à partir du printemps 1945, et que les nouveaux sous-marins à propulsion électrique permettront, grâce à leur vitesse et à leur capacité d'immersion prolongée, d'augmenter considérablement le nombre d'épaves alliées garnissant le fond de l'Atlantique.

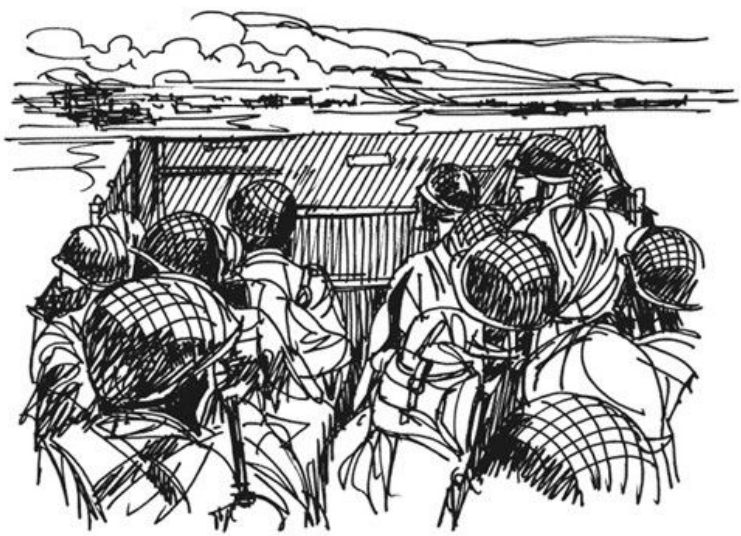
S'il peut faire riper un nombre substantiel de divisions de l'ouest vers l'est, Hitler retrouvera la possibilité de stopper l'Armée rouge, ou, à tout le moins, de la ralentir en lui infligeant des pertes sensibles. Et quelle sera la réaction de Staline, qui, depuis si longtemps, réclamait à cor et à cri l'ouverture du second front, si un échec anglo-américain sur les côtes de France fait peser sur ses épaules, et pour longtemps, la quasi-totalité de l'effort de guerre du Reich ?

Même si elle n'avait joué aucun rôle stratégique ou tactique dans la libération de la France et dans la victoire alliée, la Résistance était nécessaire, c'était affaire d'honneur. Mais, du fait même de son existence, elle est en quelque sorte condamnée à jouer un rôle au moins tactique. Contrairement aux lassantes dépréciations répétées pendant des décennies par les dénigreurs, ce ne sont pas les fanfaronnades des résistants ni un mythe pieusement entretenu qui auraient créé cette illusion, c'est la géographie qui en décide, et l'histoire de la guerre elle-même, puisque Hitler, quoique confronté à l'est à un péril angoissant, désigne le front de l'ouest comme le théâtre d'opérations numéro un du conflit.

Dès l'hiver 1944, l'ennemi commence l'élimination de ce qu'il appelle les « bandes terroristes ». Il s'agit de nettoyer les arrières de la Wehrmacht pour qu'elle puisse se consacrer, sans être harcelée, à sa tâche cruciale : rejeter les troupes alliées à la mer. Le sang des maquisards va couler tout au long du printemps 1944.

L'état-major allié n'avait jamais accordé une importance réelle à la Résistance, si ce n'est pour le renseignement, en vérité essentiel (voir : Mur de l'Atlantique, Osteck), ou pour des opérations de sabotage précisément ciblées (voir : Bricolages et sabotages). Il n'accordait guère d'intérêt aux maquis, dont beaucoup présentaient, aux yeux de Londres, l'inconvénient de relever des FTP à direction communiste.

À l'approche du débarquement, la donne change, d'autant plus que les conditions de la bataille à venir vont, *volens nolens*, obliger les Alliés à reconsidérer le rôle de la Résistance (voir : Jour le plus long).



Déclic

Quelqu'un devrait s'employer à dresser l'inventaire de ces moments où des êtres ont décidé, en un éclair, que la passivité serait inacceptable et qu'il n'était pour eux d'autre solution que de résister.

Certes, beaucoup n'ont pas connu cette seconde de vérité, ce chemin de Damas, et sont venus à la Résistance au terme d'une réflexion. Ceux et celles dont je parle présentaient à coup sûr un terrain psychologique favorable, mais leur adhésion a été déclenchée par un spectacle souvent anodin et qui leur est

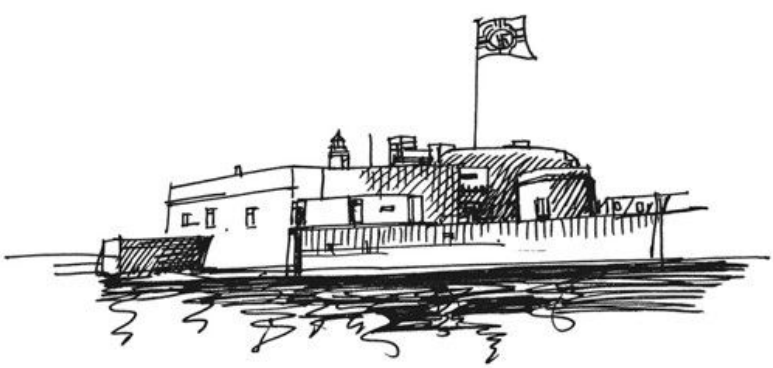
pourtant insupportable.

On l'a dit (voir : *Conseils à l'occupé*), pour Jean Texcier, de retour à Paris en juillet 1940, c'est le spectacle d'une ville débonnaire que les soldats allemands visitent joyeusement par cars entiers, un appareil photo pendu à leur cou. Texcier n'eût sans doute pas été choqué de la même façon s'il avait croisé des patrouilles ennemies circulant dans les rues, l'œil aux aguets, le visage fermé. Il ne supporte pas l'indifférence des Parisiens face à ces touristes d'un genre nouveau, il s'attelle aussitôt à la rédaction de ses *Conseils.*

Maurice Ripoche, ancien pilote de chasse de la Grande Guerre, se rend en voiture de son usine d'Aubigny-sur-Nère à Bourges et croise un détachement allemand. Il sait la défaite consommée, l'armistice signé, mais la rencontre physique avec l'ennemi, sur une route et dans un paysage familiers, le met hors de lui. Il monte à Paris, convoque deux amis et fonde avec eux un mouvement de résistance promis à un bel avenir, Ceux de la Libération.

Robert Escarpit, frais émoulu de Normale Sup, professeur agrégé d'anglais, futur billettiste apprécié du *Monde*, éprouve un choc comparable en découvrant le drapeau à croix gammée flottant au fronton de sa petite gare du Sud-Ouest.

Georges Thierry d'Argenlieu ressent la même allergie à la bannière hitlérienne. Brillant officier de marine, vétéran de la Première Guerre mondiale, ordonné prêtre en 1925 et vicaire provincial des carmes déchaux de Paris en 1935, il sert à Cherbourg comme capitaine de corvette en 1940. Fait prisonnier, il aperçoit, du camion qui l'emmène en captivité, ce que nous nommons à Cherbourg la montagne du Roule, qui culmine à cent douze mètres et domine le port et sa rade. À son sommet, le fort du Roule, sur lequel flotte le drapeau à croix gammée.



Quoique « homme de réflexion plutôt que d'intuition », selon ses propres dires, d'Argenlieu éprouve une manière de foudroiement. Il prend la décision immédiate de s'évader pour reprendre le combat. Il le fait trois jours plus tard et gagne Londres le 30 juin.

Bien entendu, il est des démarches plus pesées, des maturations plus lentes : ainsi de Maurice Couve de Murville, qui, fonctionnaire zélé de Vichy dès juillet 1940, attendra mars 1943 pour gagner l'Espagne, muni d'un passeport officiel délivré par le régime de Pétain (« Couve a passé les Pyrénées en sleeping », aurait commenté de Gaulle), se mettre en Afrique du Nord au service du général Giraud, puis, tout compte fait, rallier le chef de la France libre, point de départ de la grande carrière que l'on sait et qu'on lui laisse bien volontiers.

De Jongh (Andrée)

Un visage fin, des yeux qui n'en finissent pas, une beauté gracile avec même quelque chose de fragile, une jeune femme romantique qu'on imagine peu faite pour l'action, mais son père l'appelle depuis toujours « le petit cyclone ». Née à Schaerbeek, commune limitrophe de Bruxelles, elle a vingt-quatre ans au funeste printemps 1940.

En général, l'inédit est rare. La routine prédomine. Toute société tend à se perpétuer. Il faut aller dans les marges pour trouver la rupture, le rejet de la tradition. Les périodes révolutionnaires font exception. La Résistance, de ce point de vue, est révolutionnaire. Tout est à inventer. La belle et juste expression de Charles de Gaulle dans ses *Mémoires de guerre* pour se définir au soir du 18 juin : « À quarante-neuf ans, j'entrais dans l'aventure, comme un homme que le destin jetait hors de toutes les séries. » Pour les siens, même obligation de se réinventer. En France, chaque résistant se trouve lui aussi dans une situation inédite, sans précédent, et chacun doit, à l'instar du Général, se jeter hors de toutes les séries, apprendre sur le tas puisque la clandestinité n'était pas enseignée dans les écoles et qu'aucune tradition n'en a transmis les règles de génération en génération.

Sauf exception…

Ce n'est pas un hasard si Le Chambon-sur-Lignon, la « forteresse huguenote », a sauvé des milliers de Juifs de la déportation et de la mort. On s'y souvenait des anciennes persécutions. Le pays cévenol fut terre de résistance. Il paraît que des caches datant des dragonnades, soigneusement camouflées depuis, et dont les localisations se transmettaient dans les familles comme un héritage qui pouvait un jour se révéler utile, furent rouvertes, aux années noires, pour y accueillir proscrits et combattants.

De même le nord de la France, qui avait subi entre 1914 et 1918 une occupation dont on a oublié aujourd'hui la rudesse, montra aux autres régions le chemin de la Résistance.

Et ce n'est toujours pas un hasard si les deux grandes filières d'évasion, consacrées principalement au rapatriement des aviateurs alliés abattus au-dessus des territoires occupés, furent créées ou dirigées par des Belges.

Le père d'Andrée, Frédéric De Jongh, directeur d'école, vouait une fervente admiration à Edith Cavell, fusillée par les Allemands à Schaerbeek en 1915 pour avoir aidé des soldats alliés prisonniers à s'évader en passant en Hollande, pays neutre. Il a élevé son « petit cyclone » dans le culte de l'infirmière anglaise, au point qu'Andrée voudra longtemps devenir infirmière. Ses dons pour le dessin en décidèrent autrement, elle suivit néanmoins une formation suffisante pour servir dans un hôpital de Bruges lors de l'invasion allemande.

Dès 1940, épaulée par son père, elle aide les soldats britanniques en vadrouille. À l'été 1941, elle fonde avec un ami – il sera trop vite arrêté – la filière Comète, qui traverse la France et franchit les Pyrénées. Pourquoi Comète ? Parce que cela va très vite. Les bénéficiaires l'appelleront plutôt filière Dédée, hommage à celle qui finança son premier voyage en vendant ses bijoux, réussit à convaincre le MI9 britannique, au début fort réticent, de l'aider financièrement et surtout en lui donnant un point de chute en Espagne pour éviter à ses ouailles l'internement dans un camp espagnol (ce sera l'ambassade britannique à Madrid). Bien loin de diriger son affaire depuis

quelque planque à Bruxelles, Andrée prend, chaque fois qu'elle le peut, la tête des périlleuses expéditions. On attribue à Comète le sauvetage de plus de 700 personnes, dont 288 aviateurs. Dédée accompagne elle-même 118 voyageurs.

Elle est arrêtée au Pays basque le 15 janvier 1943. Elle revendique et la création et le commandement de Comète. La Gestapo ne la croit pas, ce qui lui sauve la vie. Il faut bien que le machisme ait parfois ses avantages. Elle survivra à Ravensbrück.

Le père prit la succession de la fille à la tête de la filière. Il tint six mois. Condamné à mort, Frédéric De Jongh finit au mont Valérien, comme, naguère, celle qu'il admirait tant : face aux fusils allemands.

L'autre grande filière, Pat O'Leary, fut elle aussi démantelée par la Gestapo. Elle avait été créée en 1940 par l'officier britannique Ian Garrow, auquel succéda, après son arrestation, le médecin militaire belge Albert Guérisse. L'une et l'autre seraient bien entendu remplacées.

De par leur fonctionnement même, les filières étaient particulièrement exposées aux infiltrations. Tant qu'il s'agissait de convoyer des aviateurs, le risque était nul : les « enfants », comme on les appelait à Comète, auraient vite détecté eux-mêmes un intrus peu familier des us et coutumes de la corporation. Mais toute filière avait vocation à grossir et à élargir sa clientèle. Trois mille résistants travaillaient pour Comète, essentiellement comme logeurs. Des relais sont créés dans les villes-étapes. À Paris, par exemple, la filière dispose de plusieurs appartements et d'une villa en banlieue. Un prétendu résistant en cavale dont on n'a guère eu le temps de vérifier les états de service peut faire partie de la caravane dès son point de départ, ou la rallier à une ville-étape. Au contraire de la taupe ennemie qui, pour s'infiltrer dans un réseau, doit témoigner de qualités d'acteur s'il veut passer pour un résistant plausible, l'agent introduit dans une filière n'a qu'à se laisser transporter comme une valise pour repérer les maillons de la chaîne et les faire sauter en arrivant aux Pyrénées. Les taiseux inspirent toujours confiance. Pat O'Leary eut la malchance d'accueillir une future taupe difficile à détecter : l'authentique sergent britannique Harry Cole, qui passera au service de la Gestapo (voir : Trahisons).

Cette vulnérabilité à l'infiltration réduisait à quelques heures l'espérance de vie d'un agent ennemi lorsqu'il était découvert. Le temps d'obtenir de lui le compte rendu de ses félonies, de manière à pouvoir évaluer les dégâts et tenter de colmater les brèches. Parfois, la trahison intervenait en bout de chaîne : c'était le passeur chargé du franchissement des Pyrénées qui vendait ses gens à l'ennemi. Un certain del Estal, responsable en juillet 1943 de la capture et de l'exécution de deux groupes, fut arrêté et jugé après la Libération. Parmi ses victimes, les trois frères Montel. Le peloton qui le fusilla fut commandé par leur père, le colonel Pierre Montel.

Le roi Baudouin fit d'Andrée De Jongh une comtesse, et la République française, un chevalier de la Légion d'honneur. Pourquoi pas ? Nous

garderons souvenir de l'increvable Dédée, qui, tant de fois, se coltina les Pyrénées, traînant derrière elle ses aviateurs, pauvres albatros que leurs ailes de géants empêchaient de bien marcher.

De Schryder (Pierre)

Les seuls à être allés plus loin que lui sur le chemin de la mort par fusillade, et à en être revenus, sont ces maquisards – pas plus d'une poignée – qui, capturés dans la fureur des combats du printemps et de l'été 1944, furent ici et là passés par les armes et eurent la chance de n'être pas touchés, ou de l'être dans une région non vitale du corp, et qui, blottis sous les cadavres de leurs camarades, jouèrent assez bien les morts pour convaincre les fusilleurs qu'ils n'avaient raté personne.

Pierre De Schryder, trente ans, n'aura pas eu cette chance. Ce 11 avril 1944, il est assis au fond d'un camion allemand qui roule vers le mont Valérien. Là-haut, on ne travaille pas dans l'improvisation, les pelotons connaissent leur métier, et le coup de grâce ne manque pas d'expédier le condamné qui donnerait encore signe de vie après la salve.

Comme souvent dans le Nord et en Belgique, sa particule n'induit aucune appartenance à l'aristocratie. Il est vendeur aux Halles de Paris. Communiste, il exerce les fonctions de commissaire aux effectifs des FTP parisiens. Sept flics de la Brigade spéciale l'arrêtent le 19 novembre 1943 à la sortie de la gare de Combs-la-Ville, dans l'Oise. Il est torturé pendant trois jours à la préfecture de police, puis livré aux Allemands. Il est jugé et condamné à mort, le 20 mars, avec dix-neuf de ses camarades, dont le chef des FTP parisiens, Josef Epstein. De Schryder rapportera à ses chefs les raisons que le tribunal allemand donnera de sa sévérité : « Nous menons un dur combat défensif et nous ne pouvons admettre que nos ennemis nous tirent dans le dos. » Ma foi, c'est une raison raisonnable, et cela nous change des vociférations habituelles contre les judéo-bolcheviks.

Les condamnés ont l'autorisation de revoir une fois leur famille et de recevoir un colis, ce qui est rarissime. Le 11 avril, un officier leur annonce que les recours en grâce sont rejetés, à deux exceptions près, et qu'ils vont être fusillés à quinze heures. Chacun peut écrire deux lettres d'adieu aux siens. À quatorze heures, on les fait embarquer, menottés dans le dos, dans deux camions bâchés qui partent vers Suresnes et le mont Valérien.

Le convoi traverse le pont de Neuilly. Le mont Valérien est à cinq minutes. Pierre a réussi à dégager l'une de ses mains des menottes. Il parvient à détacher la bâche du camion. Il la soulève et saute sur la chaussée.

Le 17 avril, il rédige un rapport pour ses chefs. Bien entendu, ceux-ci n'y croient pas. C'est trop beau pour être vrai. Les FTP ont été échaudés par la trahison du commissaire politique Davidowicz, pris et retourné par l'ennemi, remis dans le circuit grâce à une évasion simulée, qui a contribué à la chute du groupe Manouchian. Jean Chaumeil annote le rapport de Pierre : « J'ai du mal à y croire. » Georges Beyer renchérit : « Il faut être très méfiant et voir cette affaire de près. »

L'enquête exonère l'évadé. Son saut du camion a été vu par des témoins. Tout Suresnes en parle. Chaumeil confirme : « Les Boches ont fouillé le quartier maison par maison. » À la Libération, Pierre De Schryder retrouvera les menottes qu'il avait enterrées dans un jardin de Suresnes.

Duclos (Maurice)

Il est au garde-à-vous devant de Gaulle, qui, assis derrière son bureau, ne peut lui reprocher d'avoir pris son temps : 1er juillet 1940. Il se présente : « Lieutenant Duclos, présumé cagoulard, trois mois et demi de Santé. »

Présumé ? Duclos a bel et bien appartenu à cette très antipathique organisation terroriste d'extrême droite qui a perpétré plusieurs attentats avant la guerre et assassiné, entre autres, les frères Carlo et Nello Rosselli, intellectuels antifascistes italiens réfugiés en France, moyennant financement et fourniture d'armes par Mussolini.

Son ralliement va permettre aux antigaullistes de Londres et de France de caricaturer le Général en candidat à la dictature entouré d'un ramassis de fascistes. Or il est et restera le seul ancien cagoulard avéré dans l'entourage de Passy.

Il a trente-trois ans et vient de se distinguer dans les combats de Narvik, en Norvège. De retour en France le 15 juin avec le corps expéditionnaire, il n'accepte pas l'armistice et s'embarque pour l'Angleterre sur un bateau de pêche. Né à Neuilly-sur-Seine, il travaille dans la société familiale de courtage, qui a ses bureaux place Vendôme, à Paris. Physiquement, c'est un géant avoisinant les deux mètres. Affecté au Deuxième Bureau du capitaine Passy, qui deviendra le BCRA, il reçoit le pseudonyme de Saint-Jacques et est envoyé sans tarder en mission en France : le cabinet de guerre britannique vit dans les transes à l'idée d'un débarquement allemand, et Churchill demande à cor et à cri des renseignements sur les préparatifs de la Wehrmacht. Duclos et son compagnon de mission, Corvisart, seront les premiers agents de la France libre envoyés en France.

Une vedette britannique les amène le 4 août 1940 sur la côte du Calvados, que Duclos connaît par cœur : il possède une propriété à Langrune. La surveillance côtière les a repérés. Débarquement mouvementé. Ils perdent les pigeons voyageurs qui, d'un coup d'aile, devaient apporter à Londres les

précieux renseignements que Duclos rassemble en trois jours. Il se débrouille pour passer en Suisse, confie ces informations au consulat britannique, puis, conformément aux consignes de Passy, rejoint Paris et y crée non seulement le réseau Saint-Jacques, dans lequel il enrôle son frère, ses deux sœurs et quelques amis sûrs, mais deux sous-réseaux très vite efficaces.

Après un long voyage par Oran, Casablanca et Lisbonne, il est de retour à Londres le 24 décembre 1940. On ne peut pas dire que cet homme a les deux pieds dans le même sabot. Infatigable, il est parachuté deux mois plus tard, le 21 février 1941, dans la Dordogne. Avec lui, un opérateur radio, l'Alsacien John Mulleman. Ils sont largués au mauvais endroit, et Duclos a la malchance d'atterrir sur des souches de sapins. Il se casse la jambe droite. Secouru par un paysan qui prévient les gendarmes, il réussit à se tirer d'affaire. Comment retourner à Paris, que son radio Mulleman a déjà rejoint ?

Il rencontre Rémy, qui lui fait passer la ligne de démarcation au prix d'efforts surhumains, tant sa jambe le fait souffrir. À Paris, il retrouve son radio qui s'est installé au Vésinet chez la sœur aînée de Duclos, Marie-Claude.

Le 8 août 1941, tout s'écroule. Rémy échappe à une souricière tendue place Vendôme. Duclos s'en tire lui aussi d'extrême justesse. Multiples arrestations, dont celle de la sœur aînée de Duclos et de sa nièce. Mont Valérien, déportations.

Le traître s'appelle Mulleman. En franchissant la ligne de démarcation pour gagner Paris après le calamiteux parachutage, il s'était fait choper par les Allemands, qui ne l'avaient gardé que trois semaines en prison. Rémy et Duclos s'étaient bien un peu étonnés : trois semaines de prison pour un bonhomme pris avec un poste émetteur, ça n'est pas cher payé. Mulleman avait expliqué qu'il avait réussi à planquer son poste juste avant son arrestation. En fait, il est passé à l'ennemi et travaille pour lui.

Duclos reçoit de Londres l'ordre de se mettre au vert, gagne la Côte d'Azur et s'installe à l'hôtel Bellevue, à La Napoule. Comme il n'a plus un sou en poche, il négocie avec le directeur de l'hôtel un accord satisfaisant pour les deux parties : chaque jour, en règlement de sa pension, Duclos consacre quelques heures à la pêche sous-marine et rapporte assez de poisson pour garnir les assiettes du restaurant de l'hôtel.

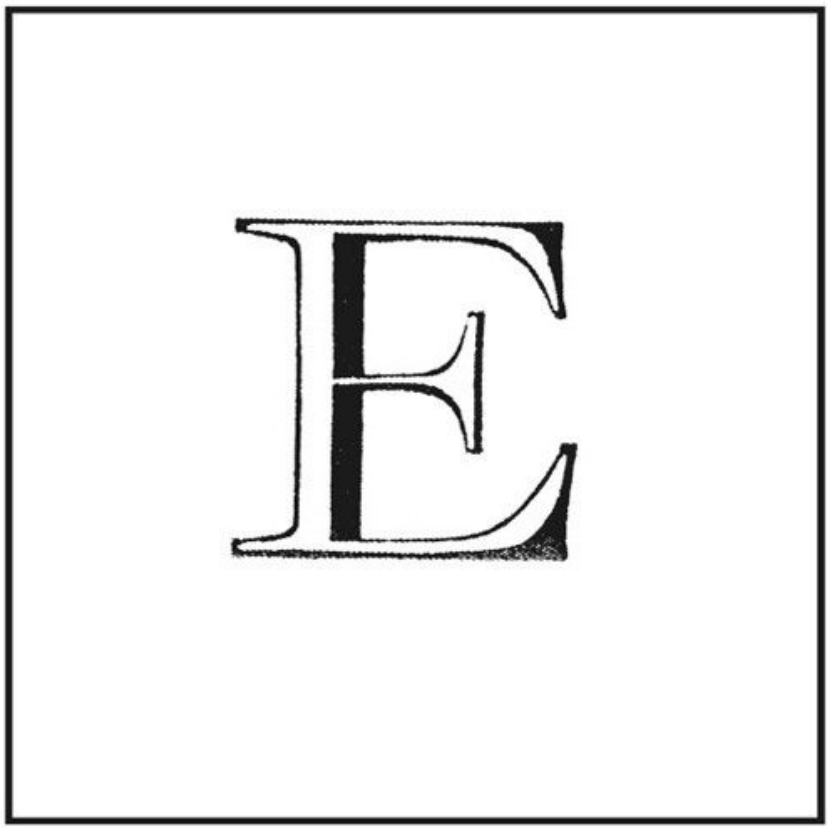
Cela va durer. Longue séquence de calme pour cet homme qui n'a cessé de bouger depuis plus d'un an et dont l'activité frénétique a obtenu des résultats considérables. Quand un résistant raconte sa vie, il procède le plus souvent à la manière du sculpteur César avec ses compressions : il condense en ne retenant que les temps forts. Les longues plages sans événements saillants passent à la trappe. Or la Résistance est comme le cinéma : on attend beaucoup entre deux actions, entre deux prises. On s'ennuie, même. À quoi bon s'enrager du temps perdu ? Cela ne changerait rien. Maurice Duclos arrive à La Napoule en août 1941, et ce n'est que le 1er mars 1942 qu'il regagne Londres par avion.

Quel regard les clients de l'hôtel Bellevue posaient-ils sur ce Neptune gigantesque qui, chaque jour, émergeait des flots bleus dans un éclat d'écailles argentées ? Se posaient-ils des questions ? C'est une époque où l'on posait à la rigueur des regards, mais peu de questions. Un pauvre type, en tout cas, devaient penser les hommes. Toujours plus généreuses, les femmes déploraient sans doute qu'un si beau garçon en fût réduit à ces extrémités. Et lui, le fils de famille né avec une cuillère d'argent dans la bouche, comment se voyait-il ?

Plus d'un résistant pourrait reprendre à son compte l'exclamation de Napoléon à Sainte-Hélène : « Quel roman que ma vie ! » Le roman sur Maurice Duclos que je lirais de préférence, c'est celui de ses semaines à La Napoule.

Passy le considérant à juste titre comme grillé, il dirigera un service du BCRA et démontrera de grandes qualités d'organisateur. Après le débarquement, il est détaché à l'état-major de Montgomery, mais, toujours affamé d'action, finira la guerre à la tête d'un commando opérant sur les arrières de l'ennemi.

Après la guerre, ce compagnon de la Libération travaille pour diverses sociétés, dont L'Oréal, qui, avec un œcuménisme remarquable, offrait des situations juteuses à ceux qui avaient lourdement collaboré comme à ceux qui avaient bellement résisté, pourvu qu'ils possédassent la qualité d'anciens cagoulards.



Écrivains et journalistes collabos

Un jour, Pierre Assouline se rend à Europe 1 pour parler de son dernier livre à l'émission « Découvertes ». Il croise dans les studios Lucien Combelle, les bras chargés de télex. Ils se donnent l'accolade. Jean-Pierre Elkabbach et Ivan Levaï, vedettes de la station, s'étonnent :

« Tu connais notre Lulu ?

— Eh oui…, répond Assouline

— Mais comment, toi, tu peux être son ami ?

— Et vous, alors ? »

Combelle, rédacteur à l'infecte *Gerbe*, puis cofondateur et rédacteur en chef de *Révolution nationale*, a été condamné à quinze ans de travaux forcés en décembre 1944, et promptement amnistié dès 1951. Il gagne sa vie à Europe 1, où il est très populaire, en distribuant les dépêches de l'AFP. Pierre Assouline s'est lié avec lui d'une étrange amitié. Pourquoi pas ? Nous sommes dans les années 80. Le mot « amnistie », qui vient du grec *amnestios*, (« oublié »), est l'un des plus beaux de la langue humaine.

Autre chanson, un jour de cocktail à Europe 1… Un homme s'approche :

« C'est vous, Lucien Combelle ?

— En effet.

— C'est bien vous qui écriviez les éditoriaux de *Révolution nationale* en 1944 ?

— C'est exact.

— J'avais dix-huit ans. Je dévorais vos articles. C'est à vous que je dois de m'être engagé dans la LVF. Je ne vous en remercie pas. Mais je ne vous en blâme pas non plus. Je voulais juste vous le dire. »

Pierre Assouline, qui raconte la scène dans son beau livre *Le Fleuve Combelle* (Calmann-Lévy), observe que Combelle, si prompt à la repartie cinglante, resta coi et, ce soir-là, « quitta la rue François-I^{er} l'âme un peu plus lourde ».

La Résistance tuait autant de miliciens qu'elle pouvait et n'épargnait pas, lorsqu'ils venaient en permission, les soldats et gradés de la Légion des

volontaires français contre le bolchevisme (LVF), puis de la division SS Charlemagne (les débris de la LVF furent versés dans la Charlemagne en septembre 1944), mais comment ne pas lui reprocher d'avoir laissé vivre ceux qui, par la plume ou la parole, convainquaient des dizaines de milliers de jeunes gens imbéciles de s'engager au service de l'ennemi (trente mille miliciens en 1943) ?

Sans doute le milicien Philippe Henriot fut-il liquidé, lui dont l'éloquence redoutable électrisait les auditeurs de Radio-Paris (« Radio-Paris ment », chantait Pierre Dac au micro de la BBC) et qui, avant de nous quitter, vitupérait et insultait bassement les maquisards vaincus des Glières ; mais comment ne pas se désoler du caractère bien un peu tardif de son exécution ? 28 juin 1944 !…

C'est au moins deux ans plus tôt qu'il eût été séant de s'en séparer. Encore fallut-il attendre, pour qu'on prît la décision d'en finir, qu'il ait été nommé par Vichy secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande.

Philippe Henriot eut droit à des obsèques nationales décrétées par Vichy et célébrées à Notre-Dame de Paris en présence du cardinal Suhard et devant une

assistance considérable. Le défunt eût sans nul doute été sensible à ces honneurs posthumes, mais l'hommage qui l'eût le plus touché lui vint de plus loin que Vichy ou que le Paris collabo. Le lendemain de l'exécution, Joseph Goebbels écrivit dans son *Journal* :

> Une nouvelle épouvantable vient de me parvenir de Paris. Le ministre de l'Information, Henriot, a été abattu dans son lit [en réalité, il avait lui-même ouvert la porte à ses agresseurs], sous les yeux de sa femme par un groupe de quinze terroristes. Avec Henriot, nous perdons l'un des plus précieux appuis de notre politique en France. Henriot était un homme intègre et un bon Européen. Lors de sa récente visite à Berlin, il m'avait fait une excellente impression.

Ce n'était pas seulement ses ennemis, mais aussi ses amis, qui surnommaient Henriot « le Goebbels français », car il recevait la comparaison comme un compliment.

Comment a-t-on pu laisser la rédaction de l'ignoble *Je suis partout* s'embarquer en août 44 dans les fourgons de la Wehrmacht en déroute sans avoir été auparavant inquiétée ? Pourquoi offrir à Brasillach, qui avait mérité cent fois d'être abattu au coin d'une rue, le privilège d'un procès bâclé en un après-midi qui apposerait sur son front l'onction gratifiante du martyr ?

Tous ces gens s'étaient faits les efficaces sergents recruteurs de l'ennemi.

Leur regrettable impunité, tout au long de l'Occupation, s'explique sans nul doute par l'anti-intellectualisme propre à trop d'hommes d'action. À quoi bon perdre son temps avec des scribouillards et des bavards ? Ils ne comptent pas. Ils sont hors jeu. Les seuls adversaires sérieux sont ceux qui tiennent un fusil.

C'est là une bien courte vue.

Engueulades

Ils sont à cran, tous. Surtout les chefs. Ça barde entre eux. Ambiance électrique. Dame, des gens incommodes. Les commodes sont à Vichy, ou nulle part. La Résistance : un troupeau de moutons noirs. Ce sont les seuls à oser prendre le loup à la gorge.

Brossolette, par exemple. Le sublime orateur de la France libre (son discours du 18 juin 1943 à l'Albert Hall de Londres, impossible de le relire sans être pris aux tripes, c'est à la hauteur du Malraux de la panthéonisation de Moulin), l'héroïque agent du BCRA qui effectue trois missions clandestines en France, celui qui, capturé au cours de la troisième, se défenestre pour ne pas parler (et s'il tentait en fait de s'évader, comme je le crois plausible, c'est tout aussi admirable). Pierre Brossolette ? Un type insupportable, convaincu de sa supériorité intellectuelle, sûr d'avoir raison, cassant, d'une ironie meurtrière pour ceux qu'il considère comme des crétins parce qu'ils ne sont pas de son avis. Même de Gaulle n'échappe pas à ses

rudes remontrances. Lisez la lettre qu'il lui envoie le 2 novembre 1942 : vous conviendrez que le Général n'a pas dû, dans sa longue vie, en recevoir beaucoup de cet acabit.

Henri Frenay, que j'ai bien connu après la guerre. Son bel œil bleu de blond avait tôt fait de s'enténébrer. Soupe au lait. Assuré lui aussi de son importance (et pourquoi pas ? il *est* important).

Jacques Bingen, qui avale sa pilule de cyanure quand une Française haïssable le fait reprendre par la Gestapo après son évasion. Personne n'a mieux parlé que lui du bonheur de résister (voir : Bonheur). Mais, dans la même lettre-testament, il règle ses comptes avec alacrité. Volée de bois vert assenée au BCRA. Bingen stigmatise une « carence scandaleuse et inhumaine ». Cruel leitmotiv : le mot « scandaleux » revient six fois. Le chef du BCRA ? « Et je ne parle pas de Passy car de lui je n'attendais rien que des difficultés. »

La lettre est du 14 avril 1943. La pilule de cyanure, ce sera le 13 mai suivant.

La Résistance, ce bain d'acide ?

Rien que de très normal. « En politique, tout va toujours mal », constatait judicieusement Mauriac. Dans la Résistance, tout va toujours très mal. Les tragédies succèdent aux catastrophes. Si Bingen rédige sa lettre-testament, c'est que les arrestations se multiplient autour de lui et qu'il devine que son tour approche. Vivre dans l'angoisse permanente n'exclut pas la solidarité, mais n'incline pas forcément à la joyeuse convivialité.

Pourquoi nierait-on le choc des ambitions ? Même s'il avait possédé la douceur de l'agneau, Henri Frenay aurait eu du mal à apprécier Charles Delestraint, qui occupait le poste qu'il ambitionnait pour lui-même. Militaire de carrière, capitaine en 1940, Frenay se voyait très bien en chef de l'Armée secrète. Londres lui a préféré le général Delestraint, évidemment moins mêlé à l'histoire mouvementée des organisations de résistance puisqu'on est venu le chercher en juin 1942 dans sa maison de Bourg-en-Bresse, où il coulait une retraite paisible. L'irascible Frenay ne va pas clamer sur les toits son ambition déçue, mais il ne cesse de critiquer l'amateurisme du général en matière de clandestinité. Delestraint, c'est clair, n'a pas la même expérience que lui dans ce domaine. Une scène a exaspéré Frenay. Delestraint et un autre général s'apprêtaient à entrer dans un immeuble où allait se tenir une réunion. Simagrées et ronds de jambes :

« Après vous, je vous en prie, mon général.

— Je n'en ferai rien, mon général. » Etc.

Quoi de mieux pour se faire repérer ? La querelle Frenay-Delestraint, toujours relancée à l'initiative du premier, bassinera pendant des mois les oreilles des résistants.

Les émissaires de Londres ne sont pas toujours facteurs d'apaisement. On souhaite leur venue, qu'on espère dispensatrice de bienfaits (armes, argent, matériel radio – la liste est si longue…), ils arrivent auréolés d'un prestige

inouï, ils sont accueillis avec ferveur, mais la déception peut être sévère : on attendait un messie, on découvre des *missi dominici* parfois impérieux et presque toujours ignorants des difficultés inhérentes à la lutte clandestine. « Cloisonnez, mon vieux, vous n'êtes pas assez cloisonnés ! » Bien d'accord sur le constat, mais il faut voir que c'est plus facile à dire qu'à faire (voir : Cloisonnement). Et si un émissaire séduit tout le monde par sa gentillesse, sa modestie, son écoute des autres, son dévouement, tel Yvon Morandat, Passy l'engueule parce qu'il sort de son rôle. Morandat avait accepté d'entrer au comité directeur de Libération sans pour autant privilégier ce mouvement par rapport aux autres, et Londres s'en agaçait.

Il arrive que les émissaires s'engueulent entre eux. Et les plus éminents… Voici Passy et Brossolette en mission en France. Ils rencontrent Moulin, de retour de Londres, dans un appartement parisien proche de la place des Ternes. L'affrontement Brossolette-Moulin est si violent qu'il stupéfie Passy, pourtant difficile à étonner. Il le navre aussi, car, quelles que soient leurs divergences, il connaît la valeur des deux hommes, leur patriotisme et leur

dévouement absolu. C'est encore une affaire d'ambition déçue. Brossolette, soutenu par Passy, souhaiterait devenir le délégué de De Gaulle pour la zone nord, ce qu'était Moulin pour la zone sud. Espoir déçu, car le Général vient de trancher : Jean Moulin sera son représentant pour l'ensemble de la France métropolitaine. Or Moulin, depuis son retour de Londres, a appris que Brossolette l'avait qualifié d'« ambitieux » devant un certain nombre de responsables. Il lui en demande raison et l'accuse à son tour d'être conduit par l'ambition, ce qui porte à son comble l'exaspération de Brossolette. Celui-ci parti, Passy décide de raccompagner Moulin pour tenter de l'apaiser. « [Il] était complètement calmé, mais plein d'une haine froide contre Brossolette. » Haine froide : les mots sont forts.

Ils ne sont pas des saints. Mon ravissement, en écoutant de Gaulle, sur la fin de sa vie, exposer à un journaliste les hautes raisons qui l'avaient conduit à s'envoler pour Londres, le 17 juin 1940, et ajouter avec le ton d'une jeune fille avouant s'être autorisé un écart : « Et peut-être que j'étais aussi un petit peu ambitieux… » Encore faut-il s'entendre. Ces ambitions ne sont pas vulgaires. Brossolette et Moulin ont tous deux leur idée sur ce que doit devenir la Résistance pour atteindre à une meilleure efficacité. Ils n'ambitionnent pas des places, mais l'accès aux postes de commande. En ce mois de mars 1942 où ils se querellent avec tant de violence, leur candidature la plus évidente est à une place dans une chambre de torture de la Gestapo. Jean Moulin y entrera en juin 1943 ; Pierre Brossolette, en mars 1944.

Les sujets de discorde ne manquent pas tout au long de l'Occupation, et, bien loin de porter sur des points secondaires, ils touchent à l'essentiel et pèsent leur poids de vies humaines. Conflit entre ceux qui respectent la consigne officielle (qui évoluera au fil du temps) de préserver les forces de la Résistance jusqu'au jour J du débarquement allié pour les lancer dans la bataille décisive, les attentistes adeptes du jourjisme, et ceux qui protestent que le cantonnement de l'Armée secrète dans la naphtaline n'est pas la meilleure façon de la préparer à l'action. Conflit entre les communistes, au premier rang du combat, admirés pour leur courage et leur esprit de sacrifice, et ceux qui, n'oubliant pas les pénibles débuts de l'été 1940, s'inquiètent de voir le parti occuper un tel espace. Conflit entre les maquis qui, inspirant confiance à Londres, reçoivent une manne généreuse de conteneurs parachutés, et les maquis FTP sévèrement sevrés d'armes et qui lorgnent jalousement sur les stocks accumulés par les voisins.

Le miracle est que, cahin-caha, deux pas en avant, un pas en arrière, dans ce slalom entre brûlantes querelles et glaciales détestations, l'unité tienne le coup, vaille que vaille, et que le puzzle des mouvements et réseaux s'ajuste petit à petit, qu'il accepte même de se placer sous l'autorité d'une institution reconnue par tous, le Conseil national de la Résistance.

Étoile (Marche à l')

Comme la Révolution selon Clemenceau, la Résistance est un bloc. Que les historiens s'emploient à relever les origines sociales et politiques des uns et des autres, leurs trajectoires, leurs objectifs avoués ou secrets, rien que de naturel. Mais l'essentiel, qui fait événement historique, demeure que cette disparate humaine s'est fondue quatre ans durant dans une entreprise collective qui lui donne sens.

La Résistance : une mosaïque dont les cent mille pièces hétéroclites forment, toutes ensemble, une fresque.

De même, s'il est bien normal que les spécialistes s'attachent à mesurer les résultats politiques ou militaires de telle initiative de la Résistance, encore faudrait-il ne jamais perdre de vue que toute action était juste et salutaire, même si elle n'a avancé que d'un millième de seconde la libération de la France. Autrement dit, foin des hiérarchies entre les hommes ou les événements !

Cela n'interdit pas les préférences.

Rien ne me fera renier le bonheur éprouvé lors des journées solaires de la libération de Paris, mais enfin, fût-ce aux yeux d'un garçon de treize ans, il était clair que nous ne vivions pas Stalingrad, ni même Varsovie. L'ennemi en déroute songeait essentiellement à se carapater, et, du moment que les axes sud-nord et ouest-est lui restaient ouverts, il se souciait fort peu d'aller se frotter aux barricades qui prospéraient au cœur des quartiers.

Idée géniale que ces barricades ! Elles renouaient avec le passé révolutionnaire de Paris. Décade prodigieuse pour la police parisienne, qui, au bénéfice d'une insurrection déclenchée et conduite au son du canon américain, se voyait blanchir de quatre années de sales besognes au service de l'occupant. On alla jusqu'à lui fourguer la Légion d'honneur. (Messmer, indigné, à de Gaulle : « Vous n'allez quand même pas la leur refiler ? ») Pour faire bonne mesure, on y ajouta la croix de guerre. Il fallait oser. Parce qu'elles sont et demeurent les forces de l'ordre, les forces de l'ordre suscitent des audaces de cette sorte.

Tant qu'à renouer avec le glorieux passé de la capitale, ma préférence va à la marche à l'Étoile organisée le 11 novembre 1940 par cette jeunesse estudiantine qui, tout au long du XIXe siècle, embrasa si souvent le brandon révolutionnaire. Cette manifestation ne se fit pas avec, en fond sonore, le fracas des Sherman fonçant sur Paris, mais dans le silence accablé d'une Occupation qui s'annonçait comme un interminable hiver. 1940 : l'année terrible, selon le mot de l'historien Jean-Pierre Azéma. Il fallait avoir l'espérance chevillée au corps.

Le charme de cette marche, c'est son caractère improvisé. Sans doute succède-t-elle à quelques semaines agitées au Quartier latin, avec notamment l'arrestation par les Allemands, le 30 octobre, du professeur Langevin, mais l'idée d'une manifestation à l'Étoile naît d'initiatives multiples circulant de

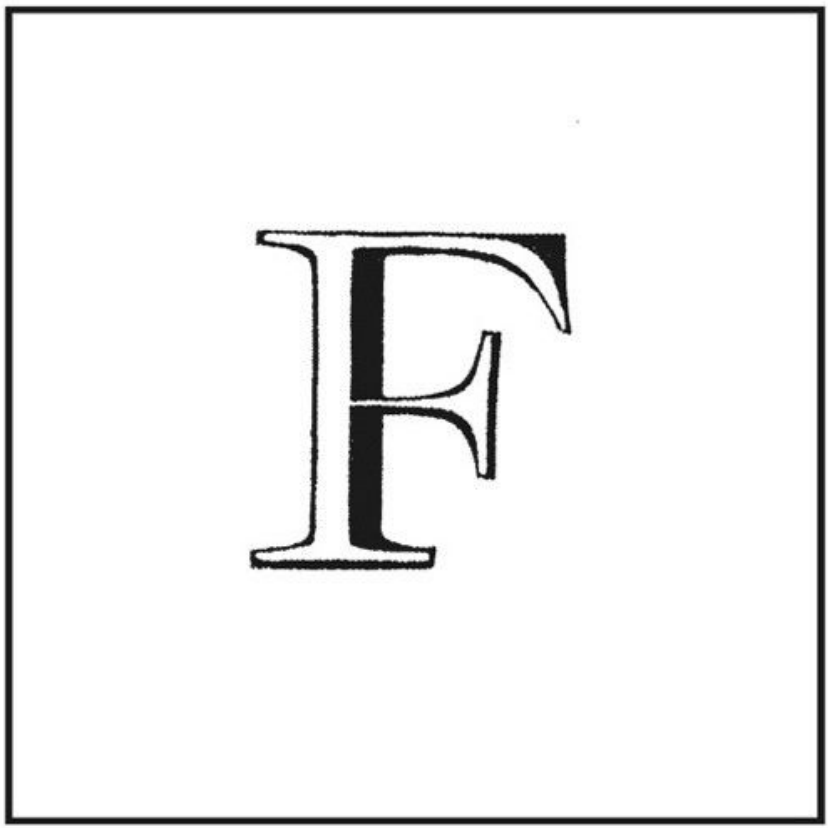
bouche à oreille, de distributions de tracts le plus souvent manuscrits, d'un appel de la France libre diffusé par la BBC… L'idée est de déposer un bouquet au pied de la statue de Clemenceau, au rond-point, puis de remonter les Champs-Élysées jusqu'à l'Étoile et la tombe de l'Inconnu.

Le succès dépasse les modestes espérances des promoteurs. Grâce au zèle efficace des policiers parisiens qui comptèrent les bouquets déposés au pied de la statue du « Père la Victoire », on sait qu'ils atteignirent le chiffre substantiel de 750. Les mêmes flics français procédèrent à un millier d'interpellations, ce qui forme un échantillon suffisant pour une analyse sociologique de la manifestation : 545 collégiens et lycéens, 299 étudiants, 57 écoliers, 138 salariés – dont beaucoup d'instituteurs et de professeurs.

La moyenne d'âge, dix-huit ans, explique le caractère festif du long cortège qui remonte les Champs-Élysées. C'est plus un monôme qu'une manif au sens classique du terme. Quelques facétieux trimballent deux cannes à pêche : deux gaules… L'ambiance se tend à l'approche de l'Étoile, où la préfecture de police dénombre cinq mille six cents participants. On crie « Vive de Gaulle ! », « Vive Churchill ! », on entonne *La Marseillaise*. Premiers heurts avec une cinquantaine de militants en uniforme bleu de Jeune Front, organisation pronazie fondée en juillet 1940 par le regretté Robert Hersant. Puis les flics français et des soldats allemands motorisés interviennent à coups de matraque et de crosse de fusil. À la prison du Cherche-Midi et autres lieux de détention de l'ennemi, les passages à tabac seront sévères.

Nombreux sont les blessés, parfois sérieusement atteints. Aucun mort. Aucune répression judiciaire. À l'époque, sauf rares exceptions, un étudiant – et même un lycéen – sortait d'une famille bourgeoise. Un occupant soucieux

de se ménager une occupation exempte de tracas n'avait pas intérêt à s'aliéner la classe moyenne.



Filières (ou lignes)

Voir : De Jongh, Andrée

Fortitude (Opération)

D'une certaine façon, la Résistance française était la dernière chance des Allemands. Ils n'accordaient qu'un crédit limité aux agents qu'ils avaient infiltrés en Grande-Bretagne, et ils avaient raison : tous avaient été capturés, pendus ou retournés. En revanche, la Gestapo et les autres services ennemis disposaient d'informateurs en nombre suffisant dans les réseaux et mouvements pour connaître beaucoup des messages que diffuserait la BBC à la veille du débarquement afin de mettre en action la Résistance. L'ennemi connaîtrait ainsi la date, fût-ce avec une très courte avance, mais surtout le secteur choisi pour l'opération décisive. Car il était évident que les Alliés se garderaient bien de déclencher une insurrection générale qui eût exposé les résistants à un combat inégal contre un adversaire disposant d'avions, de canons et de blindés.

C'était aussi la tranquille certitude de l'état-major des Forces françaises de l'intérieur (FFI), basé à Londres et placé sous le commandement du général Kœnig, le héros de Bir-Hakeim. La mise en action de la Résistance s'effectuerait progressivement, au fur et à mesure de l'avance des armées alliées, de manière que celles-ci puissent tendre la main aux résistants engagés dans un combat périlleux. Certes, des messages concernant l'exécution du plan Vert, qui concernait les coupures sur les voies ferrées, pourraient être envoyés dans des régions éloignées de la tête de pont, car l'arrivée des renforts allemands pouvait être bloquée ou retardée à longue distance, mais la guérilla, par exemple, ne devrait être déclenchée qu'à bon escient. Lancer prématurément le lointain maquis du Vercors dans la bataille l'exposerait à l'anéantissement pur et simple.

Or, sans la moindre discussion préalable avec les Français libres, le haut commandement allié décide de diffuser, le 5 juin 1944, deux cent dix messages personnels ordonnant de déclencher immédiatement l'exécution de tous les plans, y compris celui qui concerne la guérilla, sur l'ensemble du territoire français. C'est un ordre d'insurrection nationale.

L'initiative fera couler beaucoup de larmes et de sang. Très vite, Kœnig se rend compte que les dégâts risquent d'être considérables. Il tente de freiner des quatre fers, puis estime que le mouvement est irréversible et renonce à le maîtriser. Ces tergiversations lui font perdre beaucoup de son autorité.

Il est vrai qu'on l'attendait depuis si longtemps, ce débarquement, que l'événement, enfin survenu, ne pouvait qu'inspirer l'enthousiasme et projeter dans l'action, fût-ce à tous risques. Mais la diffusion inopinée des deux cent dix messages étouffait la voix de ceux qui auraient pu prêcher une élémentaire prudence : le devoir d'exécuter les ordres avait priorité sur la circonspection.

On ne sut que bien longtemps après le fond de l'affaire. Si les Américains témoignaient d'une sereine confiance dans le succès de leurs armes, eux qui souhaitaient débarquer dès 1942, ce qui eût été pure folie, les Britanniques, hantés par le souvenir du désastre de Gallipoli, pendant la Grande Guerre, entendaient bien mettre toutes les chances de leur côté. Réussir l'exploit de préserver jusqu'à la dernière minute le double secret du jour J (où et quand ?) ne leur suffisait pas. Ils tentèrent un pari qui semblait *a priori* ingagnable : faire croire aux Allemands que l'opération en Normandie n'était qu'une diversion et que le *vrai* débarquement aurait lieu dans le Pas-de-Calais, où était en position la XV^e^ armée, plus forte et mieux aguerrie que la VII^e^ armée qui défendait la Normandie. Si, par extraordinaire, le pari était gagné, les quinze divisions allemandes du Pas-de-Calais resteraient sur place et ne participeraient pas à la bataille de Normandie.

Les Britanniques avaient mis les moyens. Une armée factice avait été

créée sur la côte est de l'Angleterre, face au Pas-de-Calais, avec ses barges de débarquement en contreplaqué, ses chars d'assaut en caoutchouc gonflable qu'une troupe de funambules déplaçait la nuit, ses engins destinés à creuser aux alentours des traces de chenilles, le tout étant dûment photographié et filmé par les avions de reconnaissance allemands que la RAF avait consigne de laisser passer et que la DCA britannique échouait systématiquement à abattre. Enfin, un intense trafic radio avait été créé de toutes pièces, digne, par sa densité, de l'époustouflant général Patton, censé commander l'armée destinée à débarquer dans le Pas-de-Calais.

Le pari impliquait naturellement qu'aucune indication en sens contraire ne fût donnée à l'ennemi. Si les messages personnels avaient été, comme convenu, diffusés en fonction de l'opération de Normandie, l'hypothèse qu'elle ne fût qu'une diversion eût perdu de son crédit. En ordonnant le passage à l'action sur l'ensemble du territoire français, les Alliés brouillaient les pistes et maintenaient l'état-major allemand dans l'incertitude. On comprend donc l'exaspération que suscita, chez les responsables alliés, le discours prononcé le 6 juin à dix-huit heures par le général de Gaulle, qui avait refusé de soumettre son texte à quelque censure que ce fût : « La bataille suprême est engagée ! Après tant de combats, de fureurs, de douleurs, voici venu le choc décisif, le choc tant espéré. Bien entendu, c'est la bataille de France et c'est la bataille de la France. » On doit reconnaître que le choix des mots n'allait pas dans le sens d'une opération de diversion.

Le pari fut gagné.

De la XV^e^ armée allemande du Pas-de-Calais, Eisenhower écrira plus tard : « Si elle avait été lancée dans la bataille en juin ou juillet, elle aurait peut-être amené notre défaite, simplement en nous écrasant sous ses effectifs. » Hitler ne la lâche qu'à la fin juillet. Il est trop tard. Le front allemand est déjà enfoncé.

Tout de même, le Vercors, ses volontaires qui affluent par milliers dans l'enthousiasme créé par le débarquement et l'euphorie des mots d'ordre d'insurrection générale, puis, en juillet, l'attaque lancée par l'ennemi, le combat inégal, les tortures, les massacres…

Au moins en partie, les Alliés ont forgé leur victoire en France sur l'enclume de la Résistance.

Front national

C'est la première bonne idée du Parti communiste depuis septembre 1939.

Lancé le 27 mai 1941, propulsé par la puissante grève des mineurs du Nord qui commence le 26 mai au puits Dahomey, où les militants communistes, Auguste Lecœur en tête, jouent un rôle essentiel, sans oublier ces femmes remarquables que furent Martha Desrumeaux ou Émilienne

Mopty, le Front national a pour ambition de regrouper tous les patriotes, sans distinction aucune, qu'ils soient moines ou ouvriers, et quelles que soient leurs affinités politiques, « pour la libération, la renaissance et l'indépendance de la France ». On sort des ambiguïtés. Il n'est plus question du peuple français qui ne veut être le soldat « ni de Hitler ni de Churchill » et se refuse à servir les « ploutocrates » : ce ne sont pas les ploutocrates qui occupent la France, c'est la Wehrmacht.

En zone sud, l'apôtre du Front national est Georges Maranne, vieux militant communiste.

> Il a un visage de casse-noisettes, écrit Emmanuel d'Astier, qui le rencontre en avril 1941, avec des yeux très vivants, un crâne chauve un peu pointu, une moustache à la gauloise […] Il a un veston d'alpaga sur un gros chandail à col roulé, des pinces à son pantalon, et il pousse devant lui son vélo comme une brouette. Je ne connais pas son nom, je l'ai surnommé Vercingétorix.

Le parti retrouve décidément la forme. Un homme chargé de lancer un mouvement unitaire et que ses interlocuteurs surnomment spontanément Vercingétorix, patronyme fédérateur par excellence pour toutes les tribus gauloises d'hier et d'aujourd'hui : difficile de trouver mieux. Maranne, ses belles bacchantes et ses pinces à vélo font l'unanimité chez tous ceux qui le rencontrent.

Mais, à peine dans les starting-blocks, le Front national doit se relever et se balader sur la piste, tête baissée et mains sur les hanches : le coup de revolver de Fabien au métro Barbès-Rochechouant donne le départ d'une lutte armée qui est bien loin de faire l'unanimité parmi les résistants. De Londres, le général de Gaulle déclare que, si les Allemands ne voulaient pas se faire tuer chez nous, ils n'avaient qu'à rester chez eux, mais que la lutte armée doit être organisée et conduite par ceux qui en ont la charge, « c'est-à-dire par moi-même et par le Comité national ». Dans son livre fondamental sur la France libre, Jean-Louis Crémieux-Brilhac révèle que le Général approuvait en fait les attentats, malgré les exécutions d'otages. « Ce fossé de sang est nécessaire, confie-t-il à Maurice Schumann. C'est dans ce fossé que se noie la collaboration. » Conscient des fortes réserves – pour user d'un euphémisme – de beaucoup de résistants et du choc créé dans l'opinion par la sauvagerie des représailles allemandes, le Parti communiste s'abstient de revendiquer l'attentat de Fabien et ceux qui suivent dans la foulée. Un Allemand que nous n'allons pas tarder à rencontrer (voir : Grandclément, Affaire), le très malin gestapiste Friedrich Dohse, va même réussir une manière d'exploit : approchant le vieux Marcel Cachin, figure historique du Parti communiste, par l'intermédiaire du renégat Henri Barbé, et avec l'accord de Bömelburg, chef de la Gestapo en France, il obtient de lui une condamnation formelle des attentats. Elle sera affichée à des dizaines de milliers d'exemplaires sur les murs de France, et troublera maints militants communistes.

Dans son mépris de tout ce qui n'était pas allemand, Hitler croyait que la terreur était le plus sûr moyen de briser la volonté des peuples vaincus et

occupés. En représailles des attentats commis à Paris, Nantes et Bordeaux, il ordonna des exécutions si massives qu'elles stupéfièrent d'abord l'opinion publique française, puis, dans un second temps, la révoltèrent. Et puisque les communistes étaient la cible privilégiée de ces représailles, non seulement trouva-t-on normal qu'ils vengeassent leurs martyrs, de sorte que la lutte armée s'en trouvait justifiée, mais, pour tous ceux qui aspiraient à se battre, et notamment les jeunes, rallier un parti que l'ennemi désignait comme son adversaire numéro un semblait le chemin le plus court et le plus sûr pour prendre part à la lutte.

Leur rayonnement et leur force d'attraction, le Parti communiste et ses organisations annexes, comme le Front national et les FTP, bras armés du Front, les doivent à l'héroïsme des militants et à l'exemple qu'ils donnent, jusqu'au poteau inclusivement.

L'originalité du Front national, c'est l'extraordinaire diversité de son recrutement. Il n'était pas évident qu'un mouvement créé par le Parti communiste séduisît et accueillît, entre autres, François Mauriac, Georges Bidault, Mgr Chevrot, le professeur Robert Debré, le général Bloch-Dassault, frère de l'avionneur. Il est organisé avec intelligence et souplesse. Aux comités territoriaux exerçant leur influence dans une zone géographique donnée s'ajoutent des comités fonctionnant sur une base socioprofessionnelle et qui connaissent un grand succès. Médecins, juristes, intellectuels et écrivains, paysans, etc., se regroupent ainsi sous l'égide de personnalités indiscutables, parce que non partisanes, tel le professeur Debré pour le secteur de la santé.

Il n'empêche que le Front national reste bel et bien une création du Parti communiste. Reconnu comme un mouvement de résistance au plein sens du terme, admis à siéger au Conseil national de la Résistance (CNR), il y accroît l'influence du parti, qui y est déjà représenté en tant que tel. Comme il n'est pas rare que des mouvements découvrent en leur sein des « sous-marins » communistes, c'est-à-dire des militants cachant leur appartenance, grâce à quoi ils exercent parfois des fonctions importantes, une psychose ne tarde pas à naître ici et là : le parti ne se prépare-t-il pas à prendre le pouvoir à la Libération ? Certains secteurs de la Résistance en seront obsédés, mettant en péril la vitale unité.

Vaines alarmes. Il n'y a pas, il n'y aura jamais tentation de cette sorte chez les dirigeants du Parti communiste français. Cela témoigne pour leur intelligence. Il eût été bien vain d'espérer l'instauration d'un pouvoir communiste dans une France où les soldats anglais et américains se comptaient par centaines de milliers.

Gaulle (Charles de)

Si vous ne percevez pas sa présence à chaque page, c'est que cet ouvrage est manqué.

Gestapo

Que la Gestapo (Geheime Staatspolizei) ne soit que la section IV des Sicherheitspolizei und Sicherheitsdienst (Sipo-SD), soit police de sécurité et service de sécurité, l'ensemble s'insérant dans le Reichssicherheitshauptamt (RSHA), soit Office principal de sécurité du Reich, voilà qui ne m'a pas plus échappé qu'à vous. Mais, plutôt que de nous encombrer de ces assommants mots allemands qui n'en finissent pas, et suivant en cela l'exemple libérateur de quelques historiens patentés, tel Laurent Douzou, nous appelons Gestapo tout ce qui ne relève pas du commandement militaire (Abwehr, service de renseignements et de contre-espionnage de la Wehrmacht, Geheime Feldpolizei, ou police secrète de campagne, Feldgendarmerie).

Girard (André)

Il n'avait aucune chance de devenir compagnon de la Libération, et en aurait d'ailleurs repoussé la proposition avec indignation, mais qui eût nié, entre 1941 et 1943, qu'il était destiné à entrer dans l'histoire comme l'un des principaux acteurs de la Résistance ? Certainement pas nos bons alliés britanniques, qui, toujours attentifs à réduire autant que possible l'influence de la France libre et de son chef sur la Résistance intérieure, s'engouèrent de Girard, antigaulliste forcené, au point de lui fournir, dès ses débuts, des moyens humains et matériels considérables, et jusqu'à une station de radio, Radio-Patrie, émettant de Londres et bien évidemment conçue pour

concurrencer les émissions de la France libre sur la BBC.

On l'a dit : les tempéraments rugueux ne manquaient pas dans la Résistance (voir : Engueulades). André Girard domine comme un Everest le relief tourmenté des caractères de cochon.

En 1940, cet homme de trente-neuf ans a tout pour être heureux : une femme et quatre filles aimées, une activité prospère d'affichiste, caricaturiste, décorateur de théâtre, une carrière de peintre qui prend son essor sous les auspices de son maître Georges Rouault. Dès 1938, il a une exposition à New York.

Patriote intransigeant, il refuse de voir la Wehrmacht à Paris, s'installe à Antibes avec les siens et entre aussitôt en résistance, aidé par sa femme Andrée et par ses deux filles aînées, dont l'une entame une carrière cinématographique prometteuse sous le pseudonyme de Danièle Delorme. Le nom de l'organisation ? Carte. C'est aussi le nom de guerre de Girard. Un impératif : Carte restera strictement apolitique. Girard, qui n'a jamais voté, nourrit un ardent mépris pour les politiciens, parmi lesquels il range le général de Gaulle.

Les hommes de caractère sont rarement romanesques. Girard, lui, s'étiole dans le banal.

À l'automne 1941, il consacre beaucoup de temps et d'efforts à la mise au point d'un poison qui, mélangé à une substance sucrée, était censé plonger son consommateur dans une profonde léthargie qu'il communiquait à tout son entourage. Ainsi pouvait-on endormir quelques centaines de milliers d'hommes en l'espace d'une heure. C'est le secret que lui a confié un savant roumain parti pour les États-Unis. Il suffisait donc d'acheminer le poison sur le front de l'Est dans un train de ravitaillement de la Wehrmacht, et l'Armée rouge passerait en riant sur le ventre de centaines de milliers de soldats allemands endormis. Essayé sur des souris, le poison se révéla inefficace et l'opération tomba à l'eau. Pourquoi la Résistance n'aurait-elle pas ses moments de fantaisie ?

Mais Carte ne saurait se réduire à ces extravagances. Pourvu d'un charisme incontestable, Girard développait son organisation et suscitait l'intérêt. Henri Frenay, chef de Combat, et Emmanuel d'Astier de La Vigerie, fondateur de Libération, s'entretinrent avec lui de la possibilité de travailler ensemble. Ni Frenay ni d'Astier ne risquaient d'être rangés parmi les dévots du Général, avec lequel ils n'avaient d'ailleurs à l'époque – octobre 1941 – aucun contact. L'antigaullisme virulent de Girard leur paraît si outrancier qu'ils préfèrent suspendre les conversations.

En revanche, le SOE, qui ne trouve que des vertus à ce petit défaut, dépêche à Girard l'un de ses officiers, Francis Basin, *alias* Olive, pour l'aider dans ses entreprises. Dans le moment, aucune autre organisation ne bénéficie d'un tel privilège. Le service britannique propose à Girard de venir à Londres pour faire le point. C'est l'adjoint de Girard, le remarquable Henri Frager, qui fait le voyage. Il crée une impression si favorable que le numéro deux de la

section F du SOE, chargée de la France, le major Nicolas Bodington, part pour la Côte d'Azur afin de rencontrer le chef de Carte. Il tombe sous le charme d'André Girard et retourne à Londres avec un rapport enthousiaste.

Comment ne pas le comprendre ? Il avait notamment mission de vérifier si, le moment venu, les Alliés pouvaient compter sur l'appui de l'armée de cent mille hommes laissée par les Allemands à Pétain pour « maintenir l'ordre ». Girard lui confie qu'il a de nombreux contacts avec des officiers de l'armée d'armistice (il les a réellement) et qu'il peut garantir leur participation au combat dès qu'interviendra le jour J. De son côté, Carte s'emploie à recruter une armée forte de trois cent mille hommes. La méthode employée est originale : chaque recrue doit remplir un questionnaire copieux (61 réponses à fournir) ne laissant dans l'ombre aucune de ses caractéristiques. Malgré les assurances fournies, il ne semble pas que l'ensemble de cette intéressante documentation ait été codé. Lorsque l'ennemi se saisira d'un porte-documents contenant des listes de plusieurs dizaines de noms, il n'aura pas à se donner la peine de recourir à des casseurs de code, puisque tout y est écrit en clair.

C'est au pied du mur qu'on voit le maçon. Le 18 août 1942, Olive est arrêté à Cannes par la Surveillance du territoire de Vichy. Francis Basin, *alias* Olive, est la bonne fée qui s'est penchée sur le berceau de Carte, lui procurant argent, armes et émetteurs. Branle-bas de combat pour organiser son évasion lors de son transfèrement à Lyon par train. Girard échoue lamentablement à monter l'opération. L'homme qui a bluffé les Britanniques en leur promettant une armée de trois cent mille hommes ne réussit pas à rassembler la douzaine de combattants nécessaire à une opération relativement aisée. Seuls Henri Frager et un groupe de cinq volontaires sont disposés à prendre des risques.

La suite est triste. Tensions très vives entre Girard et Frager, qui ne se supportent plus. Les relations de Girard avec Peter Churchill, arrivé en remplacement d'Olive, sont tout aussi exécrables. Le SOE s'inquiète et demande à Girard de venir s'expliquer à Londres. Il tergiverse. Il faut un ultimatum pour qu'il se décide. À Londres, affrontement et rupture définitive avec le SOE, qui refuse son retour en France. Il part pour les États-Unis, où il multiplie articles et conférences violemment antigaullistes et anglophobes. Il y meurt en 1968 et s'y fait enterrer. Arrêtée, sa femme a survécu à Ravensbrück.

L'un des pionniers de la Résistance, son caractère l'a empêché d'avoir un destin. Il s'est lui-même exclu de la mémoire résistante. Voilà l'une des trajectoires humaines les plus ahurissantes d'une époque où l'on échappait aisément à la banalité.

Giraud (Henri)

Le recensement des ralliements obtenus par le général de Gaulle ne doit

pas nous faire oublier l'aide puissante qu'il reçut de certains de ses pires adversaires.

Roosevelt, par exemple.

Ce grand homme d'État ne nous déteste pas ; simplement, comme l'écrit Régis Debray, il « considère que la France a cessé d'exister le 17 juin 1940 ». On la libérera et on la placera sous administration de l'AMGOT (Allied Military Government of Occuped Territories), comme l'Italie. Quantité négligeable. En revanche, Roosevelt déteste de Gaulle. Étrangement, il l'appelle, dans son cercle intime, « lady de Gaulle ». Un sobriquet, reconnaissons-le, qui ne vient pas spontanément à l'esprit. Une dinde prétentieuse, présume-t-on, une pimbêche.

Mépris de la France, haine de De Gaulle : tels sont les deux ingrédients de la cuisine politique supérieurement imbécile fricotée par les Américains avant et après le débarquement du 8 novembre 1942 en Afrique du Nord.

Ils ont misé sur le général Henri Giraud. On s'en voudrait d'ironiser sur cet excellent militaire, admiré par ses pairs, qui, détenu en 1942 dans une forteresse allemande, réalise, à soixante-trois ans, une évasion exigeant une audace et un courage sans faille. Elle aura été cause d'une crise de nerfs du Führer, qui hurle que cet homme vaut à lui seul trente divisions. Pourtant, le général Giraud évoque irrésistiblement ce personnage si drôle d'*Hellzapoppin* qui s'est trompé de film. Il se trompe de guerre. Roosevelt tient que la catastrophe militaire du printemps 1940 a effacé la France ; Giraud escamote la catastrophe, la France continue de rayonner au firmament des nations, et il est son plus beau fleuron étoilé. Il exige des Alliés le commandement de la Résistance *en Europe*. Rencontrant Eisenhower à Gibraltar, il lui annonce que le commandement de l'opération Torch, le débarquement en Afrique du Nord, lui revient en raison de son grade et de son prestige. Eisenhower marque un certain étonnement.

Le 8 novembre, Giraud est toujours à Gibraltar. Peu importe à nos amis américains, puisqu'ils ont sous la main un remplaçant qui fera très bien l'affaire : l'amiral Darlan, arrivé inopinément à Alger parce que son fils Alain, frappé par la poliomyélite, s'y trouve entre la vie et la mort. Darlan ! Amiral de la flotte en 1939, chef du gouvernement de Vichy en février 1941, partisan zélé de la collaboration, visiteur ébloui du nid d'aigle de Berchtesgaden, où il offre au Führer des bases françaises au Moyen-Orient et en Afrique, ainsi que des fournitures de matériel militaire, remplacé au gouvernement par Laval en avril 1942, mais nommé chef des forces militaires de Vichy.

Que les Américains, reçus à coups de canon, puisque Pétain l'a ainsi ordonné, utilisent Darlan pour obtenir un cessez-le-feu, rien de plus normal ; mais qu'ils lui confient ensuite le pouvoir en le nommant haut-commissaire, c'est raide.

Un pittoresque complot monarchiste ayant réussi à faire assassiner l'amiral, on revient à la case Giraud, nommé « commandant en chef civil et militaire ». (Ah ! si le maréchal Pétain avait consenti à prendre l'avion et à atterrir à Alger, avec quel enthousiasme nos amis américains ne l'auraient-ils pas accueilli…) Giraud ne tarde pas à multiplier bourdes et bévues. Il laisse en place l'essentiel de la législation de Vichy. Il ne concède qu'à regret la suppression du statut des Juifs ; encore s'abstient-il de rétablir le décret

Crémieux, qui accordait la nationalité française aux Juifs d'Algérie. Giraud reste impavide devant les réactions contrastées qu'il suscite. Sa bonne conscience est totale. Il écrit au colonel Malaise, l'un de ses hommes de confiance, que son seul but consiste à établir « une république à base de gens propres et sans juiverie ».

Contrarié, Roosevelt lui dépêche Jean Monnet pour lui demander d'assouplir ses positions. Giraud y consent et prononce le 14 mars 1943 ce qu'il appelle drôlement son « premier discours démocratique ». En fait, ce discours a été entièrement rédigé par Monnet. Mais de Gaulle est arrivé de Londres, et Giraud n'est pas de taille à lutter contre un concurrent de cette force.

En France, à présent tout entière occupée, les résistants ont assisté avec stupeur, puis avec indignation, à cette succession d'événements inattendus. Qui eût imaginé que les Américains mettraient au pouvoir en Afrique du Nord le traître Darlan ? Avec Giraud, et toujours grâce à nos alliés, c'est un Vichy *bis* qui fonctionne à Alger. Où va-t-on ? Seule une Résistance unie derrière le chef de la France combattante peut tenter d'imposer un changement de politique. Des chefs de mouvement aussi peu gaullistes que Frenay ou d'Astier de La Vigerie mettent de côté leurs réserves et se rangent derrière celui que d'Astier appelle « le Symbole ». La quasi-unanimité de la Résistance réagit comme eux (voir : Conseil national de la Résistance). Seuls restent à l'écart les anciens officiers de l'armée d'armistice, qui s'est soumise aux Allemands sans tirer un coup de feu, regroupés dans l'Organisation de résistance de l'armée (ORA), et le réseau Alliance, fondé par l'officier d'extrême droite Loustaunau-Lacau, dirigé par le commandant Faye et par Marie-Madeleine Fourcade, qui, tous deux antigaullistes et travaillant avec les services britanniques, se sont décarcassés pour aider Giraud à rejoindre Gibraltar par sous-marin.

Roosevelt a réussi l'exploit d'unir la Résistance française derrière lady de Gaulle.

Grandclément (Affaire)

Une erreur grave consisterait à voir en tout officier SS de la Gestapo une brute imbécile, un tape-dur fanatique. Prenez par exemple l'Untersturmführer Friedrich Dohse, chef de la Gestapo de Bordeaux. La trentaine séduisante, le sourire facile, la casquette de guingois, amateur de bonne chère, une maîtresse ravissante, il est flic de formation et s'est retrouvé affublé d'un grade dans la SS quand la Kripo, police criminelle, a été versée en bloc dans le Sipo-SD et placée sous la direction supérieure du SS Reichsführer Heinrich Himmler. Un flic, avec le cynisme inhérent à la profession et une approche des hommes sans illusion. Un très bon flic, hélas.

André Grandclément avait probablement le cœur dans les talons quand ses gardiens le firent entrer dans le bureau du chef de la Gestapo bordelaise. À trente-trois ans, il a fait de grandes choses, mais se trouve à présent dans l'état d'esprit du commandant du *Titanic* après l'iceberg. Fils d'amiral, neveu de général, ancien militant de l'Action française, il entre en résistance à la fin de 1941, regroupe rapidement un millier d'hommes, trouve en 1942 le contact avec l'Organisation civile et militaire (OCM), qui, séduite par ses talents d'organisateur, lui confie le commandement militaire du Sud-Ouest, où le chef d'escadron Rollet a déjà accompli un travail considérable. La rencontre de Grandclément avec Claude de Baissac, agent du SOE britannique, qui porte sur lui un jugement aussi positif que celui des chefs de l'OCM, lui vaut des parachutages qu'on peut qualifier de massifs par rapport à ce que reçoivent ses homologues.

Grandclément a accompli ce que Londres souhaiterait voir se réaliser partout en France : des milliers d'hommes relativement bien armés et bien encadrés prêts à entrer en action au jour J et à prendre les troupes allemandes dans une nasse dont elles auront le plus grand mal à s'extirper pour participer aux batailles qui succéderont au débarquement.

L'été 1943, tout vacille.

Le 30 juillet, une patrouille allemande capture à Verteuil-d'Agenais, près de Tonneins, trois résistants membres d'une équipe qui réceptionne un parachutage. Ils sont transférés à Bordeaux, remis au commissaire de police français Poinsot, implacablement torturés. À Bordeaux, une répartition des tâches réservait à Poinsot les basses besognes. Il les accomplissait avec un enthousiasme qui lui vaudra d'être fusillé après la Libération, Dohse se réservant les exercices plus subtils. L'un des trois pauvres diables parle. Ses aveux, ajoutés aux indices fournis par des agents doubles, permettent à Dohse de rafler une centaine de résistants.

André Grandclément quitte Bordeaux et se réfugie à Paris, où le réseau SOE Prosper s'effondre, entraînant dans sa chute de nombreux réseaux SOE avec lesquels, au mépris des règles de cloisonnement les plus élémentaires, il avait noué des liens imprudents. Introduit par Baissac dans le circuit SOE, André Grandclément fait partie de ceux dont la Gestapo découvre l'existence.

Il est arrêté le 19 septembre à Paris, interrogé avenue Foch, transféré à Bordeaux. Entre-temps, sa femme, Lucette, épousée sept mois plus tôt, a été elle aussi arrêtée. La perquisition au domicile des Grandclément ne donne rien, pas plus que celle du cabinet d'assurances que dirige André, cours de Verdun, mais un prisonnier révèle que le classeur intitulé « Polices d'assurances possibles » recèle en fait les fiches des membres de l'organisation.

Plus de cent résistants, dont des responsables départementaux, sont arrêtés. Le désastre est complet.

Le 23 septembre, Grandclément est dans le bureau de Dohse.

Le chef de la Gestapo lui offre une cigarette Player's (« Londres me les parachute ») et joue cartes sur table. Il fait le compte des arrestations et n'a pas besoin de préciser que beaucoup de détenus risquent de finir au camp de Souge, le mont Valérien de Bordeaux. Il énumère les dépôts d'armes déjà saisis et évoque ceux qu'il a à peu près localisés grâce aux indications fournies par la Wehrmacht, celle-ci signalant systématiquement les secteurs survolés à basse altitude, la nuit, par des avions non identifiés. Puis il élève le débat avec des considérations plus politiques : « On se tape dessus, dit-il à peu près, et c'est normal, chacun de nous fait son devoir, mais je me demande si nous ne devrions pas réfléchir à l'avenir. Vous avez entendu les dernières nouvelles du front de l'Est ? Le Reich a perdu la guerre. J'aurais préféré qu'il la gagne, mais c'est comme ça. Moi, je suis un patriote allemand qui pense à

l'avenir. Notre intérêt à nous, Allemands, c'est d'avoir, après guerre, des voisins avec lesquels nous pourrons nous entendre. Impossible de s'entendre avec une France communiste. Nous allons évacuer la France. Je ne sais pas quand, mais ça arrivera. Mon seul objectif est de laisser derrière nous une France qui ne soit pas communiste. Vous me comprenez ? »

Ah ! bien sûr que Grandclément comprend !… Qui pourrait mettre en doute son anticommunisme ? Il l'a trouvé dans le berceau familial et l'emportera dans la tombe.

« Voilà ce que je vous propose, continue Dohse. En gage de bonne volonté, vous me livrez tous vos dépôts d'armes. Moi, je libère vos gens. Vos maquis, nous n'y touchons pas. Nous réservons nos coups aux maquis rouges. Lorsque sonne l'heure de notre départ, je vous restitue les armes pour que vous soyez en mesure de vous opposer efficacement à un coup de force communiste. Qu'en pensez-vous ? »

Grandclément n'en pense que du bien. Ces considérations de haute politique lui paraissent des plus raisonnables. En même temps, comment ne se sentirait-il pas envahi par une terrible douceur ? Au lieu des supplices et du poteau de Souge pour lequel il répétait déjà sa *Marseillaise*, une rencontre avec un homme de bonne compagnie qui évoque les relations diplomatiques de l'après-guerre. Il y aura donc un après-guerre qu'on pourra vivre sans déshonneur. « Les consciences, écrit Bernanos, se soulagent comme des ventres. »

Il accepte le marché. Dohse le remet en liberté pour qu'il convainque ses camarades de le suivre.

Après la guerre, Friedrich Dohse affirmera qu'en septembre 1943 il croyait encore à la possibilité d'une victoire de l'Allemagne. Peut-être. Il n'aurait pas été le seul. Selon lui, en proposant son pacte à Grandclément, son seul objectif était de désorganiser la Résistance dans le Sud-Ouest. Il y aura réussi au-delà de toute espérance.

Grandclément l'y aide puissamment parce qu'il n'est pas un traître au sens classique du terme et n'est pas perçu comme tel par beaucoup de ses camarades. Grandclément ne manque pas de bonnes raisons d'accepter le pacte : l'évidence que Dohse finira par localiser la plupart des dépôts d'armes, la libération des résistants détenus (l'Allemand tiendra effectivement parole), enfin la possibilité de prévenir les amis du SOE des dangers qu'ils courent, car il a pu mesurer, lors de ses interrogatoires avenue Foch, à quel point la Gestapo en savait long sur eux.

Mais que pèsent ces arguments en regard du mal irrémédiable qu'il inocule à la Résistance régionale ? Il introduit le poison du doute, le fléau de la suspicion généralisée, la hantise de la trahison. Certains maquis le suivent et acceptent de livrer leurs armes. D'autres s'insurgent et ouvrent le feu lorsque se présentent Grandclément et ses lieutenants, parfois accompagnés de Dohse.

On en vient vite à des épisodes atterrants.

Eugène Camplan, glorieux aviateur de la Grande Guerre qui a succédé à Grandclément, s'oppose sans ambiguïté au pacte, mais Alger, où sont désormais installés les services de la France libre, estime qu'il tarde trop à régler le problème. On lui dépêche, avec le titre de délégué militaire régional, l'homme qui saura trancher dans le vif : résolu, tenace, intransigeant, Claude Bonnier liquidera Grandclément et, s'il s'entend avec Camplan, nettoiera le bourbier du Sud-Ouest.

Ils vont se haïr. Si puissante est la puanteur de trahison flottant sur la région que la moindre anicroche engendre une montagne de doutes. Ainsi aucun message n'a-t-il annoncé à Camplan l'arrivée de Bonnier. Camplan se met dans la tête l'idée folle que Bonnier est un agent de la Gestapo. De son côté, Bonnier est convaincu de la trahison de Camplan.

Le 18 janvier 1944, attiré dans un guet-apens, Eugène Camplan est assassiné d'une balle dans la nuque par des résistants aux ordres de Bonnier. Le 9 février, Claude Bonnier tombe aux mains de la Gestapo, livré par des fidèles de Camplan passés au service de Dohse. La nuit suivante, il se suicidera dans sa cellule en avalant une pilule de cyanure dissimulée dans la doublure de sa veste. Émiettée, la pilule a perdu de son pouvoir létal. L'agonie sera longue et douloureuse.

Dans l'intervalle, l'opération montée par Dohse aura pris des proportions hallucinantes. Il s'agit d'élargir au niveau national ce qui a réussi dans le Sud-Ouest. À Paris, le Brigadeführer Carl Oberg, chef des SS et de la police allemande en France, et le Standartenführer Helmut Knochen, chef du Sipo-SD, ont donné leur accord après avoir informé le Reichsführer SS Himmler, qui a lui-même acquiescé.

Seul le chef de la France libre dispose de l'autorité nécessaire pour signer avec la direction SS un accord valant pour la France entière. Il faut donc lui dépêcher à Alger, où il est à présent installé, deux émissaires chargés de lui proposer le marché. Grandclément choisit le colonel Thinières, qui lui a succédé après son arrestation et avant la prise de commandement de Camplan. Il sera accompagné de Louis Joubert, professeur au lycée de Bordeaux. Les deux émissaires montent à Paris et sont reçus par le colonel Touny, chef militaire de l'OCM et président du comité militaire de zone nord, et par Maxime Blocq-Mascart, responsable civil de l'OCM. Touny a accompli une partie de sa carrière dans le renseignement. Un homme du renseignement ne porte pas de jugement politique : il recueille et transmet l'information. Touny donne son feu vert.

Thinières et Joubert passent la frontière franco-espagnole dans le coffre de la voiture de Dohse, débarquent à Alger, se retrouvent incontinent enfermés dans un camp d'internement. Il n'y aura pas de négociations entre le chef de la France libre et le Reichsführer SS.

Le 23 janvier, le BCRA envoie aux délégués militaires régionaux un message d'alerte : « Venons apprendre avec certitude que certains dirigeants OCM sont en contact avec Gestapo. En conséquence, faites savoir chefs

régionaux des autres mouvements et apportez la plus extrême prudence dans vos contacts avec OCM. » Parallèlement, la radio de Londres sonne le tocsin : « Grandclément est un traître ! Méfiez-vous de Grandclément ! » L'avertissement est suivi de l'ordre d'exécuter le traître « coûte que coûte et sans délai ».

Il y aura du délai. Ce n'est que le 28 juillet 1944 que Grandclément est abattu par l'Anglais Roger Landes, du SOE. Avec lui meurent sa femme Lucette et son plus fidèle lieutenant, Marc Duluguet.

On l'a dit : Raymond Aubrac répétait volontiers que le miracle de la Résistance française était qu'elle eût préservé son unité, menacée par tant de tensions internes et de forces centripètes. Ce ne fut pas le cas en Yougoslavie, où les partisans communistes de Josip Broz Tito entrèrent en conflit ouvert avec les patriotes ralliés au général royaliste Drăza Mihailović, les tchetniks, qui, submergés et défaits, finirent, pour beaucoup, par rallier les forces allemandes. La Grèce n'échappa pas davantage aux fatales divisions, avec les résistants de l'ELAS, dominée par les communistes, largement prépondérants dans le pays, qui se retrouvèrent en butte à l'hostilité de l'EDES du controversé général royaliste Zervas – hostilité qui se transforme en conflit sanglant appelé à durer bien au-delà de la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

L'affaire Grandclément démontre que la France n'était pas à l'abri de pareilles convulsions.

Régis Debray : « La Résistance française est une guerre civile qui n'a pas eu lieu. »

Guerres coloniales

Le simple fait qu'elles aient eu lieu, on ne prétendra pas que c'est un échec de la Résistance, mais que cela pose question sur les résistants.

Comment des hommes qui s'étaient valeureusement battus pour la liberté de leur pays, et que la nation reconnaissante avait portés au pouvoir, ont-ils pu déclencher des guerres liberticides contre des peuples qui aspiraient eux aussi à recouvrer la maîtrise de leur destin ? Ces vaillants qui, du fond du gouffre de la défaite, alors que les réalistes imbéciles croyaient que Hitler avait gagné la partie, virent dans un ciel lointain une promesse de victoire, comment ont-ils pu espérer que la France, la France seule, pourrait résister à la vague d'émancipation qui balayait le monde et battait en brèche les vieux empires coloniaux ? Ceux qui, le conflit mondial terminé, intégrèrent ou réintégrèrent l'armée française, et qui avaient été traqués, capturés, torturés, déportés sous l'étiquette infamante de terroristes, comment ont-ils pu à leur tour pourchasser, torturer, le cas échéant assassiner des hommes qu'ils qualifiaient de terroristes ? Quand le successeur d'Henri Frenay à la tête du mouvement

Combat, membre du CNR, déporté à Buchenwald, compagnon de la Libération – quand Claude Bourdet interpelle le gouvernement, le 13 janvier 1955, moins de trois mois après le déclenchement de l'insurrection algérienne, avec un article au titre retentissant : « Votre Gestapo d'Algérie », pourquoi faut-il qu'il se voie vilipender par un autre compagnon de la Libération, Maurice Bourgès-Maunoury, devenu ministre de l'Intérieur, et par une meute de ses anciens camarades de résistance entrés eux aussi en politique ?

Le ministre et ses collègues du gouvernement savaient que Bourdet disait la vérité, puisqu'un rapport demandé par le prédécesseur de Bourgès place Beauvau, François Mitterrand, résistant lui aussi, quoique un peu tardif, concluait que la torture était pratiquée de longue date en Algérie par la police française, mais la justifiait sans broncher au motif que « les méthodes classiques d'interrogatoire ne seraient pas d'une grande efficacité dans ces pays où les individus présentent une résistance extraordinaire aux épreuves de toutes sortes ». Le rapport fut classé secret-défense.

Comment le compagnon de la Libération Pierre de Chevigné, nommé en 1948 haut-commissaire à Madagascar, a-t-il pu réprimer les velléités d'indépendance de la grande île avec une brutalité démesurée par rapport aux maigres forces de ses adversaires et aux dangers qu'elles présentaient ?

Comment le jeune capitaine qui rallia de Gaulle dès juin 1940, héros de la campagne du Fezzan, commandant du glorieux régiment de marche du Tchad, lieutenant-colonel de la 2e division blindée de Leclerc, qui termina son épopée à Berchtesgaden, comment le compagnon de la Libération Jacques Massu finit-il lugubre général de la bataille d'Alger ?

Pourquoi les étoiles du général Pâris de Bollardière, compagnon de la Libération, sanctionné pour avoir protesté contre la torture, puis démissionnaire de l'armée, sont-elles les seules à briller dans le ciel noir de la guerre d'Algérie ?

Pourquoi le compagnon de la Libération Georges Bidault, successeur de Jean Moulin à la tête du CNR, devint-il la pitoyable caricature de lui-même avec sa création d'un CNR de pacotille au service de l'OAS ?

De manière accessoire et très subalterne, comment des garçons comme Noël Favrelière et moi-même, qui avions vécu, enfants, les années de guerre et grandi dans la dévotion de la Résistance et de la France libre, comment avons-nous pu commettre l'aberration de demander à servir en Algérie dans un régiment parachutiste, en souvenir des bérets rouges du colonel manchot Bourgouin que nous avions tant admirés à la Libération, et nous retrouver ensemble au 8e régiment de parachutistes coloniaux, dans le Constantinois ? (Favrelière rectifia son erreur d'aiguillage en désertant et en emmenant avec lui un prisonnier algérien dont il croyait qu'on allait l'exécuter.)

Jean-Paul Sartre, dont la participation à la Résistance était restée modeste et qui vouait une vive admiration aux héros de la lutte clandestine et à ceux de la France libre, s'interrogea avec perplexité sur tout cela, qui remettait en question sa philosophie de la liberté et de l'engagement. Les circonstances

étaient-elles si fortes qu'elles pouvaient conduire un héros à devenir un salaud ?

Elles étaient fortes, les circonstances. Et les choses étaient compliquées. Si elles ne l'avaient pas été, un homme aussi respectable et admirable qu'Hélie de Saint Marc, résistant à dix-neuf ans, survivant par miracle à une effroyable déportation, n'aurait pas, lors du putsch des généraux, en avril 1961, commis le crime de retourner contre la République les armes qu'elle lui avait confiées pour la défendre.

Pour les combattants algériens, les choses furent aussi simples de 1954 à 1962 qu'elles l'avaient été pour les résistants français entre 1940 et 1944.

Guingouin (Georges)

Traqué par l'ennemi, sa tête mise à prix, il échappa souvent d'extrême justesse à la mort, mais elle faillit le rattraper le 20 novembre 1944, trois mois après la libération de son Limousin, et il affirmera toujours que la direction de la voiture qu'il conduisait avait été sabotée.

Il manqua de mourir sous les coups, mais ce n'était pas, comme Jean Moulin et tant d'autres, alors qu'il était aux mains de l'ennemi – qui jamais ne réussit à s'emparer de lui : la guerre était terminée depuis huit ans quand on le jeta, la veille de Noël 1953, dans une cellule de la prison de Brive, où, le 21 février 1954, il fut sauvagement agressé par les matons et matraqué au point de sombrer dans le coma. Trois médecins-experts conclurent que son état inspirait « de réelles inquiétudes pour sa vie ».

Charles de Gaulle l'avait fait compagnon de la Libération le 10 octobre 1945.

Georges était un homme voué à l'action et qui ne s'embarrassait pas de problèmes subsidiaires. Il naît en 1913, son père est tué dès août 1914, et il sera élevé par sa mère, institutrice, veuve à vingt-huit ans. Grand liseur, il la suit dans la voie de l'enseignement et entre en 1931 à l'école normale d'instituteurs de Limoges. En 1935, il adhère au Parti communiste. Sa militance active le propulse aux responsabilités. Il approuve le pacte germano-soviétique. Mobilisé en 1939, blessé le 17 juin 1940, il s'enfuit, le 18, de l'hôpital de Moulins pour échapper au stalag. Il reprend son poste d'instituteur à Saint-Gilles-la-Forêt ainsi que son activité politique. Sans états d'âme, il reproduit *L'Humanité* clandestine qui vilipende aussi bien de Gaulle que Pétain et prêche l'amitié avec les soldats allemands, mais, dans un appel rédigé en août 1940, il exhorte à la lutte contre le fascisme.

En septembre, Vichy le révoque de son poste d'instituteur. En février 1941, menacé d'arrestation, il plonge dans la clandestinité et entame une existence aussi rude que rocambolesque, s'abritant dans des cabanes qu'il construit en forêt, dans des cahutes abandonnées, voire dans des souterrains. Il

se gagne ainsi le titre de « premier maquisard de France ». La hiérarchie du parti, plus familière de l'urbain que du rural, ne comprend pas sa démarche ; elle a tôt fait de le surnommer « le fou qui vit dans les bois ». Pour la population locale, les paysans rouges du Limousin, il devient un Robin des bois mâtiné de Jacquou le Croquant. On le voit surgir dans les foires, jetant des poignées de tracts à la volée, coursé par les gendarmes et les semant toujours.

En janvier 1942, il est condamné une première fois par contumace aux travaux forcés par un tribunal militaire de Vichy pour vol à main armée d'un stock de cartes d'alimentation à la mairie de Saint-Gilles-la-Forêt. Il reste insaisissable. Il crée ses premiers groupes armés, bravant l'interdiction du parti, qui entend privilégier la lutte urbaine par rapport au combat rural, auquel la hiérarchie ne croit pas.

Il a le génie de la guérilla. C'est forcément inné, puisque personne ne lui en a appris les règles. Toujours jouer sur l'effet de surprise. Frapper ici quand on l'attend là. S'évanouir dans la nature après l'action. Refuser systématiquement le combat face à un adversaire supérieur en nombre.

Il organise ses troupes en recherchant le maximum de souplesse. Un noyau central de quelques centaines de combattants formant ce qu'il appelle la 1re brigade de marche du Limousin. Autour, des équipes volantes rapidement mobilisables pour des opérations ponctuelles.

Il multiplie les coups de main. Le 13 mars 1943, destruction du viaduc de Bussy-Varache, qui ne sera reconstruit qu'après la guerre. Le 8 mai 1943, sur demande des Britanniques, il sabote, à la tête d'un commando, les chaudières de l'usine de régénération de caoutchouc Wattelez, à Limoges. Le 12 juillet 1943, il coupe le câble téléphonique reliant la base sous-marine de Bordeaux à l'état-major de la Kriegsmarine en Allemagne.

Impressionné par l'efficacité de Guingouin et de ses troupes, le SOE britannique leur livre des armes avec une générosité dont il n'est pas coutumier envers les maquis communistes. Exaspéré, l'ennemi exige de Vichy qu'on en finisse avec ce qu'il nomme – bel hommage ! – « la petite Russie ». Toujours serviable, Vichy engage trois mille hommes (groupes mobiles de réserve, gendarmerie mobile, etc.). Les résultats sont décevants. Engagée elle aussi, la Milice est proprement étrillée.

La singularité de Guingouin parmi les chefs de maquis, et qui explique sans doute l'exaspération qu'il a pu susciter dans certains cercles (entre autres la direction communiste), mais aussi le souvenir lumineux qu'il a laissé chez les siens, c'est qu'il se mêle de tout. Ses oukases (puisque « petite Russie »…) s'étalent par voie d'affiches sur les murs des villages et sont signés de son nom, accompagné de la mention d'une splendide insolence : « préfet du maquis ». Il fixe le prix des produits alimentaires, sanctionne le marché noir, impose aux meuniers un taux de blutage qui ramène le pain blanc sur les tables du Limousin. Très tôt, il a fait sauter à l'explosif les moissonneuses du Ravitaillement pour s'opposer aux réquisitions allemandes, s'attirant les cris

d'orfraie des hiérarques communistes, convaincus que les paysans s'en prendraient, la faux au poing, à ceux qui contrarieraient leurs moissons. Mais Guingouin restitue les bovins réquisitionnés à leurs propriétaires, et les inspecteurs du Ravitaillement de Vichy montrent une réticence croissante à traîner leurs guêtres sur les terres russo-limousines…

En avril 1944, une division allemande commandée par le général Bremer attaque le maquis. Guingouin refuse un combat inégal et disperse ses forces. Bremer frappe dans le vide.

L'affrontement, le « Tito limousin » l'acceptera trois mois plus tard. Le combat du mont Gargan, les 17 et 18 juillet, est l'une des rares batailles rangées livrées par les maquis, et à peu près la seule à se terminer par une victoire.

Entre-temps, début juin, juste après le débarquement, Georges avait refusé

d'obéir à l'ordre du Parti communiste de s'emparer de Limoges. On lui avait dépêché Léon Mauvais, responsable des FTP de zone sud, pour le lui signifier. La politique du parti consistait à prendre autant de villes que possible. Le préfet du maquis, que ses éminents camarades taxaient volontiers de mégalomanie, expliqua à Mauvais qu'il était aisé de s'emparer de Limoges, mais qu'il serait difficile de la conserver si les chars de la division Das Reich arrivaient à la rescousse de la garnison. La libération prématurée de Tulle par la Résistance venait de se conclure par 99 pendus aux balcons et aux réverbères de la ville, 20 fusillés et 200 déportés, dont 101 ne reviendraient pas. Comme tous les grands chefs militaires, Georges Guingouin était admiré par ses hommes pour son audace et aimé pour son souci d'économiser leur sang. Il bloqua Limoges et obtint, le 21 août, la reddition du général Gleiniger et de sa garnison. Il commandait alors les vingt mille FFI de Haute-Vienne.

Maire de Limoges en 1945, il fut battu aux élections municipales de 1947. Le parti, qui ne lui avait pas pardonné sa désobéissance, l'exclut en 1952 dans la même fournée qu'André Marty et Charles Tillon, ancien chef des FTP, le sinistre Léon Mauvais montant dans les trois cas les dossiers truqués de l'accusation. En septembre 1952, dans une réunion publique, Jacques Duclos accusa Georges Guingouin, dont l'honnêteté n'avait jamais été mise en doute, fût-ce par ses pires ennemis, d'avoir détourné à son profit un trésor de guerre. C'était signifier que ses anciens camarades l'abandonnaient aux chiens et que l'hallali pouvait commencer.

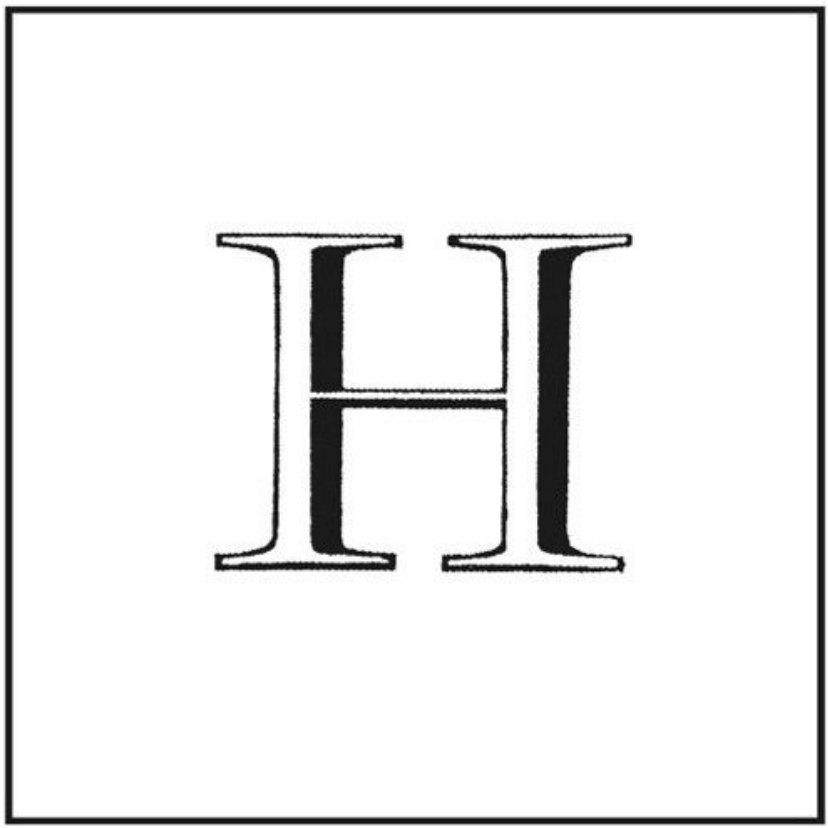
À l'origine de ce qu'on nomme l'« affaire Guingouin », on trouve deux policiers vichystes qui avaient échoué à le prendre sous l'Occupation, et quelques canailles de la magistrature et de la politique. Le prétexte ? Des exactions et des exécutions sommaires pendant l'« épuration sauvage » de l'été 1944. Des débordements, il y en eut un peu partout, et le Limousin, où la lutte fut implacable, pouvait difficilement faire exception. Mais Georges en était-il responsable ? Deux juges d'instruction furent chargés d'instruire « à charge et à décharge », selon la célèbre et rigolote formule du Code de procédure pénale (autant demander à un tigre de se nourrir de laitue). L'un d'eux avait été sanctionné à la Libération pour sa conduite sous l'Occupation, mais la bienfaisante guerre froide avait passé l'éponge sur ces peccadilles. De l'autre, on découvrit – plaisante trouvaille – qu'il avait siégé dans un tribunal qui, par deux fois, avait condamné Georges Guingouin à des peines de travaux forcés pour faits de résistance. Parallèlement, la racaille politicienne chauffait la meute, avec au premier rang Léon Betoulle, maire SFIO de Limoges avant la guerre, réinstallé dans son fauteuil en 1947, et qui avait entre-temps voté les pleins pouvoirs à Pétain, et surtout le député socialiste Jean Le Bail, qui publia dans *Le Populaire du Centre* une série d'articles diffamatoires sous ce titre évocateur : « Limousin, terre d'épouvante ». Le Bail n'aimait pas la Résistance, qu'il qualifiait de « farce grotesque ».

Il fallut attendre le 13 novembre 1959 pour qu'un magistrat lyonnais conclue l'affaire par un non-lieu en déclarant « ne pas comprendre en [son]

âme et conscience qu'on ait envisagé des poursuites contre Georges Guingouin ».

Hommage au jeune Roland Dumas, fils d'un résistant socialiste fusillé à Brantôme le 26 mars 1944, résistant lui-même, devenu avocat, qui, tout au long de ces sombres années, mit son courage et son talent au service de celui que le général de Gaulle avait défini comme « l'une des plus belles figures de la Résistance », et réussit à lui faire rendre justice.

Les siens lui sont restés fidèles jusqu'à sa mort, survenue le 27 octobre 2005 à Troyes, dans l'Aube, département d'origine de sa femme Henriette, où il s'était installé après son exclusion du parti et où il avait repris son métier d'instituteur. Ils ne l'appelaient ni le Tito limousin, ni le premier maquisard de France, ni le préfet du maquis, mais simplement « lou Grand », parce qu'il était de haute taille. *Per lou Grand* est le nom du bulletin aujourd'hui rédigé par une nouvelle génération qui perpétue le souvenir de l'épopée limousine.



Hache

Pendant plusieurs décennies, historiens, journalistes et écrivains (dont je fus) répétèrent rituellement que les résistants condamnés à mort et transférés en Allemagne y avaient été décapités à la hache.

Cela valait surtout pour les femmes, ajoutant un surcroît d'horreur à la mise à mort. Les Allemands ne fusillèrent aucune femme en France pendant la Deuxième Guerre mondiale. Quelques-unes furent abattues sommairement pendant la débâche de la Wehrmacht de l'été 1944, telle Susanne Spaak, tuée à la prison de Fresnes, mais ces assassinats ne relevaient pas d'un processus judiciaire. Tandis que leurs camarades masculins faisaient face au peloton sur les multiples sites d'exécution, les femmes condamnées à mort étaient transférées en Allemagne.

Sans doute les autorités allemandes avaient-elles tiré la leçon de l'affaire Cavell. Edith Cavell, infirmière anglaise travaillant à Bruxelles pendant la Grande Guerre, avait monté une filière d'évasion grâce à laquelle plusieurs centaines de prisonniers alliés avaient pu s'échapper de leurs camps et gagner la Hollande neutre, d'où ils repartaient pour leur pays d'origine. La filière découverte, Edith Cavell fut condamnée à mort et fusillée à Schaerbeek le 12 octobre 1915. Elle fit face au peloton avec un courage exemplaire. Il n'est pas exagéré de dire que le monde entier en fut bouleversé. L'Angleterre poussa les feux, faisant de l'héroïque infirmière un instrument de propagande d'une efficacité redoutable. Avec le torpillage du paquebot américain *Lusitania*, l'exécution d'Edith Cavell pesa de manière décisive sur l'opinion publique des États-Unis et contribua à leur entrée en guerre.

La leçon était claire : l'exécution des femmes devait s'effectuer dans la discrétion, et, de ce point de vue, une prison en Allemagne offrait les garanties les plus sûres.

Mais les résistants, hommes et femmes, condamnés à mort et transférés dans une prison allemande, ne furent pas exécutés à la hache. Était-ce une mesure d'humanité pour éviter des souffrances superflues ? Les exemples ne manquent pas, dans l'histoire de la peine de mort, de bourreaux maladroits se

livrant à une véritable boucherie avec leur hache, au point que plusieurs fois, sous l'Ancien Régime, on vit le public indigné déborder le service d'ordre et s'en prendre à l'incompétent exécuteur des hautes œuvres. Le régime hitlérien n'était pas insensible aux considérations d'humanité, mais uniquement en faveur de ses bourreaux. Si ce qu'on nomme aujourd'hui la Shoah par balles – c'est-à-dire l'exécution au fusil et à la mitrailleuse, par les Einsatzgruppen, d'environ un million de Juifs dans les territoires de l'Est – fut abandonnée au profit des chambres à gaz, c'est que les hommes ne tenaient pas le coup à force de tueries et sombraient dans l'alcool ou la dépression. De même, si Hitler décida en 1936 de remplacer la hache par la guillotine, c'est que, les condamnations à mort se multipliant, les bourreaux ne pouvaient tout simplement plus suivre la cadence. Pas davantage qu'une chambre à gaz, une guillotine n'éprouve de la fatigue ni ne souffre de troubles nerveux.

La guillotine utilisée ne ressemblait pas à la machine française où seule la chute d'une certaine hauteur donnait au couperet la vitesse et l'impact suffisants pour trancher. Elle était à impulsion électrique, donc beaucoup plus ramassée, sans les deux longs bras maigres qui caractérisaient la guillotine française.

Le vieux cérémonial continua d'être observé. Le bourreau et ses aides opéraient en frac avec nœud papillon, un chapeau haut de forme sur la tête.

Plötzensee, à Berlin, fut la plus performante des prisons allemandes où fonctionnait une guillotine. On estime à près de trois mille le nombre d'exécutions qui furent pratiquées dans la petite salle où avait été installée la machine. En septembre 1943, les bombes alliées ébranlèrent si sérieusement la prison que le ministre de la Justice, craignant des évasions, ordonna l'exécution de trois cents détenus. C'était trop : le bourreau et ses deux aides, épuisés, arrêtèrent le travail après cent quatre-vingt-six décapitations. Ils pataugeaient littéralement dans le sang. Le ministre accepta de reporter au lendemain les cent quatorze exécutions restantes.

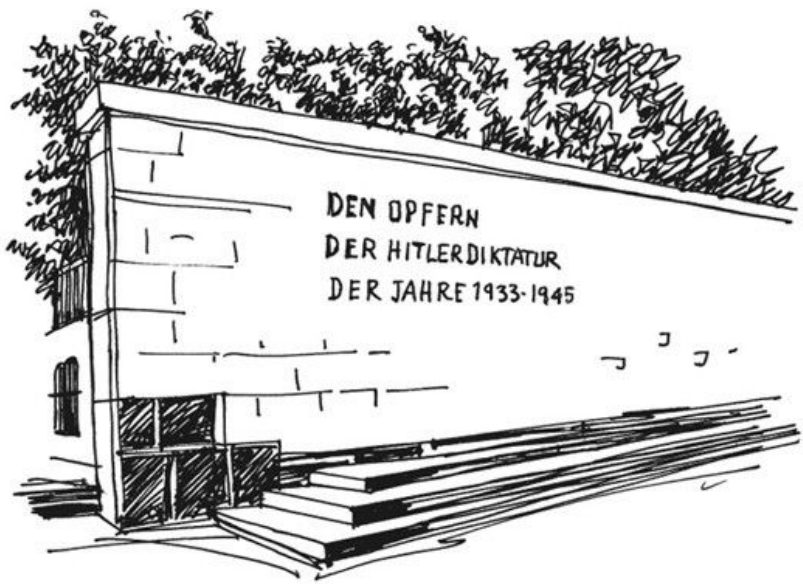
Le bourreau touchait une prime de 30 marks par tête et huit cigarettes ; ses deux aides, 10 marks et cinq cigarettes. Le principal exécuteur de Plötzensee était Johann Reichhart, héritier d'une lignée de bourreaux remontant au XVIII^e^ siècle. Technicien de la mort, étranger à toute idéologie, il se mit au service des Américains après la capitulation du Reich, procéda à la pendaison de cent cinquante-six dignitaires nazis, et forma le bourreau Wood, qui exécuta les criminels de guerre condamnés à Nuremberg. Au terme d'une carrière entamée la hache à la main sous la République de Weimar, il prit sa retraite avec 3 165 exécutions à son actif, palmarès inégalé. Privé de pension par la République fédérale, il mourut en 1972 dans une gêne matérielle proche de la misère.

Une autre nuit de septembre 1943, une bombe endommagea la guillotine. Toujours par crainte d'évasions, le ministère ordonna d'utiliser la potence qui avait été mise en place dans la salle pour pendre les membres berlinois de l'Orchestre rouge : une barre d'acier à laquelle étaient fixés cinq crochets,

plus tard portés à huit. Hitler avait choisi pour eux la potence, considérée comme plus ignominieuse que la guillotine. Sur ordre du Führer, le bourreau utilisait une corde courte de manière que la colonne vertébrale du supplicié restât intacte et qu'il mourût par strangulation – mort plus longue et plus difficile. Ainsi finirent Harro Schulze-Boysen et Arvid Harnack. Leurs femmes, Libertas et Mildred, eurent la tête tranchée.

Cette nuit du 7 au 8 septembre 1943, on pendit donc cent quatre-vingt-six condamnés à mort par groupes de huit.

Les suppliciés venaient de toute l'Europe occupée. Beaucoup des nôtres mourront sous le couperet de Plötzensee. Parmi eux, comment ne pas citer les figures lumineuses de Käthe Voelkner, qui travaillait à Paris pour l'Orchestre rouge de Trepper, et la belle princesse Vera Obolensky, héroïne de l'Organisation civile et militaire ?



Haine

La haine flambait dans les cœurs.

C'est le plus difficile à expliquer aujourd'hui, le plus difficile à faire comprendre. On risque aisément de passer pour un monstre. Car nous avons à présent délocalisé la haine. Elle existe ailleurs, c'est déplorable, mais plus chez nous. Enfin, peut-être quelques poussées de haine raciste ici ou là dans l'Hexagone, sévèrement réprimées par la loi et contenues dans des limites raisonnables. Nous n'avons plus d'ennemis. Si l'armée française se projette à

l'extérieur, comme on dit de nos jours, c'est pour le bien des peuples. Pour les débarrasser d'une dictature ou les empêcher de sombrer dans l'extrémisme religieux, intense foyer de haine. Aussi chaque mort d'un de nos soldats philanthropes est-elle perçue comme un scandale. Les cercueils ont droit à un hommage du chef de l'État dans la cour d'honneur des Invalides (en Afghanistan, quatre-vingt-huit morts français en dix ans). Notre dégoût de toute violence est si fort qu'on voit même des familles de soldats tués intenter un procès à l'armée pour « mise en danger de la vie d'autrui », alors que les pauvres morts étaient des professionnels payés en principe pour prendre des risques et mettre en danger la vie des adversaires. On ne faisait pas tant d'histoires pour les milliers d'appelés tombés en Algérie.

Qui contestera qu'on respire mieux dans un pays où l'on ne hait plus personne ?

En ce temps-là, la haine était le carburant de la Résistance. Elle fonctionnait à la haine, la Résistance.

Bien sûr, Valentin Feldman, trente-trois ans, communiste, fusillé au mont Valérien le 27 juillet 1942 et lançant au peloton d'exécution : « Imbéciles, c'est pour vous que je meurs. » Bien sûr, Missak Manouchian, trente-sept ans, communiste, écrivant à sa femme, à la veille d'être fusillé, le 21 février 1944 : « Je meurs sans haine en moi pour le peuple allemand. » Derniers mots…

Mais *L'Humanité*, en mai 1942 : « La haine agissante, la haine qui frappe l'ennemi, la haine qui ne recule devant rien pour frapper l'oppresseur et ses laquais, cette haine est un devoir national. » *Combat*, l'un des plus importants journaux clandestins, le 1er septembre 1943 : « N'oubliez pas de haïr. » En mars 1944, dans *Défense de la France*, autre grand journal clandestin, Philippe Viennay, qui s'était longtemps refusé à l'action armée, signe un éditorial intitulé « Le devoir de tuer », où l'injonction scande le texte en leitmotiv obsédant. L'excellent Rémy, chef de la Confrérie Notre-Dame, catholique fervent, une pâte d'homme : « L'on ne se bat bien que si l'on hait bien. » Pierre Emmanuel, poète et catholique, en 1943 :

> Je hais.
> […]
> Il y a le sang qui commence à peine à couler
> Il y a la haine et c'est assez pour espérer.

Paul Eluard, poète et communiste, exalte dans son poème sobrement intitulé « Tuer »

> La lueur sourde du crime
> Prémédité sauvage et pur
> Du crime contre les bourreaux
> Contre la mort

Jean Prévost, écrivain, qui sera tué au Vercors, dans son journal intime le 1er janvier 1943 : « Ma possibilité de haine pour l'ennemi est inexprimable et d'une violence inouïe. »

Certains revendiquent le droit à la haine au-delà même de la Libération, afin que les traîtres reçoivent le châtiment qu'ils méritent, tel Jean Cassou, résistant dès septembre 1940, compagnon de la Libération, délicat poète, le « doux Jean Cassou », qui, jugeant l'épuration trop bénigne, écrit cette phrase étonnante : « Dieu veuille que nous n'ayons jamais pitié. »

Il en reste quand même quelque chose, une sorte de vague sentiment que l'époque était particulière, puisque j'écoutais très récemment les adorables voix cristallines d'élèves d'une école primaire dont les instituteurs avaient protesté contre le caractère chauvin et sanguinaire de *La Marseillaise,* qui avaient néanmoins scrupuleusement appris aux enfants les paroles assez drues du *Chant des partisans* :

> Ohé, les tueurs à la balle et au couteau, tuez vite !
> […]
> Ici, nous, vois-tu, nous on marche et nous on tue, nous, on crève…
> […]
> Demain du sang noir sèchera au grand soleil sur les routes.

Je me rappelle la famille rassemblée chaque soir autour du poste de TSF pour écouter l'émission « Les Français parlent aux Français », diffusée par la BBC. Il fallait tendre l'oreille pour capter les voix sous le brouillage allemand, et je garde souvenir de cette soirée où le speaker (n'était-ce pas Maurice Schumann ?) évoquait avec enthousiasme les raids dévastateurs opérés sur Hambourg par la RAF, le 25 juillet et le 3 août 1943, opération froidement conçue pour détruire la ville et tuer le maximum de civils : les bombes au phosphore qui grillaient les corps et allumaient des incendies partout, la tempête de feu qui avait résulté de la conjonction de ces incendies et avait balayé la ville et ses faubourgs à une vitesse de 240 kilomètres-heure en dégageant une chaleur si effrayante (800 degrés !) qu'elle consumait l'oxygène de l'air et que beaucoup d'habitants, même réfugiés dans les abris, moururent asphyxiés, une horreur, au moins quarante mille morts, quatre-vingt mille blessés, aucun bombardement n'avait encore réussi pareille performance, qui, en Europe, ne serait dépassée que par Dresde deux ans plus tard. Certes, le speaker (je suis presque sûr que c'était Maurice Schumann, grand ami de mes parents dès avant la guerre) ne donnait pas tous ces détails, mais il disait éloquemment que les Hambourgeois avaient sévèrement dégusté, et je ne me souviens pas d'avoir lu dans les regards de mes parents, pourtant de bonnes personnes (encore que ma mère…), ou de mes frères aînés, la moindre lueur de compassion. Je ressentais la même chose qu'eux : « Ils ont voulu la guerre, ils l'ont. »

Même les Allemands qui, trop jeunes pour avoir voulu cette guerre, s'y trouvaient précipités et auxquels aurait pu me lier une espèce de solidarité d'âge échappaient à ma compassion. En août 1944, alors que le front allemand s'effondrait et que la libération approchait, mes déambulations dans Paris (bonheur de voir l'occupant et les collabos boucler leurs bagages, brûler leurs archives et déguerpir prestement – un juin 40 à l'envers) m'avaient amené devant l'École militaire où un long convoi d'ambulances allemandes roulait au pas, entre deux rangées de badauds, pour entrer dans l'École transformée en hôpital de campagne. La chaleur était accablante et toutes les vitres étaient baissées, de sorte que le convoi avançait lentement avec, en accompagnement sonore, un chant choral fait des mille plaintes et gémissements émis par les blessés. C'était saisissant. J'avais treize ans. Beaucoup de ceux qui gisaient sur leur étroite couchette n'étaient plus vieux que de trois ou quatre ans. Exsangue, le Reich raclait ses fonds de tiroirs. Les jeunes visages révulsés par la douleur me remplissaient d'une sereine jubilation. Je me disais à peu près : « Ceux-là, en tout cas, ils ont fini de nous embêter. »

On passerait aisément pour un monstre.

Mais si vous ne pouvez concevoir la haine, quittez toute espérance de comprendre la France de ce temps-là.

Historiens

Certains historiens ont un problème avec les résistants, et réciproquement.

Les lendemains de la Grande Guerre échappèrent à ces antagonismes. Morne boucherie, elle avait, quatre ans durant, plongé dans l'horreur des millions de malheureux troufions, objets de l'histoire, justifiant la phrase de Mac Orlan : « La guerre consiste à faire lutter des hommes de soixante-quinze kilos contre des obus du même poids. »

Rien de tel pour les résistants. Ils ont été sujets et non pas objets de l'histoire. Convaincus à juste titre d'avoir vécu une aventure exceptionnelle, redoutant qu'elle restât incompréhensible pour ceux qui viendraient après eux,

ils ne laissèrent à personne le soin de la raconter. Mémoires, souvenirs et récits envahirent les librairies. Les premières démarches se voulant historiennes furent elles-mêmes l'œuvre d'anciens résistants, tels Henri Michel, à la tête du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et auteur de maints ouvrages, ou Henri Noguères, avec son *Histoire de la Résistance en France* en cinq volumes.

Puis arrivèrent ceux qu'Alain Guérin appelle dans sa monumentale *Chronique de la Résistance* les « golden boys » ou les « nouveaux historiens » (au sens, précise-t-il, où l'on parle de « nouveaux philosophes » ou de « nouvelle cuisine »), réfractaires à l'épopée, qu'impatientaient l'omniprésence et l'omnipotence des acteurs-témoins, qui les empêchaient de passer aux choses sérieuses, c'est-à-dire à l'histoire.

Leur Moïse fut Daniel Cordier, ancien secrétaire de Jean Moulin. Il les délivra du joug des acteurs-témoins et les conduisit à travers le désert jusqu'à la Terre promise de Clio. Sa formule magique pour séparer les flots : « Ce que disent les acteurs-témoins, moi y compris, n'a aucune valeur, seule compte l'archive. » Elle fut proférée lors de la journée d'études tenue sous l'égide de l'Institut d'histoire du temps présent à la Sorbonne, le 9 juin 1983 – date mémorable pour les « nouveaux historiens », puisqu'elle marquait le début de leur offensive.

Le charme de Daniel Cordier, c'est qu'il ne se refuse aucune contradiction. Ainsi, tout en proclamant l'hégémonie de l'archive, reprochait-il avec vivacité

à Henri Noguères, présent à cette espèce de colloque, de prétendre parler de Jean Moulin alors qu'il ne l'avait jamais rencontré. À ce compte, force est de constater que nous sommes de moins en moins nombreux à pouvoir évoquer Louis XIV. De même pouvait-il sembler hardi de fonder l'histoire de la Résistance sur les seules archives, alors que l'une des règles impératives de la clandestinité était de conserver aussi peu de traces écrites que possible de l'activité d'un réseau ou d'un mouvement. En ce temps-là, l'archive tuait. Quant aux rapports envoyés de la base au sommet, et du sommet à Londres, leur crédibilité était sévèrement entachée par la propension des rédacteurs à améliorer leurs bilans et à enjoliver leurs perspectives d'action afin d'obtenir les moyens matériels (argent, armes, etc.) leur permettant de mener le bon combat dans de meilleures conditions.

Il n'empêche : une page était tournée. On pouvait enfin travailler sérieusement. Le contrôleur en chef, Henry Rousso, bientôt directeur de l'Institut d'histoire du temps présent, l'annonça hautement : « Le temps de l'hagiographie est terminé. »

Et les contrôleurs se répandirent dans les voitures, la poinçonneuse à la main, vérifiant les titres de transport et invitant avec plus ou moins d'aménité les voyageurs indûment assis en première classe à aller s'installer dans une voiture de seconde classe. Ils n'étaient pas rares. C'est que le courage démontré par la plupart d'entre eux ne les faisait pas pour autant échapper à l'humaine condition. Pour en avoir interviewé des centaines, on peut assurer que l'exercice était parfois difficile. Leur mémoire n'était pas infaillible. Ils mélangeaient les noms et les années. Au fil des ans, ils avaient construit un discours stéréotypé qu'ils récitaient presque par cœur et qu'il fallait éplucher comme un oignon pour parvenir à une vérité moins formatée. Surtout, et même si les modestes existaient aussi, il y avait l'inflation des ego, cette propension naturelle à se placer au centre de la scène et à organiser rétrospectivement le monde autour de soi. Un pylône électrique détruit au fin fond du Berry devenait un « moment » de la Deuxième Guerre mondiale.

Quels que fussent leurs défauts, qui n'avaient certes pas toujours attendu la fin de la guerre pour se manifester, les résistants constituaient un échantillon humain tout à fait à part dans l'histoire. Au contraire des êtres innombrables précipités presque mécaniquement, au fil des siècles, dans les grandes catastrophes, chacun d'eux s'était, à un moment précis, sans y être contraint par qui ou quoi que ce soit, sinon une exigence intime, porté volontaire pour un combat qui l'exposait à la torture et à la mort. Cela méritait au moins une interrogation de la part du « nouvel historien » : aurais-je eu, dans les mêmes circonstances, le courage qu'ils ont montré ? Cela exigeait, en tout cas, un peu de respect.

La simple décence fut souvent absente de la fameuse « table ronde » organisée par le journal *Libération,* le 17 mai 1997, et qui, méritant bien peu l'appellation aimable de table ronde, exposa Lucie et Raymond Aubrac à l'interrogatoire serré d'une poignée d'historiens, dont, bien sûr, le contrôleur

en chef, avec Daniel Cordier dans le rôle de mouche du coche. (À Raymond Aubrac : « Que caches-tu ? »)

Avocat courageux et talentueux des combattants du FLN pendant la guerre d'Algérie, Jacques Vergès vouait à Raymond Aubrac une haine tenace. Il est malheureusement vraisemblable que cette détestation ne fût pas exempte d'antisémitisme. Devenu l'avocat de Barbie, l'ancien chef de la Gestapo à Lyon, Vergès l'utilisa pour assouvir sa haine. Qui avait averti Barbie de la réunion de Caluire où Jean Moulin, entre autres, avait été arrêté ? Raymond Aubrac, selon Vergès, qui le tenait de son client. Mais, au procès Barbie, on attendit en vain les révélations et les preuves promises. Après la mort du gestapiste, en septembre 1991, un prétendu « testament de Barbie » commença à circuler, qui accusait Raymond et Lucie de trahison. Dans une conférence de presse, le couple demanda qu'une commission d'historiens fît la lumière sur ces accusations infamantes. Mais leur crédibilité était si faible que l'affaire s'assoupit.

Elle se réveilla six ans plus tard, en 1997, avec la publication du livre d'un journaliste lyonnais, Gérard Chauvy, qui, *moderato cantabile*, reprenait les accusations de Vergès. Chauvy publiait en annexe le « testament de Barbie ». Dix-neuf résistants signèrent un appel en défense des Aubrac. Daniel Cordier les disculpa dans *Libération* de l'accusation de trahison, ajoutant néanmoins : « Je ne pense pas que les Aubrac aient, sur l'année 1943, dit toute la vérité, et je souhaiterais qu'ils s'expliquent, non devant des tribunaux, bien sûr, mais face à une commission d'historiens. » Les Aubrac acceptèrent très volontiers la proposition.

De là une table ronde qui affichait peu de rondeur et ressemblait plutôt à un tribunal, avec deux vieillards sur le banc des accusés.

L'une des questions les plus imbéciles fut posée à Lucie : puisqu'elle s'était rendue à plusieurs reprises au siège de la Gestapo de Lyon tout en rendant visite aux parents de Raymond, les époux Samuel, qui se cachaient dans la banlieue lyonnaise, était-elle sûre de ne pas avoir été filée, entraînant ainsi l'arrestation des deux malheureux, assassinés à Auschwitz ? Le bon sens le plus élémentaire répondait que, si Lucie avait été assez sotte et inexpérimentée pour ne pas repérer une filature et la casser, elle eût fait tomber maints responsables éminents de la Résistance, tel Serge Ravanel, qu'elle rencontrait dans le même moment pour préparer le coup de main destiné à libérer Raymond (voir : Vallet accepte de régulariser).

Les Aubrac n'étaient certainement pas les mieux armés pour sortir indemnes d'un exercice de ce genre. Lucie fut à coup sûr un excellent professeur d'histoire qui sut passionner ses élèves, mais elle avait l'esprit aussi peu historien que possible. Raymond, quant à lui, était le contraire de l'ancien combattant classique qui tient ses fiches et ses souvenirs à jour. Il avait vécu plusieurs vies, chacune l'avait beaucoup intéressé, mais la Résistance guère davantage que les autres. Il suffit de lire son livre, *Où la mémoire s'attarde*, pour le comprendre. Lucie et lui sortirent profondément

meurtris de cette insolite confrontation.

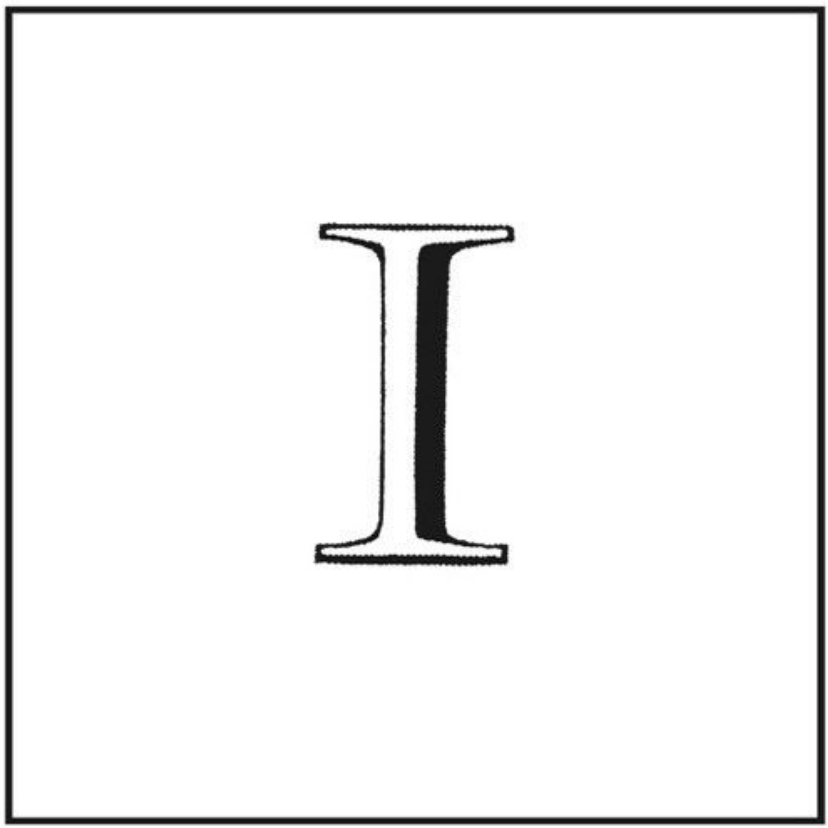
L'affaire créa un profond malaise, y compris chez certains historiens participant à la table ronde. Le contrôleur en chef, fidèle à lui-même, resta impavide. Laurent Douzou, qui en était aussi, écrit :

> Interrogé un an plus tard sur le point de savoir s'il n'avait pas eu l'impression d'avoir participé à une mise à mort symbolique d'un couple de grands résistants, Henry Rousso a estimé : « Si mise à mort il y a eu, c'est plutôt celle d'une certaine conception de la Résistance, qui préfère la légende à la vérité, l'histoire sainte à l'histoire critique. »

Dans un livre témoignant de sa lucidité habituelle, *Qui est le juge ?*, le très cher et trop tôt disparu Daniel Bensaïd, philosophe et non point historien, tirait de l'affaire la leçon la plus juste :

> Serait-il impossible de conduire le nécessaire travail de clarification et de compréhension historiques tout en gardant le respect pour la tragédie des acteurs, pour leurs doutes, y compris pour leurs clairs-obscurs ? Jean Moulin, les Aubrac, Guingouin, ceux de l'Affiche rouge et de l'Orchestre rouge ont été à la hauteur d'une situation extrême quand la plupart restèrent bien au-dessous, et quand certains collaborèrent avec l'infamie. C'est beaucoup, c'est énorme. Cela suffit. Ils n'ont nul besoin de niches et de statuettes de plâtre, ni d'un art sulpicien aux couleurs de la République. Et leur rendre un commun hommage n'interdit pas de traiter la Résistance non comme un bloc infissurable, mais dans sa diversité et ses contradictions.

Auteur d'un livre passionnant sur la Résistance et les historiens (*La Résistance française : une histoire périlleuse*, Éditions du Seuil, 2005), Laurent Douzou écrit à peu près la même chose avec d'autres mots : « S'il n'est évidemment d'histoire que critique, on peut émettre le souhait qu'on ne s'éloigne plus à l'avenir des pratiques plus complexes, exigeantes, respectueuses des personnes. »



Indignez-vous !

> 93 ans. C'est un peu la toute dernière étape. La fin n'est plus bien loin. Quelle chance de pouvoir en profiter pour rappeler ce qui a servi de socle à mon engagement politique : les années de Résistance et le programme élaboré il y a soixante-six ans par le Conseil national de la Résistance !

Il a trouvé un éditeur pour publier ses radotages…

> Le motif de base de la Résistance était l'indignation. Nous, vétérans des mouvements de résistance et des forces combattantes de la France libre, nous appelons les jeunes générations à servir, transmettre l'héritage de la Résistance et ses idéaux. Nous leur disons : « Prenez le relais, indignez-vous ! »

Vieux fou ! Comment ne pas en sourire avec attendrissement ? Il a perdu la tête. Il ne sait pas qu'il vit dans un pays où « les jeunes », comme on dit, se soucient autant de la Deuxième Guerre mondiale que de la guerre de Cent Ans. Il devrait lire les enquêtes. Le chef de la Résistance, c'était Pétain ou de Gaulle ? Ils ne le savent pas et s'en foutent. Enfin, la moitié des « jeunes ». Jean Moulin, ça vous dit quelque chose ? C'est des collèges et des lycées. Un maquisard, quèsaco ? Mystère et boule de gomme. Alors, ton Conseil national de la Résistance…

Tsunami.

Tsunami de papier, d'abord. De cet opuscule d'une trentaine de pages, des millions d'exemplaires sont vendus à travers le monde.

Tsunami humain, surtout. La jeunesse descend dans la rue. En Europe, puis sur tous les continents. Elle déferle dans les artères, campe sur les places. Les Indignés : le mot se décline dans toutes les langues.

C'est un phénomène d'édition, un événement politique, un ébranlement social.

C'est sans précédent.

On a connu des nostalgies royales, impériales, le culte d'un chef ou d'une star disparus, mais que le programme élaboré près de soixante-dix ans plus tôt par un groupe de clandestins français serve de levier pour soulever la jeunesse

du monde, personne ne se serait hasardé à l'imaginer.

Stéphane Hessel s'en étonne à peine. Il en a tant vu, dans sa longue vie, qu'il ne s'étonne plus de grand-chose. Dès le berceau, il était marqué par l'insolite. Sa mère, la belle Hélène Grund, qui aima Jules, qui aima Jim, s'abandonnait avec délice au tourbillon de la vie et lui enseigna par l'exemple que l'esprit de rébellion est une vertu, et l'anticonformisme, une règle de vie. Né allemand, naturalisé français à vingt ans, élève de Normale sup, Hessel rejoint Londres au mois de mai 1941, travaille au BCRA de Passy, demande une mission en France, est arrêté à Paris en juillet 1944 et déporté à Buchenwald. Dès l'automne commence l'exécution par pendaison des agents envoyés par Londres en France. La résistance intérieure du camp lui sauve la vie, ainsi qu'à Yeo-Thomas et à Harry Peulevé, en leur procurant les identités de trois déportés français morts du typhus. Après une tentative d'évasion ratée qui devrait lui valoir la mort, il est envoyé à Dora, atroce mouroir. Il parvient à s'évader et à rejoindre les forces alliées. Plus tard, devenu diplomate, il assiste René Cassin qui est le rédacteur de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Tant de manières d'évoquer la Résistance… On peut collectionner les anecdotes, s'attarder sur ses figures pittoresques, s'attacher au combat des

chefs, à leur âpre compétition pour le pouvoir, ou tenter d'évaluer son impact militaire et discuter si Eisenhower a eu raison ou tort d'estimer que son aide aux armées alliées représentait l'équivalent de quinze divisions. Mais si on oublie qu'elle se voulait accoucheuse d'une révolution, on passe sans doute à côté de l'essentiel.

Le pionnier Henri Michel en tête, les historiens notent que le mot « révolution » est partout dans la littérature clandestine. Le sous-titre de *Combat*, le plus important des journaux clandestins : « De la Résistance à la Révolution ». Personne n'entend revenir à une IIIe République qui s'est terminée par la pire catastrophe militaire de notre histoire et nous a valu Vichy. La révolution doit soumettre les intérêts privés à l'État, chargé de l'intérêt général, donner à cet État les moyens d'agir et organiser une société plus juste et plus solidaire.

Éclosion d'une presse libre, indépendante des puissances capitalistes ; nationalisation des grands moyens de production, du système bancaire et des assurances ; création de la Sécurité sociale et des allocations familiales, institution d'un système de retraites équitable. L'État providence, dit-on aujourd'hui pour dénigrer. À l'époque, on parlait de justice sociale. L'évolution des temps aurait frappé d'obsolescence le programme du CNR. Mais pourquoi ce qui fut possible dans une France ruinée par quatre années d'Occupation, ravagée par les batailles libératrices, deviendrait-il impossible dans la France d'aujourd'hui ?

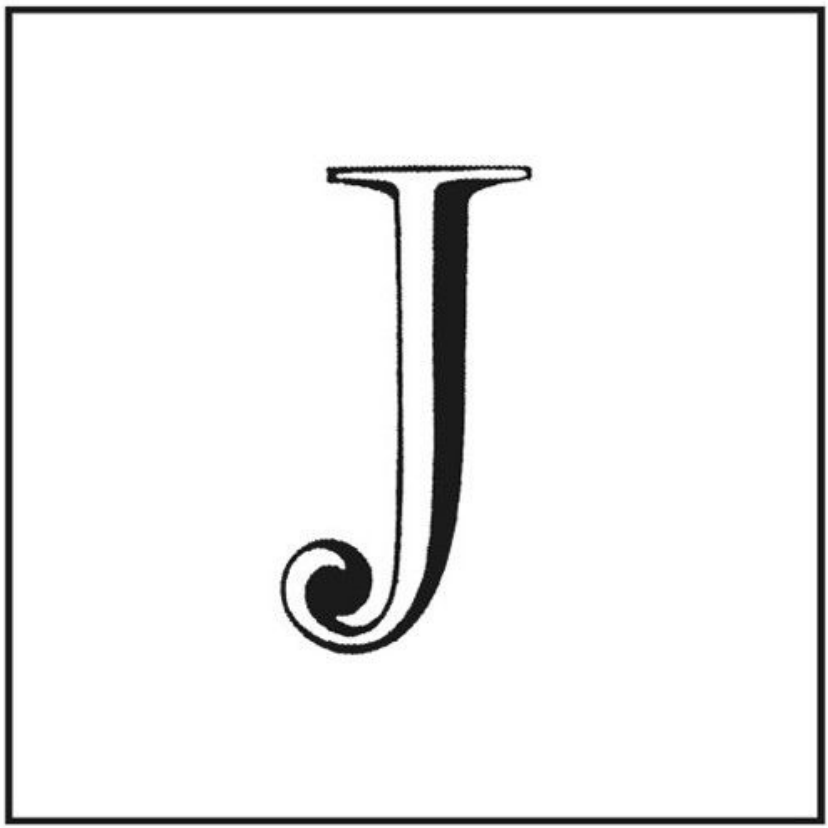
Le programme du CNR est adopté le 15 mars 1944 en séance plénière, à l'unanimité. Nous sommes à moins de trois mois d'un débarquement dont chacun prévoit l'imminence, la Résistance comme l'ennemi et ses supplétifs français. La répression est féroce. Mars 1944 : peut-être le pire mois de l'Occupation avec juin 1943. À l'intérieur de la Résistance, les tensions atteignent au paroxysme. Beaucoup redoutent un coup de force communiste.

Le programme du CNR a été rédigé dans sa quasi-totalité par Roger Ginsburger, Pierre Villon dans la clandestinité, secrétaire général du Front national, mouvement créé en 1941 par le Parti communiste, de sorte que personne ne peut ignorer son obédience. Bien entendu, Villon a tenu compte des suggestions des uns et des critiques des autres. La loyauté de son travail a balayé les appréhensions que pouvaient nourrir nombre de membres du CNR.

Le programme adopté n'est pas la Révolution, c'est une révolution. Elle dessine le visage de la France pour, *grosso modo*, les trente prochaines années.

Miracle d'une unité envers et contre tout préservée, qu'on ne se lassera jamais de célébrer.

Un salut à Stéphane Hessel qui nous a quittés depuis la rédaction de cette entrée.



Jaune

Disputes sans fin sur l'origine du choix du mot « jaune » pour désigner l'ouvrier qui refuse la grève et va au travail. Il y eut des syndicats dits jaunes par opposition aux syndicats rouges, des briseurs de grève qui arborèrent le jaune, couleur pontificale ; certains prétendent même que l'appellation viendrait de Californie, où les patrons, à la fin du XIXe siècle, importèrent de la main-d'œuvre chinoise pour en finir avec des grèves qui les exaspéraient.

Toujours est-il que le mot « jaune » n'a pas trop la cote dans les milieux ouvriers.

Quand la grève répond à un mot d'ordre patriotique, on peut carrément parler d'opprobre. Le jaune se double d'un traître.

C'est le cas de ce salaud de Dugrand. René Dugrand. Il n'a que dix-huit ans, d'accord, mais, en ce temps-là, combien de garçons de dix-huit ans finissent au poteau d'exécution, tués au maquis, assassinés dans les camps de la mort ?

Pour commémorer le 11 novembre, 1940, le général de Gaulle a lui-même donné consigne, à la radio de Londres, d'observer une grève de cinq minutes sur les lieux de travail. Le mot d'ordre avait été parfaitement suivi à la SNCASO, à Bordeaux, une usine travaillant pour la Luftwaffe, et, à ce titre, placée sous stricte surveillance allemande.

Les ouvriers quittèrent leurs machines et se rassemblèrent dans la cour de l'usine, agressés par les gardes allemands et frappés à coups de crosse ou de pied pour leur faire réintégrer les ateliers. Seul René Dugrand était resté devant son tour.

Il appartenait au réseau de Rémy, qui ne s'appelait pas encore la Confrérie Notre-Dame. Son chef direct, *alias* Espadon, responsable du secteur de Bordeaux, l'un des plus efficaces agents de Rémy, lui avait demandé de se faire embaucher à la SNCASO dans un but bien précis : se procurer à tout prix un échantillon d'un nouvel alliage utilisé en grand secret par les Allemands. Espadon avait signalé l'existence de cet alliage à Rémy qui avait transmis l'information à Londres. La réponse de Londres avait été laconique :

« Envoyez échantillon. »

Le problème, c'est que la stricte surveillance exercée par les Allemands interdisait de prélever un échantillon et de le faire sortir de l'usine.

La grève du 11 novembre tira René de son embarras. Resté seul dans son atelier, et tandis que les Allemands vociféraient dans la cour et molestaient ses camarades, il eut loisir de découper un minuscule morceau de l'alliage et de le cacher dans une fente pratiquée à l'avance dans le talon de sa chaussure. Rémy aura l'échantillon dans ses bagages lors de son prochain voyage à Londres.

Certain de la compréhension de son chef, René Dugrand demanda à Espadon l'autorisation de quitter l'usine où tout le monde lui faisait la gueule et où sa vie de paria devenait intenable. Espadon lui répondit qu'il n'en était pas question : il avait gagné la confiance des Allemands et cette confiance allait lui ouvrir des possibilités intéressantes. L'avenir devait confirmer le pronostic.

C'est la loi du métier. *Dura lex, sed lex.*

Livré par Capri, dont la trahison fit plus que décimer la Confrérie Notre-Dame, René Dugrand survécut à sa déportation à Mauthausen.

Jeanne d'Arc

Il n'était pas évident qu'un mouvement nommé Valmy appelât à manifester, le 11 mai 1941, devant la statue de Jeanne d'Arc, place des Pyramides à Paris. « Une de ces rencontres, écrit Henri Noguères, dont la Résistance a le secret. »

La rencontre n'est point si extraordinaire quand on sait que Valmy fut créé en septembre 1940 par Raymond Burgard, professeur au lycée Buffon, et par une poignée d'amis appartenant comme lui à Jeune République, un mouvement placé sous l'égide de Marc Sangnier, fondateur du Sillon de grande mémoire. Jeune République regroupe des catholiques progressistes qui ne voient aucune antinomie de principe entre Valmy et Jeanne.

La manifestation est la première organisée à Paris depuis la marche à l'Étoile des lycéens et étudiants, le 11 novembre 1940, six mois plus tôt. Elle connaît un succès inattendu. On ne se hasardera pas à avancer un chiffre, mais les participants ont la réconfortante impression de faire foule. On chante *La Marseillaise.* Puis un cortège se forme et marche vers la Concorde. C'est hardi. Le quartier est truffé d'officines et états-majors de l'occupant. Un premier barrage de soldats allemands est débordé. Au débouché sur la place de la Concorde, une charge plus violente disperse le cortège.

Si nous aimons Valmy, c'est que, en un temps où beaucoup de résistants n'ont pas encore totalement brisé avec Pétain et Vichy, sa rupture est définitive, et qu'elle s'est faite sur une question d'honneur. Son journal clandestin, daté de mai 1941, l'exprime avec énergie. Valmy ne pardonne pas à Pétain et à ses gens d'avoir consenti à l'ignominieux article 19 de la convention d'armistice, par lequel la France accepte de livrer à l'ennemi les antifascistes allemands qui ont trouvé refuge chez elle. Ainsi la Gestapo aurait-elle toute liberté de venir en zone dite libre faire son marché de chair humaine dans les camps d'internement où le crétinisme des Daladier et consorts avait enfermé ces pauvres gens considérés comme « ressortissants d'un pays ennemi ».

L'article 19 est la première vomissure de Vichy. Elle annonce toutes les

autres – le statut des Juifs, la collaboration, la Milice, etc.

Valmy n'oublie pas l'obligation de charité qui s'impose à tout bon chrétien : « Nous pouvons accepter des chefs français l'imbécillité, la veulerie, la vanité sénile, la rancune politique, la prétention impuissante », mais, sur l'honneur, impossible de transiger : « Ils livrent à des tyrans implacables les réfugiés politiques qui avaient eu foi dans le caractère inviolable de l'hospitalité. »

On peut penser que la Jeanne de la place des Pyramides éprouve une fois par an la nostalgie de Valmy.

Jour le plus long (Le)

Le jour le plus long est chaque année le 21 juin. Militairement, l'expression n'a aucun sens. Elle a été lancée par le maréchal Erwin Rommel, qui répétait inlassablement que le jour du débarquement allié serait le jour le plus long, signifiant par là que tout se jouerait sur les plages et nulle part ailleurs. Excellent tacticien mais piètre stratège, Rommel était surnommé « le maréchal gosse » par von Rundstedt, commandant des forces allemandes à l'Ouest. Il faut dire à sa décharge qu'il avait durement éprouvé, à la tête de l'Afrika Korps, le handicap d'une considérable infériorité aérienne. Il estimait que l'hégémonie de l'aviation alliée entraverait l'acheminement des renforts allemands, ce en quoi il n'avait pas tort. Aussi voulait-il que le premier jour de la bataille fût décisif.

Si vous me rendiez visite dans mon village du Cotentin, nous franchirions d'un saut de voiture les 5 800 kilomètres qui nous séparent de notre plage, nommée Utah Beach depuis le 6 juin 1944 et, montés sur la dune, je vous montrerais la mer en disant :

« Le 6 juin 1944, au témoignage des gens du pays, on ne voyait plus l'eau, ou à peine, des lambeaux de mer, tant elle était recouverte de navires. Ils

exagèrent, bien sûr, mais il est clair qu'il y a du monde. Sur les transports de troupes, la 4e division d'infanterie américaine s'apprête à débarquer, épaulée par deux escadrons de chars amphibies. La 90e division d'infanterie débarquera dans la foulée de la 4e. »

Puis, me retournant vers les blockhaus allemands, j'achèverais :

« Ces blockhaus constituent ce que les Allemands appelaient le point d'appui W 5. C'est lui qui va subir l'assaut de la première vague américaine. Il est commandé par le lieutenant Arthur Jahnke, vingt-trois ans, arrivé en janvier 1944 du front de l'Est, où il a été grièvement blessé. Il a soixante-quinze hommes sous ses ordres. Ses soldats sont ou bien trop vieux – plus de quarante ans –, ou bien trop jeunes – dix-sept à dix-huit ans –, et sans expérience du combat. Ces troufions vont subir les deux passages d'une unité de bombardiers américains dont les bombes démantibuleront la plupart de leurs canons, puis, pendant une demi-heure, le feu des navires de guerre, dont des cuirassés tirant des obus d'une tonne, ce qui achèvera de réduire à néant, ou presque, les capacités défensives de W 5. Autant dire que la première vague d'assaut américaine ne rencontrera pratiquement aucune résistance. Si les soixante-quinze soldats de Jahnke avaient réussi à bloquer sur le sable cette première vague, des milliers de fantassins étaient prêts à venir à la rescousse. »

Le système défensif allemand s'appuyait sur des batteries d'artillerie installées autour de Sainte-Marie-du-Mont, sur la colline, mais le danger qu'elles représentaient a conduit l'état-major allié à larguer la 101e division aéroportée, et ses parachutistes sont en train de les neutraliser l'une après l'autre. Seule la puissante batterie de Crisbecq, éloignée d'une dizaine de kilomètres au nord, ouvrira le feu sur la plage en fin de matinée, causant des pertes et des dégâts, mais l'infanterie débarquée s'enfonce déjà à l'intérieur

des terres.

À Utah Beach, le jour le plus long aura duré à peu près deux heures.

Aussi bien le prudent et modeste général Bradley, qui commande les forces américaines et n'a jamais péché par excès d'optimisme, se montre-t-il confiant quant au premier choc : « L'abordage, ce sera difficile, mais ça ne nous inquiète pas spécialement. »

Omaha Beach lui donnera raison. Alors qu'à Utah Beach tout s'est déroulé conformément au plan, beaucoup de choses vont de travers à Omaha. Les bombardiers restent au-dessus des nuages, de sorte que la plupart de leurs bombes ratent leur objectif et font des trous dans les prairies. Les chars amphibies coulent. La falaise, truffée de nids de mitrailleuses, n'a rien à voir avec la dune d'Utah. Elle est défendue par huit cents soldats allemands aguerris et non point par soixante-quinze troufions hébétés sous la pluie de bombes et d'obus de marine. Eh bien, même dans ces conditions éminemment contraires, les fantassins de la 1re division américaine, la « Big Red One », épaulés par ceux de la 29e, ont réussi, après des heures de durs combats, à s'accrocher du bout des ongles au sommet de la falaise, puis à progresser en direction de Bayeux.

Le problème des Alliés est ailleurs. Il réside dans ce qu'ils appellent le *building up.* Toujours le sage et prudent Bradley : « Cette affaire est surtout une affaire de renforts, car on peut presque toujours débarquer, mais on ne peut pas toujours se maintenir. » Pour acheminer leurs renforts en Normandie, les Allemands vont disposer des réseaux ferroviaire et routier français, qui comptent parmi les meilleurs d'Europe. Les Alliés, eux, devront utiliser la voie maritime, beaucoup plus lente, et impliquant, surtout pour le matériel lourd (chars et canons), des problèmes de chargement et de déchargement qui ajouteront encore aux délais.

Pour les Alliés, le jour le plus long ne sera pas le jour J, mais J + 3. Leurs experts ont calculé qu'au troisième jour l'ennemi pourrait théoriquement jeter dans la bataille dix-huit à vingt divisions, dont huit blindées. Pour contenir l'avalanche, Eisenhower disposera, à J + 3, de treize divisions, dont les

éléments de deux divisions blindées. Il faudra du temps pour que l'équilibre soit atteint et qu'ensuite le rapport des forces bascule en faveur des Alliés.

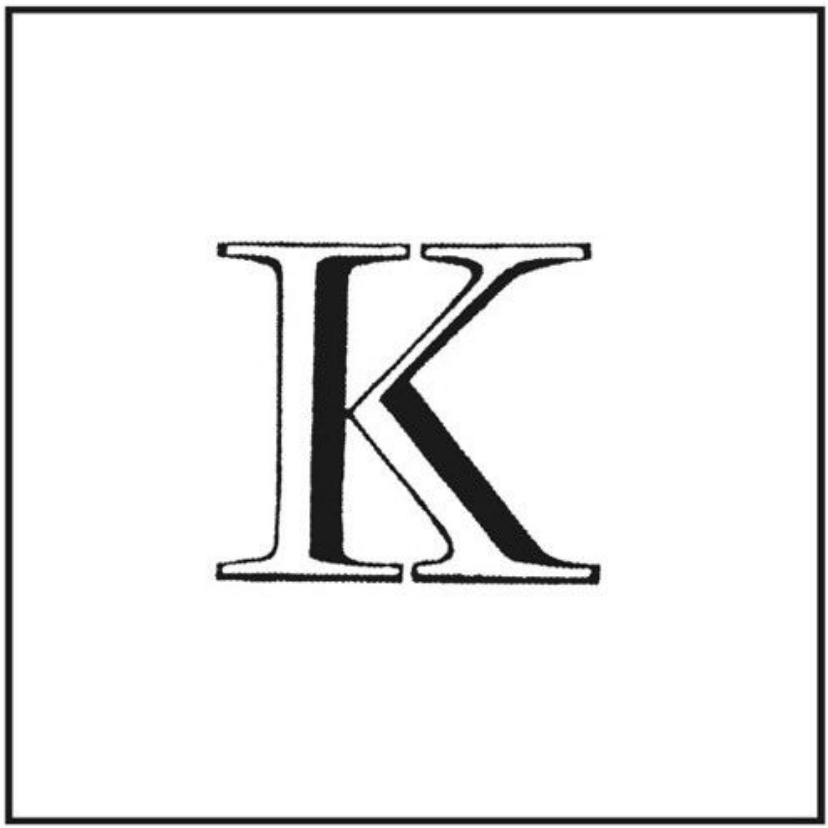
Certes, l'aviation anglo-américaine va jouer un rôle capital en « encageant » la tête de pont. Mais elle ne peut opérer efficacement la nuit et, certains jours, les conditions météorologiques risquent de contrarier son action.

Si « le jour le plus long » est une idée reçue qu'il convient d'oublier, une autre erreur consisterait à croire que le camp allié part à l'assaut de la « forteresse Europe » avec un optimisme à toute épreuve. Les difficultés du *building up* inclinent beaucoup de responsables à un pessimisme de raison. Chef d'état-major d'Eisenhower, Bedell Smith n'accorde à Overlord qu'une chance de succès sur deux. À l'exception de Montgomery, confiant parce que lui, Montgomery, est dans le coup, les Britanniques sont encore plus réservés.

De là l'importance de la Résistance française. Trop faible pour affronter l'ennemi bille en tête, elle peut le harceler sur les routes, couper les voies ferrées, saboter ses dépôts, lui faire perdre un temps précieux, car chaque minute de retard infligée aux renforts allemands montant vers le front de Normandie, c'est une minute gagnée pour que les Alliés atteignent à l'équilibre des forces avant d'accéder à la supériorité (voir : Saint-Lô).

Le plan Vert vise les voies ferrées. Le plan Tortue, le bien nommé, concerne le réseau routier. Le plan Violet prévoit la destruction des lignes téléphoniques.

Signe qui ne trompe pas de l'efficacité démontrée sur le terrain par les résistants et enfin reconnue par Londres : 60 % des armes parachutées sur la France de 1940 à 1944 l'auront été pendant les mois de juillet, août et septembre 1944.



Keller (Robert)

Un joli coup monté par Vichy, c'est trop rare pour qu'on le passe sous silence.

Le capitaine Combaux, du Deuxième Bureau de la petite armée d'armistice laissée par les Allemands à la disposition de Pétain, s'intéresse aux câbles téléphoniques Paris-Metz et Paris-Strasbourg. Il a raison. Paris est le centre névralgique des forces d'occupation en France. Par Metz et par Strasbourg passent toutes les conversations téléphoniques entre Paris et Berlin. Dès 1940, Combaux reçoit mission de recruter à Paris les techniciens capables de procéder à une « piqûre » de câble permettant l'écoute des conversations.

C'était *a priori* infaisable. Les Allemands n'étaient point si sots que d'ignorer le danger. Ils avaient pris des mesures de sécurité propres à décourager les plus hardis. Chaque technicien français des câbles à longue distance était doublé par un homologue allemand. *Idem* pour les équipes d'entretien, placées sous étroite surveillance. Les techniciens ennemis étaient eux-mêmes surveillés par la Gestapo. Quant aux stations relais, elles avaient été fortifiées, isolées par des réseaux de barbelés et dotées par la Wehrmacht d'une escouade de gardes.

Combaux recruta l'ingénieur Robert Keller, un Alsacien au courage sans faille, chef du Centre de relève des dérangements de Paris, qui s'adjoignit le vérificateur Lobreau et les chefs d'équipe Laurent Matheron et Pierre Guillou. Que l'initiative fût venue de Vichy restait à leurs yeux tout à fait secondaire. L'essentiel était d'agir contre les Allemands. Matheron et Guillou, entrés aux PTT comme ouvriers de main-d'œuvre, devenus soudeurs puis chefs d'équipe, militaient avant la guerre dans un syndicat que les gens de Vichy exécraient.

Le capitaine Combaux leur inspirait une confiance justifiée : venu des transmissions de l'armée, il connaissait le métier et résolut l'un après l'autre les problèmes posés par l'entreprise. Nom de code : source K (pour Keller). Combaux loua un pavillon à Noisy-le-Grand, au bord de la nationale 3, le

long de laquelle courait le câble Paris-Berlin. Le 16 avril 1942, Keller, à Paris, crée un simulacre d'incident sur le câble et envoie une équipe de dépannage à Noisy-le-Grand. Les dépanneurs ouvrent le sol, déterrent le câble et procèdent à des réparations qui consistent, en fait, à pratiquer des dérivations. Alors que, d'un bout à l'autre de la ligne, des techniciens allemands étaient à l'affût de la moindre anomalie, les Français réussissent ce qui relève, pour le profane, de la haute prestidigitation. Un souterrain creusé depuis la cave du pavillon mène jusqu'au câble et à ses dérivations. Les amplificateurs que Combaux a fait fabriquer sont en place. Les résultats dépassent les espérances : soixante-dix circuits téléphoniques sont réceptibles.

Est-il besoin de dire le flot d'informations ainsi obtenues ? Elles concernent aussi bien la Wehrmacht que la Luftwaffe et la Kriegsmarine, sans parler de la Gestapo et des organismes économiques. Au témoignage des services britanniques, qui exprimèrent leur reconnaissance, le Deuxième Bureau les fit profiter de cette manne obtenue à grands risques et grâce à une exceptionnelle virtuosité technique.

Noisy-le-Grand tient cinq mois. Combaux ordonne d'évacuer le pavillon quand le quartier s'émeut des allées et venues des opérateurs, les « écouteurs » germanophones. Trois mois plus tard, une nouvelle dérivation est opérée à Livry-Gargan selon le même processus : location d'un pavillon, création d'un « incident », travaux, pose de dérivations.

Le 23 décembre 1942, la Gestapo arrête Robert Keller et ses amis. Ils mourront presque tous en déportation. À leur retour, les rescapés diront que la Gestapo leur avait affirmé qu'ils avaient été dénoncés par une lettre anonyme. C'était inexact : la trahison venait de Vichy.

Trois jours après l'arrestation de Keller, le 26 décembre, rapport du SS Reichsführer Heinrich Himmler à Hitler :

> Concerne : installation d'une dérivation sur la ligne principale téléphonique Paris-Strasbourg-Berlin.
> Le 21 décembre 1942, au cours d'une conversation, le secrétaire général de la police française, Bousquet, a porté à la connaissance du SS Brigadeführer Oberg qu'un branchement avait été effectué sur le câble principal de la Wehrmacht Paris-Strasbourg-Berlin, sur la route nationale 3, à la borne kilométrique 20,800. Comme auteur était dénoncé un ingénieur français des télégraphes et un fonctionnaire vérificateur. Des actions entreprises ensuite […] apportèrent la preuve que cette information était fondée.

Quand ce rapport fut retrouvé, René Bousquet, lourdement impliqué, comme on sait, dans la rafle du Vél' d'Hiv', avait été jugé et blanchi depuis longtemps. Il fut l'avant-dernier Français à comparaître devant la Haute Cour de justice. C'était en 1949. La guerre froide avait déjà deux ans d'existence, et l'anticommunisme redevenait une valeur sûre. Or s'il est une constante, dans la vie si ondoyante et contrastée de Bousquet, c'est assurément l'anticommunisme.

La Haute Cour l'acquitta du chef d'accusation d'« atteinte aux intérêts de

la défense nationale », mais le jugea convaincu d'« indignité nationale », comme tous ceux qui avaient participé aux gouvernements de Vichy. Elle le condamna à la peine minimale, cinq ans d'indignité nationale, et le déclara « immédiatement relevé de cette sanction pour avoir participé de façon active et soutenue à la Résistance contre l'occupant ».

Pierre Guillou, déporté à Dora, y mourut le 12 janvier 1944. Laurent Matheron, lui aussi déporté à Dora, périt à son tour en septembre 1944. Robert Keller, déporté à Bergen-Belsen, mourut du typhus le 14 avril 1945, la veille de la libération du camp par les Britanniques.

Je ne renierai jamais le François Mitterrand de 1981, mais je persiste à penser que son ami René Bousquet était une canaille infréquentable.

Keller (Vladimir)

Il aurait dû être résistant.

Il ne l'était pas.

Sa citoyenneté helvétique pourrait le faire échapper aux reproches, mais elle ne l'empêchait pas d'entamer toute conversation téléphonique avec les services allemands par un *Heil Hitler !* plein de conviction, ce qui exaspérait le patron de la Simex, Alfred Corbin, et sa collègue Suzanne Cointe, qui finiraient tous deux sous le couperet de la guillotine de la prison de Plötzensee, à Berlin. La Simex, installée sur les Champs-Élysées, juste en face de l'organisation Todt, était une société commerciale qui servait de couverture à l'Orchestre rouge de Leopold Trepper, finançait le réseau et lui procurait de précieuses sources de renseignement. Ignorant tout de cette activité secrète, Vladimir Keller était bien un peu gêné par la mauvaise qualité des marchandises que la société vendait à la Todt, notamment pour la construction du mur de l'Atlantique. Un invraisemblable bric-à-brac fourgué avec un cynisme absolu mais que les officiers allemands achetaient, c'est le cas de le dire, les yeux fermés : de substantiels pots-de-vin les conduisaient à baisser les paupières.

Payé à la commission, Keller n'avait jamais gagné autant d'argent. Il était ravi. Rien d'idéologique ou de politique dans ses *Heil Hitler !* C'était manière de caresser le client dans le sens du poil, impératif catégorique pour tout commercial.

Pourquoi aurait-il dû être résistant ? Parce qu'il présentait une particularité physiologique rarissime qu'une foule de résistants, hantés par la perspective de la torture et l'angoisse de livrer des camarades, eussent volontiers acquise en la payant de cinq années de leur vie.

Lorsque le Kommando Rote Kapelle, chargé par Himmler de détruire l'Orchestre rouge (cette « pourriture juive à l'ouest »), rafle les gens de la Simex, en novembre 1942, Vladimir Keller tombe des nues en apprenant

l'activité secrète de la société. Il est confié aux bons soins du SS Erich Jung, Kriminalobersekretär du Kommando. Éclectique en matière de torture, Jung marque une préférence pour le tourniquet, supplice pratiqué par l'Inquisition. Il consiste à nouer une corde autour des jambes du prisonnier et à insérer entre les liens un bâton qu'on tourne jusqu'à ce que la corde, tendue à craquer, pénètre profondément dans la chair du patient. C'est excessivement douloureux. Aussi le SS ouvre-t-il au maximum le poste de TSF posé sur un meuble (étrangement, il est branché sur la BBC) pour couvrir les cris du Suisse. Mais celui-ci hurle : « Ce n'est pas la peine ! » Perplexe, le SS baisse le son. Keller lui explique sa petite singularité : une douleur de basse intensité, celle que procure une gifle, par exemple, il la ressent parfaitement ; en revanche, lorsque la souffrance dépasse un certain seuil, il reste absolument insensible. « Vous pourriez me fouetter à mort sans que je dise ouf. » Soupçonnant peut-être que même un citoyen helvétique est capable de mentir, Jung décide de s'en tenir à la routine. Étendu sur le dos, Vladimir le voit se démener sur le tourniquet, le souffle court, le visage rubicond, les veines des tempes gonflées ; lui ne sent rien.

Jung se venge de sa déconvenue en présentant l'accusation contre Vladimir Keller, le 8 mars 1943, devant la cour martiale de la Luftwaffe siégeant rue du Faubourg-Saint-Honoré, en face de l'Élysée. Tout en reconnaissant que Keller n'était au courant de rien, il lui reproche d'avoir montré de la réticence lors de ses interrogatoires. C'était contradictoire : s'il n'était pas dans le coup, on voit mal ce que Keller aurait pu révéler en parlant sans réticence. Le président de la cour, l'infâme Röder, n'était pas homme à s'embarrasser de distinguos. Vladimir Keller écopa de cinq ans de travaux forcés.

Son chemin de croix le mena de prison en bagne jusqu'à une geôle dans l'actuelle République tchèque. La liberté se manifesta à lui le 8 mai 1945, jour de la capitulation de l'Allemagne, en la personne d'un officier soviétique caracolant à cheval. C'était probablement la première fois que cet homme rencontrait un Suisse. Et, Suisse, Vladimir le fut implacablement. Il désigna d'un doigt sévère les bottes trouées du cavalier d'où émergeaient ses orteils. Le Russe éclata de rire en disant : « Ce n'est pas grave ! L'important, c'était de gagner la guerre. »

Erich Jung n'avait pas survécu à sa guerre perdue. Un jour, il était rentré à son hôtel parisien réquisitionné, soûl comme à son habitude, et un officier, peut-être incommodé, l'avait gentiment viré de l'ascenseur arrêté au troisième étage. Ivre cette fois de rage, Jung avait dégainé son pistolet, grimpé deux étages et vidé son chargeur sur l'officier au moment où celui-ci sortait de la cabine. Condamné à mort, Erich Jung fut gracié, versé dans une unité disciplinaire combattant sur le front de l'Est, et disparut.

Kirschen (André)

Pierre Georges, vingt-deux ans, qu'on appelle à l'époque Frédo et qui deviendra le colonel Fabien, a montré l'exemple à ses jeunes troupes, le 21 août 1941, en abattant au métro Barbès-Rochechouart l'aspirant allemand Moser, mais la lutte armée tarde à se déployer dans les rues de Paris. André Kirschen, quinze ans depuis un mois, militant communiste, estime que l'erreur consiste à chercher une cible à deux ou même à trois combattants : il y en a toujours un qui estime que les circonstances ne sont pas propices, qu'un voyageur assis dans le métro a une tête de flic, que la cible croisée dans la rue – soldat ou officier allemand – les a regardés d'un drôle d'air, etc. On n'en sort pas. Il éprouve aussi la plus vive répugnance pour le *modus operandi* préconisé par la hiérarchie afin de pallier la pénurie d'armes à feu : l'un des combattants assomme la cible d'un coup de matraque, l'autre la poignarde tandis que le premier récupère l'arme du défunt. Lorsque son chef de groupe, Pierre Tourette, vingt-quatre ans, l'a emmené en expédition en lui confiant le poignard, André a été soulagé qu'ils ne croisent aucun Allemand isolé. Il ne se voit pas poignarder un homme. Une balle, c'est plus propre.

Plutôt maigrichon, le poil brun, de beaux yeux sombres, il ne fait pas ses quinze ans.

Ses parents, juifs roumains, ont émigré en France en 1932 pour fuir l'antisémitisme régnant en Roumanie et aussi parce que Bernard Natan, frère de la mère d'André, qui les a précédés dans l'exil, a magnifiquement réussi dans le cinéma et offre à son beau-frère Kirschen de travailler dans sa firme, Pathé-Natan. André a alors six ans ; son frère aîné, Bernard, dit Bob, onze

ans. Les deux garçons sont intellectuellement très brillants, dévorent les livres, bénéficient d'une éducation libérale.

André, le plus jeune, est le premier à s'intéresser à la politique. Dès avant la guerre, il se rapproche des communistes, lit *L'Humanité* et *Ce soir*, que dirige Aragon. Son frère Bob, qu'il admire et aime profondément, le rejoint après la défaite française, milite avec les étudiants communistes et révèle à André qu'un groupe clandestin, l'Organisation spéciale, va engager le combat contre l'occupant. André se porte immédiatement volontaire ; il a lui-même adhéré aux Jeunesses communistes.

C'est un oiseau rare parmi les quelques dizaines de jeunes combattants qui forment l'avant-garde de la résistance armée. Presque tous sont ouvriers ; quelques-uns, employés ; lui est un bourgeois. Ses parents habitent dans le XVI^e^ arrondissement, rue Duret, entre l'avenue de la Grande-Armée et l'avenue Foch. Il étudie au lycée Pasteur, à Neuilly-sur-Seine. Mais ce qui le distingue sans doute le plus de ses camarades, c'est que ceux-ci mènent une intense vie collective au sein d'associations sportives et culturelles se situant dans la mouvance du Parti communiste, alors que l'adolescence d'André est solitaire, comme l'a été son enfance. Sa passion pour la lecture, qui lui ouvre le monde, l'a tenu à l'écart.

Le 9 septembre 1941, André demande à Tourette, *alias* Petrus, de lui confier l'unique arme à feu du groupe, un 6,35. C'est avec une arme de ce calibre que Frédo a tué Moser. « D'accord, lui répond un Petrus sceptique. Puisque tu prétends qu'il est si facile de tuer un Allemand, on va voir si c'est vrai. » Il est convenu qu'André rendra l'arme le lendemain en fin d'après-midi. Rendez-vous est pris au métro Porte-d'Auteuil.

Le lendemain, après une matinée passée au lycée, André part l'après-midi à la recherche d'une cible. Tous les Allemands qu'il croise vont par deux, voire davantage. Les heures s'écoulent. Il se résigne à l'échec et s'apprête à se rendre, penaud, au rendez-vous d'Auteuil, quand il voit un probable officier allemand vêtu d'un bel uniforme, une dague à son ceinturon, descendre les marches de la station de métro Porte-Dauphine. Il le suit, le rejoint dans un couloir et tire. Il rend le 6,35 à Petrus avec ce sobre commentaire : « Il y a une balle en moins dans le revolver. »

Il est arrêté le 9 mars 1942 à la suite d'une tentative d'attentat contre une exposition tenue à la salle Wagram, « Le bolchevisme contre l'Europe ». Il est dénoncé, probablement sous la torture, par son camarade Georges Tondelier, vingt ans. Lui-même torturé par les policiers français des Brigades spéciales, puis par les militaires de la Geheime Feldpolizei, chargée d'assurer la protection de la Wehrmacht, André est écroué à la prison de la Santé, mains menottées dans le dos en permanence, comme tous les « terroristes ».

Il en est extrait le 7 avril 1942 pour être jugé, avec vingt-sept de ses camarades, dont Petrus et Tondelier. Comme eux, il ne se fait aucune illusion : ils finiront devant un peloton d'exécution.

Le procès se tient à la Maison de la chimie, 28, rue Saint-Dominique, au

cœur du faubourg Saint-Germain.

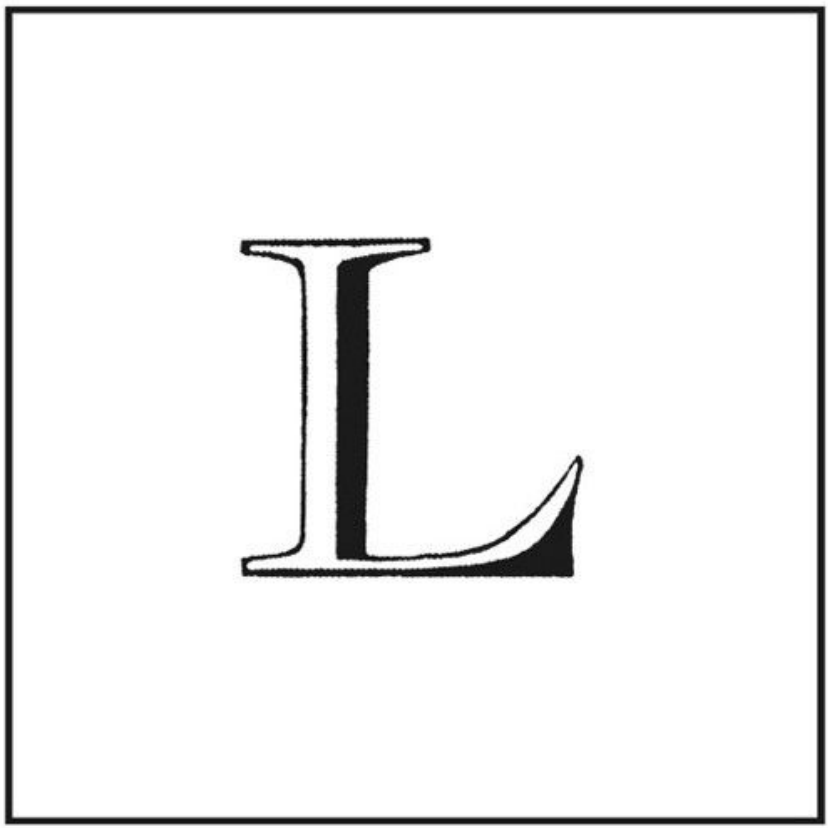
Tous les jeunes combattants du groupe seront en effet condamnés à mort et exécutés, à la seule exception d'André. Le Code pénal allemand ne prévoit la peine de mort que pour les condamnés âgés d'au moins seize ans. André en a quinze. Il écope de la peine maximale prévue pour un mineur de son âge : dix ans de prison.

Bizarroïde et baroque III^e^ Reich ! Voilà qu'un tribunal militaire allemand applique scrupuleusement la loi, comme n'importe quel tribunal d'un État de droit soucieux de légalité. En vertu du verdict, André Kirschen va séjourner dans diverses prisons d'Allemagne pendant trois années au cours desquelles les Juifs d'Europe occupée seront raflés et déportés dans les camps d'extermination : six millions de morts « coupables du seul crime d'être nés », selon la belle formule d'André Frossard, alors qu'André, épargné, avait quand même tiré sur un militaire allemand…

Mais la sauvagerie nazie n'épargnera pas la famille Kirschen. Le 10 juillet 1942, trois mois après le verdict rendu à la Maison de la chimie, le Brigadeführer Carl Oberg, chef suprême de la SS et de la police en France, promulgue une ordonnance annonçant que « tous les proches parents masculins, les beaux-frères et cousins des fauteurs de troubles, au-dessus de dix-huit ans, seront fusillés. Toutes les femmes, parentes au même degré, seront condamnées aux travaux forcés ». En vertu de cette ordonnance, le père d'André, Joseph Kirschen, et son frère très aimé, Bob, sont fusillés au mont Valérien le 11 août 1942 (jour anniversaire de la naissance d'André). Le père est mort à 10 h 05, le frère, à 10 h 20. Ce jour-là, quatre-vingt-dix-huit hommes tombèrent sous les balles allemandes, dont quinze dans le cadre de l'ordonnance Oberg. La mère d'André n'est pas revenue d'Auschwitz.

Libéré le 10 avril 1945 par l'avance des armées alliées en Allemagne, André Kirschen regagna Paris. Ignorant l'allemand, maintenu le plus souvent à l'isolement, il avait perdu l'habitude de parler, et son élocution était si difficile que ses anciens camarades comprenaient mal ce qu'il tentait de leur dire. Le réapprentissage de la parole fut pour lui une épreuve. Puis il reprit ses études au lycée Jacques-Decour. Un jour, il arrive en retard. Le censeur lui dit : « Vous ferez signer votre bulletin de retard par vos parents. » Il changea de lycée.

Jusqu'à sa mort, en 2008, cet homme attachant, d'une modestie absolue, jusqu'au bout grand liseur, vécut dans l'ombre portée du funeste destin qui avait foudroyé les siens.



Lâche-attentat-terroriste (Un)

C'est avec la Résistance en Europe occupée que déferle une vague sans précédent d'attentats, et c'est alors que s'installe une définition aussi peu fondée que la plupart des facilités de langage : le lâche-attentat-terroriste. Elle a prospéré, puisqu'elle est toujours vivace à l'heure où ces lignes sont écrites.

Ne faut-il pas être un lâche pour tirer dans le dos d'un homme ? Un ancien de l'Organisation spéciale communiste (OS) me disait que la prudence le commandait : avec les armes de bric et de broc utilisées par les premiers combattants, les ratés de percussion étaient si nombreux que le tir dans le dos laissait en pareil cas au tireur une chance de s'en sortir, la cible ne s'étant même pas rendu compte qu'elle avait été visée.

Mais ne chipotons pas : même quand les armes furent adéquates, on tirait dans le dos. C'est ce que s'apprêtait à faire Jacques d'Andurain, qui avait récupéré le 6,35 barboté à sa mère et prêté à Fabien pour son attentat fondateur au métro Barbès-Rochechouart. Il suivait un officier allemand dans une rue de Rouen, obscurcie par le black-out, quand l'homme se retourna soudain, braquant sur d'Andurain un pistolet nettement plus sérieux qu'un 6,35. Scène de western nocturne. Ils firent feu en même temps, se ratèrent itou, tournèrent bride et, chacun de son côté, s'enfuirent au triple galop, ce qui nous éloigne du western classique.

La presse collabo vomissait les auteurs d'un lâche-attentat-terroriste, surtout quand ils appartenaient à la catégorie honnie des judéo-bolcheviks.

Cette histoire de lâcheté ne tient pas debout.

Quand le terroriste appuie pour la première fois sur la détente de son arme, il sait que cette simple pression déclenche un processus de répression puissant et efficace. Sa vie sera désormais celle d'un gibier implacablement pourchassé. Arrêté, selon toute probabilité, à plus ou moins brève échéance, il subira la torture, connaîtra peut-être l'affliction de livrer des camarades et s'en trouvera désespéré, attendra une mort certaine dans une cellule, les mains menottées dans le dos, affamé et transi si c'est l'hiver. Il mettra enfin la vie des siens en grand péril, puisqu'on fusille la parentèle mâle des terroristes.

Aucun soldat en uniforme, qui affronte l'ennemi de face, ne risque de connaître pareil chemin de croix. Aucune unité militaire ne peut revendiquer un pourcentage de pertes aussi lourd que celui des groupes de « lâches terroristes ».

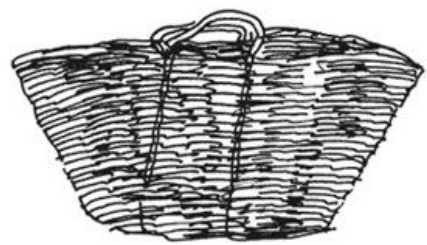
Il n'empêche que le lâche-attentat-terroriste se répandra à travers le monde, après la Deuxième Guerre mondiale, partout où des militants, incapables d'affronter sur un champ de bataille une armée régulière, faute notamment d'armes lourdes, auront recours à ce type de combat, s'attirant le mépris et la vindicte de l'adversaire et conduisant immanquablement celui-ci à pratiquer la torture, comme on l'a vu faire, pour s'en tenir aux démocraties, par Israël, la France, l'Angleterre (qui innova en imposant aux combattants irlandais la « torture blanche » par privation sensorielle) et les États-Unis après le 11 septembre 2001, soit que cette pratique bénéficiât de l'encouragement officieux du gouvernement (France en Algérie), soit qu'elle fût autorisée tout à fait officiellement par les instances légitimes (Israël, États-Unis), généralement sous le nom édulcoré d'« interrogatoire renforcé » déjà en vigueur dans le III^e^ Reich hitlérien.

Ici ou là, le temps passant, il fallut néanmoins renoncer à stigmatiser par l'expression consacrée le terroriste qui s'était fait kamikaze : difficile d'accuser de lâcheté un homme ou une femme décidé à en finir ainsi et qui, du même coup, prenait de court ceux qui, en Israël par exemple, réclamaient à grands cris le rétablissement de la peine de mort pour intimider les terroristes et les faire renoncer par couardise à leurs activités.

La bonne conscience des armées régulières ne connaissant pas de limites, tel ou tel officier se sentirait outragé s'il s'entendait taxer de lâcheté lorsque, confortablement installé dans son bureau de la Creech Air Force Base, dans le Nevada, il déclenche en appuyant sur la touche d'un clavier le tir d'un missile par un drone survolant, à quelques dizaines de milliers de kilomètres de là, l'Afghanistan ou les zones tribales du Pakistan, moyennant les inévitables bavures – une noce villageoise confondue, par exemple, avec un rassemblement de talibans – avant d'aller, sa journée de travail finie, faire sa partie de tennis ou son parcours de golf. Même réaction assurément chez l'officier israélien qui procède à une « élimination ciblée » dans la bande de Gaza, à cette seule différence près que le drone a moins de chemin à parcourir.

Les aviateurs français avaient connu cela en Algérie. Lorsqu'ils lâchaient des bombes ou du napalm sur des mechtas, tuant hommes, femmes et enfants, sans courir le moindre risque (à l'exception d'une inopportune panne de moteur), puisque l'adversaire ne disposait pas d'un système de défense contre les avions, il eût été intolérable de les soupçonner de lâcheté, puisqu'ils portaient un uniforme et que leurs missions leur valaient primes de combat, promotions et décorations. Cet état de choses donna lieu à un dialogue resté mémorable. Lors de la bataille d'Alger, quand le chef FLN Mohamed Larbi Ben M'hidi fut arrêté par les parachutistes du colonel Bigeard, celui-ci, qui éprouvait de l'estime pour son prisonnier, lui reprocha les lâches-attentats-

terroristes perpétrés par les combattants du FLN, en l'espèce surtout des jeunes filles qui déposaient dans des lieux publics d'Alger des couffins anodins contenant une bombe. Ben M'hidi répondit : « Donnez-moi vos avions, je vous donnerai mes couffins. »



Bigeard, à qui la perspective de l'assassinat de Ben M'hidi déplaisait, ne trouva pas le courage ou les moyens de s'y opposer. Sur son ordre, le lieutenant Allaire fit présenter les armes au prisonnier par sa section lorsque les tueurs, conduits par l'ignoble Aussaresses, vinrent le chercher. Ben M'hidi fut pendu avec l'accord de la haute hiérarchie militaire et l'assentiment du gouvernement issu d'une majorité démocratiquement élue par l'électorat français.

On annonça qu'il s'était suicidé.

Le lieutenant Jacques Allaire, qui avait arrêté Ben M'hidi, passa des nuits à discuter avec lui et en conçut une profonde admiration pour l'homme et pour le combattant (« J'aurais aimé avoir un chef comme lui »). L'importance de cette capture le conduisit à dire au prisonnier : « Maintenant que vous êtes pris, la bataille d'Alger est perdue pour le FLN, et même la guerre d'Algérie. » Ben M'hidi répondit en souriant : « Ne croyez pas ça. » Et il lui chantonna le vers du *Chant des partisans* :

> Ami, si tu tombes, un ami sort de l'ombre à ta place.

Mohamed Larbi Ben M'hidi est donc parfaitement à sa place dans ce dictionnaire.

Lambard (Paul Maurice Évariste)

Il était né le 27 novembre 1845 à Maromme, près de Rouen, sous le règne de Louis-Philippe, l'année où Victor Hugo était reçu à l'Académie française. Il avait traversé la révolution de 1848, le second Empire, la guerre de 1870, la Commune, la III^e^ République, la Belle Époque, la Grande Guerre, et il mourut fusillé au mont Valérien le 31 mars 1942. Il avait quatre-vingt-seize ans. Son crime ? « Activités politiques ». Il était communiste.

Le plus vieux fusillé de France.

En bonne logique, il doit être difficile de mourir à dix-sept ans, comme Guy Môquet et tant d'autres, avec si peu de vie derrière soi. On ne peut s'empêcher néanmoins de penser qu'il faut être vraiment salaud pour coller au poteau un homme de quatre-vingt-seize ans.

Langues régionales

Comme si les bonnes raisons d'avoir peur n'étaient pas suffisantes, nous nous inventions des histoires à dormir debout. Celle-ci, par exemple, qui fit florès dans le Midi, resurgit en Bretagne du côté de Morlaix, et que me raconta un ami de Quettreville-sur-Sienne, dans la Manche. Il est probable qu'elle a circulé chez les Chtis et ailleurs.

La scène se déroule toujours dans un bistrot de village. Un soldat allemand entre et s'assoit, inconnu au bataillon. Il passe sa commande dans un français exécrable. En occitan, en breton ou en normand, les clients du bistrot commentent, ironisent, élèvent le débat avec des considérations générales sur le peuple allemand, le Führer et sa clique, le sombre avenir qui leur est promis. Sa boisson bue, le soldat demande son addition en s'exprimant de manière parfaite en occitan, breton ou normand. Stupeur générale, trouille intense, et chacun de retourner chez soi sans demander son reste.

Nos parlers régionaux, vaillamment défendus contre les hussards noirs de la République uniformisatrice (si longtemps, dans les écoles de Bretagne, l'avertissement affiché : « Interdit de cracher et de parler breton »), cet ultime et infime refuge n'était donc pas inexpugnable. Comment résister à un ennemi omniscient ?

Légende, sûrement. Mon ami de Quettreville n'avait pas assisté à la scène. On la lui avait racontée. Il ne se rappelait plus où était situé le bistrot.

Mais la guerre est un tel shaker que tout peut arriver.

Si une plage du Calvados s'est gagné, le 6 juin 1944, le triste surnom de

Bloody Omaha, Omaha la sanglante, le caporal allemand Hein Severloh y fut pour quelque chose. Né vingt et un ans plus tôt en Basse-Saxe, fils de paysan, doté d'une extraordinaire acuité visuelle, il était tireur d'élite et tua des dizaines de soldats américains avec sa mitrailleuse MG 42, puis, les munitions se faisant rares, avec son fusil Mauser. Le soir, il se replie avec les quelques survivants de son unité. On lui confie la garde de quatre prisonniers américains. Parmi eux, un jeune soldat terrorisé qui demande à Severloh quand on va les fusiller. On lui a affirmé que les Allemands ne faisaient pas de prisonniers. Severloh n'en croit pas ses oreilles : l'homme s'est adressé à lui en usant du dialecte d'Uelzen, parlé uniquement là où se situe la ferme familiale. Le prisonnier était né aux États-Unis, mais ses parents venaient de ce secteur d'Uelzen, et l'on parlait patois à la maison. Ce clin d'œil du destin joua certainement son rôle dans la sage décision de Hein Severloh, qui, l'aube venue, tendit son Mauser à l'Américain en lui annonçant qu'il se constituait son prisonnier.

La Rocque (François de)

Il fut le premier à appeler à la résistance. C'est le titre de son éditorial du 16 juin 1940 dans *Le Petit Journal*, organe du Parti social français, qu'il préside : « Résistance ». Le lendemain, 17 juin, Pétain annoncera, « le cœur brisé », qu'il va demander l'armistice. « Une seule consigne, quoi qu'il arrive, conclut La Rocque, consigne de gouvernement, consigne civique : RÉSISTANCE. » Et, pour que les choses soient claires, pour qu'on comprenne bien que son exhortation ne concerne pas seulement une situation militaire catastrophique, *Le Petit Journal* du lendemain, 17 juin, s'ornera, à droite du titre, du mot d'ordre :

RÉSISTER
Aujourd'hui
Demain
Toujours

Comme le général Cochet, comme Henri Frenay, François de La Rocque est un vichysto-résistant. Que tous trois soient des officiers de carrière n'est évidemment pas un hasard. Le prestige du vieux chef s'exerce pleinement sur eux. Ils souhaitent l'aider. À Vichy, Frenay veut « dire ce que le Maréchal ne peut pas dire, faire ce qu'il ne peut pas faire ». Les vichysto-résistants estiment à juste titre que Pétain est mal entouré. Il convient de le protéger autant que possible de ces mauvaises influences.

Très vite, La Rocque exprime un impératif aussi moral que politique : « Pas de collaboration sous l'occupation. » Mais comment tenir cette ligne alors que Pétain annonce à la France, après sa rencontre avec Hitler à Montoire, le 24 octobre 1940, qu'il entre dans la voie de la collaboration ?

Six mois suffiront à Frenay pour perdre ses illusions, quitter l'armée,

plonger dans la clandestinité et, avec Berty Albrecht, créer ce qui deviendra Combat. Cochet franchira les Pyrénées en novembre 1942 et ira à Londres se placer sous les ordres du général de Gaulle. Au mois de mai de la même année 1942, La Rocque crée le réseau de renseignements Klan, qui travaille avec l'Intelligence Service. Il n'est pas question pour lui de rallier la France libre et son BCRA : dès 1940, de Gaulle est à ses yeux « coupable de désertion » et « un instrument de l'étranger qui trahit les intérêts sacrés de son pays ».

Fidèle au principe par lui-même édicté, La Rocque n'a cessé de condamner tout ce qui allait dans le sens de la collaboration, et, d'une manière générale, les déportements dont l'accumulation confère à Vichy son hideux visage. Il condamne le statut des Juifs, le STO, la création de la Légion des volontaires français (LVF) combattant en URSS sous uniforme allemand, celle du Service d'ordre légionnaire (SOL) de Darnand et de la Milice qui en est issue. Aux militants de son parti, il fait savoir que leur adhésion à la Milice entraînerait *ipso facto* leur exclusion du PSF, devenu depuis août 1940 le Progrès social français.

Klan était considéré par les Britanniques comme un sous-réseau du réseau Alibi pour la simple raison que le lieutenant-colonel Charaudeau, chef d'Alibi, assurait les communications de Klan avec Londres, lui envoyait les questionnaires rédigés par l'Intelligence Service et transmettait à celle-ci les renseignements recueillis. La moisson devait être substantielle puisque, par deux fois, Charaudeau reçut mission de féliciter Klan pour l'excellence de ses fournitures.

Bâti par La Rocque avec les qualités d'organisateur que même ses pires ennemis ne pouvaient contester, soigneusement cloisonné, Klan disposait, avec le PSF et ses cadres, de sources nombreuses occupant souvent des fonctions dans des secteurs d'intérêt stratégique.

Le 9 mars 1943, la Gestapo arrête La Rocque et rafle dans la foulée cent cinquante-deux de ses cadres et militants. Détenu successivement à la prison de Moulins-Yzeure, à Fresnes et au Cherche-Midi, avec une étape à la « villa Bömelburg » de Neuilly-sur-Seine, où passèrent aussi Jean Moulin et Leopold Trepper, chef de l'Orchestre rouge, François de La Rocque est déporté six mois plus tard à Eisenberg, en Bohême, dans un camp dépendant de celui de Flossenburg, puis à Itter, en Autriche où il retrouve Édouard Daladier, Paul Reynaud, Jean Borotra et Léon Jouhaux, détenus comme otages. La détention à Itter sera évidemment plus douce, mais La Rocque y arrive dans un état de santé très détérioré : il pèse quarante-trois kilos et doit subir une lourde intervention chirurgicale.

Libéré par les Américains le 8 mai 1945, il rentre à Paris et éprouve la très amère surprise de se voir placer en internement administratif. Le gouvernement ne tient pas compte des protestations de la commission de vérification, qui juge cet internement sans fondement. Libéré le 31 décembre 1945, La Rocque, très affaibli, est assigné à résidence et meurt le 28 avril 1946.

Dans *La France de Vichy* (Éditions du Seuil, 1973), l'historien américain Robert Paxton, justement célébré, porte sur La Rocque ce jugement lapidaire : « Un homme absolument insignifiant. » Si cela avait été le cas, on se fût sans doute épargné le recours à des abus de pouvoir pour le maintenir, à son retour

de déportation, à l'écart de la vie politique française.

Rarement homme politique aura été enseveli sous un tel monceau de malentendus et de fantasmes.

L'extrême droite le haïssait. Elle avait des chefs à profusion mais manquait de troupes. La Rocque avait ses Croix-de-Feu, puis, après leur dissolution, en 1936, le Parti social français, qui enregistra jusqu'à un million de membres, effectif encore jamais atteint dans une France de quarante millions d'habitants. Il est probable que, si les élections législatives de 1940 avaient pu se tenir, le PSF les eût remportées haut la main.

Ce que les chefaillons fascistes, et aussi l'Action française, ne pardonnaient pas à La Rocque, c'était son refus de mettre ses militants au service de leur projet d'en finir par la force avec la République. La haine culmina le 6 février 1934, quand les Croix-de-Feu eussent pu vraisemblablement s'emparer sans trop de mal de la Chambre des députés, mais s'en abstinrent, conformément à l'ordre de leur chef. Elles y gagnèrent, décerné par une extrême droite enragée, le sobriquet de « froides queues ».

Il y avait malentendu. Le colonel était un républicain légaliste qui n'entendait nullement arriver au pouvoir par la force afin d'y exercer on ne sait quelle dictature. Il souhaitait un exécutif fort, un Parlement confiné dans son rôle législatif et empêché de faire valser les gouvernements, en somme un régime présidentiel. Selon toute vraisemblance, le colonel de La Rocque se fût senti très à l'aise dans la V^e^ République instaurée après 1958 par le général de Gaulle.

La gauche ne fut pas en reste de caricatures. La masse militante que La Rocque avait su rassembler et organiser faisait rêver l'extrême droite ; comment n'eût-elle pas inquiété l'extrême gauche, et même la gauche ? Avant la guerre, La Rocque incarnait pour beaucoup la menace fasciste en France. Le mythe lui survécut. Je ne fus pas le dernier à y céder sottement.

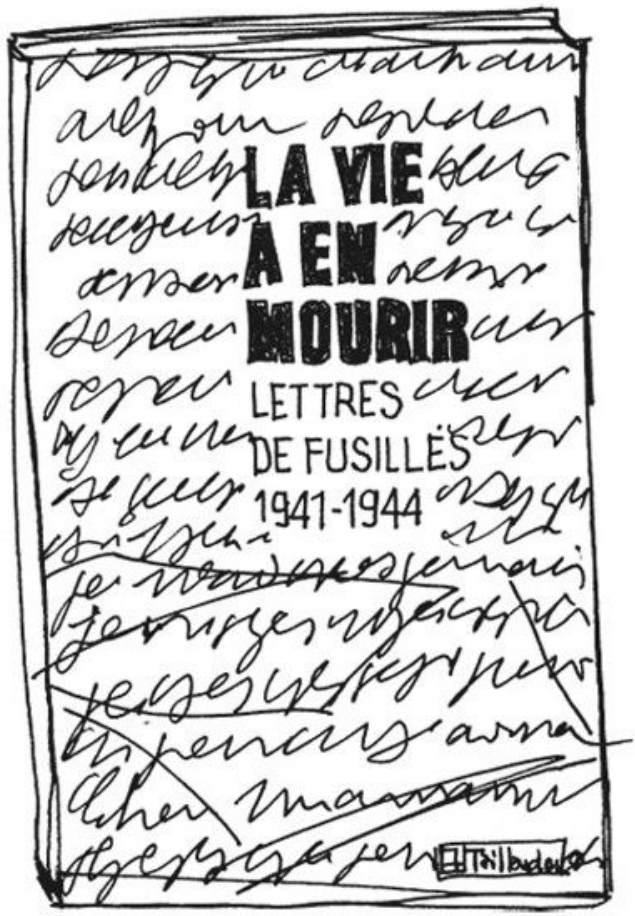
Sa réhabilitation posthume, François de La Rocque la doit d'abord aux siens. Son fils Gilles, ancien du réseau Klan, y consacra l'essentiel de sa vie. En 1957, il obtint du général de Gaulle une audience qui ne fut pas paisible, mais qui conduisit le Général, revenu au pouvoir, à rendre hommage au résistant La Rocque, tandis que Michel Debré, Premier ministre, présentait à sa famille les excuses du gouvernement pour le traitement insolite qui lui avait été réservé à son retour de déportation. Gilles de La Rocque décédé, son fils Hugues a repris le flambeau. Belle continuité familiale…

Il y eut le maître livre de Jacques Nobécourt, *Le Colonel de La Rocque* (Fayard, 1996), puis les travaux des historiens français qui achevèrent de débarrasser François de La Rocque des oripeaux dont on l'avait affublé. Il ne reste plus aujourd'hui que deux ou trois historiens américains pour s'accrocher étrangement aux vieux clichés. Et, bien entendu, quelques producteurs de télévision qui, par paresse ou par niaiserie, continuent d'illustrer le « danger fasciste en France » par des images d'archives de La Rocque défilant à la tête de ses Croix-de-Feu.

Lettres de fusillés

Il faut lire *La Vie à en mourir. Lettres de fusillés, 1941-1944* (Tallandier, 2003), cent vingt lettres choisies et présentées par Guy Krivopissko, conservateur du musée de la Résistance nationale, sous la direction éditoriale de Denis Peschanski, avec une éclairante préface de François Marcot.

À quelques heures de leur mort annoncée, des condamnés écrivent une ultime lettre à ceux qu'ils aiment.



Des hommes, à une exception près. Les femmes condamnées en France étaient transférées en Allemagne pour y être décapitées (voir : Hache). Elles n'étaient pas autorisées à écrire. Deux lettres nous sont néanmoins parvenues de France Bloch-Sérazin, décapitée à la prison de Hambourg-Wallanlagen le 12 février 1943 (« Mes amis, Ce soir, je vais mourir ; à 9 heures, on m'exécutera »). Les lettres de France Bloch-Sérazin ont été perdues ou

détruites. Ce qui nous est parvenu, ce sont des copies établies par une gardienne de la prison, qui les a remises aux autorités françaises après la capitulation allemande. Guy Krivopissko a eu raison de joindre l'une des deux lettres de France à son florilège masculin.

S'il n'est jamais aisé de mourir aux mains de l'ennemi, comment ne pas voir que les résistants fusillés chez nous eurent meilleur sort que celles et ceux qui périrent décapités dans une prison allemande ? Ils étaient le plus souvent fusillés à plusieurs, se soutenant l'un l'autre, criant des « Vive la France ! », chantant *La Marseillaise* et *L'Internationale*. On ne chante pas devant la guillotine. On meurt tout seul sous le couperet. Toutes ces femmes de chez nous emmenées là-bas, vivant leurs derniers jours dans la solitude, entourées d'indifférence, voire de haine, et puis ligotées, portées par les aides-bourreaux et jetées comme un paquet sur la planche de la machine…

Lire ces lettres, c'est une sorte de viol, au moins une indiscrétion. Elles n'ont pas été écrites pour nous. Certes, la Résistance n'a pas hésité à les utiliser quand elle le pouvait, et elle a eu raison. On les publiait dans la presse clandestine, on les lisait à la radio de Londres. Nous autres qui pénétrons aujourd'hui dans l'intimité de ceux qui vont mourir, seul l'amour que nous leur portons nous met à l'abri du soupçon de voyeurisme.

Qu'en dire ? Va-t-on chercher « la plus belle lettre » pour en citer des extraits ? On n'établit pas une compétition dans l'ordre du sacré. Elles sont toutes belles, celle d'Honoré d'Estienne d'Orves, polytechnicien, comme celle du dirigeant syndicaliste Jean-Pierre Timbaud qui alla si peu à l'école qu'il écrit un français phonétique.

Est-il bien nécessaire de célébrer le courage, la dignité, le patriotisme, la fraternité ? On se bornera à souligner l'extraordinaire diversité *humaine* des scripteurs. Sans rien renier de sa foi, de son idéal ni, éventuellement, de ses attaches partisanes, chacun, en ces heures ultimes, face à l'inéluctable, exprime ce qui lui est le plus intime, sa vérité profonde. Ce dévoilement, rarissime dans le cours des jours ordinaires, est au cœur de la fascination que nous éprouvons avec un tendre effroi.

Il faut lire ces lettres où la Résistance se rend à elle-même un déchirant hommage à travers les adieux de ses suppliciés.

Louis XIV

Empêché par la chronologie de s'y investir corps et âme, le Roi-Soleil fit néanmoins ce qu'il put pour la Résistance grâce à la complicité de son camarade royaliste Jacques Renouvin, chef des Groupes francs, qui, en 1941, inscrivit sur le socle de sa statue équestre, érigée sur l'esplanade du Peyron, au sommet de la ville de Montpellier, l'affirmation lapidaire : « Je n'aurais jamais collaboré ! »

Peinte au bleu de méthylène, l'inscription résista elle aussi pendant des mois à toutes les tentatives de nettoyage.

Voir : Renouvin, Jacques

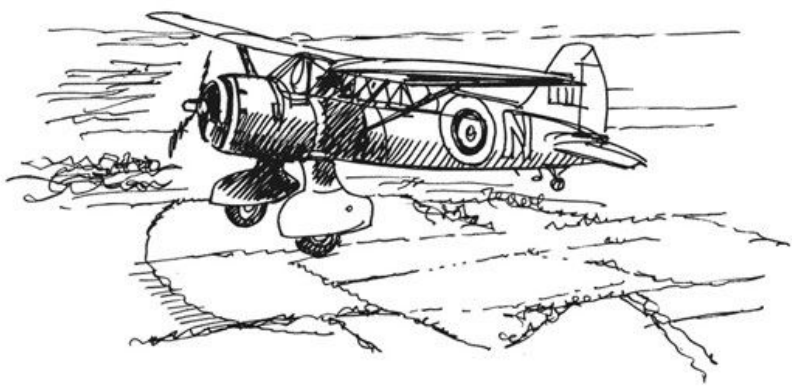
Lysander

Saviez-vous que Lysandre était le nom d'un général de Sparte qui, en 465 avant notre ère, battit la flotte athénienne, termina victorieusement la guerre du Péloponnèse et assura la suprématie de Sparte sur Athènes ? Moi non plus.

Saviez-vous que l'avion Westland Lysander, mis en service en 1938, fut l'un des rares bides de la RAF ? Il avait été conçu pour l'observation aérienne,

les liaisons avec l'infanterie, l'appui au sol. Il avait une guerre de retard. L'épreuve du feu lui fut fatale. Les chasseurs et la Flak ennemis le descendirent comme un pigeon. On le confina dans des besognes telles que le remorquage dans le ciel des cibles sur lesquelles s'entraînaient les pilotes de chasse britanniques. Affublé du surnom ridicule de « serre volante » à cause de sa grande verrière destinée à favoriser l'observation, le Lysander était devenu la honte de la jungle aérienne et, dos rond et tête basse, ses pilotes rasaient les murs.

C'est alors que la bonne fée Résistance toucha la citrouille de sa baguette magique et la transforma en carrosse volant. Comme par enchantement, le Lysander n'eut plus que des qualités. Il pouvait décoller et atterrir sur une distance très courte. Sa patauderie devenait robustesse et s'accommodait de sols quelque peu cahoteux. La puissance de son moteur lui permettait de s'arracher aux prairies trop humides et de jouer à saute-mouton avec les rideaux d'arbres qui devaient encadrer le terrain pour assurer la confidentialité de l'opération. Avec le réservoir de quatre cents litres placé derrière le pilote et une réserve supplémentaire de six cents litres fixée sous la carlingue, il jouissait d'une autonomie de vol qui lui permettait d'atteindre sans problème n'importe quelle région de France. Bref, le Lysander était l'avion idéal pour déposer des agents en mission et récupérer *(pick-up)*, au nez et à la barbe de l'ennemi, des résistants pourchassés, des chefs de mouvement venant faire leur rapport à Londres et présenter la longue liste de leurs légitimes revendications, etc.



Ainsi, certaines nuits, le peuple résistant, l'œil rivé sur le ciel et l'oreille aux aguets, fredonnait-il à mi-voix, pour ne pas réveiller les Allemands et ne pas couvrir le ronronnement de moteur qui annoncerait l'arrivée de l'« avion de Londres », la chanson que chantait si bien Lucienne Delyle :

C'est la valse brune
Des chevaliers de la lune
Que la lumière importune
Et qui recherchent un coin noir.

Car le Lysander n'opérait que la nuit, et plus précisément les nuits de pleine lune, le pilote se repérant à vue sur une géographie devenue familière (fleuves, masses sombres des villes picotées çà et là de minuscules points lumineux malgré le black-out, collines, monuments immanquables, telle la cathédrale de Bourges ou la basilique de Vézelay). Il recherchait le « coin noir » qui, à l'écoute du vrombissement de son moteur, s'illuminerait des feux de balisage allumés par le comité d'accueil, tandis qu'une lampe de poche égrènerait en morse le signal de reconnaissance. Le pilote atterrissait bien entendu face au vent, faisait demi-tour et revenait se placer face au vent, prêt à décoller. On ouvrait la porte. Les passagers descendaient. C'était toujours un moment fort, chargé d'émotion, que le croisement entre ceux qui arrivaient de la planète Liberté où ils avaient vécu quelques jours ou quelques semaines hors des angoisses, et venaient reprendre le combat, et ceux qui partaient vers le paradis après avoir, très souvent, échappé de peu à l'enfer. Accolades, embrassades, poignées de main. Le pilote houspillait son monde : « Faut pas traîner ! » On descendait quelques colis, on embarquait le courrier, les partants montaient, la porte claquait et le Lysander, généralement peint en noir, faisait son métier d'avion.

À l'aller comme au retour, le voyage lui-même n'avait rien du conte de fées. Il pouvait durer quatre à cinq heures. Gare aux crampes et aux ankyloses ! Deux passagers étaient assis au fond de la carlingue, l'un tourné vers l'avant, l'autre vers l'arrière. Cette disposition singulière s'expliquait par le fait qu'ils se partageaient un siège unique sur lequel chacun n'était assis que d'une fesse. Le troisième était installé derrière le pilote, en tailleur sur le plancher de la carlingue, de sorte qu'il ne voyait rien. Ainsi voyagèrent Jean Moulin, le général Delestraint qui n'était plus un jeune homme, tant d'autres…

La RAF, maison sérieuse, appliquait des critères sévères à l'homologation d'un terrain. Ces précautions et la virtuosité des chevaliers de la pleine lune firent que les incidents restèrent rarissimes.

Dans un second temps, on utilisa aussi le Lockheed A 28 Hudson, construit par les Américains, bimoteur plus spacieux qui exigeait un terrain plus long.

Mais c'est bel et bien le Lysander, l'ancien petit canard boiteux de la RAF, qui entra dans la légende de l'aviation.

Main noire (La)

Une histoire d'enfants de chœur. Ce n'est pas une image. Ils ont en commun le surplis blanc sur robe rouge des enfants de chœur de la cathédrale de Strasbourg. Ils sont donc jeunes, entre quatorze et seize ans. Aucun étudiant, aucun lycéen. Ils sont ouvriers, ou, plus exactement, vu leur âge, apprentis. Apprenti maçon, boulanger, mécanicien, dessinateur, électricien, etc. Aucun adulte ne les aide ni ne les conseille. Leurs parents eux-mêmes ignorent leurs activités. En France, c'est assurément le groupe de résistance à la moyenne d'âge la plus basse, ce qui lui vaut un chapitre dans le beau livre que Roger Faligot a consacré aux enfants résistants d'Europe, *La Rose et l'edelweiss* (La Découverte, 2009).

Drôle d'idée que de reprendre le nom du groupe terroriste auquel appartenait Gavrilo Princip qui, le 28 juin 1914, assassina à Sarajevo l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche et sa femme, déclenchant ainsi la Première Guerre mondiale. Une idée d'adolescents : on va faire peur.

Ils travailleront dans le dur. L'Alsace, comme la Moselle, a été purement et simplement annexée au Reich, en violation des conventions d'armistice. Beaucoup d'Alsaciens ont quitté leur province à l'arrivée de la Wehrmacht, beaucoup d'autres vont les imiter à grands risques ; parmi ceux qui restent, un nombre substantiel s'accommode assez bien d'appartenir au camp des vainqueurs. Pour l'ennemi, un résistant alsacien n'est pas seulement un adversaire à éliminer : c'est un traître.

Le fondateur du groupe, Marcel Weinum, seize ans, bonne bouille ronde, lunettes, s'est fait embaucher en septembre 1940 comme dessinateur industriel dans une entreprise strasbourgeoise. Son patron le vire au bout de quinze jours parce qu'il refuse d'adhérer à l'Opferring, organisation de jeunes qui est l'antichambre du Parti nazi. Il se consacre entièrement à l'organisation de son groupe et procède avec une intelligence à laquelle les juges allemands rendront hommage. Cellules autonomes de trois ou quatre membres, strict cloisonnement, pseudonymes, code secret. Les uns font la chasse au renseignement, les autres récupèrent les armes et les explosifs abandonnés par l'armée française dans les casemates de la ligne Maginot.

L'apprenti boulanger Ceslav Sieradzki, quinze ans, est né en Alsace de parents polonais immigrés. Vif et hardi, il devient le lieutenant de Marcel Weinum, qui l'expédie en Suisse pour prendre contact avec l'Intelligence Service au consulat britannique de Bâle. Sans doute étonné par l'âge tendre de son visiteur, l'homme de Londres répond que les sabotages ne l'intéressent pas, mais que les renseignements le passionnent. Il confie une liste de demandes à Ceslav et lui accorde une subvention royale de… vingt francs suisses. Ceslav se fait choper par les Allemands en repassant la frontière et moisira plusieurs mois en prison.

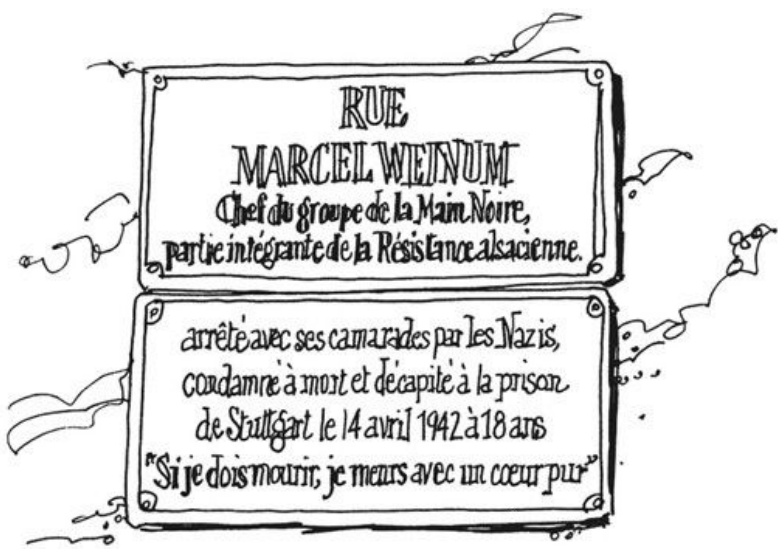
La Main noire multiplie les opérations. Aucune, à dire vrai, ne compromet sérieusement la sécurité du Reich. Toutes sont insupportables à l'occupant, car elles déchirent l'image d'une Alsace unanimement allemande. Distributions de tracts, arrachages des affiches ennemies, pavés ou grenades dans les

vitrines des magasins qui arborent le portrait du Führer, crevaisons des pneus de véhicules militaires. Le 8 mai 1941, repérant la voiture portant pavillon à croix gammée du Gauleiter Wagner, qui festoie à la célèbre brasserie Adelshoffen, Marcel Weinum et l'un de ses camarades la détruisent en lançant deux grenades à travers le pare-brise.

Onze jours plus tard, Marcel et Ceslav se font prendre alors qu'ils tentent de passer en Suisse pour apporter à l'homme de Londres des plans d'aérodromes. Ceslav fait confiance à un codétenu qui est un mouton. Les camarades tombent l'un après l'autre.

Quand le tribunal spécial se réunit à Strasbourg, le 17 mars 1942, Ceslav Sieradzki manque : il a été assassiné d'une balle dans la nuque, le 12 décembre 1941, au camp de Schirmeck. Principal accusé, Marcel Weinum ne fait rien pour se gagner l'indulgence des juges. Il déclare approuver l'exécution par les Français, le 17 février 1940, de l'autonomiste Karl Roos, jugé coupable d'espionnage (les Allemands ont débaptisé la place Kléber pour lui donner son nom) : sentence normale, déclare Marcel, puisque Roos avait trahi sa patrie, la France. Comme le président Huber lui remontre que les empereurs Frédéric Barberousse et Frédéric II avaient toujours considéré que l'Alsace formait le cœur de leur empire, Marcel l'interrompt : « Je ne reconnais qu'un empereur. Il s'appelle Napoléon Bonaparte. » Un patriote vraiment intransigeant.

Témoin au procès, le Gauleiter Wagner déploie beaucoup d'énergie pour tenter de convaincre le tribunal d'épargner la vie de Marcel. Il insiste sur son jeune âge et qualifie de peccadilles les faits qui lui sont reprochés. Le président Huber reste de marbre.


RUE
MARCEL WEINUM
Chef du groupe de la Main Noire,
partie intégrante de la Résistance alsacienne.
arrêté avec ses camarades par les Nazis,
condamné à mort et décapité à la prison
de Stuttgart le 14 avril 1942 à 18 ans
"Si je dois mourir, je meurs avec un cœur pur"

Marcel condamné à mort, ses jeunes camarades sont incorporés dans le

Service du travail auquel étaient astreints les jeunes Allemands, puis incorporés dans la Wehrmacht.

Marcel Weinum mourut sous le couperet de la guillotine électrique de la prison de Stuttgart, le 13 avril 1942. Au témoignage de tous, et notamment de l'aumônier qui l'assista, il affronta le supplice avec une sérénité parfaite, porté qu'il était par une foi ardente et convaincu que la mort lui ouvrait la voie vers la vraie vie. Sa dernière lettre à ses parents se terminait par ces mots : « Au revoir au Ciel. Vive Dieu le Roi. »

Manifestations

Qui va nier qu'elles furent rares en zone occupée ? Il y avait grand péril à manifester sous la botte de l'ennemi et face à ses fusils. Honneur aux lycéens et étudiants qui remontèrent les Champs-Élysées le 11 novembre 1940 (voir : Étoile, Marche à l'), aux résistants de Valmy qui se réunirent devant la statue de Jeanne d'Arc, à Paris, le 11 mai 1941 (voir : Jeanne d'Arc), aux jeunes communistes qui manifestèrent sur les Grands Boulevards les 14 juillet et 15 août 1941 !

Malgré la difficulté de témoigner activement son hostilité à l'ennemi, hormis naturellement chez les résistants – dont c'était en somme la raison d'être –, on peut estimer qu'en zone occupée le climat général n'était pas sympathique à l'occupant. À ceux qui prétendent que les Français, les infimes minorités résistante et collaborationniste mises à part, ne songeaient qu'à manger à peu près à leur faim, on se bornera à répondre : « Justement. » Ayant passé des centaines d'heures à faire la queue devant les magasins d'alimentation, je puis témoigner en mon âme et conscience que cette phrase, à la fin des fins, faisait l'unanimité : « Ils nous prennent tout. » Pour que l'estomac fût apaisé, il fallait donc qu'ils partent. L'histoire nous répète que, depuis la plus haute Antiquité, il est rarissime qu'une armée d'occupation s'attire la sympathie de la population occupée. Il eût fallu un miracle pour que la Wehrmacht y réussît. Ce miracle n'a pas eu lieu.

En revanche, rétorquent ceux qui tiennent que ces temps ne furent que chagrin et pitié, et que les Français représentèrent, quatre ans durant, la lie de l'humanité, ou à peu près, la zone dite libre, avant et même après son invasion de novembre 1942, fut le théâtre de manifestations massives et ferventes en faveur du maréchal Pétain. Ils n'ont pas tort. Comment oublier les ardents rassemblements au Puy-en-Velay, terre de haute catholicité, ou à Lyon, avec le cardinal Gerlier, primat des Gaules (« Pétain, c'est la France, et la France, aujourd'hui, c'est Pétain »), mais aussi dans des régions qui ne brillaient pas par leur zèle religieux ?

On évoque moins, et c'est dommage, les manifestations organisées par la Résistance dans la même zone dite libre. Elles aussi sont massives. Le 1er mai

1942, à Marseille, quelque cent mille manifestants : c'est le préfet nommé par Vichy qui l'écrit dans son rapport. À la même date, même démonstration imposante à Lyon, où la foule déborde de la place Carnot, trop petite pour la contenir, à Nice, Clermont-Ferrand, Montpellier, Avignon, etc. Le 14 juillet 1942 est encore mieux célébré ; le chef de la France libre l'avait demandé à la radio de Londres. Les mouvements de Résistance relayèrent la consigne par leur presse et par distributions de tracts. Le résultat dépassa toutes leurs espérances. À Lyon, cent mille manifestants, selon le préfet du Rhône. Les Toulousains envahirent la place du Capitole. À Marseille, les hommes de main des gangsters Carbone et Spirito, tous deux engagés à fond dans la collaboration, ouvrent le feu sur la foule, tuant deux femmes et blessant cinq hommes. On enterre les victimes à la sauvette pour éviter une explosion populaire. Mais la Résistance, quarante-huit heures après les obsèques, organise une manifestation silencieuse au cimetière Saint-Pierre. Le défilé devant les deux tombes dure une heure.

Les dates de ces manifestations ne sont pas insignifiantes. En mai et juillet 1942, les divisions blindées allemandes foncent vers la Volga, et Le Caire semble à portée de l'Afrika Korps. On ne peut pas dire que la conjoncture pousse tièdes et frileux à l'engagement.

La zone sud, « royaume de Pétain », comme il est dit souvent ? C'est selon. Le roi n'est pas encore nu, mais son trône commence à branler.

Que dire du fameux voyage du Maréchal à Paris, en avril 1944, qui fait tant rire dans les dîners en ville, au motif que les versatiles Parisiens, en l'occurrence symboles de la frivolité nationale, lui auraient réservé un accueil aussi massivement chaleureux que, quatre mois plus tard, au général de Gaulle descendant les Champs-Élysées, une folle rumeur prétendant même que des « experts » auraient identifié sur photos des personnes ayant participé aux deux manifestations ?…

Tenter une comparaison serait injuste pour Pétain, puisque sa venue à Paris avait été gardée strictement secrète et qu'il ne pouvait donc pas espérer qu'un grand concours de peuple vînt l'accueillir. Films et photos nous le montrent s'adressant à une petite foule du haut du balcon de l'Hôtel de Ville, mais on sait que la place de l'Hôtel-de-Ville, de dimensions modestes, n'est pas la plus difficile à remplir (tandis que de Gaulle à l'Étoile, le 26 août 1944, avec, devant lui, les Champs-Élysées et la place de la Concorde noires de monde : « Ah ! C'est la mer !… »), et qu'elle avait été dûment garnie de miliciens de la région parisienne et de leurs familles, ainsi que de jeunes des Équipes nationales, organisation vichyste qui intervenait efficacement dans les villes bombardées pour dégager et secourir les rescapés.

La Grèce exceptée, qui manifesta massivement et héroïquement face à des soldats ennemis n'hésitant jamais à ouvrir le feu, on ne voit pas de pays occupé en posture de faire, sur ce point, la leçon aux Français.

Maquis

La Résistance fait feu de tout bois, y compris de celui que lui fournit l'ennemi.

En 1940, la coupure d'un câble téléphonique allemand conduisait au poteau (voir : Achavanne, Étienne), et Jacques Bonsergent est fusillé, en décembre, pour avoir bousculé un sous-officier allemand dans la cohue d'une sortie de gare. En 1943, être arrêté en possession d'une arme ou d'un émetteur radio peut avoir pour sanction la seule déportation. Ce n'est pas que l'ennemi s'attendrit, c'est qu'il a besoin d'esclaves. Aspirateur humain, le front de l'Est ne cesse d'éclaircir les rangs de la Wehrmacht. Les autres fronts obligent Berlin à racler les fonds de tiroirs. L'Allemagne se vidant de ses citoyens mâles, il faut bien les remplacer dans les usines par des travailleurs raflés dans les pays occupés. Une curieuse correspondance entre la direction SS à Berlin et celle de la Gestapo en France révèle l'insatiable boulimie d'hommes de la première et l'exaspération croissante de la seconde, qui, incapable de satisfaire à la demande, finit par répliquer en substance : si on mourait un peu moins dans vos camps, nous n'en serions pas là.

La Relève (pour trois travailleurs volontaires, les Allemands s'engageaient à libérer un prisonnier) avait été un échec. La loi du 4 septembre 1942 prévoyant le travail forcé avait soulevé une vive émotion et suscité déjà des vocations de réfractaires. Mais la loi du 16 février 1943 instituant le Service du travail obligatoire (STO) est peut-être, avec l'invasion de la zone sud – qui la précède de peu –, l'événement le plus important de l'histoire de l'Occupation. Jusque-là, résistance ou collaboration, toute implication personnelle relevait du volontariat. À partir du 16 février 1943, la guerre fait irruption dans chaque famille française où se trouve un garçon en âge d'être requis. Utilisant toutes les sources d'information disponibles (rapports des préfets, journaux personnels, analyses de correspondances ouvertes par la censure), les historiens sont unanimes à constater que l'instauration du STO fut perçue comme un coup de tonnerre. Impuissant à préserver la substance

humaine de la France, Vichy s'en trouve définitivement disqualifié.

Le mouvement réfractaire est immédiat, spontané, puissant.

Gardons-nous des illusions lyriques. Tous ceux qui refusèrent de partir ne le firent pas par patriotisme. Sous la direction de *Bomber* Harris, l'aviation alliée avait commencé les pilonnages minutieux qui allaient réduire tant de villes allemandes à un champ de ruines. La perspective de rejoindre une usine pour y travailler sous les bombes ne pouvait guère enchanter. Parmi ceux qui restèrent, la majorité se borna à chercher refuge dans quelque ferme isolée tenue par un parent ou un ami. (L'Occupation fut propice aux retrouvailles entre citadins et ruraux, notamment pour des raisons alimentaires. Mon père, parti du Lot, tout enfant, pour s'installer à Paris avec ses parents, renoua sans tarder des liens affectueux avec des cousins restés au pays alors que leurs relations s'étaient sottement distendues au cours des vingt années précédentes.) Mais ceux qui prirent le maquis en n'excluant pas de se battre furent assez nombreux pour ouvrir à la Résistance des perspectives aussi inattendues que grandioses, tout en lui posant dans l'immédiat des problèmes qui semblaient quasi insolubles.

Car l'événement prit tout le monde de court. Les mouvements, qui n'y étaient absolument pas préparés, furent confrontés à l'urgente nécessité d'encadrer les réfractaires, de leur procurer des moyens de subsistance, éventuellement de les armer. Il fallut improviser. Tout le monde n'était pas enthousiaste. Les communistes, qui ne croyaient qu'aux villes, se montrèrent réticents. Refusant le terme « maquis », ils avaient d'abord usé du mot « camping » qui en disait long sur l'intérêt qu'ils portaient à la chose. La Délégation, c'est-à-dire Jean Moulin et les services qu'il avait créés, se trouva prise à contre-pied. Au prix d'efforts inouïs, Moulin avait réussi à unir les mouvements et à faire accepter l'idée d'une Armée secrète rassemblant leurs forces militaires et placée sous le commandement du général Delestraint. L'afflux imprévu des réfractaires, combattants potentiels, dérange cet ordonnancement tout juste acquis. Moulin traîne les pieds. Il dispose du pouvoir financier. C'est l'occasion de vérifier que les résistants ont été confrontés à des situations si complexes qu'il faut se garder des jugements hâtifs. A-t-on assez reproché à Henri Frenay d'avoir pris contact avec les services américains en Suisse pour obtenir une aide financière ! C'était fragiliser le front commun de la France libre et de la Résistance intérieure face aux menées américaines en Afrique du Nord et à la volonté de Roosevelt d'évincer de Gaulle au profit de Giraud. Mais que répondre à Frenay quand il se justifie par l'obligation morale et politique d'aider les réfractaires ? Face au refus de Moulin de desserrer les cordons de sa bourse, il est allé chercher l'argent là où il savait pouvoir en trouver.

Le fait est que ce sont les mouvements qui s'ingénièrent à inventer des solutions, Henri Frenay se distinguant, comme presque toujours, par son énergie et son inventivité. Le Service national maquis, confié à des chefs efficaces, fit véritablement des miracles. En quelques mois, les maquis se

multiplièrent en France.

Leur apparition change tout. Pour la population rurale, la Résistance cesse d'être une entité lointaine et abstraite. Elle s'incarne dans ces jeunes gens qu'il faut aider, conseiller, guider, supporter au double sens du terme. Car si le combat exige un soutien sans faille, les jeunes combattants peuvent parfois agacer. Les citadins eux-mêmes ne tardent pas à être touchés par le mythe maquisard, avec ses légendes et ses réalités. Le maquis, ce Far West de la Résistance… Comme l'écrit excellemment l'historien François Marcot : « Romantique et mystérieux, le maquis, c'est la liberté en pleine Occupation. »

Bien entendu, la géographie est souveraine, mais ne règne pas absolument. Montagnes et forêts profondes sont lieux d'élection. On privilégie surtout les hauts plateaux, tel le Vercors. Il n'empêche que l'un des maquis les plus remarquables se situe dans l'Eure, qui n'est pas renommée pour son altitude. Il est vrai que son chef, le génial Robert Lefranc, tenancier d'un café-épicerie de village, a choisi de planquer ses réfractaires sous terre : ils se rassemblent et s'entraînent dans d'anciennes marnières offrant des kilomètres de galeries souterraines.

Avantage collatéral et inattendu du maquis (comme il arrive dans l'histoire de la Résistance, où si souvent survient l'imprévu) : il règle définitivement la querelle entre attentistes, adeptes du jourjisme et partisans de l'action immédiate. Jean Moulin et le général Delestraint s'étaient ralliés aux premiers, rejoignant le vœu des Anglais et des Américains, qui craignaient qu'une activité prématurée en France ne conduise l'occupant à renforcer ses effectifs, ce qui ne pouvait que compliquer le débarquement. Mais les partisans de l'action immédiate, essentiellement communistes, et donc désireux de soulager si peu que ce fût l'Armée rouge, n'avaient pas tort de moquer une armée de soldats de plomb qu'on garderait bien rangée dans un tiroir jusqu'au jour J, alors que, d'évidence, les forces militaires de la Résistance ne pourraient montrer de l'efficacité que si elles s'étaient progressivement aguerries par l'action. Or, pour se nourrir et se vêtir, les maquisards multiplient les coups de main sur des officines vichystes, puis passent à des activités de sabotage, d'abord de très modeste envergure, qui déclenchent une répression, pour commencer de la part des unités aux ordres de Vichy (groupes mobiles de réserve, Milice) puis, dans un second stade, des troupes allemandes. L'engrenage est lancé, qui conduira aux affrontements meurtriers du printemps et de l'été 1944.

Mais la pire période, pour les maquis, c'est sans aucun doute l'automne 1943. On avait tant cru au débarquement ! Les services britanniques, qui avaient enrôlé jusqu'à Winston Churchill lui-même, en avaient tant fait pour convaincre l'ennemi que l'été 1943 serait celui du débarquement ! Rien ne s'est passé, et voici que la mauvaise saison arrive, les pluies, le froid, et rien à attendre de nouveau avant des mois et des mois. Dépression générale (voir : Oyonnax).

Il serait très excessif d'attribuer aux talentueuses manœuvres des services britanniques la responsabilité exclusive de la tragédie du Vercors et des engagements prématurés de tel ou tel maquis, car l'enthousiasme et l'envie d'en découdre jouèrent leur rôle, mais enfin nul ne peut nier que la diffusion simultanée, à la veille du débarquement, de la *totalité* des messages personnels, lançant dans la mêlée l'ensemble de la Résistance, a beaucoup compté. Incompréhensible dans le moment, intelligible bien après la guerre, ce fut l'un des sacrifices imposés aux nôtres pour la victoire commune.

Messages personnels

Ils mirent de la poésie en un temps qui en manquait beaucoup. Le poste de TSF branché sur la longueur d'onde de la BBC, nous écoutions, l'oreille alerte pour triompher du brouillage allemand, les informations fracassantes sur les mille et un drames de la guerre en cours, puis venait, à vingt et une heures quinze, la litanie des messages personnels, qui nous faisait rêver.

> Le chapeau de Napoléon est-il toujours à Perros-Guirec ?
> Melpomène se parfume à l'héliotrope.

Nous savions que ces phrases dépourvues de sens pour la quasi-totalité de leur auditoire signifiaient beaucoup pour une poignée de résistants. Elles donnaient le feu vert pour une opération organisée de longue date, annonçaient un parachutage, authentifiaient un agent envoyé en mission.

La famille ne pratiquant pas la contrepèterie, nous avons certainement écouté sans broncher ce message rédigé par le polisson Rémy, qui fit rire tous les amateurs :

> Duce ! Tes gladiateurs circulent dans le sang.

L'idée des messages personnels était dans l'air depuis longtemps. On a évoqué l'épisode : Rémy débarquant en Angleterre dès juin 40, mais pressé de retrouver sa chère famille, avait intéressé Passy en lui exposant que la radio pouvait diffuser des phrases codées qui resteraient hermétiques à l'ennemi. Le futur chef du BCRA avait pressenti qu'il tenait un agent prometteur et avait dare-dare réexpédié Rémy en France avec une mission.

> Tante Amélie fait du vélo en short.
> L'hippopotame n'est pas carnivore.

Ce fut le SOE britannique qui installa les messages personnels à la BBC. L'idée lui avait été apportée par un autre Français, Georges Bégué, qui, présent à Londres dès mai 1940 après avoir été évacué de Dunkerque, avait retiré une fâcheuse impression de ses contacts avec l'entourage de De Gaulle : amateurisme et prétention. Marié à une Anglaise, Bégué était allé proposer ses

services au SOE. Il reçut une formation d'opérateur radio, et, prévoyant les difficultés que rencontreraient les pianistes sur le terrain, il suggéra d'utiliser la BBC comme canal supplémentaire. Premier agent du SOE à être parachuté en France, Bégué inaugura en septembre 1941 la longue liste des messages personnels avec cette phrase qui annonçait une opération aérienne :

> Lisette va bien.

Un message pouvait authentifier un contact. Ce fut le cas pour Jean-Pierre Peugeot à Sochaux (voir : Bricolages et sabotages). Un message peut aussi contribuer grandement à assouplir un personnage désagréablement revêche. Devenu l'un des principaux responsables du mouvement Libération, que dirige Emmanuel d'Astier de La Vigerie, Raymond Aubrac est arrêté à Lyon, le 15 mars 1943, par la police française. Avec lui sont capturés ses deux adjoints, Maurice Kriegel-Valrimont et Serge Ravanel. Les flics ne soupçonnent pas l'importance de leur prise. Ils pensent avoir mis la main sur des agents de liaison. Raymond Aubrac, *alias* François Vallet, peut même soutenir avec une relative crédibilité qu'il n'est qu'un petit trafiquant du marché noir. Le juge d'instruction Cohendy, dont les sympathies vont à la Résistance, fait preuve d'une remarquable absence de zèle. Raymond, ancien tuberculeux, et qui en garde une cicatrice au poumon, dépose une demande de mise en liberté pour raison médicale. Le juge Cohendy la signe avec plaisir. Le procureur Ducasse, dont l'accord est nécessaire, s'y refuse. Il porte à la Résistance une vive antipathie. Le 14 mai approche, date anniversaire de la « vraie rencontre » des Aubrac (voir : Aubrac, Lucie et Raymond). Lucie ne

supporte pas l'idée qu'elle va vivre cet anniversaire sans Raymond. Elle se procure l'adresse personnelle de Ducasse. Le 9 mai, à l'heure du déjeuner, elle écoute quelques messages personnels sur la BBC. Presque toujours, mais pas toujours, les messages de midi sont repris à l'émission du soir.

Elle se rend l'après-midi chez le procureur, qui lui ouvre lui-même la porte ; elle lui lâche d'une traite la déclaration qu'elle a soigneusement préparée. Elle « représente l'autorité du général de Gaulle ». François Vallet n'est pas un trafiquant du marché noir, mais un émissaire du Général en France. S'il ne signe pas sa mise en liberté dès le lendemain, le procureur ne verra pas tomber la nuit. S'il ne la croit pas, qu'il écoute donc la BBC ce soir. Il y aura un message personnel : « Continuez à gravir les pentes. » Il lui est personnellement destiné. Qu'il en tienne compte.

Ainsi Lucie fait-elle voler en éclats la stratégie de défense mise au point par Raymond et son avocat. Elle joue à quitte ou double. François Vallet n'est plus un minable trafiquant, mais un gros poisson de la Résistance. Et elle prend le pari que le message entendu à midi repassera le soir.

Ducasse a dû la tenir pour une folle. Mais, en entendant, le soir, le message annoncé, tempête sous un crâne de procureur !

Le lendemain, Raymond est libre. (Prochain épisode Aubrac, voir : Vallet accepte de régulariser.)

> Athalie est restée en extase.
> Le chacal n'aime pas le vermicelle.
>
> Les sanglots longs des violons de l'automne
> Bercent mon cœur d'une langueur monotone.

Les deux derniers vers, tirés de la « Chanson d'automne » de Verlaine, et qui annonçaient, comme chacun sait, le débarquement du 6 juin 1944, m'ont infligé l'un de mes pires déboires professionnels. Publiant en 1964 *Le Secret du jour J* (Fayard), je ne pouvais manquer de les citer. En France, tout se passa bien. Lorsque sortit en Grande-Bretagne la traduction anglaise, autre chanson. Un critique alluma la mèche. Verlaine avait écrit non pas « bercent mon cœur », mais « blessent mon cœur ». Toujours friande de *French bashing*, l'ensemble de la presse fit des gorges chaudes de ce petit Français qui prétendait apporter des lumières sur des affaires secrètes et n'était même pas fichu de citer correctement le célèbre poème d'un grand poète de son pays…

J'en fus profondément mortifié.

Je me livrai à des recherches approfondies, mais dans la mauvaise direction, avec l'espoir de découvrir que Verlaine avait écrit plusieurs versions de son poème et que l'une d'elles comportait le fameux « bercent ». Je fis chou blanc.

Où avais-je donc été pêcher ma fatale erreur ?

Ce fut bien longtemps après que je découvris l'explication. Le rédacteur du message s'était inspiré non pas directement du poème de Verlaine, mais de

l'adaptation chantée qu'en avait faite en 1939 Charles Trenet, et qui était devenue fort populaire pendant la guerre. Or, si cette adaptation se signalait par une fidélité remarquable au texte de Verlaine, Trenet s'était néanmoins autorisé deux changements. Il avait remplacé « blessent » par « bercent », peut-être pour des raisons d'euphonie, et « de çà, de là » par « de ci, de là ».

Les derniers messages personnels en français furent émis par la BBC le 10 octobre 1944. Selon Dominique Decèze, qui a consacré au sujet un livre passionnant (*La Lune est pleine d'éléphants verts,* J. Lanzmann & Seghers associés, 1979), le dernier message conservé dans les archives britanniques est du 5 septembre. Il annonçait un parachutage dans la région de Toulouse :

De la chouette au merle blanc : le rendez-vous sous l'horloge est à minuit.

Michel-Lévy (Simone)

Jean Moulin, le Che et bien d'autres l'ont démontré : une bonne photo peut valoir passeport pour la postérité. Pourquoi faut-il que l'on nous montre toujours une Simone au visage granitique, avec un regard où ne se lit que la haine, la photo prise par ses gardiens au camp de déportation dont elle porte la tenue rayée ? Elle a servi de modèle au timbre émis en 1958 à son effigie, et on la retrouve sur tous les sites, y compris celui de l'ordre de la Libération. Jacques Péquériau, qui lui a consacré un beau livre (*Simone Michel-Lévy*, Éditions du Cèdre, 2007), a mis en couverture une photo qui donne d'elle une tout autre image : la jeune Simone, toute brune, coiffée à la Louise Brooks, la lèvre émouvante, l'œil aguicheur ; dans un roman d'avant guerre, on l'eût qualifiée de « brune piquante ». Certes, nous sommes loin de la tragédie, mais la prisonnière pantelante que Masuy, de la Gestapo française, passa huit fois à la baignoire, la déportée promise à la corde, au nom de quoi devrait-on la priver de sa beauté et de son charme, et la réduire à ce qu'en firent ses bourreaux ?

Née en 1906 au fin fond du Jura d'un père plâtrier, elle était d'une famille catholique depuis toujours, où le patronyme Michel se trouva, peu avant la révolution de 1789, augmenté, pour une raison inconnue, du sobriquet Lévy. Ainsi l'un de mes voisins, dans mon village du Cotentin, était-il toujours appelé Blum, et les horsains croyaient que c'était son nom, parce qu'il était né en 1936 le jour où Léon Blum avait été investi président du Conseil.

Simone quitte l'école à seize ans et entre aux PTT. Elle réussit à passer le concours de rédactrice et, en 1940, à trente-quatre ans, se retrouve à Paris à la Direction des recherches et du contrôle technique, chargée de la gestion administrative et financière du département commutations. Ce que ces mots signifient, je vous le laisse imaginer. D'évidence, nous sommes dans le sérieux.

Elle refuse l'armistice et entre en résistance dès décembre 1940. En 1941,

elle participe à la création du réseau Action-PTT, qui deviendra, en 1943, État-major PTT. Moins connu que Résistance-Fer, tout aussi efficace, il va démontrer ce que peuvent accomplir des résistants occupant des fonctions stratégiques dans une administration et jouant sur le large clavier des possibilités qu'offre celle-ci. Ainsi, Simone Michel-Lévy, adjointe au responsable du secteur radio, dispose d'un *ausweis* permanent qui lui permet de circuler à travers la France. Elle fournira à des réseaux, notamment en Normandie, où elle opère sous l'aimable pseudonyme de Mademoiselle Flaubert, des postes émetteurs et des pianistes qualifiés. Elle crée dans les gares de Lyon et Montparnasse, à Paris, des centrales permettant l'acheminement rapide et sûr du courrier clandestin grâce aux « ambulants » des PTT, à leurs camionnettes et à leurs sacs plombés. Elle assure les contacts avec la Confrérie Notre-Dame de Rémy et avec avec l'Organisation civile et militaire de Touny. Elle établit des cartes professionnelles qu'elle distribue aux jeunes gens qui refusent de partir au STO. Elle joue un rôle essentiel dans la préparation du plan Violet, qui prévoit la destruction des lignes téléphoniques au moment du débarquement.

Double vie épuisante. Car elle poursuit son travail officiel, nécessaire à sa couverture et qui lui donne les moyens d'agir. Son supérieur hiérarchique, qui sait son activité clandestine, ferme les yeux sur ses absences et ses retards. Navré, il la voit arriver le matin au bureau, les traits tirés après une nuit dans un train bondé, de retour d'une lointaine expédition, sans jamais une plainte, affrontant au contraire la paperasse avec le sourire.

Le 5 novembre 1943, un appel téléphonique au bureau. Elle se lève et part, laissant ses affaires personnelles : elle en a pour dix minutes, pas plus. Elle se rend au café Le François Coppée, boulevard du Montparnasse, en face du métro Duroc, à deux pas de son bureau. Elle s'assied à la table où l'attend Tilden, chef radio de la CND de Rémy, dont elle ignore la trahison. Elle sera l'une de ses quatre-vingt-dix victimes. À peine est-elle assise que les hommes de Masuy se ruent sur elle.

C'est aux mains de l'ennemi que Simone Michel-Lévy révéla son caractère indomptable.

Elle avait tenu bon face au traitement sauvage que lui avait infligé Masuy. Déportée à Ravensbrück en février 1944, elle eût pu, comme tant d'autres, considérer à juste titre qu'elle en avait fait assez, et mettre ses pauvres forces au service du « dur désir de durer ». Mais elle est transférée en Bohême, à l'usine d'armement de Holleischen, dans un Kommando rattaché au camp de Flossenburg. Affectée à l'atelier 131 A, qui fabrique des munitions antiaériennes, elle désorganise et ralentit la chaîne avec l'aide de deux camarades françaises, Hélène Lignier et Noémie Suchet. Leur rôle consiste à faire passer une presse sur des chariots de munitions. Avec une audace extrême, elles finissent par faire passer la presse à vide, ce qui la rend inutilisable.

Elles font l'objet d'un rapport de sabotage qui signifie la mort. En attendant la décision de Berlin, elles subissent la bastonnade : vingt-cinq coups de bâton infligés à chacune devant le chef du Kommando et l'ensemble

des déportées.

Le plus affreux, c'est qu'elles ont dû espérer. Pendant des mois, aucune réponse de Berlin. Les armées alliées progressent vers le cœur de l'Allemagne. Le Reich s'écroule. La mort de trois femmes ne changera rien à cette apocalypse hitlérienne. Mais la machine à tuer fonctionne jusqu'au bout. L'ordre d'exécution arrive le 10 avril 1945. Le 13, Simone, Hélène et Noémie sont conduites, nues, à la salle d'exécution de Flossenburg et pendues à des anneaux scellés dans le mur.

Dix jours plus tard, les Américains libèrent le camp. Encore quinze jours et c'est la capitulation de l'Allemagne.

Simone Michel-Lévy est l'une des six femmes compagnons de la Libération.

Mimile

Rien que de très normal si Mimile, qui a plongé dans une totale clandestinité, rend visite, dans l'Aveyron, à sa femme, elle aussi clandestine : ces deux-là s'aiment. Qu'il le fasse souvent déguisé en prêtre ouvre le champ des possibles.

Bien entendu, le déguisement en prêtre n'est pas une exclusivité mimilesque : le flamboyant Louis de La Bardonnie, de la Confrérie Notre-Dame, l'utilise pour jeter un œil sur les fortifications allemandes de Cherbourg (voir : Mur de l'Atlantique), et Fabien aussi, encore que les photos qui nous sont parvenues montrent un prêtre assez farouche à qui l'on ne donnerait pas le bon Dieu sans confession. Mais ni l'un ni l'autre n'utilisent le déguisement pour rendre visite à leur femme.

Socialiste, Mimile serait-il aussi un anticlérical bouffeur de curé, endossant une soutane pour déconsidérer le clergé dans le quartier ? Car un ecclésiastique rendant visite à une femme seule qui est loin d'avoir atteint l'âge canonique, cela fait forcément jaser, et d'autant plus que Madame Mimile ne va pas tarder à montrer tous les signes extérieurs d'une indubitable grossesse… Ou bien l'affaire relève-t-elle strictement de l'intime, et la soutane appartient-elle à un fantasme sexuel entretenu par Mimile ou sa femme, ou les deux, fantasme qu'il n'avait peut-être jamais osé réaliser dans le cours des jours ordinaires, mais que la Résistance autorise, puisque la soutane est ici au service de la bonne cause ? Mimile l'ôtait-il, cette soutane, avant les effusions propres aux retrouvailles conjugales ? Nous n'avons pas à le savoir.

(Sans rapport avec ce couple très estimable, on rappellera que la religieuse vicieuse figurait aux côtés de l'institutrice sévère et de l'infirmière méticuleuse dans la galerie proposée par les bordels hauts de gamme d'avant guerre, et que, des deux établissements tenant le haut du pavé parisien, l'un, le

Chabanais, marchait avec la collaboration, tandis que l'autre, le One Two Two, travaillait avec la Résistance, les filles rapportant patriotiquement les confidences faites sur l'oreiller par les officiers allemands et les truands de la Carlingue – la Gestapo française. La ligne de fracture passe absolument partout.)

C'est son camarade Henri Noguères qui nous présente Mimile. Il apparaît au tome IV de son *Histoire de la Résistance en France*, plus précisément le 30 mars 1944. Ce jour-là, Mimile le sauve, lui et quelques autres, des griffes de la Gestapo.

Les cadors socialistes clandestins en zone sud devaient se réunir au 75, avenue de Saxe, à Lyon. Ils prépareraient le comité directeur national prévu pour le lendemain. Mais la Gestapo débarque avenue de Saxe et tend une souricière. Suzanne Buisson, organisatrice de la réunion, parvient à prévenir un certain nombre de camarades, dont Daniel Mayer, numéro un du parti, mais non pas tous. Alors, courageusement, Suzanne fait les cent pas devant l'immeuble du 75 pour donner l'alerte aux arrivants. Les hommes de la Gestapo la repèrent et l'arrêtent ; elle sera déportée. Henri Noguères arrive après sa capture, suivi à cinquante mètres par Gaston Defferre. Il croise Mimile, qui a pris avec vaillance la place de Suzanne Buisson et qui lui adresse de la tête des signes de dénégation frénétiques. Henri Noguères connaît bien ce camarade, ancien gardien de la prison de Saint-Étienne « qui avait, un beau jour, mis sous clef les autres gardiens, libéré tous les politiques après leur avoir partagé la caisse de la prison, et pris lui-même le maquis ». Il est devenu l'un des courriers nationaux du mouvement socialiste clandestin.

Respectueux de la loi et de l'ordre, comme souvent les socialistes, Mimile et sa femme avaient eu l'idée bizarre de se marier sous leurs faux noms pour donner un état civil à l'enfant à naître. La Libération venue, ils voulurent naturellement que cet enfant retrouvât sa véritable identité. Cette fois, ce fut l'administration française qui fit de la résistance : elle démontra brillamment sa pugnace ténacité.

Moulin (Jean)

La barbarie raciste se déchaîna en France dès les mois de mai et de juin 1940. Ses premières victimes ne furent pas les Juifs, dont l'impensable calvaire ne tarderait pas à être mis en œuvre, mais ceux qu'on appelait chez nous les « tirailleurs sénégalais », terme générique révélateur d'un discret mépris, ou à tout le moins d'un manque d'intérêt, car, bien loin de venir du seul Sénégal, ils étaient originaires de tous les pays composant l'Afrique-Occidentale française.

Le massacre des soldats noirs passa inaperçu dans les convulsions de la grande catastrophe ; il ne suscita après la guerre aucune démarche visant au

jugement des assassins ; les historiens s'y intéressèrent peu. Il fallut les travaux d'un universitaire allemand enseignant aux États-Unis, Raffael Scheck, pour que le crime soit révélé dans son ampleur et son horreur.

Le racisme allemand antinoir venait de loin. Pendant la Grande Guerre, les contes à dormir debout sur la sauvagerie supposée des soldats africains avaient horrifié les chaumières germaniques. Après l'armistice, la présence de troupes coloniales parmi les forces d'Occupation déchaîna l'indignation en Allemagne : comment osait-on leur imposer ce qu'ils appelaient la « honte noire » ? Quelques viols évidemment regrettables (là où il y a du soldat, blanc, jaune ou noir, il y a du viol) furent démesurément exploités. Recouvrant les murs des villes, une affiche montrait un nègre aux traits bestiaux surgissant de l'ombre pour se jeter sur une pâle et blonde *fraulein* terrorisée. Avec l'arrivée au pouvoir des nazis, la campagne s'emballa. La presse de Goebbels se déchaînait contre les « animaux noirs vêtus de kaki, à peine au-dessus du gorille ». Les conventions de Genève ne pouvaient protéger ces animaux-là.

Toutes les unités allemandes ne participèrent pas au massacre, mais beaucoup accordaient à leurs hommes licence tacite de tuer. Un tirailleur isolé tombant aux mains des vainqueurs n'avait guère de chances de s'en tirer. Nombreuses furent les exécutions collectives. Le 7 juin, à Airaines, dans la Somme, le capitaine africain N'tchoréré, ses munitions épuisées, se rend avec cinquante de ses tirailleurs. Il est aussitôt abattu d'une balle dans la tête ; ses hommes sont fusillés le lendemain. On notera que les assassins appartiennent à la 7e division blindée commandée par le général Rommel, qu'une certaine imagerie présente comme un « adversaire chevaleresque » et dont les carnets de campagne furent publiés sous le titre *La Guerre sans haine.* À Chasselay, dans le Rhône, plusieurs dizaines de tirailleurs sont abattus à la mitrailleuse après qu'on les a séparés de leurs camarades blancs. On se débarrasse d'un officier blanc, le capitaine Gouzy, qui tentait de s'interposer, en lui tirant une balle dans le genou. Il n'y eut pas de coup de grâce pour les tirailleurs : les chars de la 3e division blindée SS Totenkopf passèrent sur les corps des agonisants.

Devant Chartres, le 26e régiment de tirailleurs sénégalais s'était battu avec courage en essuyant des pertes considérables. L'ennemi jugea-t-il expédient de justifier le massacre qu'il projetait par un scénario inventé de toutes pièces ? Dès son entrée à Chartres, le 17 juin, il exige du préfet Jean Moulin qu'il signe un protocole reconnaissant que des civils français ont été tués et mutilés par des tirailleurs. Moulin refuse. On l'emmène au lieu-dit La Taye, où il est mis en présence des cadavres de huit civils, hommes, femmes, enfants. Leurs blessures indiquent qu'ils ont été victimes du bombardement du 14 juin. Frappé à coups de crosse, passé à tabac, Jean Moulin refuse toujours de signer. Il est enfermé pour la nuit dans la loge du concierge de l'hôpital de Chartres, où se trouve déjà détenu un tirailleur prisonnier. Craignant un moment de faiblesse qui le conduirait à consentir au déshonneur, Moulin s'ouvre la gorge avec un tesson de verre. Il est sauvé de justesse.

Épisode hautement symbolique ! Alors que se mettait en place un nouveau régime, l'État français, sous la houlette d'un maréchal de France entouré d'une cohorte étoilée d'arrogants généraux vaincus dont aucun ne fit un geste pour tenter de préserver les soldats venus d'Afrique se battre au service de la France, c'est un préfet de la République qui, dans une sorte de démarche christique, va à la rencontre des plus humbles, des méprisés, des oubliés (« Vous, mes frères obscurs, personne ne vous nomme », Léopold Sedar Senghor, *Ode aux tirailleurs sénégalais*), et tente de mettre fin à ses jours plutôt que de risquer d'entacher leur honneur.

Le Panthéon commence à Chartres.

Terrible destin de Jean Moulin, où tout semble concourir pour en faire, héros et martyr, le symbole même de la Résistance. Arrêté à Caluire le 21 juin 1943, bientôt identifié, il n'était pas de ces prisonniers qu'on torture pour leur arracher un nom, une adresse, l'emplacement d'un dépôt d'armes ou d'un poste émetteur. Représentant du général de Gaulle en France, unificateur des mouvements clandestins, « Carnot de la Résistance », premier président du Conseil national de la Résistance, il avait une stature telle que sa capture présentait une évidente dimension politique. On parle avec un Jean Moulin ; on ne lui cogne pas dessus pour le faire parler. Il fallut l'imbécillité de Klaus Barbie pour l'ignorer. Aussi bien, quand il arrive à Paris avec son prisonnier déjà agonisant, l'Obersturmführer (lieutenant) Barbie est-il reçu de façon

glaciale par Karl Bömelburg, chef de la Gestapo en France : « J'espère pour vous qu'il va survivre. »

Ainsi, lui, qui était leur chef, mourut comme des dizaines de soldats de la Résistance, prenant sa place dans ce « long cortège d'ombres défigurées » magnifiquement évoqué par Malraux dans son discours du Panthéon.

Mouvements

Comment ne pas comprendre les chefs des mouvements de résistance ? Ils n'ont pas attendu, pour se lancer, un ordre venu de Londres. Ils ont fondé leur mouvement sans recevoir une aide quelconque. Partant de rien, dépourvus de tout, et notamment d'expérience, il leur a fallu improviser, tâtonner, se tromper et apprendre de leurs erreurs. Le plus difficile était le doute permanent et lancinant sur l'efficacité. Un réseau de renseignements, c'est différent. Quand Rémy crée sa Confrérie Notre-Dame, les résultats sont presque immédiats et réconfortants. Le renseignement afflue, et il est vital pour les Alliés. Avec un mouvement, on est forcément dans le politique, sinon dans la politique. C'est ingrat. Installation d'une hiérarchie, répartition des tâches, délégation d'autorité. Et, par un effet presque mécanique, inflation des ego, choc des susceptibilités, épineux problèmes de personnes. Sans parler des innombrables problèmes matériels à résoudre. Un mouvement sans journal se condamne au mutisme. Mais comment se procurer un papier rationné et dont la vente est étroitement surveillée ? Où installer une imprimerie forcément bruyante ? Comment organiser la distribution ? Question cruciale : où trouver l'argent indispensable pour faire vivre les permanents passés à la clandestinité et pourvoir aux nécessités quotidiennes d'un mouvement ?

Londres ? Lointaine planète. Avec son honnêteté coutumière, le colonel Passy reconnaîtra que ce n'est qu'au printemps 1942 que la France libre put se former une image à peu près précise de ce qu'était la Résistance.

Les mouvements sont la chair de cette Résistance. Moins spectaculaires que les réseaux du SOE, moins romanesques que les réseaux de renseignements et se prêtant moins à la geste héroïque que les groupes de combat tels ceux de l'Affiche rouge, ce sont eux qui font bouger les choses, c'est grâce à eux, grâce à leur presse clandestine et à la force de conviction de leurs militants que l'opinion publique, dans sa masse, bascule du bon côté.

L'arrivée des *missi dominici*, Jean Moulin en tête, avec pour consigne de faire aligner les uns et les autres derrière la haute silhouette coiffée d'un képi à deux étoiles, ne pouvait qu'inspirer une certaine réserve. Respect au « Symbole », comme l'appelait Emmanuel d'Astier, chef de Libération, mais enfin on ne l'avait pas attendu pour entrer en résistance. L'intelligence commandant de s'unir pour être plus efficace, la fusion des trois grands mouvements de zone sud (Combat, Libération, Franc-Tireur) ne pose guère de

problème et s'opère dès janvier 1943, donnant naissance aux Mouvements unis de la Résistance (MUR). La création de l'Armée secrète, où les MUR verseront leurs éléments destinés à l'action armée, crée une tension sérieuse avec Frenay, chef de Combat, qui ambitionnait de la commander et supporte mal de voir un nouveau venu, le général Delestraint, lui chiper la place. Longue est la liste des crises diverses et variées qui jalonnent la marche à l'unification sous l'autorité du chef de la France libre. La plus sévère est celle qui éclate avec la création du Conseil national de la Résistance (CNR) et la décision, tombée du ciel londonien, d'y faire siéger les représentants des vieux partis.

C'était raide !

Henri Michel, premier historien en date de la Résistance, le relevait déjà : « Révolution est un maître mot de la Résistance, presque sa "tarte à la crème". » La III^e^ République, qui a fini dans la monstrueuse cagade militaire du printemps 1940, inspire un rejet absolu. *Combat*, le journal du mouvement éponyme d'Henri Frenay, a pour sous-titre : « De la Résistance à la Révolution ». En zone nord, un mouvement aussi sage que l'Organisation civile et militaire (OCM) juge cette révolution indispensable. La volonté d'en finir avec ce qu'on appelle l'Ancien Régime est pratiquement unanime.

Et voilà qu'il faudrait faire sortir les partis momifiés de leurs sépulcres blanchis… La Fédération républicaine aura un siège au CNR. Tremble-t-on, dans les Kommandanturs, à la seule évocation de la Fédération républicaine ? Combien d'ennemis à son tableau de chasse ? Quels renseignements a-t-elle transmis à Londres ? Aux soirs de solitude, les résistants traqués se disent-ils : « Courage ! La Fédération républicaine est avec nous… » ? Non, ils l'ignorent, de même que les maquisards combattent sans se douter un seul instant, et pour cause, que l'Alliance démocratique, autre vieille boutique, s'est résolument placée dans leur camp. Même chez les résistants nourris aux Évangiles, l'arrivée de ces ouvriers de la onzième heure fait grincer des dents. Avec les représentants des syndicats, eux aussi requinqués, les délégués des vieux partis auront autant de sièges au CNR que les représentants des mouvements. Directement du cimetière au pouvoir : miraculeuse résurrection !

Qu'avaient-ils donc de si précieux, ces partis ? Des noms. Les noms de politiciens totalement dévalués aux yeux d'une immense majorité de Français, puisque liés à l'Ancien Régime, mais qui signifiaient beaucoup dans le Londres de Churchill et dans le Washington de Roosevelt, où ceux de Frenay, de Touny ou de D'Astier de La Vigerie ne disaient rien à personne. Pour contrer les menées américaines en Afrique du Nord, le pouvoir confié d'ahurissante manière au traître Darlan, le pire collaborationniste de Vichy, puis au général Giraud, avec le souci obsessionnel de mettre de Gaulle sur la touche, il fallait démontrer que derrière le chef de la France libre se rassemblaient non seulement la Résistance unie, mais des hommes connus faisant plus sérieux que les aventuriers de la clandestinité.

Les mouvements eurent l'intelligence de le comprendre en cette heure si périlleuse pour le destin personnel de Charles de Gaulle, certes, mais, bien au-delà, pour l'avenir et l'indépendance de la France.

Au fond, le seul parti à avoir mérité son siège au CNR est le Parti communiste. Il le devait au courage de ses militants, qui avaient lavé dans leur sang erreurs et atermoiements (même si le mythe du « parti des soixante-quinze mille fusillés » ne résiste pas à un comptage élémentaire), et aussi à son extraordinaire homogénéité due au principe selon lequel le bon militant n'est pas celui qui fait preuve de discipline quand le parti a raison, ce qui est la chose la plus simple au monde, mais bien celui qui suit encore plus fidèlement la ligne quand le parti a tort.

Le talon d'Achille des mouvements sera justement leur manque d'homogénéité. Aussi la résurrection des vieux partis n'est-elle pas une péripétie : elle sonne d'une certaine façon le glas de la révolution tant espérée et préfigure le retour en force, après la Libération, des partis traditionnels, parfois rebaptisés pour faire neuf, tel le Mouvement républicain populaire (MRP), florissant héritier du petit Parti démocrate populaire. Sans doute les équipes dirigeantes des mouvements présentaient-elles une certaine homogénéité, avec des affinités intellectuelles et politiques, ce qui confère un ton particulier à chaque journal. On peut en déduire, par exemple, que le Libération de D'Astier se situe plus à gauche que le Combat de Frenay. En revanche, les hasards du recrutement expliquent la grande diversité des militants. Ainsi le plus important mouvement de la zone nord, l'OCM, sera-t-il dirigé jusqu'à son arrestation par le colonel Touny, longtemps soupçonné d'avoir appartenu à la Cagoule. Et sa direction nationale, avec toutes les exceptions que l'on voudra, appartient à la grande bourgeoisie et loge dans le XVI^{e} arrondissement de Paris. Dans le Nord et le Pas-de-Calais, départements où le mouvement est particulièrement bien implanté, il recrute beaucoup chez les cheminots et les enseignants (parmi ces derniers, Guy Mollet). Une si grande disparate conduira l'OCM à disparaître en tant que telle lorsque la Libération annulera l'exigence de l'union sacrée.

Mur de l'Atlantique

Le Caennais René Duchez, trente-neuf ans en 1942, un peu replet, de bonnes joues, très Français moyen, résiste depuis 1940. Avec quelques amis, il a rejoint un groupe nommé ambitieusement Armée des volontaires, qui s'est lui-même rallié à la puissante Organisation civile et militaire (OCM) et à son réseau de renseignements, Centurie. Duchez dirige la quête de renseignements et participe à l'évacuation d'aviateurs alliés abattus dans le ciel du Calvados. Sa femme s'est spécialisée dans la fabrication de faux papiers.

Duchez est peintre en bâtiment. Le 7 mai 1942, il lit sur le tableau

d'affichage de la mairie de Caen que l'Organisation Todt, chargée de la construction du pharaonique mur de l'Atlantique, souhaite donner un coup de neuf à ses bureaux de la rue de Geôle. Les peintres en bâtiment sont invités à faire connaître leurs conditions. Les candidatures doivent être présentées au plus tard le 6 mai, et Duchez se trouve donc hors délai, mais il n'est pas homme à s'embarrasser de ces futilités. Il se présente rue de Geôle, et, après quelques péripéties, est introduit dans le bureau du *bauleiter* Schnedderer. Ils font affaire, Duchez proposant des prix imbattables. Le lendemain matin, il est de retour avec ses échantillons de papier peint sous le bras. Tandis que le *bauleiter* les examine, un officier frappe, entre et pose sur le bureau un gros paquet de cartes. Le *bauleiter* délaisse les échantillons et prend la première carte, la déplie et l'examine. Ses dimensions sont telles qu'il ne peut la déployer en totalité. Elle est dessinée sur papier transparent. René Duchez reconnaît le profil de la côte normande et lit les mots *« Sehr Geheim »*, dont il sait qu'ils signifient « très secret ». Le *bauleiter* replie la carte, la repose et revient aux échantillons. Mais on frappe de nouveau. Un sous-officier entre, claque des talons et fait son rapport. Il ressort. Schnedderer se lève, ouvre une porte derrière son bureau et dicte quelque chose à une probable secrétaire.

Le regard fixé sur le dos du *bauleiter*, René Duchez, avec la folle témérité qui épouvante et émerveille ses camarades, prend la carte et la glisse derrière un miroir pendu à un clou, au-dessus de la cheminée de la pièce.

Il faut du cran.

Il en faut encore pour revenir le lundi suivant rue de Geôle, son pot de colle à la main et ses rouleaux de papier peint sous le bras. Le poste de garde le laisse entrer sans lui sauter à la gorge, les bureaux qu'il doit retapisser ont été débarrassés de leurs meubles. Il peut se mettre au travail.

Récupérée par Duchez, la carte mesure trois mètres de long sur soixante-dix centimètres de large. Elle arrive à Londres le 21 juin 1942 dans les bagages du colonel Rémy, chef de la Confrérie Notre-Dame, dont Centurie dépend pour ses liaisons. Elle révèle, à l'échelle du 50/1000, ce que sera le mur de l'Atlantique entre Cherbourg et Honfleur, avec ses blockhaus et ses batteries d'artillerie de marine, l'emplacement des dépôts de munitions, les réseaux téléphoniques, les postes de commandement, etc.

À Londres, les officiers de renseignement alliés examinent cette merveille avec une admiration teintée de mélancolie, car il leur paraît évident que l'adversaire, après le vol de la carte, va modifier ses plans et que le futur mur ne ressemblera pas à celui que les ingénieurs de la Todt avaient conçu et dessiné. À leur stupéfaction, les informations reçues ultérieurement de France indiquent que les constructions s'effectuent conformément au projet initial. Les photographies aériennes ne laissent aucun doute : Londres possède bien le plan complet et détaillé du mur de l'Atlantique dans la future zone de débarquement.

C'est l'inconvénient des dictatures : la terreur qu'elles inspirent n'épargne pas ceux qui les servent et les conduit à des réactions aberrantes. Par peur des sanctions qui n'auraient pas manqué de les frapper, dont la plus probable eût été l'envoi sur un front de l'Est qui faisait figure d'abattoir pour les hommes cantonnés dans la paisible Normandie, les responsables de la Todt de Caen s'étaient abstenus d'alerter la Gestapo, la haute hiérarchie de la Wehrmacht et même leurs propres supérieurs du vol de l'un des exemplaires de la carte, de sorte que les travaux respectèrent le schéma initial.

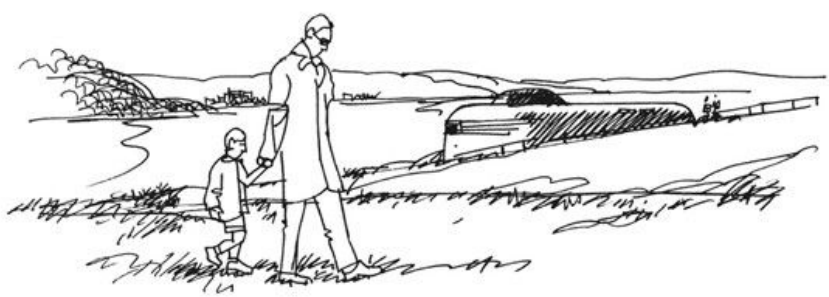
Mais, dans le bâtiment militaire comme dans le civil, la réalisation finale n'est jamais strictement conforme au projet, en raison des aléas du chantier, et la médiocre qualité du travail peut affecter l'efficacité des plans les mieux conçus. C'est pourquoi Londres ne cesse de harceler les réseaux des côtes norvégienne, hollandaise, belge et française (pas question de se limiter à la zone de débarquement choisie, ce qui apporterait à l'ennemi la réponse à la première des deux questions qui le hantent : « où et quand ? ») pour qu'ils lui apportent le maximum d'informations sur le travail en cours.

En Normandie comme ailleurs, une merveilleuse inventivité et un toupet épatant furent mis en œuvre pour tourner les mesures de sécurité prises par l'ennemi et pénétrer au cœur de la zone côtière interdite. Éternelle dialectique du geôlier et du prisonnier : s'il y a des évasions, c'est que le geôlier, confiant dans ses hauts murs, ses miradors, ses triples verrous, sa troupe de gardiens et leurs rondes, pense parfois à autre chose ; le prisonnier qui a décidé de s'évader, lui, y pense du soir au matin et du matin au soir, et finit par trouver la faille.

Dominique Ponchardier, qui dirige avec son frère Pierre le réseau Sosies, travaillait avant la guerre dans une agence immobilière dont il a conservé du papier à lettres. Quand il reçoit une demande de renseignements sur tel secteur de la côte, il écrit à un notaire local pour lui demander s'il disposerait de maisons ou de villas à vendre, car l'un de ses clients serait acheteur. Le marché immobilier souffrant d'un sévère marasme sur les côtes de France (qui irait investir dans un immeuble risquant d'être bientôt réduit en poussière par les obus ?), le notaire répond avec enthousiasme qu'il a tout ce qu'il faut, se charge de procurer au visiteur l'*ausweis* qui lui permettra de circuler en zone interdite, accueille l'agent immobilier et son jeune acolyte, un garçon doué pour le dessin qui a tôt fait de vous croquer un paysage, même encombré d'un blockhaus disgracieux, et les promène de villa en maison.

Plaisant spectacle que celui de ce curé au teint apoplectique qui, entouré d'une bande de gamins vociférants, tape dans un ballon en retroussant sa soutane. Les sentinelles allemandes n'ont pas le cœur de lui rappeler que les quais de Cherbourg ne sont pas faits pour qu'on y joue au football. Louis de La Bardonnie, gentilhomme campagnard de Dordogne, membre fondateur de la Confrérie Notre-Dame, use volontiers du déguisement ecclésiastique dans ses besognes de renseignement.

Et quelle sentinelle, fût-elle la plus hargneuse, interpellera Arthur Poitevin, que guide le jeune François Guérin ? Arthur est aveugle. Quel risque y aurait-il à laisser slalomer entre les blockhaus un aveugle et un gamin ? À voix basse, François récite le paysage, compte le nombre de pas qui séparent les blockhaus. Arthur écoute et enregistre. Il est connu que les aveugles sont souvent dotés d'une mémoire exceptionnelle.



Même s'ils ne relèvent pas à proprement parler du mur de l'Atlantique, les champs de mines et les prairies plantées d'« asperges de Rommel », pieux effilés destinés à empêcher les parachutages, présentent un intérêt certain pour les gens de Londres. Si l'on souhaite un inventaire rapide et complet, une seule adresse : celle du percepteur local. Car il n'est pas encore né, le paysan normand qui acceptera de payer l'impôt foncier pour une prairie sur laquelle

on l'empêche de mettre ses vaches. Le percepteur a la liste complète des pièces exonérées pour cette raison.

Sur la côte de Sainte-Marie-du-Mont, dans la Manche, dont la plage entrera dans l'histoire, le 6 juin 1944, sous le nom d'Utah Beach, la Todt, débordée, sous-traite la construction des blockhaus à des entreprises de bâtiment de la petite ville voisine de Carentan. Bien obligés de travailler pour l'occupant, patrons et ouvriers n'ont aucune sympathie pour lui et acceptent volontiers de parler boulot à des interlocuteurs qui leur inspirent confiance.

C'est aussi le cas de Jacques Sustendal, médecin à Luc-sur-Mer, dans le Calvados : peu bavard d'ordinaire, et même assez bourru, il tient des conversations interminables avec ses patients travaillant pour la Todt.

Les rapports affluent à Londres, souvent répétitifs (à Cherbourg œuvrent plusieurs agents qui n'ont pas besoin de se déguiser en prêtre pour accéder au port, et dans le minuscule Port-en-Bessin, sept agents travaillent côte à côte sans se connaître), mais cette profusion permet les nécessaires recoupements. Car ces renseignements sont parfois bizarroïdes et bien un peu superflus. L'excellent André Farine, restaurateur près de Grandcamp, dans le Calvados, qui fournit des informations précieuses sur la puissante batterie du Hoc, voisine de son établissement, cauchemar de l'état-major allié car ses canons tiennent sous leur feu les futures plages de débarquement d'Utah et d'Omaha, fait sourire jaune à Londres, où règnent les restrictions, quand il envoie un message annonçant que le moral des soldats allemands est bas et qu'ils sont mal nourris : « Ils ont regardé avec saisissement mon plat de rognons à la crème. » Mais, aussi divers et hétéroclites que soient ces renseignements, ils racontent tous à peu près la même lamentable histoire : le mur de l'Atlantique, vanté par la propagande de Goebbels comme la garantie que la « forteresse Europe » restera inexpugnable, n'est en vérité qu'un gigantesque fiasco : corruption généralisée de la Todt, sabotages multiples opérés par la main-d'œuvre mise de force au travail, notamment les républicains espagnols, laisser-aller et gabegies partout.

Londres ne peut pas le croire. Le tableau est trop beau pour être vrai. On soupçonne les réseaux de se laisser intoxiquer, on les accable de remontrances, on les invite fermement à vérifier des renseignements dix fois confirmés.

Dominique Ponchardier va mettre un point final à ces agaçantes incrédulités. Une nuit de mars 1944, à Saint-Servan, il attaque avec ses hommes un PC allemand où il croit pouvoir trouver des papiers intéressants. L'engagement est violent, avec des morts de part et d'autre, mais l'équipe Ponchardier parvient à filer avec un sac à pommes de terre rempli de documents divers et variés, parmi lesquels une pépite d'or : le rapport du Feldmarschall Erwin Rommel, à qui Hitler avait confié, en novembre 1943, une mission d'inspection du mur depuis le Danemark jusqu'à la frontière espagnole. Cette fois, Londres ne pourra plus chipoter : le jugement est porté par un expert irrécusable.

Le rapport est un implacable réquisitoire. Il fustige le responsable de la Todt qui, dans un blockhaus destiné à l'artillerie, n'a pas prévu un recul suffisant pour les canons. D'un autre blockhaus il constate qu'il est si mal bâti que les pluies suffiront sans doute pour le faire s'enfoncer en terre. Ailleurs, ce sont les angles de tir qui se révèlent insuffisants, ou bien l'articulation des ouvrages, mal conçue. Partout, l'exécution du programme a été bâclée par la faute d'une hiérarchie incapable, d'une main-d'œuvre rétive ou de la médiocrité des matériaux.

C'est ce constat catastrophique qui conduira le Feldmarschall, nommé le 15 janvier 1944 chef du groupe d'armées B, chargé de la défense des côtes de la Manche, à multiplier les obstacles sur les plages et les champs de mines dans les terres pour tenter de suppléer aux carences du mur.

Et l'on verra (voir : Osteck) que, là même où le mur ressemble à la description qu'en fait Goebbels dans sa propagande, c'est-à-dire à un système cohérent de solides fortifications s'épaulant les unes les autres, le travail de dévoilement de la Résistance peut aboutir à des succès tenant du miracle… Eisenhower, dans son livre *Croisade en Europe* : « Nous partîmes pour la France munis de toutes les informations tactiques que pouvait nous fournir un excellent service de renseignements. »

Si l'on devait mesurer l'intérêt et l'importance de la Résistance à l'aune de sa contribution à la victoire alliée, le travail effectué sur le mur de l'Atlantique suffirait à lui seul à justifier son existence.

Musée de l'Homme

On dit : le réseau du musée de l'Homme. Le nom est né après la guerre sous la plume de la grande Germaine Tillion, rescapée de Ravensbrück, qui, chargée de la liquidation administrative de quelques groupes de résistants unis par des liens plus ou moins serrés, les fit homologuer sous le nom de « réseau musée de l'Homme Hauet-Vildé ».

Hauet, c'est le colonel Paul Hauet. Le hasard fait se rencontrer dans le funèbre Paris de juin 40 la jeune ethnologue Germaine Tillion, trente-deux ans, qui vient de passer six années dans l'Aurès à étudier les tribus chaouia, et le vieux colonel de soixante-treize ans qui, au terme d'une vie romanesque à souhait (Polytechnique, officier d'artillerie, premier combat au Soudan en 1898, démission de l'armée, aventurier et mercenaire en Amérique du Sud, engagé volontaire en 1914, colonel en 1918), pourrait aspirer au repos, mais témoigne d'une pétulance de jeune homme et d'un patriotisme de saint-cyrien. L'admirable Hauet s'investit corps et âme dans l'aide aux prisonniers venus des colonies et embauche une Tillion enthousiaste. De l'envoi de colis, on passe rapidement à l'organisation d'évasions, ce qui implique la mise en place de filières vers la zone sud. Selon Germaine Tillion, plusieurs milliers de

coloniaux auraient ainsi échappé à la captivité.

Vildé est le deuxième nom retenu par la liquidatrice. En 1940, Boris Vildé est un Français tout neuf : naturalisé en 1936. Dans la conversation, il dit « ma France ». Né à Saint-Pétersbourg, puis c'est l'Estonie, l'Allemagne et Paris. Trente-deux ans en 1940. Il parle on ne sait combien de langues, dont le japonais. Au musée de l'Homme, il est chargé des civilisations arctiques. Dès juillet 40, il regroupe autour de lui des collègues du musée : Anatole Lewitsky, anthropologue, la bibliothécaire Yvonne Oddon, que rejoint bientôt Agnès Humbert, attachée au musée des Arts et Traditions populaires.

L'été 40. L'été des pionniers. Dans la nuit de l'Occupation, ils se cherchent à tâtons, se flairent, se questionnent. Foin du cloisonnement ! On a besoin de se serrer les coudes, de réfléchir et d'inventer ensemble. Beaucoup

d'imprudences, c'est inévitable. Taux de mortalité infantile élevé. On ne saura jamais combien de groupes ont disparu prématurément, victimes d'une répression qui évite encore le spectaculaire. Le découragement joue aussi son rôle, quand rien ne débouche et qu'on se lasse de tourner en rond. Vildé pousse des tentacules tous azimuts. Il récupère un groupe d'avocats parisiens, un autre de pompiers, découvre grâce à Agnès Humbert les écrivains Jean Cassou, Claude Aveline, Jean Paulhan, à qui il confie la rédaction d'un journal intitulé *Résistance*, s'incorpore l'équipe Hauet-Tillion, recrute inlassablement en zone occupée, mais ne limite pas ses ambitions à cette zone : il visite les grandes villes du Sud, Clermont-Ferrand, Lyon, Toulouse, Marseille, cherchant à recruter tout ce qui résiste ou tente de résister.

Renseignement, propagande, filières d'évasion, formation de groupes paramilitaires : la multiplicité des contacts exige un agent de liaison efficace pour assurer le suivi. Boris a dégotté la perle rare, Albert Gaveau, à qui il accorde toute sa confiance et qui est un agent de l'ennemi. Les survivants ont tracé de lui le portrait d'un homme laid et antipathique. C'est classique. Après coup, on trouve toujours aux traîtres une sale gueule, avec notamment un regard fuyant. Il est au contraire probable que Gaveau témoignait d'une ardeur patriotique touchante et que son regard droit et franc de boy-scout inspirait la confiance. Il va détruire le réseau du musée de l'Homme, qui n'a jamais été un réseau au sens classique du terme, mais plutôt, comme le définit très bien l'historien Julien Blanc, « une nébuleuse multipolaire en constante évolution ».

Le procès s'ouvre le 6 janvier 1942 dans une baraque en bois montée spécialement dans une cour de la prison de Fresnes pour abriter la cour martiale. C'est un procès tout à fait atypique dans l'histoire judiciaire de l'Occupation. Par sa longueur, d'abord : six semaines. On sera beaucoup plus expéditif pour envoyer au poteau les groupes de jeunes communistes dont le procès va s'ouvrir à la Chambre des députés et à la Maison de la chimie. Réflexe de classe et réaction raciste : les communistes sont tenus pour des « criminels asociaux », alors que les accusés du musée de l'Homme appartiennent à l'élite intellectuelle, aussi bien leur sort intéresse-t-il et émeut-il au-delà des frontières de la France ; puis les communistes sont parfois juifs, ce qui n'est pas le cas des dix-sept accusés du musée de l'Homme, à la seule exception de l'avocat Léon-Maurice Nordmann, sur lequel s'acharnera l'ignoble Gottlob, qui soutient l'accusation. En revanche, la personnalité du président, le Hauptmann Rostoken, contribuera beaucoup à donner aux débats un ton lui aussi très exceptionnel. Magistrat de carrière, mobilisé comme juge militaire, Rostoken n'était certainement pas un nazi et n'éprouvait aucun plaisir à condamner à mort. Il avait déjà présidé le procès d'Honoré d'Estienne d'Orves et de ses compagnons, et avait exprimé l'estime qu'il leur portait.

Grâce aux notes prises par Agnès Humbert, l'une des dix-sept accusées, qui avait l'œil vif et la plume alerte, nous savons que Boris Vildé revendiqua

l'entière responsabilité des actes qui pouvaient entraîner la peine de mort et s'efforça vainement d'exonérer Lewitsky et surtout Nordmann. Le verdict tombe le 17 février : dix condamnations à mort, dont celles de trois femmes qui seront graciées et partiront en déportation. Le 25 février, Boris Vildé et ses sept camarades sont passés par les armes au mont Valérien. Leur attitude face aux fusils inspira à Gottlob ce commentaire : « Ils sont tous morts en héros, *même* Nordmann. »

Germaine Tillion avait échappé au coup de filet. Elle sera arrêtée le 13 août 1942, livrée par l'abbé Robert Alesch, vicaire de la paroisse de La Varenne-Saint-Hilaire, qui prononce en chaire des sermons à tonalité gaulliste et encourage les jeunes gens à s'engager dans la Résistance. Il reçoit de l'Abwehr un traitement mensuel équivalant à la solde d'un officier supérieur, auquel s'ajoute une prime pour chaque tête livrée. Germaine Tillion est déportée à Ravensbrück, où la rejoint bientôt sa mère Émilie, qui sera assassinée dans la chambre à gaz du camp.

Comme Albert Gaveau, l'abbé Alesch sera pris après la Libération, jugé et exécuté au fort de Montrouge.

Paul Hauet, lui aussi rescapé du désastre causé par Gaveau, tiendra jusqu'en juin 1944. Arrêté, déporté au camp de Neuengamme, il y mourut au mois de décembre à l'âge de soixante-dix-huit ans, terminant dans l'épuisement le plus total une vie extraordinaire d'énergie et de courage.

Nazis

Je n'ai pas souvenir d'avoir entendu le mot pendant les quatre années de l'Occupation. Si l'on ne disait pas « les Allemands », c'était alors les Boches, ou bien les Frisés, les Fridolins, les Doryphores, parce qu'ils nous prenaient les pommes de terre, les Chleuhs, les Fritz, les Vert-de-gris. Mon grand-père maternel, très marqué par la guerre de 1870, les appelait parfois les Casques-à-pointe et plus souvent les Prussiens (le mot était plus craché que prononcé). Jusqu'à sa mort, en 1997, André Harris les appela les Schpountz, qui resta assez rare sous l'Occupation. C'était le titre d'un film de Marcel Pagnol sorti en 1938. Le Schpountz, joué par Fernandel, était une sorte d'idiot du village. Devenu directeur des programmes et gérant d'Arte, André continuait d'appeler ainsi ses partenaires allemands de la chaîne.

Les jeunes militants communistes allemands lancés dans la lutte armée à l'été 1941 montraient de la réticence à choisir leurs cibles au hasard : le soldat allemand sur lequel ils tireraient risquait d'être un ancien camarade communiste enrôlé contre son gré dans la Wehrmacht ; aussi décidèrent-ils de s'en prendre de préférence aux officiers, ce qui leur semblait réduire les risques d'erreur. Dans le feu de l'action, ces doutes furent vite écartés. Quand le PCF appela à l'insurrection générale, son mot d'ordre ne fut pas « À chacun son nazi ! », mais « À chacun son Boche ! » – slogan beaucoup plus critiqué après la guerre qu'il ne le fut dans le moment.

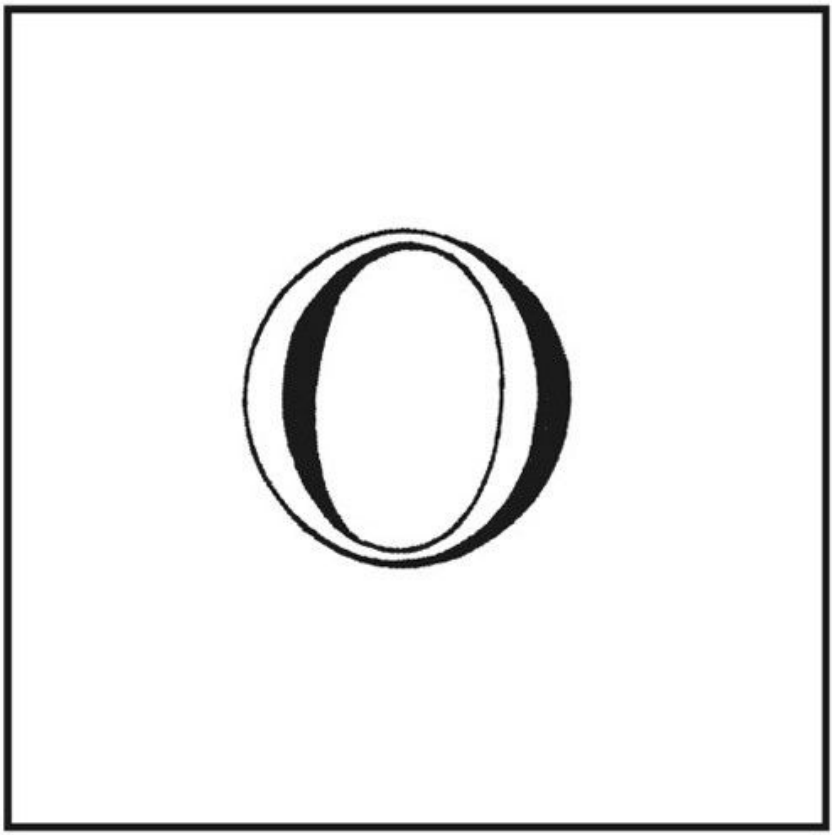
Pourquoi aurions-nous établi une distinction entre les nazis et les Allemands ? Les affiches jaunes ou rouges qui nous annonçaient les exécutions de résistants et d'otages étaient signées par des « Von » relevant de la classique aristocratie militaire allemande. Les pelotons du mont Valérien et autres lieux d'exécution n'étaient pas composés de SS, mais de troufions lambda. Au mont Valérien, un temps, ils s'amusèrent à viser les crânes, de sorte que la cervelle giclait un peu partout, spectacle de nature à impressionner la fournée suivante, et il fallut l'intervention des aumôniers allemands pour faire cesser cette pratique.

Nous étions occupés par la Wehrmacht, non point par le Parti national-

socialiste.

En revanche, nous marquions une différence entre les Allemands et les Autrichiens. Ces derniers étaient considérés comme plus proches et plus bienveillants. Leur catholicisme comptait dans cette préférence. À la messe, quand on notait la présence d'uniformes allemands, on se chuchotait : « Ce sont des Autrichiens. »

De manière significative, les plaques ou pancartes posées après la Libération là où avaient été exécutés des Français, résistants ou non, souvent au bord des routes à l'été 1944, portaient la mention : « Victimes de la barbarie allemande » ou « Assassinés par les Allemands ». Il fallut du temps pour que « nazis » remplace « allemands ». Les exigences d'un tourisme bien géré et la nécessaire réconciliation avec l'Allemagne au sein de l'Europe unie se conjuguèrent pour exonérer l'ensemble de nos voisins des forfaits perpétrés par une détestable minorité nazie. Ce fut l'honneur de l'Allemagne que d'organiser la fameuse exposition itinérante « Les crimes de la Wehrmacht », qui fit justice de délicatesses de langage sans grand rapport avec la réalité.



Obolensky (Vera)

De Vicky, comme ils l'appelaient, ses camarades commençaient toujours par dire qu'elle était belle. Ce n'était pas réducteur. L'ennemi, en la tuant, avait assassiné la grâce, le charme, un rayonnement. Car, disaient les siens, sa beauté ne tenait pas seulement à l'harmonie de ses traits et à la sensualité de sa silhouette, mais aussi à l'éclat de son regard, à la chaleur de son sourire, à la lumière intérieure qu'elle irradiait. On lisait son âme sur son visage.

Née Vera Makarova, elle a six ans quand ses parents, qui appartiennent à la haute société russe, fuient la révolution d'Octobre avec un baluchon sur le dos. La famille échoue à Paris après maintes péripéties. Obligée de gagner sa vie, Vera devient à vingt ans la secrétaire de l'industriel Jacques Arthuys.

Elle consterne ses amis en épousant en 1937 le prince Nicolas Obolensky, rejeton d'une antique et puissante famille, fils du gouverneur de Saint-Pétersbourg. Les Obolensky arriveront à Paris sans un sou, mais le père se rappellera soudain qu'il possédait à Nice quelques immeubles qui comptaient si peu dans sa fortune qu'il en avait oublié jusqu'à l'existence. Ainsi le jeune Nicolas put-il rouler en taxi sans devoir s'installer au volant.

Nick était un garçon charmant mais frivole, ondoyant, potinier, inlassable gazette de l'émigration russe blanche. On l'appelait « notre carnet mondain ». Comment Vicky, aussi intelligente que belle, avait-elle pu s'éprendre d'une telle insignifiance ? Nicolas lui-même n'en revenait pas. Il n'en reviendrait jamais. Amoureux fou, il ne survivra pas, sinon physiquement, à la mort de Vicky. Au terme d'une de ces mues radicales qu'opèrent les crises historiques ravageuses de vies, le mondain, qui essaimait sur Paris sa carte de visite épinglée à des buissons de roses, passera par Buchenwald, finira pope de la cathédrale orthodoxe de la rue Daru, à Paris, vivant chichement dans un logis minuscule, accueillant aux plus humbles, consolateur de toutes les souffrances.

Engagé volontaire en 1914, cavalier passé dans l'aviation et maintes fois cité, Jacques Arthuys se situait résolument à droite. Il avait rejoint Georges Valois, fondateur de la première organisation fasciste en France, puis

avait rallié les Croix-de-Feu du colonel de La Rocque. Il vouait au régime de Mussolini une admiration totale. Que fait-il donc dans ce dictionnaire ? Ah ! qui s'aventure aujourd'hui sur le territoire de la Résistance avec des idées simples est assuré de se fourvoyer ! Les êtres sont plus complexes que les idées. Ardent mussolinien, Arthuys exècre le Reich hitlérien. Réaction d'une culotte de peau contre « le Boche » ? Vous n'y êtes pas. Jacques Arthuys hait le nazisme, qui est vraiment pour lui la « bête immonde ».

En juillet 1940, après une campagne honorable dans la cagade de l'armée française, il va à Vichy, où les socialistes sont à l'époque beaucoup plus nombreux qu'à Londres. Ses déjeuners avec les ministres l'étonnent : personne ne parle de reprendre le combat contre l'Allemagne. Il rentre à Paris avec la volonté d'organiser la « révolte armée ». Il demande à Vicky : « On continue ? » Elle répond sans hésiter : « Bien sûr. »

De la rencontre entre Arthuys, qui a rassemblé quelques officiers à son image, et d'un groupe de civils conduits par Maxime Blocq-Mascart naît l'Organisation civile et militaire, sans doute la plus importante organisation clandestine de France occupée. Les rescapés vous diront que Vicky en était la secrétaire générale, ou secrétaire centrale. Laissons secrétaire et retenons centrale : elle est une plaque tournante. Arthuys, bientôt arrêté, est déporté dans un camp allemand où il mourra, Vicky devient le bras droit du colonel Touny, qui lui a succédé, et le bras gauche de Blocq-Mascart. Elle assure les liaisons avec les groupes de province. La multiplicité de ses contacts l'expose à tous les périls. Elle le sait et se comporte avec une prudente audace.

Tout problème, capital ou non, aboutit à Vicky, cheville ouvrière de l'organisation. On l'apprécie pour le sang-froid dont elle témoigne dans les périodes de crise. On l'aime pour le réconfort qu'elle apporte à ceux et à celles que le découragement guette. Jamais lasse, toujours allante, elle revigore les cœurs défaillants.

Sans cesse évoquée par les survivants, cette présence lumineuse ne doit pas conduire à voir en Vicky une jolie fleur portée à la boutonnière de l'austère OCM, une sorte de préposée au moral des troupes. L'affaire Tilden (voir : Parler) suffirait à démontrer son importance. La trahison de Tilden, chef radio de la Confrérie Notre-Dame passé à l'ennemi sans avoir subi la moindre pression physique, a détruit l'organisation de Rémy. À l'OCM, qui dépendait de la CND pour ses transmissions, on ignore la félonie de Tilden. Or, voici qu'il réapparaît, prétendant avoir échappé à la rafle et offrant ses

services. Jeff, une femme, son contact avec l'OCM, lui garde une entière confiance et a réussi à convaincre Londres. Vicky, avertie par elle, transmet sans enthousiasme l'information à Touny. L'opportunité est évidemment tentante pour une OCM privée de moyens de transmission. Jeff s'exaspère des atermoiements et rappelle que Londres ordonne à l'OCM d'utiliser Tilden. Touny charge Daniel Gallois, qu'il appelle son *alter ego*, de trancher la question. Gallois, professeur agrégé de lettres, n'a rencontré Tilden qu'une fois. Il estime que c'est insuffisant pour se faire une opinion et s'en remet à Vicky : « Vous décidez. Si c'est non, on laisse tomber. – Je ne suis pas tranquille. – On laisse tomber. »

Vicky a sauvé l'OCM.

Le 17 septembre 1943, elle est chez son amie Sofka Nossovitch, fille d'un ancien sénateur de la Douma impériale, qui habite, rue Saint-Florentin, un tout petit logement pris sur les bureaux du *Jardin des modes*. Le va-et-vient continuel dans les bureaux assure une couverture efficace. Vicky y reçoit beaucoup d'agents de liaison et dactylographie avec Sofka le courrier pour Londres.

On tape à la porte. Ce n'est ni l'Abwehr ni la Gestapo, mais la bande de Rudi von Mérode, qui travaille pour l'une et pour l'autre. Rudi, colosse alcoolique que ses victimes prendront souvent pour un hobereau prussien, était français, s'appelait prosaïquement Frédéric Martin, avait été condamné avant guerre pour espionnage au profit de l'Allemagne, puis libéré naturellement par l'occupant, et avait repris du service en recrutant une bande de forbans sans foi ni loi pratiquant simultanément le pillage, l'extorsion de fonds et la traque des résistants pour le compte des services allemands. On souffrait beaucoup entre les pattes de ce voyou de haut vol.

La soudaineté et la violence de l'irruption de Rudi von Mérode et de sa bande avaient en un bref instant fait perdre à Vicky le contrôle de son corps. L'humidité entre ses souliers, devant les brutes goguenardes et ricanantes, elle ne se la pardonnerait pas. Son corps glorieux, cette guenille avait failli. Aussi Vicky l'inculpa de haute trahison. Sofka et les autres femmes de l'OCM, condamnées à mort, signèrent un recours en grâce et furent épargnées. Vicky repoussa la feuille que lui tendait son avocat.

C'est la torture qu'elle craignait, non la mort. Comme tant de résistants, elle vivait dans la hantise de livrer des camarades. Elle ne fut pas torturée, au contraire de Sofka, qui passa à la baignoire et fut si sauvagement frappée qu'elle en restera à demi sourde. Chez les enquêteurs de l'unité 716 qui l'interrogeaient, Vicky se gagnera le surnom de « *Prinzessin Ich weiss nicht* – princesse Je ne sais pas ».

Sofka et elle furent transférées à la prison d'Alt Moabit, à Berlin. Lors des raids aériens qui dévastaient la ville, seules les détenues allemandes descendaient à la cave ; fers aux mains, les étrangères vivaient ces heures apocalyptiques dans l'épouvante d'être grillées vives. Puis Vicky et Sofka se retrouvèrent à la prison de la Barninstrasse, où tout le monde gagnait les caves

quand mugissaient les sirènes ; un précédent bombardement avait tué d'un coup quatre cents détenues.

Une nuit, Élisabeth Brunet, compagne de cellule de Vicky et de Sofka, fut conduite par mégarde dans une cave qu'éclaira un bref instant la lampe électrique de la surveillante.

> Ce qui se présenta à moi dans un éclair me cloua sur place. C'était une vision de Moyen Âge. Sous les arceaux de la voûte basse, en camisole de nuit blanche, les cheveux, gris pour la plupart, épars sur les épaules, le teint livide, étaient accroupies des prisonnières tenant devant elles leurs mains jointes dont les poignets étaient serrés par une chaîne. Un cadenas fermait chacune de ces chaînes que j'entendais cliqueter sans arrêt au moindre mouvement.

C'était la cave où l'on enfermait pour leur dernière nuit les condamnées à mort qui seraient conduites avant l'aube à la guillotine de Plötzensee (voir : Hache). Les témoignages des gardiennes l'attestent, les cheveux de la plupart des malheureuses, qui se savaient au seuil de la mort, grisonnaient ou blanchissaient en quelques heures. Parmi elles, beaucoup d'Allemandes. Elles avaient écouté une radio étrangère ou émis, dans une lettre interceptée par la police, un doute sur la victoire finale. Les bombardements grossissaient le contingent. Obsédé par la peur du désordre, le régime avait édicté des règles implacables. On allait à la guillotine pour avoir ramassé une casserole ou une couverture dans les ruines d'un immeuble qui n'était pas le sien. Aussi, de la cave, sanglots, gémissements et hurlements montaient-ils, à la nuit tombée, qui glaçaient le sang des détenues des étages supérieurs. Il est difficile de mourir pour une casserole.

Vicky fut enchaînée dans la cave le 3 août 1944 et livrée le lendemain matin au bourreau de Plötzensee.

On se fait toujours pincer

Rémy, le plus efficace agent de la France libre, s'apprête à quitter Londres, où il a fait un bref séjour pour rendre compte. Le 27 mars 1942, il montera à bord d'un Lysander qui le déposera sur une prairie française. L'avant-veille de son départ, l'homme que traquent depuis des mois tous les services allemands est reçu par le général de Gaulle. Le dos à la cheminée où crépite un feu, tirant sur son cigare, le Général paraît à Rémy moins soucieux et moins fatigué qu'à leur dernière rencontre. Il lui semble même « presque souriant ».

« Ainsi vous allez repartir.

— Oui, mon général.

— Eh bien, vous allez vous faire pincer.

— J'espère bien que non…

— Mais si, mais si : on se fait toujours pincer dans ce métier-là. »

Déconcerté, Rémy regarde Passy qui assiste à l'entretien. Passy ne

bronche pas. « S'agirait-il bien d'une taquinerie ? s'interroge Rémy lorsqu'il rédige ses Mémoires. Aujourd'hui encore, je n'en jurerais pas. » Il conclut que l'humour du Général « affecte une forme assez particulière ».

Rémy ne fut pas le seul à s'en éprouver décontenancé. Il arriva plus d'une fois qu'un valeureux réussissant à rallier Londres après avoir traversé maintes péripéties et couru les plus grands risques se retrouvât, tétanisé mais exultant, devant l'homme en qui s'incarnait la France, et entendît la France grommeler d'une voix bougonne : « Ah, vous voilà. Eh bien, on peut dire que vous avez mis le temps. »

Orchestre rouge

On ne va pas abusivement naturaliser français ce réseau de renseignements de stricte obédience soviétique, puisqu'il relevait des services secrets de l'Armée rouge, mais comme un certain nombre de Français, et aussi de Belges, l'ont rallié sans réticence et ont servi dans ses rangs, parfois jusqu'à la mort, c'est un bon exemple de la manière dont on rencontrait la Résistance. Le hasard des relations et des amitiés joua un grand rôle et pouvait vous conduire à des réseaux ou organisations humainement très exotiques. Car on conviendra que si l'adhésion à Combat plutôt qu'à Libération ou à l'OCM n'était guère émotionnante, celle qui vous affiliait, sans que vous l'ayez cherché, à un réseau de l'Armée rouge pouvait légitimement interloquer. Presque toujours, le désir de combattre l'ennemi commun l'emportait sur les réticences partisanes. C'est l'un des nombreux miracles opérés par la Résistance.

Jules Jaspar, ancien consul de Belgique en Indochine, frère d'un ancien Premier ministre (une rue de Bruxelles porte son nom), était ami de Leo Grossvogel, l'un des bras droits de Leopold Trepper, chef de l'Orchestre rouge, qui en avait deux. Amené au réseau par Grossvogel, cet homme fort éloigné des idées et des pratiques du communisme en devint, à plus de soixante-cinq ans, l'un des membres les plus actifs. Il survécut à Mauthausen, mais sa femme Claire fut assassinée en Allemagne. Claude Spaak, auteur dramatique, lui aussi frère d'un Premier ministre belge, vint à l'Orchestre par ses amis Hersch et Myra Sokol. Hersch, pianiste de l'Orchestre, mourra sous la torture ; Myra, en déportation. Alfred Corbin était camarade de régiment d'Hillel Katz, second bras droit de Trepper. Au printemps 1940, tous deux avaient échappé à la captivité en traversant à la nage je ne sais plus quel fleuve. Alfred Corbin fabriquait avant guerre de la nourriture pour volaille dans son entreprise installée au moulin de Giverny. L'Occupation assombrissant l'avenir de ce secteur d'activité, Corbin fut fort aise quand son ami Katz lui proposa de devenir directeur de la Simex, une entreprise d'import-export qui servait de couverture à l'Orchestre rouge (voir : Keller,

Vladimir). Lorsque Trepper le mit au fait de la réalité, Corbin, très français, de sensibilité radicale-socialiste, excellent patriote, leva quand même les bras au ciel à la perspective de se retrouver embringué dans un réseau moscovite : « Mais je n'ai jamais fait de politique ! s'écria-t-il. Ma seule activité politique, c'était la lecture du *Canard enchaîné*. – Très bien, trancha Trepper. *Le Canard,* ça me va tout à fait. Vous verrez qu'il n'y aura aucun problème entre nous. »

Jusqu'à sa mort, en 1982, Trepper me répéterait que l'URSS deviendrait vivable le jour où l'équivalent du *Canard enchaîné* serait publié à Moscou (on l'attend toujours). Alfred Corbin mourrait au mois de juillet 1943 sous le couperet de la guillotine à impulsion électrique de la prison de Plötzensee, à Berlin ; sa femme ne rentrerait pas de Ravensbrück.

Le colonel Rémy écrira après la guerre : « Si j'avais eu à servir dans les rangs de l'Orchestre rouge, je me sentirais fier d'avoir effectivement coopéré à la victoire des Alliés et par conséquent à la libération de la France. »

Ainsi s'opéraient les recrutements, au hasard des amitiés ou des rencontres, sans qu'il y eût forcément affinités particulières entre le recruté et ses recruteurs. Si mes parents travaillaient avec un réseau du SOE, ce n'était

pas par anglophilie, mais parce qu'un client et ami de mon père leur avait donné le contact. Trepper eût-il frappé le premier à leur porte qu'ils auraient très volontiers marché avec lui.

Les gens dépourvus d'amis ou de relations en posture de les aiguiller sur le chemin menant à la Résistance étaient fort nombreux après la Libération, et ils ne celaient point leur affliction. On avait l'impression qu'une partie importante de la population avait passé quatre ans à chercher la Résistance sans jamais la trouver. J'ai toujours eu beaucoup de mal à éprouver pour eux de la compassion. Si la Résistance avait été si difficile à trouver, les noms des résistants tués par l'ennemi seraient-ils aussi nombreux sur nos monuments aux morts ?

Osteck

Voilà trois jours que le VII^{e} corps d'armée du général américain Joe Collins, dit Jo l'Éclair, se casse les dents sur Osteck. Les troupes débarquées trois semaines plus tôt à Utah Beach ont coupé le Cotentin dans sa largeur, puis sont remontées vers Cherbourg, qu'elles ont attaqué et submergé, en évitant de s'en prendre à Osteck, pour ne pas perdre de temps. Mais il faut bien, à la fin des fins, purger ce gros furoncle posé sur le flanc droit de la presqu'île.

Osteck résiste aux tapis de bombes et aux obus de marine. Osteck repousse les vagues de chars Sherman qui viennent mourir dans ses fossés. Osteck époussette l'infanterie qu'on lance sur ses blockhaus. Osteck est le plus gros morceau de béton et d'acier que les Américains aient eu à avaler depuis qu'ils ont débarqué, un piège meurtrier farci d'obus amorcés, de lance-flammes automatiques, de trappes qui s'ouvrent sous les chenilles des chars, un dispositif sans fissure de blockhaus reliés par des couloirs souterrains et

défendus par des champs de mines. Au centre, le bunker du major Küppers qui, tel un commandant de sous-marin, dirige la bataille au périscope. Il sait qu'il ne peut compter sur aucun secours et que son combat est désespéré. Mais il se bat. Quand les vieux territoriaux qui défendaient le blockhaus à six pans ont glissé un drapeau blanc par une meurtrière, il a fait tirer sur eux jusqu'à la disparition du torchon. Quand les fantassins américains ont réussi une percée, il a pris la tête d'un groupe de combat et les a repoussés au pistolet-mitrailleur et à la grenade. Il a donné l'ordre de tirer au canon sur son propre bunker pour déloger les ennemis qui étaient parvenus à se hisser sur son toit.

Le 27 juin au soir, il a rejeté avec mépris l'offre d'un parlementaire américain de se rendre sans conditions.

Le 28, peu après huit heures du matin (le traître Philippe Henriot a été exécuté deux heures et demie plus tôt à Paris), l'Oberleutnant de veille à l'œilleton du périscope signale l'arrivée de plusieurs Jeep arborant le drapeau blanc. C'est le général Barton, commandant de la 4e division américaine, entouré de quelques officiers d'état-major. Reçu par Küppers, Barton étale sur son bureau la carte qu'il a apportée et lui indique les forces qu'il va lancer dans l'ultime assaut : deux régiments d'infanterie, un régiment de chars, l'artillerie complète du corps d'armée. Toute tentative de résistance devient dérisoire. À quoi bon faire tuer du monde inutilement ?

Raide, impavide, Küppers écoute d'une oreille, mais guigne du coin de l'œil la carte de Barton étalée sur son bureau. « Vous permettez que je regarde d'un peu plus près ? – Je vous en prie. » Küppers et ses adjoints se penchent sur la carte. C'est une carte « renseignée », comme on dit dans le jargon militaire, c'est-à-dire que des indications et précisions y ont été reportées. Les Allemands sont stupéfaits : leur dispositif y est dévoilé jusque dans le moindre détail. Chaque arme est exactement située, avec indication de son champ de tir et de sa dotation de balles ou d'obus. Pour chaque blockhaus sont mentionnés le nombre de soldats qu'il abrite et le nom de l'officier ou du sous-officier qui le commande. Tout y est. Une seule erreur : l'Oberleutnant Ralf Neste, que la carte donne pour chef de la 11e batterie du 170e régiment d'artillerie, a été, le 5 mai précédent, victime d'un accident lors d'un exercice (explosion prématurée d'un obus antichar) et a été évacué sur un hôpital. Sans doute le renseignement est-il arrivé trop tard à Londres : la carte était déjà imprimée.

Après un bref conciliabule avec ses adjoints, le major Küppers, très pâle, annonce à Barton qu'Osteck cesse le combat. C'est un homme brisé. Ses officiers arborent pour la première fois des visages de vaincus. Ils avaient subi sans broncher le déluge de bombes et d'obus, la ruée des Sherman et les vagues d'assaut de l'infanterie. Sans doute étaient-ils disposés à affronter le prochain assaut des Américains. Mais ils ne supportent pas la révélation bouleversante que l'adversaire connaît tous leurs secrets, les armes dont ils disposent, leurs réserves de munitions, et jusqu'à leurs noms et prénoms. Comme si la carapace de béton et d'acier qui les recouvre n'avait été que verre translucide les laissant exposés, ridiculement nus, aux regards ennemis.

La Résistance, c'est aussi cette armée d'espions-balais, comme il y a des manœuvres-balais, aussi peu James Bond que possible, qui glanaient en allant traire les vaches, ou livrer le pain, ou en buvant le calva au café du village avec le Feldwebel à bedaine Oskar, toujours prêt à remettre une tournée, des renseignements minuscules dont aucun, séparément, ne faisait sens, mais qui, tous ensemble, réussissaient l'exploit sans précédent de dresser la carte humaine, *la carte vivante de l'armée ennemie.*

Jusqu'à sa mort, intervenue en 1963, le général Raymond Barton, ami d'Hemingway, répéterait qu'il avait eu le sentiment de recevoir la reddition d'Osteck au nom de la Résistance française.

Oyonnax

Ah ! le joli coup !

On en avait besoin. Sur les cinquante mois que dure l'Occupation, ils sont plusieurs, hélas, à pouvoir concourir pour le titre de « mois le plus noir de la Résistance », mais il est probable que la sinistre palme devrait aller à juin 1943, avec l'arrestation du général Delestraint, chef de l'Armée secrète, puis Caluire et la capture de Jean Moulin et de tous ceux qui avaient ce jour-là rendez-vous avec lui. Tout l'été, l'ennemi porte des coups terribles aux réseaux et mouvements. L'automne est désespérant.

Le 30 juin 1943, Winston Churchill avait annoncé à la BBC : « De violents combats dans la Méditerranée et ailleurs auront lieu avant la chute des feuilles d'automne. » C'était, d'évidence, l'annonce du débarquement. Chacun l'avait entendu ainsi.

Les feuilles sont tombées, et rien n'est venu.

La Résistance déprime.

Les maquis sont les plus touchés. À la perspective d'un hiver dans le froid et le dénuement, plusieurs se dispersent. On se réfugie dans des chalets ou des fermes. Des maquisards retournent à la ville pour y attendre des jours meilleurs.

Le coup de génie d'Henri Romans-Petit met du printemps dans les cœurs. Romans-Petit : un bonhomme à l'image de Guingouin, sauf qu'il est, par bien des côtés, son contraire. Capitaine aviateur de réserve, largement quadragénaire, Romans, parlant de ses maquisards, dit « les petits », ce qui n'est pas du tout le genre Guingouin. Tous deux un sale caractère, la nuque raide, ils s'engueulent avec tout le monde. Tous deux ont pigé la guérilla comme s'ils étaient tombés dedans, tel Obélix dans sa potion magique, et les maquis de l'Ain comme ceux du Limousin sont à donner en exemple : dispositif léger, fluide, importance du service de renseignements, etc. Tous deux ont le sens du geste symbolique et du panache.

Le lieu : Oyonnax. C'est judicieux. Dans cette ville de douze mille

habitants, ils ont été deux mille à manifester, le 16 mars 1943, contre la convocation des jeunes désignés pour le départ en Allemagne.

La date : 11 novembre. Vichy a interdit toute manifestation.

Les camions du maquis entrent dans Oyonnax le 11 novembre à midi. L'hôtel de ville, la poste, la gendarmerie et le commissariat sont neutralisés. Le commissaire de police a donné lui-même la liste des habitants point trop sûrs dont les maisons ou appartements sont surveillés depuis l'aube. Les entrées de la ville sont bloquées. Romans-Petit arrive en uniforme, décorations pendantes. Il crie : « Maquis de l'Ain, à mon commandement ! » Sous les yeux de la population d'abord ahurie, puis enthousiaste, le défilé se met en place. En tête, les clairons et tambours, puis le drapeau avec sa garde d'honneur en gants blancs : comme aux décorations pendantes, Romans tenait beaucoup aux gants blancs. On n'est pas des voyous, contrairement à ce que proclame le milicien Philippe Henriot sur Radio-Paris-Ment. Mais où trouver des gants blancs ? Un secrétaire de mairie a eu l'idée de s'adresser aux jeunes mariés. Bref, la garde d'honneur a ses gants blancs. Derrière, les sections de maquisards, quelque deux cents hommes en tenue impeccable. Les uniformes ont été, avec des arguments décisifs, empruntés à un dépôt des Chantiers de jeunesse. La population est dans la rue, applaudissant à tout rompre. Elle crie : « Vive le maquis ! Vive la République ! Vive la France ! » Ruissellement de larmes sur les joues, on se croirait à la fonte des neiges.

Au monument aux morts, encadré par trois officiers, Romans dépose sa gerbe en forme de croix de Lorraine, symbole de l'unité entre la Résistance intérieure et la France libre. Tout a été pensé. Sur la gerbe, un ruban : « Les vainqueurs de demain à ceux de 14-18 », ce qui n'est pas mal trouvé. Une minute de silence, puis la sonnerie aux morts, et *La Marseillaise* lancée par Romans, reprise par la foule.

Retour aux camions, musique en tête. On chante *Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine* pour les anciens, le *Chant des partisans* pour les jeunes. La foule reprend en chœur. Et puis le maquis s'en retourne au maquis.

Dans ce raz de marée émotionnel, ce patriotique vacarme, qui a entendu le clic-clac d'un appareil photo qui mitraille, qui a remarqué le photographe qui se faufile entre les sections en marche au pas cadencé ? Bien entendu, André Jacquelin n'est pas là par hasard. Romans l'a fait prévenir, grâce à quoi il va réussir le scoop de l'Occupation. C'est un homme de confiance. Couvrant la guerre d'Espagne côté républicain pour *Paris-Soir*, il a pris place dans un bombardier abattu par les franquistes, a sauté en parachute et s'est retrouvé emprisonné près d'un mois à Salamanque. Résistant de la première heure, il a été arrêté par les flics de Vichy, torturé, puis relâché. Il publie, sur très beau papier, un journal clandestin, *Bir-Hakeim*.

Le retentissement est inouï.

Le soir du 11 novembre, Romans-Petit reçoit par radio les félicitations du général de Gaulle. Le même soir, la BBC mentionne l'exploit réalisé par Romans-Petit et ses hommes. Imprimé à Bourg-en-Bresse, *Bir-Hakeim* publie en décembre le reportage photographique de Jacquelin. Un faux numéro du *Nouvelliste*, diffusé à Lyon par la Résistance, met Oyonnax à la une. Le scoop de Jacquelin est repris par la presse anglaise et américaine, puis dans le monde entier.

L'ennemi traite invariablement les maquisards de « bandes terroristes ». Vichy les dégrade au rang de malfrats et de voyous. Oyonnax impose l'image contraire : audace, ordre, discipline. Les décorations pendantes et les gants blancs ont fait bonne besogne.

Étrangement, l'ennemi n'exerce pas de représailles. Il ne dispose que de faibles forces dans l'Ain (malheureusement, cela changera), et la mobilité incessante des maquisards le conduit à surestimer leur nombre.

Entre autres exploits à mettre à l'actif de Romans-Petit et de ses hommes, le sabotage, le 6 juin 1944, de cinquante-deux locomotives au dépôt d'Ambérieu.

Le 16 juin 1944, Henri Romans-Petit est fait compagnon de la Libération par le général de Gaulle.

Le 18 septembre, quinze jours après la libération de Bourg-en-Bresse, il est écroué au fort Lamothe, à Lyon, sur ordre du commissaire de la République Yves Farge.

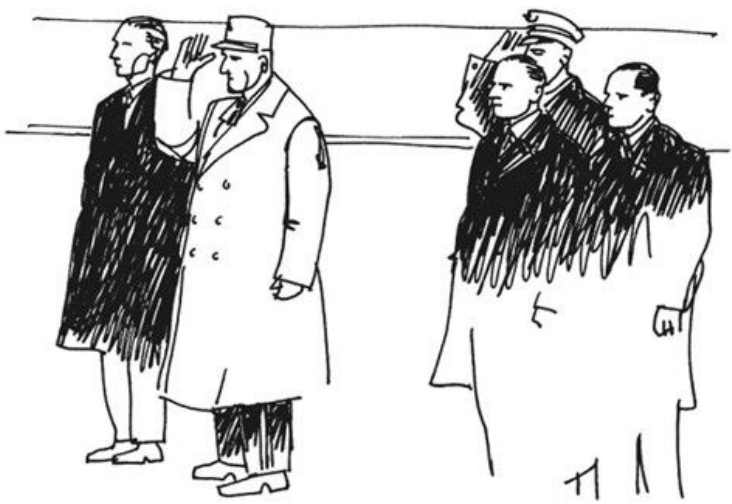
Une sombre histoire de corneculs. Farge, première autorité civile de la région, a rendu visite à Romans-Petit, qui l'avait reçu comme un chien dans un jeu de quilles. Romans jurera plus tard qu'il n'avait pas bien compris le nom et la qualité de son visiteur. Un brin de scepticisme ici n'est pas interdit. Yves Farge n'est pas non plus un homme facile. Quatre jours avant de faire mettre Romans au trou, il a accueilli le général de Gaulle à Lyon. Au vu des mines un peu farouches du comité d'accueil aligné au pied de l'avion, de Gaulle se tourne vers le commissaire de la République : « Mais… où sont les notables ? » Et Farge, très sobre : « En prison, mon général. »

Premier compagnon de la Libération à être incarcéré dans une France libérée (il ne sera pas le dernier), Romans-Petit moisira cinquante jours à l'isolement dans sa cellule du fort Lamothe où il a été jeté pour usurpation de pouvoirs dévolus à l'autorité civile et acte d'indiscipline.

Dehors, « les petits », fous de rage, menacent de reprendre le maquis.

Adorable Résistance qui, entre un drame et une tragédie, nous offre des séquences aussi gaies et pittoresques !

Panthéon



Je n'ai rien contre Malraux, au contraire, écrit Olivier Rolin dans *Tigre en papier* (Éditions du Seuil, 2002). J'étais étudiant et déjà gauchiste lorsqu'il a prononcé son oraison funèbre de Jean Moulin, c'était un ministre de De Gaulle mais j'étais quand même allé l'écouter rue Soufflot, dans le vent glacial, et non seulement ça ne me gêne pas de dire que j'ai pleuré ce soir-là en l'écoutant, mais je tiens à te dire que j'ai la gorge nouée de nouveau à chaque fois que j'entends ce discours ou même que je le lis.

Le 19 décembre 1964, jour du transfert des cendres de Moulin au Panthéon, Olivier Rolin a dix-sept ans. Il sera quelques années plus tard l'un des dirigeants de la Gauche prolétarienne, organisation maoïste, et responsable de sa branche militaire, la Nouvelle Résistance populaire.

Nous roulions vers Paris, ma femme et moi. J'avais trente-trois ans. La

radio retransmettait en direct le discours de Malraux. Les larmes brouillaient ma vue et coulaient sur mes joues. J'essayais vainement de contenir cet épanchement lacrymal.

Dans *L'Exercice de l'État*, le très beau film de Pierre Schoeller (2010), cette séquence où Michel Blanc, préfet, directeur du cabinet du ministre des Transports, fait frire les œufs au plat de son petit déjeuner en écoutant, plus d'un demi-siècle après la cérémonie du Panthéon, l'enregistrement du discours de Malraux.

Ce discours, rares sont ceux qui ne gardent pas souvenir du moment et du lieu où ils l'ont entendu pour la première fois, rarissimes ceux qui n'en ont pas été bouleversés.

Il fait à jamais partie des grands textes du roman national.

Jean Moulin aura attendu un demi-siècle avant d'être rejoint par quatre des siens. Longs débats et vaines querelles pour opérer la sélection : tout résistant, aussi modeste qu'ait été son rôle, mérite le Panthéon, puisque c'est la Résistance qui y entre avec lui. Mais comment ne pas se réjouir de voir en partie réparée l'injustice faite aux femmes avec le choix d'honorer la grande Germaine Tillion et Geneviève de Gaulle-Anthonioz, soldate au nom éclatant, deux femmes dont le parcours est resté impeccable jusqu'au terme de leurs longues vies ?

Souvent, on aime pour un détail, un geste, un acte qui pèse bien peu auprès des grandes choses accomplies. J'aime chez Germaine Tillion qu'elle ait écrit à Ravensbrück cette espèce d'opérette, on ne disait pas encore comédie musicale, preuve qu'avec un crayon et quelques feuilles de papier il était possible de faire entrer un rayon de soleil dans l'enfer concentrationnaire ; j'aime chez Pierre Brossolette, qui montra tant d'énergie et de courage, son discours bouleversant prononcé le 18 juin 1943 à l'Albert Hall de Londres ; j'aime que Jean Zay ait été tiré d'un injuste oubli par le livre de Gérard Boulanger, *L'Affaire Jean Zay. La République assassinée* (Calmann-Lévy, 2013). Jean Zay eût assurément été résistant, mais fut empêché de l'être par Vichy, qui l'emprisonna dès le 15 août 1940 et ne le sortit de sa cellule, le 20 juin 1944, que pour le faire assassiner par ses miliciens. La gloire posthume accordée à Jean Zay, c'est, en creux, la honte éternelle de Vichy.

Parler

La vérité est triste. Tout le monde parlait. Presque tout le monde. Ceux dont on dit qu'ils ont gardé les lèvres scellées, éventuellement jusqu'à la mort, c'est qu'ils ont tu l'essentiel.

Stéphane Hessel, arrêté à Paris par la Gestapo le 10 juillet 1944, passe vingt-neuf jours dans les locaux de l'avenue Foch. De retour de déportation, il publie dans *Les Temps modernes,* la revue de Jean-Paul Sartre, un récit plutôt

satisfaisant de l'épisode : il a mystifié la Gestapo. Près de cinquante ans plus tard, écrivant *Danse avec le siècle*, avec son exemplaire honnêteté intellectuelle, il porte sur ce premier récit un jugement sévère. Il a parlé. Simplement, il s'est efforcé de ne rien dire qui pût entraîner d'autres arrestations.

Pierre Georges, *alias* Fabien, fut longtemps célébré pour son mutisme sous les tortures des Brigades spéciales anticommunistes. En réalité, sa déposition est copieuse. Mais, si l'on veut bien l'analyser avec minutie, l'évidence s'impose qu'il n'a rien dit qui ne fût déjà connu de l'ennemi.

Arthur Dallidet, bras droit de Jacques Duclos et responsable de la sécurité des dirigeants du parti clandestin, fut torturé par les mêmes flics des Brigades spéciales comme peu d'hommes l'ont été. Il connaissait les planques de Duclos et de Benoît Frachon. Il ne les donna pas. Informé de son arrestation, Duclos n'avait pas bougé. Alain Guérin l'interrogeant sur cette infraction aux règles de sécurité les plus élémentaires, Duclos répondit : « En ne bougeant pas, j'avais la sensation de lui rendre hommage. Si j'avais déménagé, ç'aurait été un acte de méfiance à son égard. Je ne pouvais pas lui faire ça. » Rémy, qui ne communie pas à la même paroisse que Duclos, a une réaction point si différente de la sienne. Apprenant que l'un de ses compagnons de la Confrérie Notre-Dame vient d'être arrêté, qui connaît son adresse, il ne bouge pas, mais prie ardemment la Vierge Marie pour qu'elle donne au pauvre diable le courage de tenir dans les supplices ; puis il se couche et s'endort apaisé. Ça marche.

Parler pour taire l'essentiel, la chose pouvait paraître raisonnable. Le choix permettait de conserver un certain contrôle sur le cours de l'interrogatoire. Ne fallait-il pas éviter avant tout le point de rupture où l'excès de souffrance abolit toute résistance et où l'on se vide de ses secrets comme l'eau s'échappe à grands flots d'un barrage fendu en deux ?

Encore faut-il savoir que tout peut être utile à l'ennemi. Un agent parachuté fut pris dès son atterrissage. Il avait mémorisé une liste de résistants qu'il devait contacter, et leurs coordonnées. Pour ne pas risquer de livrer cette liste sous la torture, il parla d'abondance sur l'entraînement qu'il avait suivi en Grande-Bretagne, les camps par lesquels il était passé, le vieux colonel qui n'arrêtait pas d'évoquer ses belles années en Inde, la serveuse rousse du mess qui se tapait tous les rouquins de passage, etc. Le soir, dans sa cellule, il se félicita d'avoir blousé la Gestapo. Mais, à ceux qui arrivèrent après lui de Grande-Bretagne et qui montraient de la réticence à parler, l'homme de la Gestapo disait en souriant : « Ne vous fatiguez pas, mon vieux. Nous savons tout de votre mission. Nous avons en Angleterre des gens qui nous ont beaucoup parlé de vous. » Et d'évoquer les camps d'entraînement, le vieux colonel nostalgique, la serveuse un peu exclusive dans ses choix amoureux… Rien de plus débilitant que de croire que l'ennemi vous connaissait avant même le décollage de l'avion qui vous emmenait vers votre mission, un parachute sur le dos.

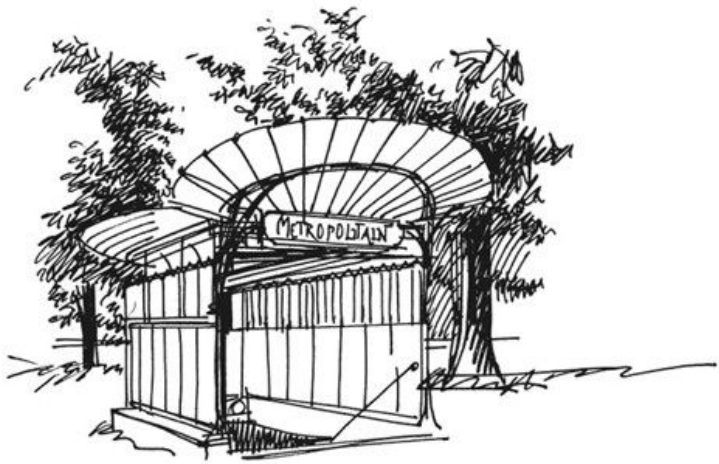
Qui peut assurer qu'un jeune camarade de Fabien n'a pas flanché si les flics des Brigades spéciales lui ont montré la longue déposition de son chef ?

Forest Yeo-Thomas, légendaire Lapin blanc du SOE, parfait francophone (y compris en argot), ardent francophile, directeur avant la guerre de la maison de couture parisienne Molyneux, trois missions clandestines en France, est arrêté au cours de la troisième. Conduit au siège de la Gestapo, avenue Foch, cet homme lucide se prépare aux concessions nécessaires et fait le tri entre ce qu'il dira et ce qu'il taira. À son arrivée dans les bureaux, un officier le gifle. Choqué par cette mauvaise manière, il décide de ne rien dire.

André Kirschen, quinze ans, est quant à lui rassuré par la rafale de gifles qu'il reçoit à son arrivée dans les locaux des Brigades spéciales, au cinquième étage de la préfecture de police de Paris. Il sait qu'on y torture. Il se dit : « Si c'est des gifles, ça va. » Il a la hantise de donner un camarade. Sur son groupe de combat, il n'a rien à dire : les deux camarades qu'il connaît ont déjà été arrêtés, et il ignore les noms et adresses des rescapés. Mais il possède les coordonnées de plusieurs militants de la section communiste du XVI^{e} arrondissement. Les policiers ne s'y intéressent pas. Avec sa modestie habituelle, André disait que, s'ils l'avaient fait, il aurait peut-être bien parlé sous l'avalanche de coups de nerf-de-bœuf et de matraque qui s'abattait sur lui lorsqu'il ne répondait pas à une question.

Livré, comme de coutume, par les Brigades spéciales à la Geheime Feldpolizei (GFP), police secrète de campagne chargée d'assurer la sécurité de la Wehrmacht et installée à l'hôtel Bradford, il est de nouveau longuement frappé à coups de matraque. Il confirme sans barguigner son attentat sur un militaire allemand à la station de métro Porte-Dauphine, mais on le roue de coups tout un après-midi à propos d'un attentat perpétré Porte Maillot et dont il ignore même qu'il a eu lieu. André habitait chez ses parents, rue Duret. Cette rue relie l'avenue Foch, à l'avenue de la Grande-Armée. La station Porte-Dauphine se situe au bas de l'avenue Foch et l'avenue de la Grande Armée se termine Porte Maillot. Il est probable que les hommes de la GFP ont pensé qu'André, jeune terroriste paresseux, préférait commettre ses attentats sans trop avoir à marcher. Rompu par les coups et convaincu que l'attentat qu'il a reconnu suffira à l'envoyer devant un peloton d'exécution, André décide de s'attribuer celui de la Porte Maillot. « Combien de balles tirées ? demande un policier allemand. – Deux », répond André. Mauvaise pioche. Il rectifie sans tarder : « Peut-être trois… » Mais le Feldwebel Richard Kramer avait été blessé par une balle unique. Nouvelle raclée pour avoir fait perdre son temps à la GFP.

En ce temps-là, un interrogatoire est un parcours d'obstacles plus piégeux les uns que les autres où la moindre erreur est durement sanctionnée.



Coïncidence : c'est à la station Porte-Dauphine, là même où, le 10 septembre 1941, André Kirschen a tiré sur un Allemand, que le sapeur-pompier parisien Bernard Fallot remet, peu de jours avant ou après cet attentat, cinq revolvers à un clandestin belge qu'il connaît sous le nom de Lescalier. Ils se sont rencontrés par hasard à une terrasse de café. La conversation est édifiante : tous deux détestent les Allemands (les sapeurs-pompiers parisiens fournirent d'ailleurs nombre de recrues à la Résistance). Lescalier confie à Fallot qu'il cherche, pour son groupe clandestin, des armes qu'il paiera naturellement à leur juste prix. Par un collègue de la caserne de Saint-Ouen, Bernard Fallot dégotte cinq revolvers qu'il remet donc au Belge Lescalier à la station de métro Porte-Dauphine. Il est aussitôt arrêté. Lescalier est bien belge, mais il se nomme Georges Delfanne, a été recruté dès avant la guerre par l'Abwehr, service de renseignements de la Wehrmacht, et travaille en France occupée pour le même service sous le pseudonyme de Christian Masuy. Laffont-Bonny, c'est la Carlingue version Gestapo ; Masuy, sa version Abwehr.

Entre la menace du peloton d'exécution et une offre de collaboration, Bernard Fallot a vite choisi. L'étonnant, c'est que Masuy le relâche. Le pompier pourrait par conséquent disparaître. Rien de tel. Il collabore si bien qu'il deviendra le premier lieutenant de Masuy et se distinguera comme l'un des plus ardents et efficaces chasseurs de résistants. « Les gens gagnent à être connus, disait Jean Paulhan. Ils gagnent en mystère. » Bernard Fallot ne gagnait certainement pas à être connu, mais, comme beaucoup de ses pareils, il reste une énigme. Pourquoi des êtres, hommes et femmes, qui ont eu un moment de faiblesse, qui ont par exemple parlé sans même avoir été maltraités, s'enfoncent-ils dans la trahison et deviennent-ils des agents zélés de l'ennemi, au lieu de chercher les occasions de se racheter ou plus

simplement de se faire oublier ? Pourquoi, après une défaite personnelle, cette fascination pour l'abjection, cette fuite en avant dans le crime ?

C'est donc le tandem Masuy-Fallot qui va, à l'automne 1943, arrêter Parsifal. Une prise de choix. Sous ce pseudonyme, il dirige la centrale du même nom à laquelle plusieurs réseaux remettent les renseignements qu'ils recueillent afin qu'ils soient transmis à Londres. Pour assurer des communications rapides et régulières, on a en effet décidé de créer des centrales spécialisées. Le danger, c'est évidemment que chaque centrale constitue une sorte de plaque tournante à partir de laquelle l'ennemi peut remonter sur plusieurs réseaux.

Parsifal se tient bien. Il subit stoïquement la torture, dont le supplice de la baignoire. Les heures passent, si longues, sans qu'il livre ses secrets. Masuy se lasse, l'emmène, pantelant, dans son bureau, lui tend son paquet de cigarettes et lui fait servir un café. C'est sa manière. Il est indemne de toute idéologie. S'il a accepté, avant la guerre, de travailler pour l'Abwehr, c'est qu'il avait monté une filière permettant, moyennant finances, aux Juifs allemands persécutés de passer clandestinement en Belgique, et qu'il s'est fait pincer. Il lance à Parsifal : « Tu ne veux pas parler ? D'accord. Je ne vais pas me fatiguer avec toi. J'en ai rien à foutre, de ta petite boutique. »

« Petite boutique » ? Parsifal blêmit sous l'outrage. Il prend sur le bureau une feuille de papier et un crayon. Ma petite boutique ? Mes émetteurs radio, mes liaisons maritimes par bateaux de pêche bretons qui ont rendez-vous au large avec des vedettes ou des sous-marins britanniques, mes liaisons aériennes par Lysander. Ma petite boutique ? Si vexé, Parsifal, qu'il s'attribue des moyens qui sont, en réalité, ceux de la centrale Coligny, mise en place par la Confrérie Notre-Dame et à laquelle est rattachée sa propre centrale. Et, pour achever de convaincre Masuy de son importance, il donne des noms, beaucoup de noms, dont celui de Tilden.

Comme Robert Bacqué avait été, avant guerre, professeur de tennis, Rémy l'avait gratifié du pseudo de Tilden, célèbre champion américain. Sérieux, efficace, il donnait toute satisfaction et était devenu le chef radio du réseau. Arrêté le 4 novembre 1943 à la suite des folles déclarations de Parsifal, Tilden se couche devant Masuy avant d'avoir été si peu que ce soit bousculé. Non seulement il dit tout ce qu'il sait, et il en sait énormément, mais il se met au service de l'ennemi avec sa belle maîtresse, Zo, bien connue dans le réseau, il organise des rendez-vous avec ses anciens camarades, s'y rend avec Zo pour leur inspirer confiance, indique à Masuy les questions à leur poser. L'abjection totale. Les conséquences sont dramatiques. Un désastre sans précédent : la Confrérie Notre-Dame, le plus important et le plus efficace des réseaux ayant existé en France, avait été durement éprouvée par la trahison de Capri, en avril 1942 ; celle de Tilden l'anéantit. Plusieurs organisations en rapport avec elle ou avec sa centrale Coligny subissent le contrecoup de la catastrophe.

À l'origine de ce séisme, Parsifal, capable de résister aux supplices, mais non pas aux blessures infligées à son misérable ego. C'est l'incommensurable

vanité masculine dont les policiers, en tout temps et en tout lieu, savent qu'elle est un ressort si puissant qu'elle peut transformer l'adversaire le plus coriace en marionnette.

Le bonheur de résister existe. Il coexiste chez la plupart avec la permanente angoisse de l'arrestation et de ses suites. Un soldat en uniforme ne connaît pas ces tourments. S'il nourrit des doutes sur sa conduite au feu, il sait pouvoir faire confiance à l'armée et à son dressage éprouvé pour l'amener, bon gré mal gré, dans cette zone de mort dont parle si bien Tolstoï. Il sait qu'il risque d'être tué ou blessé, mais son comportement ne met pas en jeu, sauf exception, la vie de ses camarades. Dès que l'ennemi a mis la main sur lui, un résistant, selon sa conduite, décidera qui vivra et qui mourra parmi les camarades qu'il connaît. De là le choc inouï quand, au rendez-vous fixé par Tilden et Zo, ce résistant se voit soudain entouré par les canailles de la bande à Masuy, avec qui plaisante et rit le respecté chef radio de la CND. Ce visage de l'abjection sera-t-il le mien demain ? La pilule de cyanure est un bon viatique pour achever le voyage dans la dignité. Dépourvus, certains se débrouillent pour en finir. Fred Scamaroni, arrêté et torturé à Ajaccio par l'Ovra, la Gestapo italienne, écrit avec son sang sur le mur de sa cellule : « Je n'ai pas parlé. Vive la France ! Vive de Gaulle ! », et se donne la mort.

Rémy dira après la guerre :

> Plus encore que : « Serai-je arrêté ? », la question angoissante qui nous obsédait tous était : « Tiendrai-je le coup ? Parlerai-je sous la torture ? » C'était hallucinant, cette crainte permanente de l'épreuve.

Paradoxalement, la tension imposée par l'attente de l'épreuve est si difficile à supporter que l'arrestation est vécue par nombre de résistants comme une sorte de libération. C'en est fini d'avoir peur, on y est, il va falloir se montrer à la hauteur.

Bien entendu, la Résistance s'organise pour limiter la casse. Cloisonnement renforcé, afin que celui ou celle qui craque ne puisse compromettre qu'un nombre réduit de camarades. Et puis la fameuse règle des vingt-quatre ou des quarante-huit heures : tenir ce laps de temps pour que les mesures de sécurité soient prises. Encore faut-il que l'arrestation soit connue des camarades.

Frêles barrages…

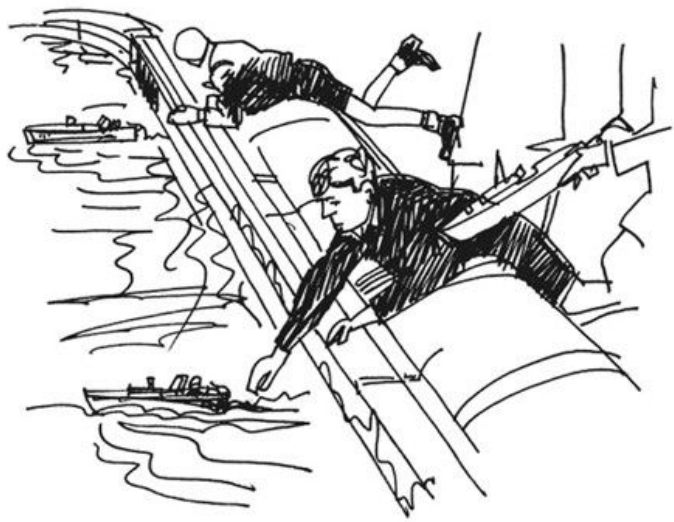
Photo menteuse d'un pauvre enfant

Passant, ma femme et moi, rue de-l'Hôtel-de-Ville, à Paris, nous entrâmes à la Cité internationale des arts pour embrasser, s'il était dans son bureau, l'aîné des enfants, Sidney.

Il me tendit le supplément illustré du *Monde*, qui s'appelait alors *Le Monde 2*, pour la semaine du 15 au 21 mars 2008. L'hebdomadaire était

ouvert à la page 50. « Regarde », me dit-il. Je m'écriai aussitôt : « Ah ! mon bateau !… » C'était un Hornby, le plus beau des bateaux à moteur naviguant sur le bassin du Luxembourg, avec néanmoins l'inconvénient d'être moins stable que les Jep, de sorte que dans les batailles navales que nous nous livrions et qui consistaient à culbuter le bateau des autres, les Hornby coulaient plus souvent que les Jep, et un bateau coulé était un bateau perdu : on ne le retrouverait, tout rouillé et inutilisable, que lorsque le bassin serait vidé et nettoyé, une fois l'an.

L'enfant couché sur le rebord du bassin et lançant son Hornby, c'était indubitablement moi.



La photo avait été prise sous l'Occupation par le photographe français André Zucca, collaborateur grassement payé de l'hebdomadaire *Signal*, organe de propagande ennemi qui, bien entendu, n'entrait jamais à la maison. Je l'ai découvert après la guerre, et il faut reconnaître que c'était du beau travail. Traduit en maintes langues, il était diffusé dans toute l'Europe occupée. Le reportage visait à démontrer que les Parisiens vivaient paisibles et heureux sous la botte allemande. Beaucoup de photos de jolies femmes dans les rues et aux courses de Longchamp. Avec, à mes côtés, un garçon qui s'apprête à mettre à l'eau un Jep dans le but évident de torpiller mon Hornby, j'illustrais le bonheur des enfants.

Le reportage était en couleurs. Les premières photos en couleurs. *Le Monde 2* en publiait quelques-unes pour annoncer une exposition qui allait s'ouvrir à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris sous le titre : « Les Parisiens sous l'Occupation ». Elle fit scandale. Au lieu de l'interdire, ce qui est toujours fâcheux, Bertrand Delanoë eut la bonne idée d'en modifier le titre, qui devint : « Des Parisiens sous l'Occupation », ce qui changeait tout.

J'étais aussi stupéfait qu'indigné : raflé sans le savoir pour servir la propagande de l'ennemi. L'enfant, très propre sur lui, qui lançait insouciamment son Hornby avait ses deux parents résistants, membres d'un réseau britannique, ils abritaient des agents parachutés par Londres, convoyaient jusqu'à l'étape suivante de la filière des aviateurs alliés abattus par la chasse ou la Flak allemandes, et lui-même, remontant vers la toute proche avenue de l'Observatoire, son Hornby sous le bras, aurait, comme à chaque retour du collège, le cœur point par l'angoisse de voir les tractions avant noires de la Gestapo garées devant le numéro 11.

Comme quoi l'on a toujours les moyens de faire parler une photo, mais rien ne garantit qu'on lui fait dire la vérité.

Pithiviers

Conformément à la tradition, les jeunes gens se rendirent au commissariat pour demander le drapeau des conscrits. Chaque année, dans toutes les provinces de France et de Navarre, le passage devant le conseil de révision était l'occasion, pour les conscrits, de se livrer en bandes joyeuses à un ou plusieurs jours de fête fortement alcoolisée. Qui eût refusé de leur offrir un verre se fût déconsidéré. Ces jours-là, les filles restaient à la maison ou allaient au contraire se promener dans les chemins creux, c'est selon. Les conscrits circulaient en arborant fièrement les trois couleurs. À Pithiviers, la fête finie, ils restituaient le drapeau au commissariat, où on le rangeait pour un an dans un tiroir.

Le commissaire refusa le drapeau. Il redoutait des représailles. Nul doute qu'il rappela aux vingt-cinq conscrits de la classe 41, nés par conséquent en 1921, qu'on était en septembre 1943 et que leur conseil de révision ne préludait pas à leur incorporation dans l'armée française, mais à leur départ pour l'Allemagne dans le cadre du Service du travail obligatoire (STO). Les garçons le savaient parfaitement, et la perspective de travailler pour les Allemands ne les séduisait pas, bien au contraire. Ils ne s'y résignaient que contraints et forcés. Arborer les trois couleurs serait une façon de manifester leur mauvaise humeur. Le commissaire pensait, lui, que le spectacle d'une bande de jeunes gens défilant en agitant les trois couleurs risquait fort de mettre l'occupant de très mauvaise humeur.

Il est probable que l'insouciance de ses interlocuteurs étonna le commissaire. Pithiviers, petite ville du Loiret, n'était pas une Belle au bois dormant restée à l'écart des tragédies du temps. Certes, son camp tristement célèbre avait débuté comme un gag : créé en 1939 par le gouvernement français pour accueillir les futurs prisonniers allemands, il s'était rempli, dès juin 1940, de prisonniers français. (Héros de la Première Guerre mondiale, combattant exemplaire durant l'hiver 39-40 dans les corps francs d'Alsace,

futur chef de la Milice et Sturmbannführer SS, Joseph Darnand s'en évada en août 1940.) Puis Vichy en fit un camp de transit pour les Juifs livrés aux Allemands. Six convois transportant un total de 6 079 Juifs partirent pour Auschwitz en 1942. Ils ne furent que 115 déportés à revenir.

Dépités, nos jeunes gens quittèrent le commissariat et réussirent à se procurer, on ne sait où, un drapeau français. Pour faire bonne mesure, ils confectionnèrent un drapeau britannique et un drapeau américain, et s'en furent poser en groupe, conformément à la tradition, sur les marches donnant accès à l'immeuble de la Caisse d'épargne, place Denis-Poisson, où le photographe Pierre Cherret opéra comme il l'avait fait pour leurs aînés.

« Personne ne sait qui les dénonça », note André Mullier, qui raconte l'histoire dans *Le Patriote résistant* de janvier 2012. Le 4 mars 1943, six jours après la prise de la photo, la Gestapo débarque à Pithiviers, retrouve le cliché chez Pierre Cherret, arrête douze jeunes gens et les déporte, avec Cherret, au camp de Mauthausen, où ils arrivent, le mois suivant, après un voyage de plusieurs jours dans un wagon à bestiaux.

Sept rentreront à Pithiviers ; six étaient morts d'épuisement.

C'était un temps où la plus anodine des piqûres d'abeille pouvait se payer à un prix exorbitant.

Postel-Vinay (André)

C'était l'un des « marronniers » des années 50 et même 60 : périodiquement, on récupérait dans la jungle de quelque île du Pacifique un soldat japonais qui ignorait que la guerre était finie et restait fidèle à son empereur en survivant comme il pouvait.

Nous, nous avions André Postel-Vinay. Bien planqué dans sa jungle, qui s'appelait modestie, il a échappé aux historiens pendant des décennies. Ouvrez les premières histoires générales de la Résistance (Henri Michel, Henri Noguères, Alain Guérin) : si son nom est parfois cité, c'est avec une extrême parcimonie, au milieu d'un paquet de patronymes et pseudonymes.

Un brillant sujet. Il a de qui tenir : petit-fils et fils de polytechniciens. Les Postel-Vinay ? Une dynastie bourgeoise parisienne. Il devient inspecteur des finances.

Un beau garçon : sa photo en uniforme de lieutenant est accessible sur le site de l'ordre de la Libération. Fabrice del Dongo tout craché.

Un fier guerrier. Lieutenant au 70e régiment d'artillerie en 1940, il assure des liaisons périlleuses, et ses canons infligent des pertes sévères à l'ennemi. Pour ceux qui étaient en situation de se battre, ne devrait-on pas dater le début de leur résistance au 10 mai 1940 ? Tels les enfants qui jouent avec leurs soldats de plomb, il m'arrive souvent de mobiliser dans ma tête une armée composée de ces résistants précoces, par exemple le général Cochet et ses aviateurs, le colonel de Gaulle et ses tankistes de Montcornet, le capitaine Jacques Arthuys et ses fantassins, le lieutenant André Postel-Vinay et ses artilleurs, auxquels j'ajouterai le soldat Maurice Guigon, défenseur de Lille. Avec cent mille gaillards de cet acabit, on refaisait, fastoche, le coup de la Marne.

Capturé le 17 juin, Postel-Vinay s'évade le 24, et, enragé par la défaite, se retrouve sur le pavé parisien. Il a vingt-sept ans. En octobre 1940, il rencontre Pierre d'Harcourt, qui rencontrait beaucoup de monde. On l'a dit : cette

effervescence qui multiplie les contacts caractérise les débuts de la Résistance. Elle accroît inévitablement les risques. Par d'Harcourt, Postel-Vinay est mis en liaison avec le service du colonel Rivet, vieux routier du renseignement, qui, quoique à Vichy, collabore avec les Britanniques. Postel-Vinay travaille aussi avec le réseau Pat O'Leary, filière chargée du rapatriement des soldats britanniques encore en vadrouille et des aviateurs de la RAF abattus sur le sol français, et il est également en contact avec le groupe du musée de l'Homme.

Il recrute lui-même à tour de bras, d'abord dans sa famille avec sa sœur Marie-Hélène et son mari Pierre Lefaucheux, appelé à jouer un grand rôle à l'OCM, puis André Boulloche, polytechnicien, Pierre Pène, ingénieur des Ponts et Chaussées. Lefaucheux, Boulloche et Pène seront compagnons de la Libération. Nul doute que, si les Allemands n'avaient interrompu prématurément la carrière de notre lieutenant recruteur à la main heureuse, l'ordre eût compté beaucoup plus d'élus.

Trahi par l'Anglais Harold Cole, de la filière Pat O'Leary, André Postel-Vinay est arrêté le 14 décembre 1941. Il a un pistolet sur lui, mais n'a pas le temps de l'utiliser. Le lecteur doit se lasser de me voir ressasser que l'angoisse la plus lancinante des résistants était de livrer des camarades, mais je n'en démordrai pas : de quoi un soldat en uniforme a-t-il peur ? D'être tué. De quoi un résistant, etc. C'est ce qui fait la plus forte différence entre le combat régulier et la lutte clandestine. Postel-Vinay décide de se tuer plutôt que de courir le risque de parler, il choisit d'enjamber la rambarde de la passerelle qui longe sa cellule de la Santé, et de plonger dans le vide vers le sol cimenté, deux étages plus bas. L'opportunité se présente trois jours plus tard, le 17 décembre. C'est long, trois jours à attendre. La balle de revolver ou la pilule de cyanure offrent des issues plus quiètes.

Il plonge sur le ciment et, à sa profonde stupeur, reste vivant en ayant mal partout. Entre autres blessures, colonne vertébrale fracturée, jambes cassées. Les gardiens allemands le menottent dans le dos et le laissent sans soins pendant trois jours. Puis on le transfère à l'hôpital de la Pitié, au pavillon Quentin, réquisitionné par les Allemands. Opéré, il est plâtré des épaules aux chevilles. Il le reste jusqu'au mois d'avril 1942. Il a décidé de simuler la folie. Point dupe, le professeur Clovis Vincent, figure de la neuropsychiatrie, se porte garant de ses troubles mentaux et de sa tendance suicidaire. Pour faire bonne mesure, en juin, le fou se taillade profondément la main gauche. Ce qui est réellement fou, c'est l'extrême souffrance que s'inflige ce garçon qui craint si fort de parler sous la torture. On l'opère sans anesthésie. En août, retour à la Santé, puis, le 1er septembre, transfert sur une civière à l'asile Sainte-Anne où l'on sait détecter les simulateurs. De fait, le brillant sujet doit reconnaître qu'il est lamentablement recalé à son examen de folie subi le 3 septembre devant un médecin allemand. Mais que se passe-t-il ? On le laisse un instant sans surveillance. Il s'esquive. Il a devant lui l'allée qui mène à la sortie. Il s'y engage. Personne ne prête attention à cet éclopé qui va clopin-clopant. Chaque pas est une souffrance. Il franchit le grand portail.

Aucun problème pour se repérer dans la ville : les Postel-Vinay sont parisiens depuis deux ou trois siècles. Mais comment se rendre chez les amis sûrs qui l'hébergeront ? Il n'est pas question de marcher. Le métro, l'autobus ? Il faudrait pouvoir se le payer. Que fait un inspecteur des finances qui n'a pas un sou en poche ? La manche. Avisant deux enfants, André Postel-Vinay explique sa situation et mendigote de quoi acheter un ticket de métro. Les enfants ne s'étonnent pas de se voir ainsi taxés par un adulte dépenaillé, sans cravate, ni ceinture, ni bretelles, et qui sort, bancroche, d'une institution bien connue dans le quartier. C'est qu'en 1942, je puis en témoigner, un petit Parisien d'une dizaine d'années ne s'étonne plus de grand-chose. Les gamins lui donnent les sous salvateurs.

Par la filière Pat O'Leary, l'évadé gagne Marseille, puis, dans la nuit du 20 au 21 septembre, s'embarque près de Perpignan sur un chalutier qui l'amène à Gibraltar en compagnie d'Henri Frenay, d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie et d'une poignée de pilotes britanniques. Fin octobre, il est à Londres.

Et le voici en face du général de Gaulle, « seul personnage de l'histoire de France que j'aie rencontré », écrira-t-il drôlement. Un accueil d'« une courtoisie parfaite mais sans chaleur ». Postel-Vinay avoue avoir eu « la faiblesse de ressentir cette absence de cordialité ». On lui pardonnera aisément cet instant de faiblesse. Mais le désarroi s'installe quand le Général lui annonce qu'il l'a nommé directeur adjoint de la Caisse centrale de la France libre. Dame, inspecteur des finances, ça se paye tôt ou tard. Quand même, tout ça pour ça ! Postel-Vinay fait observer qu'il ne sait rien de cet intéressant organisme. « On vous donnera tous les renseignements nécessaires. » Le personnage de l'histoire de France s'abstient de lui demander s'il a pensé à apporter à Londres son rond-de-cuir.

Compagnon de la Libération en octobre 1943. Et puis la grande carrière que l'on sait.

La guerre terminée, il épouse Anise Girard, elle aussi résistante précoce, puisqu'elle a participé à la marche à l'Étoile du 11 novembre 1940. Elle est arrêtée le 15 août 1942, vendue par un prêtre qui sera fusillé à la Libération, enfermée dans une cellule située presque en face de celle d'André lors du second séjour à la Santé de celui-ci, rescapée de Ravensbrück. Ces gens-là se marient souvent entre eux.

André Postel-Vinay attendra 1997 pour écrire ses souvenirs sous le titre *Un fou s'évade* (Éditions du Félin).

L'intelligence, le charme, la vaillance, l'humour, et un livre merveilleux que les générations futures liront avec émotion et bonheur : le résistant André Postel-Vinay a un bel avenir devant lui.

Prévost (Jean)

Quand Jérôme Garcin publia en 1994 son *Pour Jean Prévost* (Gallimard), ce fut comme si une tempête descendue du Vercors venait balayer les miasmes parisiens. « Enseigne pour une fin de siècle : Au bon chic collabo », écrivait-il rageusement, et il poursuivait :

> Alors que plus un pneumatique de Rebatet, plus un palimpseste de Drieu, plus une sotie de Morand, plus une facture de Sachs, plus un apophtegme de Chardonne, plus un lazzi de Guitry, plus une érection de Jouhandeau ne nous sont inconnus, on ne trouve pas, en librairie, les œuvres essentielles des poètes et des romanciers qui ont refusé de faire le voyage de Weimar ou d'applaudir, la bouche pleine, les géants priapiques d'Arno Breker.

Salutaire colère ! Garcin avait raison. La boutique *Au bon chic collabo* était bien achalandée : les salauds étaient plus tendance que les héros, et les salons avaient pour chouchou Christian de La Mazière (Christian Lamazière pour l'état civil), ancien de la division SS Charlemagne.

Dans une prose enlevée comme une charge de cavalerie, Jérôme Garcin ressuscitait l'écrivain et journaliste Jean Prévost, tué au Vercors le 30 août 1944, tôt enseveli dans l'oubli. Amoureux de Stendhal, à qui il avait consacré sa thèse de doctorat, Prévost avait confié à André Chamson qu'il serait un écrivain « d'après la quarantième année », à l'instar de son modèle, qui écrivit son premier roman à quarante-quatre ans. Quand l'ennemi l'abattit, Prévost en avait quarante-trois. Écrivain prolifique, journaliste abondant, peut-être faut-il considérer les trente livres et les milliers d'articles écrits par cet esprit encyclopédique comme des galops d'essai, un échauffement préludant aux chefs-d'œuvre de la maturité. Tout le monde n'écrit pas *Le Diable au corps* à dix-huit ans ou *Le Grand Meaulnes* à vingt-sept.

Cet enfant du pays de Caux proclame vouloir « se battre violemment pour des idées modérées ». N'est-ce pas André Siegfried qui définissait les Normands comme des « extrémistes de la modération » ?

Il rejoint à l'automne 1943 le Comité national des écrivains créé par Aragon et, établi à Voiron avec sa famille, monte chaque semaine au Vercors à bicyclette pour apporter aux maquisards tracts et journaux. Ce normalien érudit est un sportif : boxe, escrime, canoë. Quand, le 5 juin 1944 au soir, la Résistance reçoit l'ordre d'entrer en action, les volontaires affluent au Vercors et les effectifs du maquis passent rapidement de mille cinq cents à plus de quatre mille hommes. Prévost, *alias* Godeville, nom du village natal de son père, commande une compagnie. Elle est engagée le 13 devant Saint-Nizier et se comporte brillamment. Le 21 juillet, offensive générale des Allemands. On ne le répétera jamais assez : c'est la plus puissante opération montée contre la Résistance dans toute l'Europe de l'Ouest. Elle écrase le maquis en trois jours. Lourd bilan : trois cent vingt-six résistants tués, cent trente civils abattus.

Le capitaine Godeville et une poignée d'hommes se sont réfugiés dans la grotte des Fées : « Une entrée étroite, écrit Garcin, une caverne rocheuse de deux cents mètres de profondeur et un lac souterrain : on peut donc s'y cacher, y vivre et y apaiser sa soif. » Pour la nourriture, les moutons qui paissent alentour, les mûres, les fraises des bois. Mais les patrouilles allemandes

rôdent, traquant les rescapés. Décision est prise de ne plus sortir.

Parmi la dizaine de combattants qui ont suivi Godeville, Simon Nora, vingt-trois ans, futur conseiller de Pierre Mendès France, monté au Vercors dès l'été 1943. Prévost se confie à lui et lui révèle sa véritable identité. Nora rapportera plus tard à Jérôme Garcin l'étonnante métamorphose du capitaine :

> Le visage défait, le front bas, parlant peu, Godeville ne se ressemble plus. Il cesse soudain d'être « le chef ». La foi l'a quitté avec la débâcle, l'apostat abdique son « charisme »… Lui qui était si ardent à mener sa troupe au combat, si prompt à narguer la mort, répète dans cette prison de rocaille humide : « On va crever ! »

Le 29 juillet, le groupe, affamé, quitte la grotte. Simon Nora part seul et réussira à retrouver sa famille à Méaudre. Avec trois lieutenants et un sergent, Jean Prévost décide de tenter de gagner Sassenage, aux portes de Grenoble, où il dispose d'une planque. Le 1er août à sept heures du matin, ils descendent les gorges d'Engins et arrivent au pont Charvet. Les Allemands sont là, en embuscade. Ils ouvrent le feu. Jean Prévost et ses quatre camarades sont abattus tous ensemble.

Programme du CNR

Voir : *Indignez-vous !*

Qu’auriez-vous fait ?

La lettre arrivait de Belgique. Elle était simple et touchante. La jeune femme qui l’avait écrite venait de perdre sa mère. Née en 1945, elle n’avait jamais connu son père, sinon de réputation. S’il était encore vivant, elle souhaitait le rencontrer avant qu’il ne disparaisse et me demandait, si je le pouvais et l’acceptais, de lui en procurer le moyen. Elle savait, par sa mère, ce qu’il avait fait pendant la guerre, ne cherchait nullement à l’excuser et comprenait qu’on pût le détester. Ce n’était pas pour lui qu’elle souhaitait une rencontre dont elle ignorait d’ailleurs si la perspective lui en serait agréable. C’était pour elle. Elle désirait rencontrer au moins une fois celui qui était son père.

L’homme était un salaud. Français, il s’introduisait pour le compte de l’ennemi dans les réseaux et organisations de résistance, faisait du zèle, gagnait la confiance, livrait tout le monde, disparaissait et recommençait ailleurs. Dans son sillage, une cohorte de fusillés et de déportés dont beaucoup n’étaient pas revenus.

Un salaud absolu.

En 1944, il avait fui en Allemagne dans les fourgons de la Wehrmacht. Toutes les recherches s’étaient révélées vaines.

À l’époque où je reçus la lettre, j’avais de multiples contacts avec des services secrets divers et variés, y compris avec le BND du général Gehlen, qui, à Munich, défendait le « monde libre » avec un personnel truffé d’anciens de l’Abwehr et de la Gestapo.

Dès lecture de la lettre, je sus que la décision m’appartenait, et à moi seul. Je ne pouvais partager ce fardeau avec personne. Demander des avis autour de moi ne servirait à rien, pas plus que procéder à une sorte de référendum parmi les anciens résistants que je connaissais, et j’en connaissais beaucoup. À tort ou à raison, il me semblait d’ailleurs que je pouvais préjuger, sans grand risque d’erreur, de la réponse positive ou négative de ceux que j’aurais interrogés. On ne met pas ce genre de décision aux voix.

Pendant des jours, j’ai été obsédé par la phrase de Paulhan sur les

résistants : « Ils étaient du côté de la vie. » C'était l'ennemi qui était du côté de la mort, lui qui gazait les Juifs « coupables du seul crime d'être nés », coupables d'être nés de parents juifs. C'était lui qui, avec l'ordonnance du 10 juillet 1942 du Brigadeführer Carl Oberg, créait une culpabilité familiale qui avait entraîné la mort au poteau du mont Valérien du père et du frère d'André Kirschen, ainsi que du père et du beau-frère de Fabien.

La fille était-elle redevable des crimes du père perpétrés avant même sa naissance ?

« Ils étaient du côté de la vie. » Je fis le nécessaire, sans être assuré d'avoir raison.

Quelques semaines plus tard, je reçus de Belgique une lettre comportant un seul mot : « Merci. » Cette brièveté me plut.

Radio

C'était le temps de la radio.

En Europe occupée, la plume était serve, ou réduite à des publications clandestines d'abord chétives, toujours fragiles. Portée par la radio, la parole ignorait les frontières, les fronts, les zones interdites ; elle circulait sans *ausweis*.

En Europe occupée, les flics de l'ennemi et ceux du Quisling local, lorsqu'ils perquisitionnaient un appartement, allumaient toujours le poste de TSF. S'il était branché sur la BBC ou sur Radio-Moscou, mauvaise mayonnaise. À la maison, j'étais chargé de déplacer le curseur pour brouiller les pistes, puis de le replacer le lendemain, quelques minutes avant « Les Français parlent aux Français ».

Si Philippe Henriot fut abattu par la Résistance alors que les plumitifs de la presse écrite collabo étaient fâcheusement laissés en paix, c'est qu'il avait l'éloquence radiophonique.

Très vite, les collabos affublèrent de Gaulle du titre de « général micro ». Une affiche couvrit même les murs de Paris : « Le général micro, fourrier des Juifs ». Ils croyaient ridiculiser l'homme ; ils exaltaient le média. Oui, il fut le général micro. Pour la première fois dans l'histoire, un homme sans visage exista par sa voix, s'imposa grâce à elle, dirigea par elle.

Elle se méritait. Il fallait tendre l'oreille pour la comprendre sous le brouillage allemand. L'audition rassemblait les familles devant le poste en groupes aussi compacts qu'une mêlée de rugby.

De Gaulle et Churchill. Winston Churchill et son délicieux accent. Toujours protecteur, paternel, sentimental. De Gaulle, pas du tout sentimental.

Quand nous le vîmes enfin en chair et en os, avec un million de Parisiens, le 27 août 1944, et que notre père prit son ton auvergnat pour nous dire, avec la satisfaction de celui qui a pu vérifier l'authenticité d'un produit : « C'est bien, il ressemble à sa voix », cela ne nous fit pas sourire. Il avait raison. La voix était première ; au personnage de se débrouiller pour lui ressembler.

Les chefs de mouvement qui, forts de leur incontestable légitimité, crurent qu'ils pourraient entrer en compétition avec lui mirent du temps à comprendre qu'ils n'avaient aucune chance. Ils étaient entrés dans la lutte avec des patronymes inconnus et en sortaient dans l'anonymat du pseudonyme. De Gaulle arborait depuis le début un nom qu'on dirait aujourd'hui inventé tout exprès par quelque Séguéla spécialiste du coup de com génial. Surtout, sa voix avait retenti quatre ans durant dans les chaumières. Pour les Français dans leur masse, l'évidence s'imposait qu'il était le patron.

Il écrivit plus tard : « Pendant la guerre, j'avais tiré beaucoup de la radio. Ce que je pouvais dire et répandre de cette façon avait certainement compté dans le resserrement de l'unité nationale contre l'ennemi » (*Mémoires d'espoir*, Plon, 1970).

Le 30 mai 1968, au retour de sa calamiteuse escapade en Allemagne pour y rencontrer Massu, nous fûmes sans doute nombreux à avoir le cœur serré en constatant qu'il avait choisi de s'adresser au pays en utilisant la radio et non la télévision. Le vieil homme désemparé tentait de revenir à ce qui lui avait naguère si bien réussi, tel un magicien qui a peur d'avoir perdu la main.

Renouvin (Jacques)

Nain politique, physique de géant, Pierre-Étienne Flandin, ancien président du Conseil, aujourd'hui justement oublié, a cru bon d'envoyer à Hitler un télégramme de félicitations après la signature des accords de Munich, qui livraient la Tchécoslovaquie à l'Allemagne. L'avocat royaliste Jacques Renouvin en a été indigné. Le 14 novembre 1938, apprenant que Flandin va déposer une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu, il se rend à l'Arc de triomphe. Comme il est aussi grand que Flandin, il n'a pas à se hisser sur la pointe des pieds pour lui décocher une spectaculaire paire de gifles. Il exprime le souhait que son geste serve de leçon « à tous les Français tentés de se livrer aux mêmes bassesses ».

Un homme merveilleux, l'un de ces êtres rares qui laissent derrière eux un sillage de lumière. Indiscutable, indiscuté. Toute communauté humaine est peu ou prou un panier de crabes, et la Résistance n'échappa pas à la règle, mais, jadis, naguère et aujourd'hui, impossible de dégotter un résistant qui fasse la moue en évoquant Renouvin.

Un dur. Ancien Camelot du roy, bagarres avec les étudiants communistes, etc. Il rompt avec l'Action française au lendemain du 6 février 1934. En 1939, quand la guerre éclate, l'armée propose à cet avocat de trente-quatre ans de servir comme capitaine de justice militaire. Il préfère combattre comme sergent dans les corps francs. Croix de guerre. Grièvement blessé le 16 juin 1940, fait prisonnier, il s'évade de l'hôpital d'Épinal et gagne la zone non occupée. Son tempérament semblerait devoir le conduire à rejoindre la France libre, et plusieurs de ses amis royalistes l'incitent à les y accompagner. Il refuse : « C'est en France qu'il faut reprendre le combat. » À Montpellier, où il s'installe, il entre en contact avec le groupe Liberté, fondé par les démocrates-chrétiens Pierre-Henri Teitgen et François de Menthon, distribue leur journal clandestin et propose de créer des Groupes francs chargés de passer à l'action. En novembre 1941, après la fusion du Mouvement de libération nationale et de Liberté, qui aboutit à la formation de Combat, dirigé par le capitaine Henri Frenay, Renouvin devient le chef national des groupes francs de Combat. Inlassable, il sillonne la zone non occupée pour recruter des combattants, organiser des groupes, encadrer et entraîner ses troupes. Il rassemble entre huit cents et mille volontaires.

Cet homme intelligent a compris qu'il devait procéder par étapes pour aguerrir ses hommes. Il commence modestement : lacération d'affiches, distribution de tracts, destruction des kiosques à journaux vendant *Signal,* hebdomadaire de la propagande nazie. Ne négligeant pas l'arme de l'humour, il enrôle le Roi-Soleil dans la Résistance (voir : Louis XIV). Tout lui est bon pour « réveiller la France », comme il ne cesse de le répéter.

Le 29 juillet 1942, il lance ce qu'il appelle drôlement ses « kermesses ». À la même heure, série d'explosions à Lyon, Clermont-Ferrand, Saint-Étienne, Toulouse, Montpellier, Grenoble, Lons-le-Saunier et Vienne. Elles ravagent

les bureaux de recrutement de travailleurs pour l'Allemagne. Les jours suivants, ce sont les officines doriotistes et les bureaux du Service d'ordre légionnaire (SOL), précurseur de la Milice, qui sautent avec la même simultanéité. Puis viendront les domiciles et les magasins des collabos les plus compromis.

Leur méticuleuse préparation et la synchronisation parfaite dans l'exécution confèrent à ces actions un retentissement considérable. Aussi, lorsque Londres commence à parachuter des armes sur la France, les Groupes francs seront-ils servis en priorité.

Après l'entrée des Allemands en zone sud, Jacques Renouvin élève encore le niveau du combat en montant contre eux des opérations armées.

Il n'est pas de ces chefs qui se bornent à organiser et à superviser. On le voit partout, souvent affublé d'une soutane, son déguisement préféré. Un chef qui met la main à la pâte de plastic. Il porte un intérêt particulier aux déraillements, estimant à juste titre qu'ils joueront un rôle essentiel lorsque sonnera l'heure du tant désiré débarquement. Ses hommes suivent sans broncher ce chef qui se porte toujours en tête des opérations les plus périlleuses.

Il devient un objectif prioritaire pour les polices française et allemande.

Le 29 janvier 1943, il est arrêté en gare de Brive. Mireille Tronchon, sa camarade et compagne, qu'il a épousée religieusement dans la clandestinité, est prise elle aussi. Écroué à Limoges, le chef des Groupes francs subira *vingt-*

trois interrogatoires, soit autant de séances de torture. Aucune arrestation ne pourra lui être imputée. Transféré à Fresnes, il y épouse civilement Mireille le 3 août 1943. Elle a accouché le 15 juin de leur fils Bertrand. À la fin du mois d'août, terriblement affaibli par les tortures subies, Jacques Renouvin est déporté à Mauthausen, où il meurt d'épuisement le 24 janvier 1944.

Répression

Les Britanniques disaient « les Mille » pour désigner les pilotes de chasse livrant la bataille d'Angleterre : ils étaient à peu près un millier et combattaient en état d'infériorité numérique la Luftwaffe de Göring. Au fil des mois et des années, le rapport des forces s'inversa jusqu'à aboutir, en 1944, à une maîtrise quasi absolue du ciel par les Alliés. Sur mer, où la traversée de l'Atlantique par les navires de guerre et marchands alliés représentait, les premières années, un pari périlleux, le sonar et la machine Ultra, qui déchiffrait les messages radio de la Kriegsmarine, aboutirent à une semblable bascule : de chasseurs, les « loups gris » de l'amiral Dönitz devinrent gibier, et les sous-marins qui avaient si longtemps semé la terreur tapissèrent par dizaines le fond de l'océan. Sur terre, à partir de 1943, la Wehrmacht va reculer sur tous les fronts et ne s'arrêtera qu'à Berlin.

Pour les militaires alliés, la guerre reste la guerre, mais cette guerre va de mieux en mieux.

Pour la Résistance française, c'est le contraire : plus ça va, plus c'est pire.

Non point que cette Résistance s'étiole ou se délite : elle ne cesse au contraire de se renforcer, les maquis poussent comme des champignons dans les forêts et au flanc des montagnes, les parachutages fournissent les armes (ah ! pas assez…) qui ont fait si cruellement défaut dans les premiers temps, les réseaux se multiplient, les mouvements fusionnent et l'autorité du Conseil national de la Résistance s'impose à l'ensemble du peuple résistant.

Mais la répression suit aisément la montée des enchères. Elle fait même mieux que la suivre : elle mène la macabre danse, elle impose le rythme…

Résister était relativement moins dangereux en 1940 ou 1941 qu'en 1943 ou 1944. L'espérance de vie d'un résistant ne cesse de décroître au fil des années. Au début de l'Occupation, les Allemands, quelque peu abasourdis par leur victoire éclair sur la France, persuadés que le vaincu resterait soumis, tenaient pour peu de chose les rares manifestations d'hostilité, sans pour autant s'abstenir de les sanctionner durement. En 1943, on n'en est plus là, et l'exécution d'un Jacques Bonsergent, jugé coupable d'avoir bousculé un sous-officier allemand dans la cohue d'une sortie de gare, paraît relever d'un autre âge, d'une autre guerre.

Sans doute la nécessité où se trouve le Reich de faire tourner ses usines avec une main-d'œuvre d'esclaves conduit-elle à épargner le poteau à des

résistants capturés dont beaucoup, hélas, périront d'épuisement dans les camps de la mort. Mais, en 1944, l'embrasement conduit à maintes exécutions sommaires, et les combats entraîneront des pertes sévères parmi les maquisards.

Face à la montée en puissance de la Résistance, l'ennemi se renforce en recrutant à tour de bras des auxiliaires. La Gestapo française, la sinistre Carlingue, essaime de Paris dans toutes les provinces. Elle collabore d'autant plus efficacement à la destruction des réseaux et mouvements que ses agents sont plus aptes que des policiers d'origine allemande à se fondre dans la population. Combien sont-ils ? Les estimations varient du simple au triple. Une dizaine de milliers d'hommes semble être un chiffre raisonnable. Cela fait du monde.

L'ancien truand Lafont, grande figure de la Carlingue, maître de la rue Lauriston, Hauptsturmführer SS, et l'ancien inspecteur de police Bonny, naguère célébré comme le « premier flic de France » par le ministre Chéron, révoqué à la suite de diverses malversations et corruptions, créent la brigade nord-africaine, qui, entre autres forfaits, mettra à sac la ville de Brantôme, fusillera avec d'autres victimes le résistant Georges Dumas, père de Roland. La brigade sera engagée contre les maquis, torturera implacablement et multipliera les exécutions sommaires.

La Milice, trente mille hommes en 1943, combat la Résistance sous toutes ses formes. Son chef, Joseph Darnand, Obersturmführer SS, qui a prêté, à ce titre, serment de fidélité à Hitler, est nommé par Pétain, le 30 décembre 1943, secrétaire général au Maintien de l'ordre. Il sera promu plus tard secrétaire d'État à l'Intérieur. Une loi du 20 janvier 1944 lui donne le pouvoir exorbitant de créer des cours martiales composées de trois miliciens nommés par lui et qui vont de prison en prison pour juger les résistants suspects d'avoir fait couler le sang. Aucune instruction préalable, aucun avocat, aucun recours, une seule peine : la mort, immédiatement exécutoire. Aussi les juges arrivent-ils avec le nombre de cercueils adéquat. Infâme procédure qui se pare des apparences de la justice pour mieux la bafouer, et qui, appliquée par Darnand, porte la signature de Pétain et de Laval… Puisqu'il y a des degrés jusque dans l'infamie, accordons une mention spéciale au chef milicien Joseph Boiron,

ancien magistrat, qui se plaisait à déchirer devant les condamnés, alors que le peloton s'apprêtait à tirer, l'ultime lettre qu'ils venaient d'écrire à ceux et celles qu'ils aimaient.

Presque toujours les pelotons étaient composés de gendarmes de la Garde qui prêtaient sans réticence leur concours à la Milice.

Les Groupes mobiles de réserve (GMR) créés par Pétain combattent les maquis aux côtés de la Milice pour le compte de la Wehrmacht. Ils participent notamment à la liquidation du maquis des Glières, en mars 1944, et c'est le commandant Lefèvre, chef du GMR Aquitaine, qui abat traîtreusement le légendaire chef du maquis, Tom Morel. L'été 1944 venu, certains éléments des GMR jugèrent opportun de passer à la Résistance…

La Milice, elle, resta jusqu'au bout fidèle à Darnand, promu Sturmbannführer SS. Elle n'avait pas le choix. Elle en avait trop fait. À son palmarès au service de l'ennemi, aux tortures et aux exécutions sommaires s'ajoutait, ses chefs ne faisant pas la fine bouche sur le recrutement, un long cortège d'exactions commises par les voyous qu'elle avait admis en son sein : viols, pillages, assassinats de droit commun. Si un uniforme fut haï en France sous l'Occupation, ce fut assurément celui de la Milice.

Cette exécration demeura longtemps dans l'inconscient collectif, et je ne serais pas étonné qu'elle ait perduré de nos jours. Dans les années 70, on tourna dans mon village du Cotentin quelques épisodes d'un feuilleton télévisé coécrit avec mon ami Jean Cosmos. L'histoire se déroulant sous l'Occupation, des soldats allemands et des miliciens intervenaient parfois. Engagés comme figurants, les jeunes gens du pays endossèrent sans difficulté l'uniforme allemand, mais aucun d'eux n'accepta de porter celui de la Milice. Or tous étaient nés plus de dix ans après la fin de la guerre, et leur enfance n'avait pas été abreuvée de récits édifiants, car la Milice avait été absente d'une région à la géographie peu propice aux maquis et où la présence allemande était de toute façon si dense qu'elle excluait la nécessité de supplétifs. Il fallut, pour jouer les miliciens, faire appel à des étudiants d'extrême gauche de l'université de Caen.

Avec l'année 1944, la Wehrmacht elle-même s'engage contre la Résistance.

Ce qui change la donne, c'est la conviction raisonnable du haut état-major allemand que le débarquement allié aura lieu en France. Or l'une des plus terribles leçons reçues en Union soviétique par la Wehrmacht est l'extrême difficulté de tenir un front avec, opérant sur ses arrières, une armée de partisans pratiquant coups de main sur les garnisons et coupures des voies de communications.

Ainsi, cette fureur de meurtres qui va ensanglanter tant de régions de France au bel été 1944 n'était pas le fait de troupes allemandes devenues enragées à la suite du débarquement, hystérisées par la peur et la perspective chaque jour plus évidente de la défaite, et qui réagissent avec la sauvagerie d'une bête blessée. Elle est planifiée avec un parfait sang-froid plusieurs mois

avant le débarquement, et ses pires excès sont non seulement tolérés à l'avance, mais ordonnés au plus haut niveau. Dès janvier 1944, Pierre Laval en informe sans états d'âme les ministres de Vichy :

> Les Allemands s'attendent à un débarquement des Alliés dans le courant du printemps, à la fois dans le nord et le midi de la France. Dans cette attente, ils veulent avoir leurs arrières assurés. Le général SS Oberg est décidé à rétablir l'ordre par tous les moyens. Je pense que vous vous rendez compte que si cela a un sens en français, cela veut dire encore bien davantage en allemand.

Cette radicalisation allemande justifie à ses yeux la promulgation de la loi du 20 janvier 1944 autorisant Darnand à créer ses cours martiales.

Le 3 février 1944, le Feldmarschall Hugo Sperrle, qui commande l'ensemble de la Luftwaffe à l'Ouest, donne des consignes sans équivoque pour lutter contre « les bandes », terme le plus souvent utilisé pour désigner les maquisards. Point de prisonniers : les « terroristes » ne sont pas des soldats. La population d'un village d'où sont partis des coups de feu doit être raflée ; les maisons, incendiées. C'est la porte ouverte aux massacres. Ils commencent dès le mois de mars dans le Jura, où la 357e division de réserve de la Wehrmacht commence à se constituer un bilan qui, dans l'ordre de la sauvagerie, n'aura guère à envier à celui de la division SS Das Reich (elle l'étoffera encore dans le Vercors au mois de juillet).

Le débarquement du 6 juin ne peut que radicaliser davantage encore la répression. Le maréchal von Rundstedt, commandant en chef des forces allemandes de l'Ouest, présenté le plus souvent comme un officier de tradition, un aristocrate distingué n'ayant rien de commun avec les soudards de la SS, justifie, dans son journal de guerre, les dispositions qu'il prend sans tarder :

> J'ordonne de mener des actions de grande envergure contre les bandes dans le sud de la France avec la plus extrême vigueur et sans ménagements. Le foyer d'agitation qui persiste dans cette région doit être définitivement éteint. […] Le résultat de cette entreprise est de la plus haute importance pour l'évolution ultérieure de la situation à l'Ouest. […] Pour le rétablissement de l'ordre et de la sécurité, les mesures les plus énergiques doivent être prises afin d'effrayer les habitants de cette région infestée, à qui il faudra faire passer le goût d'accueillir les groupes de résistance et de se laisser mener par eux. Cela servira en outre d'avertissement à toute la population.

Fermes et villages incendiés, femmes et enfants brûlés vifs, comme à Oradour, ou abattus tel du bétail, comme à Marsoulas, grappes d'hommes pendus aux balcons de Tulle, maquisards pris vivants et torturés à mort…

La Das Reich…

Cette Das Reich qui, conformément aux instructions, empruntant le chemin des assassins, prendra tout son temps pour monter en Normandie, où le front allemand chancelant avait pourtant bien besoin de ses Tigre et de ses Panther, mais, comme l'avait proclamé le commandant en chef, l'élimination des « bandes » était « de la plus haute importance pour l'évolution ultérieure

de la situation à l'Ouest ». Bel hommage rendu par l'ennemi à la Résistance, même si elle le payait avec son sang, et la population avec elle.

On avait fait du chemin, depuis le câble téléphonique coupé par Étienne Achavanne en juin 1940.

Romans, films, etc.

Tuerie machinale et si peu romanesque, la Grande Guerre nous a donné de grands romans, mais demandez autour de vous quel est le grand roman de la Résistance, et vous créerez de l'embarras. Le *Drôle de jeu* de Vailland, peut-être. Des récits, oui, et à profusion, des Mémoires, des livres d'histoire, des essais savants ou non, et la poésie, bien sûr, qui a pris une revanche éclatante qu'elle attendait depuis près d'un siècle, mais le roman, c'est maigrichon. Matériau d'une excessive richesse ? Peut-être. Trop de romanesque tue le romanesque. On en a l'appétit coupé. Robustes estomacs, Balzac ou Zola en auraient fait leurs choux gras. Stendhal aussi, d'une autre manière. Eugène Sue à la sienne. Nos romanciers ont fait la fine bouche.

Le cinéma n'a pas chipoté. Tout fait ventre au jeune Gargantua, de *La Bataille du rail* à *La Grande Vadrouille*. Il ne produit certes pas que des chefs-d'œuvre, mais c'est là que ça se passe, et nulle part ailleurs. *Le Chagrin et la Pitié*, *Lacombe Lucien*, *L'Affiche rouge*… Polémiques et empoignades. Le chef-d'œuvre ? Sans hésiter, *L'Armée des ombres* de Melville, sortie en 1969. Sa puissance dramatique, la qualité des interprètes, l'hiératisme de la mise en scène. Adapté d'un livre publié en 1943 par Joseph Kessel, qui l'avait écrit à partir de conversations avec des résistants de passage à Londres, pot-pourri de rumeurs et de légendes qui fleurissaient à l'époque, le film relate une suite d'épisodes dramatiques auxquels on serait bien en peine de trouver un ancrage quelconque dans la réalité historique, de sorte que l'œuvre qui donne aux spectateurs le sentiment le plus fort de vivre la Résistance est en même temps celle qui, quant à l'authenticité des faits, s'en écarte le plus. Cette appropriation est sinon suffisante, du moins nécessaire au processus de

création. Le fait est que les romanciers n'ont pas eu l'audace – ou la désinvolture – des cinéastes.

Palme d'or à Cannes en 1994 pour *Pulp Fiction*, le réalisateur américain Quentin Tarantino obtint en 2009 un succès critique et commercial international avec *Inglourious Basterds*, nommé huit fois aux Oscars 2010. Le film raconte comment un commando de soldats américains de confession israélite exécute en 1943, dans un cinéma parisien, Adolf Hitler et Joseph Goebbels.

« Le cinéma ose tout », répétait à l'envi le regretté Michel Audiard.

Saint-Lô

Le 4 juin 1944, des avions alliés lâchèrent sur Saint-Lô, chef-lieu du département de la Manche, des tracts demandant à la population d'évacuer la ville. Le vent les dispersa sur les prairies alentour.

Le 5 juin, à vingt heures cinq une première vague de bombardiers américains arriva sur la ville et déversa sa cargaison de bombes. La nuit tombée, une deuxième vague de bombardiers britanniques lui succéda et acheva l'œuvre de destruction. Alors que commençait tout juste le largage des parachutistes et que la flotte alliée s'approchait de la côte française, Saint-Lô, rayée de la carte, s'était gagné le triste surnom de « capitale des ruines ».

L'estimation du nombre des morts va de quatre cent cinquante à mille cinq cents.

Un comptage précis est difficile, car beaucoup de familles habitant sur le rivage de la Manche s'étaient réfugiées à Saint-Lô, à l'intérieur des terres. Les unes obéissaient aux consignes de la BBC, qui, depuis des semaines, exhortait les populations vivant sur le littoral de l'Europe occupée à ne pas y rester ; les autres, qui habitaient Cherbourg, avaient été évacuées par les autorités allemandes. Beaucoup de ces pauvres gens, qui se croyaient à l'abri à Saint-Lô, y avaient rendez-vous avec la mort. Tous ne s'étaient pas fait inscrire comme réfugiés, ce qui rend le décompte des morts aléatoire.

Enfermés dans leur cellule, deux cents détenus de la prison périrent, dont soixantes seize résistants.

La ville était détruite à 95 %, au point qu'après sa libération on hésita à la reconstruire et qu'il fut envisagé d'installer la préfecture à Coutances, déjà siège de l'évêché.

Pourquoi avoir fait de Saint-Lô un champ de ruines ? Les malheureux habitants se posèrent la question alors que les bombes pleuvaient sur eux. La ville n'abritait aucun objectif militaire digne de ce nom. Elle n'offrait en elle-même aucun intérêt stratégique, au contraire, par exemple, du port de Cherbourg.

Pourquoi ?

Un geste généreux des États-Unis n'apaisa pas l'amertume. La Croix-Rouge irlandaise, admirable, avait mis en place un hôpital de fortune dès 1946. Il fonctionna jusqu'en 1956 dans des baraques en bois. Les États-Unis, à l'origine du bombardement, décidèrent en 1949 d'offrir à la ville un hôpital ultramoderne dessiné par un architecte de renom, Paul Nelson. L'établissement prit le relais du rustique hôpital irlandais. Les esprits chagrins observèrent : « S'ils nous offrent ce cadeau, c'est bien qu'ils ont quelque chose à se faire pardonner. » Le temps passe, la rancune demeure. Ceux qui n'aiment pas les Américains parlent de crime de guerre. Les autres évoquent en soupirant l'ordinaire imbécillité militaire.

Pourquoi ?

La réponse est pourtant simple : le bombardement qui fit de Saint-Lô un champ de ruines avait pour seul objectif de faire de Saint-Lô un champ de ruines.

La ville était alors un nœud routier important. En obstruant ses rues par des montagnes de gravats, on obligerait les renforts allemands, venus de Bretagne en particulier et du sud en général, à la contourner et à emprunter de petites routes, voire des chemins ruraux, où l'aviation alliée pourrait s'en donner à cœur joie : un camion ou un véhicule blindé allemand touché et immobilisé créerait de délectables embouteillages.

Si les Alliés conclurent à la cruelle nécessité de l'opération Saint-Lô, c'est qu'elle participait de cette stratégie de l'« encagement » visant à protéger la

fragile tête de pont, et handicaperait lourdement l'ennemi dans la cruciale bataille des renforts (voir : Jour le plus long). C'est démontrer du même coup l'importance de toute initiative de la Résistance française aboutissant à retarder, fût-ce de quelques heures, la montée des divisions allemandes vers le front de Normandie. Sabotages de voies ferrées, harcèlements sur les routes : rien n'était superflu ni dérisoire, chaque action apportait sa contribution à la victoire commune.

Sectarisme

Il est partout. Combien de pages faudrait-il pour en recenser les manifestations ? Elles irritent, elles enragent, elles dressent les uns contre les autres des êtres estimables, elles entravent parfois l'action, ou même la paralysent, elles n'allèrent néanmoins jamais jusqu'à remettre en cause l'unité de la Résistance, cette unité maintenue en quoi Raymond Aubrac voyait une manière de miracle.

Le sectarisme peut résulter d'antagonismes anciens ou d'une compétition à couteaux tirés pour disposer de l'avenir. Il peut aussi procéder d'une simple méconnaissance de l'autre. La bêtise, comme on va voir, y fait volontiers son nid.

S'il est un lieu où le sectarisme ne devrait pas prospérer, c'est la prison. Tous les détenus sont aux mains de l'ennemi, qu'il soit allemand ou français, tous logés à la même enseigne, tous nourris à la même infecte gamelle, tous exposés au froid, aux sévices, aux mille tourments d'une vie carcérale rendue à dessein insupportable.

C'est encore plus vrai lorsqu'une évasion collective se prépare, qui exige confiance partagée et solidarité. La perspective d'échapper à un destin funeste – mort ou déportation – et de retrouver la liberté chérie ne vaut-elle pas la mise à l'écart des antagonismes secondaires ?

Dans la nuit du 22 au 23 mars 1944, les Groupes francs des Bouches-du-Rhône font évader douze détenus de la prison Chave, à Marseille. C'est un exploit : hauts murs (neuf mètres), verrous solides, poste de garde de douze policiers à l'entrée et rondes à l'extérieur de la prison. Comme souvent, l'opération va réussir grâce à la complicité d'un maton, Augustin Raffaelli, qui a généreusement corsé au somnifère le café de ses collègues. Parmi les évadés, deux condamnés à mort, dont un communiste de la MOI promis à une prochaine exécution, cinq communistes et des hommes des Groupes francs, dont trois ont été arrêtés en janvier après avoir tenté d'exécuter le chef de la Milice à Marseille, ce qui leur laisse très peu de chances d'échapper au poteau.

On est dans le sérieux.

Mais pourquoi deux détenus anarchistes sont-ils restés sous les verrous ?

Madeleine Baudoin, ancienne des Groupes francs de Marseille, a voulu, seize ans après, en avoir le cœur net. Le communiste Charles Poli lui a parlé sans la moindre réticence, convaincu d'avoir raison. Voici leur conversation, enregistrée par Madeleine Baudoin et publiée par Henri Noguères :

> C'est moi qui ai refusé de leur ouvrir leur cellule pour qu'ils s'évadent avec nous. Ce n'étaient pas des patriotes. Mais ils voulaient s'évader. – Étaient-ils des résistants ? – Ils servaient la Résistance aussi. Ils avaient fabriqué des faux papiers. Mais ce n'étaient pas des patriotes. Quand, à la prison, pour la fête nationale, on mettait, nous communistes, la cocarde tricolore, eux, ils mettaient l'insigne noir. Ce n'étaient pas des patriotes ; c'est pour cela que j'ai refusé qu'ils s'évadent avec nous. À un royaliste, j'aurais ouvert la porte, mais pas à un anarchiste…

Par bonheur, les deux pauvres diables atteindront sans encombre la libération de Marseille.

Dans la nuit du 1er au 2 octobre 1943, une spectaculaire évasion collective permet à soixante-dix-neuf détenus – chiffre record ! – de sortir de la prison du Puy-en-Velay et de gagner le maquis. Presque tous étaient communistes. Il y avait aussi cinq trotskistes. Les communistes voulaient qu'on les laissât en prison. Le gardien Albert Chapelle, maître d'œuvre de l'opération, se montra inflexible : « Tout le monde s'en va, ou personne. » Il se voulait libérateur des trotskistes ; il envoyait quatre d'entre eux à la mort.

L'histoire du trotskisme n'a jamais été simple. Staline, il est vrai, a beaucoup fait pour la compliquer. En France, sous l'Occupation, elle atteint à une rare complexité. Quatre groupes en bisbille, chacun affligé de nombreux dissidents, et des lignes politiques qui ne laissent pas d'étonner. À l'été 44, chez eux, on dénonce encore en de Gaulle un « agent de la City », vocable que les communistes orthodoxes (les « staliniens ») avaient quand même abandonné dès la fin de l'été 40 ; on dénonçait le débarquement allié sur les côtes de France comme « contre-révolutionnaire » (*sic*) ; on s'obstinait à ne voir dans un soldat allemand qu'un « travailleur en uniforme » avec lequel il convenait de fraterniser, plutôt que de tirer sur lui, afin de le convaincre de la malfaisance du fascisme hitlérien.

Quant au PCF, il poursuivait d'une haine sans limites les « hitléro-trotskistes », dénonçant leur collaboration supposée avec la police française et la Gestapo, et appelait sans ambages à leur élimination.

Néanmoins, pour tout esprit raisonnable, le fait que les cinq trotskistes du Puy fussent incarcérés ne prédisposait pas à voir en eux des auxiliaires zélés de la police de Vichy ou de la Gestapo.

Dans leur grande majorité, les détenus du Puy étaient des jeunes gens sans mémoire politique, peu informés sur les convulsions internes du mouvement communiste depuis 1917, venus à la Résistance et aux FTP par refus du STO. C'est précisément à propos du travail en Allemagne qu'une proposition inattendue allait les conduire à penser que leurs aînés avaient raison de haïr les trotskistes.

À Vichy, quelqu'un eut une idée pour vider les prisons surpeuplées :

pourquoi ne pas proposer aux détenus les moins compromis, par exemple aux jeunes réfractaires au STO, une libération immédiate, moyennant leur départ dans une usine allemande ? Au Puy, les communistes refusèrent en bloc ; les cinq trotskistes acceptèrent.

Pourquoi pas ? Éternels minoritaires, tout, dans leur culture politique, les y poussait. Ne seraient-ils pas plus utiles, au contact des travailleurs allemands, avec la possibilité de se remettre à la militance, qu'en restant à moisir dans une cellule ?

Les jeunes communistes en furent scandalisés. Ils avaient dans le cœur, sinon dans la tête, l'exhortation de Louis Aragon :

> Ne t'en va pas chez l'ennemi
> Qui t'a pris ta terre et tes armes
> Crois en la mémoire des larmes
> Ne t'en va pas
> Ne t'en va pas c'est félonie

Réunis dans une même cellule, les cinq trotskistes furent soumis à une rigoureuse quarantaine. Au maquis Wodli, on les plaça sous bonne garde.

Pietro Tresso, Abraham Sadek, Maurice Sieglmann, Jean Reboul, Albert Demazière…

Par sa personnalité et son parcours politique, Tresso, cinquante ans, se détachait du groupe. Il avait fondé le Parti communiste italien avec Antonio Gramsci, puis en avait été exclu pour trotskisme. Il était sans conteste l'un des responsables les plus importants de la IVe Internationale.

Affecté à une corvée de ravitaillement, Demazière perdit ses « camarades » et chercha en vain le chemin du maquis. C'était fortuit : il n'avait aucune intention de s'évader, n'imaginant pas qu'on pût les assassiner de sang-froid, ses camarades et lui.

Les quatre autres furent exécutés le 27 ou le 28 octobre, presque un mois après l'évasion. Il ne fait guère de doute que les chefs du Wodli demandèrent des instructions à la direction clandestine du parti. En raison de la personnalité de Pietro Tresso, Duclos, toujours prudent, dut en référer à Moscou, d'où revint l'ordre de tuer.

De la part d'un parti admiré pour ses mesures de sécurité, mais critiqué à cause de la lenteur de ses transmissions internes, le délai d'un mois apparaît relativement rapide.

Naguère, avec Catherine Siné et quelques jeunes trotskistes locaux, sous la direction de Raymond Vacheron, alors membre de la Ligne communiste révolutionnaire (« d'Alain Krivine », ajoutait la presse à l'époque, ce qui exaspérait l'intéressé), passé depuis au PS, qui jouissait dans la Haute-Loire d'une aura militante absolument exceptionnelle, nous avons pioché un jour, ou peut-être deux, je ne me rappelle plus, dans le sol cimenté d'un ancien bâtiment disparu, au maquis du Wodli, où auraient pu, selon des informations assez floues, avoir été enterrés les cadavres des trotskistes. Ce fut en vain.

Soixante-dix ans après, l'omerta n'a pas été levée.

Un salut à ces quatre suppliciés.

Une autre évasion collective réussie fut celle qui, en mars 1944, permit la libération des détenus politiques de la maison d'arrêt de Tulle, dans la Corrèze, grâce à l'irruption d'un commando de FTP venu récupérer deux de leurs chefs. Les huit hommes du poste de garde étaient occupés à jouer aux cartes, leurs armes (des Sten sans aucun doute prises aux maquisards) entassées dans un coin.

Deux évadés ne tardèrent pas à réintégrer leur cellule. Non qu'ils aient été repris : ils se constituèrent prisonniers. Ils appartenaient à l'Organisation de résistance de l'armée (ORA), qui avait peu d'affinités avec le Parti communiste. Ils expliquèrent aux policiers qu'au moment de l'évasion ils ne connaissaient pas l'obédience de leurs libérateurs, mais que, s'en étant rendu compte, ils préféraient revenir dans la prison « pour ne rien devoir aux communistes ».

Chave à Marseille, Tulle en Corrèze, même combat, mais à front renversé.

Ces conduites aberrantes, criminelles dans le cas des trotskistes, ne sauraient être inscrites au passif de la Résistance. Elles témoignent au contraire des périls que bêtise et sectarisme (pléonasme) faisaient courir à cette Résistance en menaçant une unité essentielle à son existence même.

« Un miracle », répéta jusqu'à sa mort Raymond Aubrac, qui ne croyait pas aux miracles.

Sein (Île de)

Le lecteur n'accordera aucun crédit à l'auteur qui, reprenant une posture qu'il affectionne, mais qui ne trompe plus grand monde, va prétendre qu'il traite de l'île de Batz, et subsidiairement de l'île de Sein, par esprit d'équité et pour réparer une injustice de l'histoire. C'est pure hypocrisie. En vérité, son objectif était de pouvoir traiter d'événements intervenus dès juin 1940 avant la lettre S, qui arrive tardivement dans l'alphabet. Ce souci révèle l'amateurisme du dictionnariste, car on sait, depuis la plus haute Antiquité, qu'un dictionnaire se soumet avec plaisir à l'ordre alphabétique et n'a que faire de l'ordre chronologique.

Voir : Batz (Île de)

Signes particuliers

Malgré son jeune âge, Jean-Claude Camors inspire confiance. Il est calme, réfléchi, courageux. En 1941, décidé à rallier la France libre, il s'est engagé comme matelot sur un bateau de pêche marseillais, s'est jeté à l'eau au large

de Gibraltar et a nagé deux heures avant qu'un navire britannique ne le recueille.

Le BCRA l'a chargé d'organiser en France une filière d'évasion par l'Espagne. En octobre 1943, à quelques jours de son vingt-quatrième anniversaire, il en est à sa troisième mission en France. Tout se passe bien. La filière fonctionne. Mais il a décidé d'ouvrir une nouvelle voie, maritime celle-ci, en entassant ses ouailles dans la cale d'un bateau de pêche breton qui les confiera à des vedettes rapides britanniques.

Le 11 octobre, il boit un verre avec quelques camarades au café de l'Étoile, à Rennes. Trente-deux aviateurs alliés sont hébergés dans la ville. Le départ pour le port de Plomodiern est prévu le lendemain. Soudain entre dans le café Roger de Coëtlogon, dit Roger le Légionnaire. Il s'accoude au comptoir, regarde la salle et reconnaît Camors, qu'il n'a pourtant fait que croiser, des mois plus tôt, quand Roger était lui aussi résistant avant de se vendre à la Gestapo. Il sort un pistolet et le braque sur la tablée : « Police allemande ! » Un homme se jette sur lui. Échange de coups de feu. Alerté, un sous-officier allemand entre à son tour dans la salle, suivi par des soldats. Fuite éperdue des résistants. Jean-Louis Camors est touché. On retrouvera son cadavre, le lendemain matin, sur le palier du troisième étage d'un immeuble voisin. Roger le Légionnaire sera fusillé en mai 1944 par les FFI d'Auvergne après qu'il eut abattu un chef régional.

Le traître ne risquait pas d'oublier Jean-Louis Camors, même s'il ne l'avait que furtivement entrevu des mois plus tôt : il mesurait un mètre quatre-vingt-treize. À cette époque où les Français ne culminaient pas à leurs altitudes actuelles, rarissimes étaient ceux qui atteignaient cette taille. On se retournait dans la rue sur un géant de près de deux mètres. Camors, compagnon de la Libération à titre posthume, n'était pas fait pour la lutte clandestine.

Quand Pierre Brossolette, qui tentait de regagner Londres au terme de sa troisième mission en France, est rejeté à la côte par le naufrage de la tristement bien nommée pinasse *Jouet-des-flots*, puis arrêté à un barrage de routine de la Wehrmacht et écroué à la prison de Rennes, où il moisit plusieurs semaines, ses amis de Londres et d'ailleurs sont soulagés : l'ennemi ignore qu'il tient l'un des acteurs essentiels de la Résistance. En même temps, angoisse pour le proche avenir, car cette bienheureuse ignorance ne saurait durer. Tout le monde sait, y compris la Gestapo, que la chevelure de Brossolette, très brune, a pour signe particulier une mèche blanche. Il se la teint en mission, mais ne dispose évidemment pas, dans sa cellule, du matériel nécessaire. Lorsque les racines blanches commenceront d'apparaître, la Gestapo saura qui est son prisonnier.

Le 19 mars 1944, Pierre Brossolette est transféré à Paris et conduit au siège de la Gestapo, avenue Foch, où il mourra. Est-ce la mèche qui a parlé ? L'identification résulte de l'arrestation à la frontière franco-espagnole d'un courrier porteur d'un document relatant dans le détail la malaventure du

Jouet-des-flots, l'arrestation de Brossolette et son incarcération à Rennes. Mais, faute d'une action armée pour le libérer (ce à quoi s'employait son ami Yeo-Thomas), la mèche eût fini par parler.

Nombreux sont les anciens officiers d'active engagés dans la Résistance à détester faire la guerre déguisés en pékins. Ils s'habillent donc de manière aussi martiale que possible (culotte et bottes de cheval, canadienne), malgré les risques que cela implique. L'Organisation de résistance de l'armée (ORA) est, de ce point de vue, très tendance. Le moment venu, ces anciens officiers seront soulagés de sortir de l'armoire leur uniforme sentant bon la naphtaline et de rejoindre des maquis convenables disposant d'un mât où hisser chaque matin les couleurs devant la troupe réunie en carré, ce qui est bon pour son moral.

Officier de réserve, Roland Farjon a fait une belle campagne de 1940. Lieutenant de dragons, c'est un cavalier. Les lenteurs et les longues patiences de la Résistance l'insupportent. Nostalgique, il soupire devant ses camarades : « Vivement qu'on charge ! » Il joue un grand rôle à l'OCM, où l'on apprécie son dynamisme. Il a, par exemple, donné un efficace coup de main à André Postel-Vinay après son évasion. Responsable du nord de la France, on le voit souvent à Paris. La canadienne qu'il affectionne a forcément une coupe militaire, puisqu'il l'a rapportée de l'armée. Lorsqu'il descend à Paris, il présente le signe particulier supplémentaire de fixer ses rendez-vous sur l'un des ponts qui enjambent la Seine. S'il arrive en avance, il fait les cent pas le long du pont. S'il est en retard, c'est son partenaire qui fait les cent pas en grinçant des dents. Car, si l'on veut bien y réfléchir, il n'existe aucune raison évidente de faire les cent pas sur un pont. Un pont, on le traverse et voilà tout. À moins, évidemment, d'avoir fixé sur ledit pont un rendez-vous. Mais c'est une curieuse idée s'il vente ou s'il pleut. Dans une rue, on peut au moins s'abriter sous un porche ou sous l'auvent d'un magasin. En voyant Roland Farjon, la taille bien prise dans sa canadienne, arpenter son pont d'un pas martial sous une pluie battante, le gardien de la paix le plus obtus, le gestapiste le plus abruti, pourrait se trouver traversé par un éclair de suspicion.

Cela dit, Farjon sera arrêté sans que les ponts y soient pour quelque chose.

Il est heureux que le colonel Georges Groussard ait élu domicile à Genève pour diriger ses réseaux Gilbert, qui travaillent pour l'Intelligence Service. Signe particulier : il est, monocle compris, le sosie parfait d'Erich von Stroheim dans *La Grande Illusion* de Jean Renoir. Difficile de passer inaperçu. On tremble en imaginant l'affreux quiproquo : un combattant communiste à la recherche d'une cible dans les rues de Paris et qui, croisant Groussard, le prend pour un Stülpnagel se baguenaudant en civil…

Silence de la mer (Le)

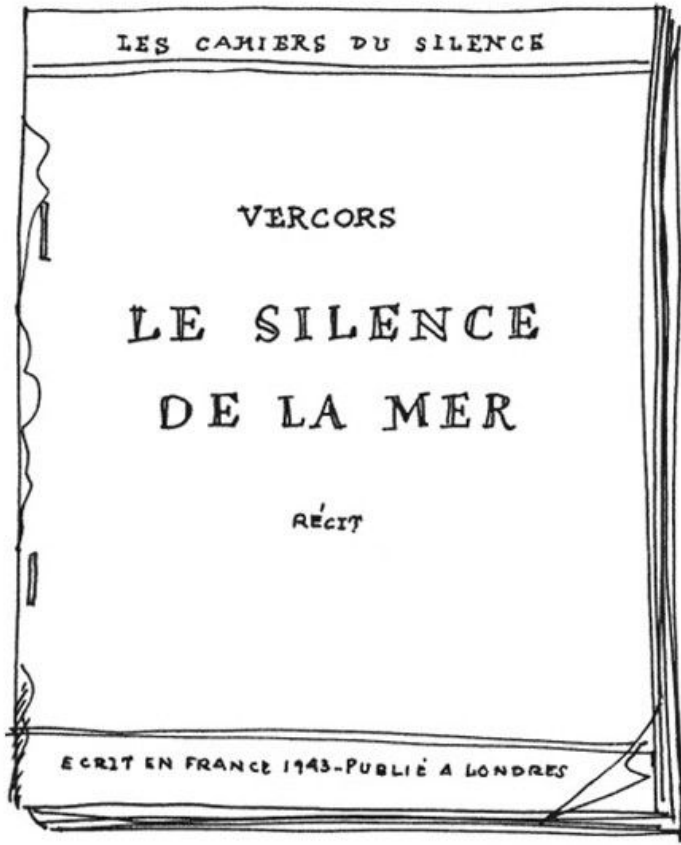
J'ai lu pour la première fois le livre de Vercors en 1945. C'était prématuré. J'avais quatorze ans. Qu'une Française tombât amoureuse d'un Allemand, voilà qui, pour moi, privait l'histoire de toute crédibilité. Je n'ignorais pas que maintes femmes avaient couché avec eux. Quatre fois par jour, pour aller et revenir du collège, je passais devant la porte étroite ouverte dans la grille du jardin du Luxembourg, juste en face du lycée Montaigne occupé par la garde allemande du Sénat, siège de la Luftwaffe à Paris. Par beau temps, une dizaine de Françaises, assises dans les fauteuils de fer, attendaient l'amant allemand. Sur les piliers de pierre de la porte étaient collées les affiches rouges ou jaunes

annonçant l'exécution des nôtres, placardées là, j'imagine, pour manifester aux soldats qu'on veillait sur leur sécurité. Chaque nouvelle affiche m'accablait et m'exaltait. Douleur du deuil, exaltation du combat continué.

Avec l'âge, il m'est apparu concevable que l'amour ignorât l'uniforme. Malgré tout, je ne parvenais pas à partager l'admiration portée à un ouvrage tenu quasi unanimement pour un chef-d'œuvre. Je découvris un jour ce qu'avait écrit Jean Paulhan en février 1944 dans *Les Cahiers de la Libération* :

> Je vois dans les livres (des meilleures éditions) qu'une honnête Française peut abriter six mois dans sa maison l'occupant le plus noble (et même devenir vaguement amoureuse de lui) sans lui dire une seule fois bonjour. Mais il s'agit sans doute d'une Française exceptionnelle. Moi, je ne me sens pas si digne (ni si vite amoureux). Puis les Français, en général, n'ont pas été si dignes.

La Résistance est une chronologie. Vercors écrit *Le Silence de la mer* durant l'été 1941 et le publie clandestinement le 20 février 1942 aux Éditions de Minuit, qu'il vient de fonder avec Pierre de Lescure. Quand Jean Paulhan publie tout aussi clandestinement, en février 1944, son jugement un peu grinçant, Vercors reste le pseudonyme choisi par Jean Bruller, dont on ne connaîtra la véritable identité qu'après la Libération (« le seul vrai secret de la guerre », plaisantait Aragon), mais c'est surtout le nom d'un haut lieu du combat contre l'ennemi, déjà soumis aux attaques de la Milice et de la Wehrmacht, et qui alourdira cinq mois plus tard le martyrologe de la Résistance.



Aussi Laurent Douzou a-t-il raison de rapprocher *Le Silence de la mer* des *Conseils à l'occupé*, diffusés, eux, dès l'été 1940. Le temps de l'action viendra, mais, dans l'accablement stupéfait de l'« étrange défaite », il s'agit d'abord de sauvegarder la dignité. Le silence est une arme. Ceux et celles qui, en France, eurent la chance de rencontrer le livre le comprirent bien ainsi, qui recopièrent à la main le texte pour le diffuser autour d'eux, et aussi les éditeurs étrangers amis de la France qui le publièrent dès qu'il leur parvint.

Source K

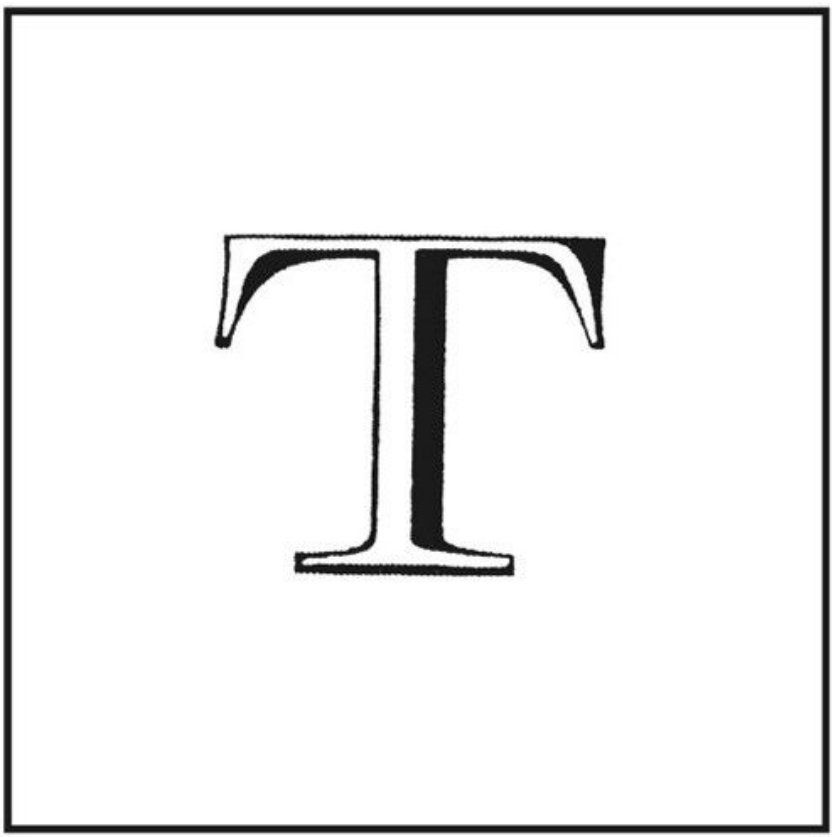
Voir : Keller, Robert

Sten

Si l'on tourne un film où apparaît un maquisard français, le premier assistant lui collera immanquablement dans les mains une mitraillette Sten. Le pistolet-mitrailleur Sten MK2, de fabrication britannique, est devenu l'arme emblématique de la Résistance. Le préfet Pierre Trouillé, nommé par Vichy à la préfecture de Corrèze en mars 1944, et qui appartient en fait à la Résistance, voit son arrivée à Tulle marquée par un coup d'éclat des FTP, qui libèrent les détenus politiques de la maison d'arrêt (voir : Sectarisme). Évoquant la mitraillette Sten, Trouillé la juge « élégante et précise ». C'est la preuve qu'il ne l'a jamais utilisée. Elle n'était ni élégante ni sûre, et se caractérisait surtout par une sensibilité si extrême qu'elle entretenait une inquiétude permanente : un simple effleurement sur la queue de détente, et la Sten « balançait la purée », selon l'expression consacrée. Elle équipa l'armée française jusqu'en 1957. Partir en patrouille sur un terrain un peu accidenté avec, derrière soi, un camarade armé d'une Sten, c'était les sueurs froides assurées, même par température caniculaire. Elle fut progressivement remplacée par la MAT 49, fabriquée justement à la manufacture d'armes de Tulle, comme son nom l'indique. Une arme beaucoup plus sûre.

L'avantage de la Sten résidait dans sa simplicité. Elle se démontait en un tournemain en quatre parties aisément dissimulables. D'abord parachutée avec la plus grande parcimonie, elle tomba en pluie torrentielle et bienfaisante sur les maquis au cours de l'été 1944.

Bonheur d'enquête. Au mitan des années 70, cette dame aux cheveux blancs et aux joues roses qui me reçoit dans son salon cosy avec, répandus un peu partout, des coussins pour son petit chien adoré, plutôt mal en point. Ancienne résistante qui ne répugnait pas à la castagne, elle me dit avec dans la voix la pointe d'accent mondain qui lui était naturelle : « Je n'aimais pas la Sten. Avec sa détente trop douce, c'était vraiment une arme dangereuse. Je lui préférais de beaucoup la petite carabine américaine Winchester. »



Traction avant

Sortie en 1934 par Citroën, elle était le fleuron de la production automobile française. Elle se distinguait de la concurrence par ses deux roues avant motrices, par son aérodynamisme et par une série d'innovations techniques qui lui assuraient notamment une tenue de route exceptionnelle.

Les Allemands ne s'y trompèrent pas. Dès juin 1940, la Wehrmacht réquisitionna toutes les tractions avant. Elle les repeignit dans sa couleur préférée : le vert-brun caca d'oie. Celles qui demeurèrent noires, on sut vite ce que cela signifiait : une traction avant noire roulant à fond la caisse dans les rues désertes de Paris, c'était la Gestapo. Trois ou quatre tractions bourrées d'hommes portant chapeau, et l'on savait que la Résistance allait saigner.

Pendant quatre ans, elle fut la voiture de l'ennemi.

Je me souviens de mon émotion quand, dans les jours qui précédèrent l'arrivée des chars de Leclerc à Paris, je tombai, place Denfert-Rochereau, sur une traction avant noire garée sous les arbres et qui portait, peintes en blanc

sur ses portières, les lettres FFI : Forces françaises de l'intérieur. Ses occupants, trois jeunes hommes et une femme, étaient descendus. L'un des hommes avait ouvert le capot et vérifiait quelque chose dans le moteur. Les deux autres, armés de Sten, montraient de la nervosité. On pouvait le comprendre : les camions allemands fuyant l'avance alliée refluaient sur Paris et empruntaient l'avenue d'Orléans qui prendrait plus tard le nom du général Leclerc. La femme, d'un calme absolu, parlait avec les quelques badauds qui se tenaient à distance respectueuse. Le garçon referma le capot en disant que rien ne clochait, et la femme donna l'ordre de repartir.

Leur traction avait-elle été prise à l'ennemi, ou bien s'agissait-il d'un des rares exemplaires planqués par leurs propriétaires pour échapper à la réquisition ?

Rentrant deux fois par jour du collège Stanislas à l'avenue de l'Observatoire, où nous habitions, je commençais d'avoir peur rue Auguste-Comte, sur le trottoir côté jardin du Luxembourg. Le trottoir d'en face, côté lycée Montaigne, était interdit aux Français car le lycée avait été réquisitionné. Arrivé au coin de la rue Auguste-Comte et de l'avenue de l'Observatoire, j'accélérais le pas, le ventre noué par la peur de voir une ou deux tractions noires garées devant le numéro 11 de l'avenue.

Les décennies ont passé, mais, soixante-dix ans après, si je vois une traction avant noire, devenue pièce de collection, tourner au coin d'une rue, un réflexe pavlovien me tord l'estomac et j'ai dans la bouche le goût acide de mes peurs enfantines.

Trahisons

L'historienne Claire Andrieux le souligne à juste titre, le premier traître est désigné dès le 13 juillet 1940 par le général de Gaulle : « Prétendre que la France puisse demeurer la France sous la botte de Hitler ou le sabot de Mussolini », c'est « de la sénilité ou de la trahison ». Gâteux ou traître est la seule alternative laissée à Pétain.

Celui qui endosse l'uniforme allemand pour aller combattre sur le front de l'Est au sein de la LVF, ou la livrée du milicien pour traquer les Juifs et s'en prendre aux maquisards, bras dessus bras dessous avec la Wehrmacht, se range bien entendu du côté de la trahison. S'il survit, il pourra vivre le reste de son âge sans trop d'états d'âme en admettant qu'il s'est trompé de camp ou en persistant au contraire dans son choix.

Les autres, on ne sait pas. Ceux qui, engagés dans le combat clandestin et y faisant parfois merveille, ont non seulement craqué quand ils ont été attrapés, mais sont passés au service de l'ennemi et ont implacablement, et souvent joyeusement, pourchassé les hommes et les femmes qui, la veille encore, étaient leurs camarades, ceux dont la félonie foudroie en quinze jours

un réseau : on les évoque en peu de lignes dans les livres d'histoire. C'est la face sombre de la Résistance, son continent noir, qui suscite peu de vocations d'explorateurs. Quels mécanismes psychologiques conduisent celui ou celle qui a flanché à s'immerger au plus profond de l'abjection, comme si le pire devenait on ne sait quelle eau lustrale ?

Paul Nothomb, ancien aviateur de l'escadrille España créée par André Malraux pendant la guerre d'Espagne, résistant communiste dans son pays, la Belgique, arrêté par la Gestapo, est celui qui est allé le plus loin dans l'autoanalyse du processus. On ne sort pas indemne de la lecture de son livre *Le Délire logique* (Phébus).

Pour certains traîtres, et non des moindres, les expériences réalisées à l'université de Yale à partir de 1960 par Stanley Milgram sont probablement éclairantes. Des citoyens ordinaires recrutés sur petites annonces étaient invités par un prétendu expérimentateur de l'université à envoyer des décharges électriques de plus en plus douloureuses à des cobayes qui donnaient de mauvaises réponses à un questionnaire. Bien sûr, l'expérimentateur et les cobayes appartenaient à l'équipe de Milgram, et les chocs électriques étaient fictifs. Le taux d'obéissance, extraordinairement élevé, témoignait de la capacité humaine à se soumettre à une autorité jugée légitime.

La Gestapo pouvait difficilement être tenue pour légitime, mais c'était à coup sûr une autorité. Plus que l'attrait idéologique ou l'appât du gain (l'ennemi payait bien), c'est la soumission au plus fort qui explique sans doute le passage à l'ennemi de la plupart des traîtres. Le réseau avait son chef, sa hiérarchie, ses directives auxquelles on obéissait avec zèle, mais le réseau a failli, il a trouvé plus fort que lui, et c'est à ce nouveau maître que va désormais l'allégeance. De sorte qu'il est sans doute vain d'imaginer les traîtres qui ont réussi à sauver leur peau après la Libération finissant leur vie hantés par le terrible cortège de ceux qu'ils envoyaient au poteau, à l'échafaud ou à la mort lente des camps de concentration : le premier responsable, c'est le réseau qui a failli ; le second – et le principal –, c'est le nouveau maître auquel on s'est soumis.

Ainsi Mathilde Carré, *alias* la Chatte, a-t-elle terminé sa longue et misérable vie (elle est morte le 30 mai 2007 dans sa centième année) sans remords apparents, après avoir servi des maîtres successifs qui, pour elle, s'incarnaient chaque fois dans un homme : son amant, Roman Czernawski, chef du réseau franco-polonais F 2, qu'elle sert efficacement pendant plus d'un an, jusqu'à leur arrestation, en novembre 1941, par le sergent de l'Abwehr Hugo Bleicher, lequel va malheureusement se découvrir des capacités de virtuose du contre-espionnage. Elle entre dans le lit de ce dernier dès le lendemain de sa capture, avant de lui livrer une centaine de membres du réseau, participant avec plaisir à leur arrestation et travaillant pour lui jusqu'à sa rencontre, en janvier 1942, avec Pierre de Vomécourt, agent du SOE. Celui-ci la retourne à nouveau et l'emmène en Angleterre, où les autorités jugent

préférable d'emprisonner cette Chatte si versatile.

Le cas du sergent britannique Harold Cole est assez comparable, avec l'argent en plus. Car Cole, la trentaine avantageuse, est un petit voyou, un peu escroc, un peu voleur, qui ne résiste pas à l'attrait de quelques sous mal acquis. En 1940, son unité est en position près de Lille. Cole déserte en barbotant la caisse du mess des sous-officiers, et, après l'attaque et la victoire de la Wehrmacht, organise de sa propre initiative une filière d'évasion vers l'Espagne pour les nombreux soldats britanniques qui n'ont pu rembarquer à Dunkerque et vadrouillent dans le Nord. Il en aide une bonne centaine, montrant audace et dévouement, et ceux qu'il a amenés à bon port lui en garderont une indéfectible reconnaissance. Il se rapproche de la fameuse filière Pat O'Leary, pseudonyme du médecin militaire belge Maurice Guérisse, qui opère avec des moyens bien supérieurs, et se retrouve bientôt enfermé à double tour dans la salle de bains d'un appartement marseillais tandis que, réunis dans le salon, les chefs de la filière délibèrent sur son exécution : il a détourné des fonds. Il réussit à s'évader par la fenêtre de la salle de bains et regagne le Nord.

À Lille, il est bientôt arrêté par la Gestapo et accepte de travailler pour elle. Il la servira avec le même empressement qu'il avait montré pour permettre à ses compatriotes de regagner la Grande-Bretagne. On lui attribue environ cent cinquante arrestations (dont celle d'André Postel-Vinay).

En 1944, il se replie en Allemagne avec la Wehrmacht et réapparaît en 1945 avec les Américains. Il a réussi à se faire passer pour un officier de l'Intelligence Service échappé des geôles SS, et les Américains le recrutent pour qu'il les aide à détecter les anciens agents de la Gestapo. Toujours zélé pour le maître qu'il sert, quel qu'il soit, il traque ses anciens collègues, les torture à l'occasion et les livre sans états d'âme à la justice. Démasqué et arrêté en juin 1945, il est transféré à Paris, s'évade de nouveau, trouve refuge dans un bar de la rue de Grenelle. Le 8 janvier 1946, lorsque trois inspecteurs de police français se présentent, à la recherche, semble-t-il, de déserteurs américains, il ouvre le feu sur eux, qui répliquent, et tombe mortellement atteint.

Pour égayer ces sinistres histoires de félonie, terminons avec une affaire de trahison qui finit bien, sauf pour le traître. Il s'agit du seul agent au service des Allemands à leur avoir livré la réponse à la double question dont dépendait peut-être la dernière chance de victoire de Hitler : Où et quand ? Où et quand les Alliés vont-ils débarquer ?

L'agent est un colonel français en poste à Alger. Il s'est vendu à l'Abwehr. Après le débarquement américain en Afrique du Nord, il est démasqué et retourné. Par son intermédiaire, les Alliés intoxiquent Berlin avec de fausses informations. L'Abwehr finit par se rendre compte que quelque chose ne va pas, mais garde le contact, car il est toujours intéressant de savoir ce que l'adversaire cherche à vous faire croire. Avec une rare audace et une perversité d'esprit véritablement admirable, c'est par cet agent déconsidéré

que les services alliés font savoir à Berlin que l'invasion aura lieu en Normandie le 5, 6 ou 7 juin 1944. C'est, pour les Allemands, la preuve certaine que le débarquement aura lieu n'importe où sauf en Normandie, n'importe quand sauf les 5, 6 ou 7 juin.

L'un de ces cas, en vérité assez rares, où le grand jeu du renseignement peut être considéré comme l'un des beaux-arts.

Bien entendu, après le débarquement, le colonel retrouva tout son crédit à Berlin et put de nouveau être utilisé avec profit à des fins d'intoxication.

Travail allemand

Il y a beaucoup d'Allemands heureux à Paris en cette dernière semaine du mois de juin 1940, mais le plus heureux de tous est à mon avis le marin Hans Heisel. Il arrive frais émoulu de sa formation dans les transmissions et est affecté à la plus plaisante des casernes de la capitale occupée : le ministère de la Marine, place de la Concorde, où les bérets à ruban noir de la Kriegsmarine ont pris la place des bérets à pompon rouge de la marine française.

L'hôtel de Crillon, qui fait pendant au ministère, arbore lui aussi la croix gammée, de même que la Chambre des députés, de l'autre côté de la Seine. Hérissée de pancartes en allemand indiquant les états-majors, hôpitaux et autres hauts lieux de l'Occupation, la place de la Concorde est passée à l'ennemi.

L'ennemi ? Hans Heisel n'a pas d'ennemi, et il trouve la vie formidable. Le vin coule à flots et les belles Parisiennes le jugent joli garçon. Il a dix-huit ans. La politique ne l'intéresse pas. Sa sympathie reconnaissante va néanmoins sans réticence au Führer, dont le génie lui permet de vivre dans une ville de rêve. Hans a eu une enfance difficile, avec un père trop souvent au chômage. À la maison, on avait faim.

Il se fait couper les cheveux par un coiffeur alsacien exerçant son art dans une rue perpendiculaire aux Champs-Élysées. L'homme est bavard, comme

souvent les coiffeurs. Il pose à Hans des questions qui le désarçonnent. Pourquoi l'Allemagne a-t-elle envahi la France ? L'objectif de tout pouvoir ne devrait-il pas être de faire le bonheur de la population ? Le patriotisme exclut-il la lutte des classes ? Étonné, Hans écoute.

Il rêve de se faire réaliser par un vrai tailleur un uniforme près du corps. Il aime tellement séduire. Le coiffeur lui indique un homme de l'art installé rue du Faubourg-Saint-Honoré. On ne quitte pas le quartier, on ne s'aventure pas dans les lointaines banlieues. Le tailleur est un immigré yougoslave, communiste, militant de la MOI. Il approfondit le travail entamé par le coiffeur et Hans, intéressé, accepte de lire des bulletins d'information rédigés à partir des émissions de la BBC et de Radio-Moscou.

Alors apparaît Maria, l'inoubliable Maria. Dès leur première rencontre, Hans la trouve « terriblement sympathique », et puis intelligente, cultivée, sagace, rassurante par sa stricte observance des règles de sécurité. Elle parfait l'éducation politique du garçon avec des lectures commentées et au cours de longues conversations. Il adhère au Parti communiste allemand clandestin, verse un tiers de sa solde à titre de cotisation, fournit à la Résistance des renseignements précieux (il est dans le ventre de la bête), procure éventuellement des armes, forme, avec deux camarades dans les mêmes dispositions que lui, une cellule d'opposition au sein du ministère.

Au mois d'août 1944, Hans désertera et participera avec des FTP yougoslaves aux combats de la libération de Paris.

Pourvu qu'aucune Parisienne n'ait été tondue pour avoir couché avec lui ! Ce serait trop bête.

Hans Heisel vient de mourir (12 juillet 2012) à quatre-vingt-neuf ans. Bien après la fin de la guerre, je l'avais rencontré à Francfort, où il avait élu domicile. Il demeurait jovial, généreux, amoureux de la vie, attentif aux autres. Il y avait du mérite car, à cause de sa fidélité au communisme, son existence n'avait pas été facile en République fédérale d'Allemagne. Jusqu'aux portes de la mort, il rendit grâces à Maria d'avoir changé sa vie.

J'avais une raison particulière de le serrer sur mon cœur. En septembre 1943, Mado, qui avait succédé à Maria, lui avait demandé de lui procurer un pistolet. C'était urgent. Faute de trouver une arme à dérober, Hans lui avait donné son pistolet de dotation. Il ne fut pas facile de trouver une explication satisfaisante à sa disparition. Le pistolet avait été utilisé par mon cher Marcel Rayman (voir : Affiche rouge), en équipe avec Celestino Alfonso, Spartaco Fontano et Leo Kneler, pour abattre, le 28 septembre 1943, rue Pétrarque, près du Trocadéro, le Standartenführer Julius Ritter, représentant à Paris du négrier Sauckel et responsable de l'envoi en Allemagne de centaines de milliers de jeunes Français au titre du STO.

Illustrer le Travail allemand par l'exemple de Hans Heisel, c'est à peu près aussi intelligent que de prétendre rendre compte d'une population ravagée par le chômage et la misère en prenant pour exemple le veinard qui vient de gagner des millions au Loto.

De tous les travaux de la Résistance, le Travail allemand (TA) fut l'un des plus périlleux et certainement le plus ingrat. Il fut mené par la MOI, sous la direction d'Artur London jusqu'à son arrestation, et mobilisa les germanophones disponibles, au premier rang desquels les antifascistes et communistes allemands ou autrichiens réfugiés en France avant la guerre.

L'un des objectifs du TA était d'infiltrer les organismes allemands en France pour communiquer à la Résistance les renseignements recueillis. Il y fallait, avec des faux papiers irréprochables, l'aptitude à endosser une personnalité d'emprunt et à tenir son rôle sans jamais trébucher. L'admirable Dora Schaul, communiste allemande, recrutée par la poste militaire installée à Lyon dans un bâtiment mitoyen de celui occupé par la Gestapo de Klaus Barbie, recueillit des informations précieuses, de même que Gehrardt Leo, fils d'un avocat berlinois antinazi, embauché à Toulouse par la Transportkommandantur, ce qui lui donnait accès aux programmes de circulation ferroviaire dans la région.

L'objectif essentiel du TA consiste à développer une propagande antihitlérienne au sein des troupes d'occupation. On commence modestement par des papillons collés sur les murs des casernes, on continue avec des paquets de tracts lancés dans les cours intérieures. Mais les paquets restent intacts : tout soldat surpris à ramasser un tract est passible de la peine de mort.

On oublie donc les casernes pour privilégier les lieux de distraction où les simples soldats se retrouvent entre eux. Puis un journal est édité, *Der Soldat im Westen*, qu'on trouve dans les mêmes lieux. Enfin, rien ne valant le contact personnel et la propagande de bouche à oreille, des jeunes filles et jeunes femmes reçoivent mission de se laisser draguer, comme on ne disait pas à l'époque, par des soldats allemands et d'avoir avec eux d'édifiantes conversations politiques. Exercice ô combien périlleux, qui exige charme, mais point trop, tact, doigté, intuition permettant de deviner jusqu'où on peut aller trop loin… Sans parler des troufions plus préoccupés par la chair que par l'esprit, et qui, après les premiers rendez-vous, manifestent le désir de concrétiser. La militante a, dans ce cas, consigne de rompre immédiatement le contact.

Dans l'euphorie des lauriers militaires que la Wehrmacht ne cessait de cueillir, détruisant l'une après l'autre les armées des pays attaqués par son Führer, il est évident que les résultats du Travail allemand ne pouvaient que rester modestes. Il fallut attendre l'invasion de l'URSS et les premiers revers pour trouver dans la troupe une écoute plus favorable. Le front de l'Est devint la hantise des soldats allemands en France, qui recevaient l'ordre de mutation de leur unité comme un aller simple pour l'abattoir. Les mutilations volontaires et les suicides se multiplièrent. La troupe fit meilleur accueil aux militants et militantes qui proposaient des sauf-conduits rédigés en allemand et en russe demandant aux autorités soviétiques d'accueillir avec sympathie les déserteurs qui en étaient porteurs. Selon Artur London, Radio-Moscou annonça dans le deuxième semestre 1942 que des déserteurs se présentaient devant les lignes soviétiques porteurs d'un tel sauf-conduit ou d'un exemplaire de *Der Soldat im Westen*.

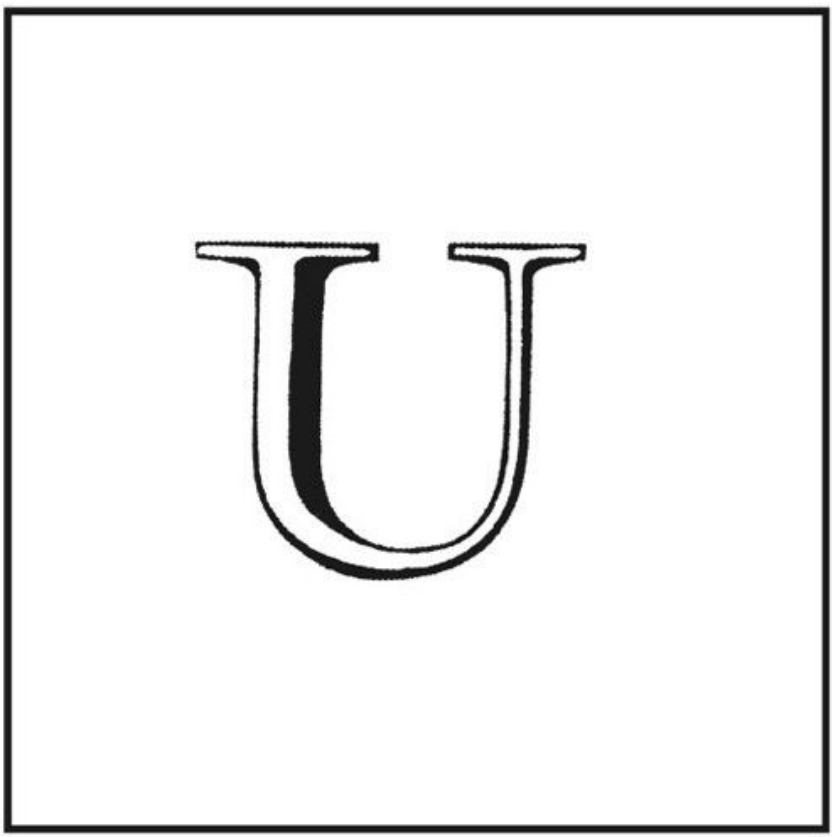
Les services de sécurité allemands redoublèrent de vigilance. Un soldat abattu par la Résistance dans une rue ou un chemin de campagne, on pouvait le passer par profits et pertes. Un soldat converti à l'antifascisme devenait le porteur d'un virus contagieux qui pouvait démoraliser une unité. La hiérarchie militaire mit en garde les soldats. La répression s'organisa et se durcit. Des policiers déguisés en soldats furent chargés de détecter les militantes en jouant les appâts.

Les dangers courus par ceux et celles du Travail allemand étaient si évidents qu'un rigoureux cloisonnement les séparait du reste de la Résistance. Beaucoup vivaient mal cette quarantaine. Ils se plaignaient d'être traités en pestiférés ; on leur répondait que, pestiférés, ils l'étaient bel et bien, puisque leur mission consistait à se mettre en contact avec la peste brune. Les liaisons entre les dirigeants du TA et la direction du Parti communiste passaient par une série de filtres de sécurité.

Au sentiment de solitude s'ajoutait l'impossibilité fréquente de mesurer les résultats de l'action. Cet inconvénient s'accrut avec l'aggravation de la situation militaire allemande à l'Est et une rotation sans cesse plus accélérée des unités stationnées en France. Le cas d'un Hans Heisel ne bougeant

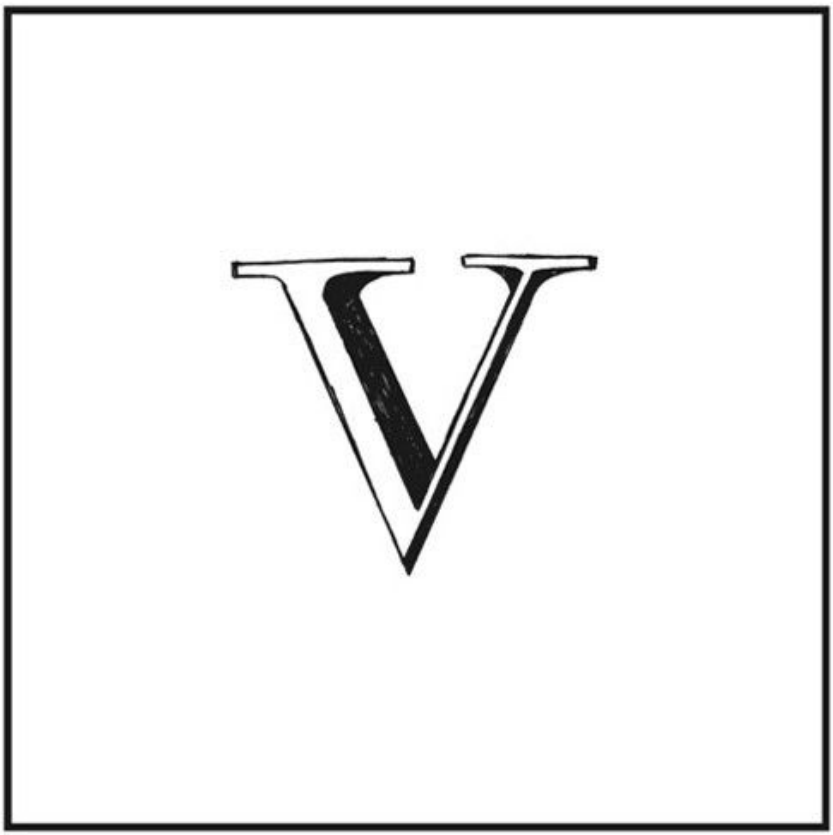
pratiquement pas de Paris pendant quatre ans reste évidemment exceptionnel. Ainsi les militantes voyaient filer vers la boucherie, avant d'avoir complété leur éducation politique, des élèves prometteurs dont elles ne savaient pas trop s'ils feraient usage de leur sauf-conduit.

Dans son discours prononcé à l'Albert Hall le 18 juin 1943, Pierre Brossolette évoque magnifiquement « les soutiers de la gloire ». Personne ne mérite mieux cet hommage que les résistants qui se vouèrent au Travail allemand.



Unité

« Ce qui de tous fait un seul homme, c'est l'ennemi », écrit Romain Rolland. Ce fut rarement aussi vrai qu'entre 1940 et 1944.



V

Lettre géniale. Le corps droit, le regard fixé sur la ligne bleue des Vosges, il suffisait, sans attirer l'attention, d'un preste mouvement du poignet pour la tracer sur le mur qu'on longeait. Impossible de rater son coup, même en opérant à l'aveuglette. Les deux branches du V pouvaient être plus ou moins ouvertes, c'était toujours un V. Le O n'aurait pas fait l'affaire. Il eût fallu un coup de bol pour que le cercle se refermât exactement. Et puis pourquoi un O ? Le M, lettre éventuellement signifiante, est un mille-pattes qui n'en finit pas. Le Z, simple à tracer, aurait immanquablement renvoyé à Zorro, ce qui eût été hors sujet. Le L, pourquoi pas ? L pour Liberté. Mais enfin, ce fut le V.

V pour Victoire.

La campagne commença au début de l'an 1941. Son succès fut prodigieux. Les murs se couvrirent de V. Nous, les enfants, avions le matériel nécessaire sous la main : un morceau de craie fauché à l'école. Des jeunes gens traçaient à la peinture des V sur les bâtiments et immeubles réquisitionnés et sur les véhicules de l'occupant.

La BBC avait lancé la campagne. Jean Oberlé chantait :

Il ne faut pas
désespérer.
On les aura !
Il ne faut pas
vous arrêter
De résister.
Noubliez pas
La lettre V.
Écrivez-la.
Chantonnez-la.
V V V V
Sur les murs
Et sur les pavés
Faites des V ! »

Les scouts, dont j'étais, ne furent pas surpris d'entendre l'émission « Les Français parlent aux Français » commencer par les quatre première notes de la cinquième symphonie de Beethoven : trois notes courtes, une note longue, c'est ainsi que se traduit en morse la lettre V.

La devinette la plus facile des prochaines décennies : un grand sourire encombré d'un gros cigare et deux doigts en V, qui est-ce ?

Une belle histoire belge, car l'idée vient d'un Belge, Victor de Laveleye, speaker à la BBC, qui, le 14 janvier 1941, appela ses compatriotes à tracer sur les murs des V qui, en flamand, signifieraient *Vrijheid*, Liberté, et, en français, Victoire.

Toute l'Europe occupée fit des V.

Les temps étaient durs. La Grande-Bretagne restait seule. Le pacte germano-soviétique persistait. Tout le monde n'avait pas compris l'importance de la victoire de la RAF sur la Luftwaffe de Göring. Le Reich dominait l'Europe. Son allié italien s'empêtrant en Grèce, Hitler écrasait la Yougoslavie et hissait la croix gammée sur l'Acropole. Oberlé était fondé à chanter : « Il ne faut pas désespérer. »

On faisait donc des V, selon la consigne.

L'ennemi réagit d'abord conformément à son habitude : par la répression. Propriétaires et concierges furent tenus pour responsables des V ornant leurs immeubles. Les concierges s'affairèrent, en vain. Les pires sanctions furent promises aux fauteurs de troubles pris en flagrant délit. Les V continuèrent de prospérer.

L'occupant mit du temps à trouver la parade. Je me souviens de mon dépit quand je vis, surmontée d'un V gigantesque et barrant la façade de la Chambre des députés, une grande banderole blanche portant cette inscription : « DEUTSCHLAND SIEGT AN ALLEN FRONTEN ». Je ne comprenais pas les mots, mais la présence de la lettre chérie ne laissait aucun doute : les salauds nous avaient piqué notre V.

Ce 21 juillet 1941, alors que les divisions blindées de Hitler lacèrent

l'Union soviétique et capturent par centaines de milliers les soldats de l'Armée rouge, confirmant que, comme l'affirme la banderole, « L'Allemagne triomphe sur tous les fronts », le V allemand est partout : sur la tour Eiffel, les grands hôtels réquisitionnés, les ministères, et les camions gris de la Wehrmacht le promènent à travers Paris.

L'un des rares succès de leur propagande.

Quand même, notre V avait tenu six mois. Les six mois les plus désespérants de la guerre.

Vallet accepte de régulariser

Si la collaboration a suscité maints plaidoyers *pro domo*, essais, mémoires, travaux historiques, force est de constater qu'elle n'a produit aucun chef-d'œuvre littéraire, à part peut-être *D'un château l'autre*, qui n'a néanmoins ni pour but ni pour résultat de contribuer à son exaltation. Joseph Darnand n'a pas encore trouvé son Malraux, ni les flics des Brigades spéciales fusillés au fort de Montrouge, leur Aragon.

La Résistance, ce peut être aussi la collection Harlequin qui émeut avec ses jeunes filles naïves auxquelles il arrive de fauter, dupées qu'elles sont par de mauvais hommes, et qui n'atteignent au bonheur qu'au terme de rudes péripéties.

Tel est le cas de Guylaine de Barbentane, ce 10 septembre 1943, à Lyon. Elle l'explique à l'officier de la Gestapo qui l'écoute avec attention. Il a la quarantaine guindée. Guylaine a rencontré un homme qui déclarait s'appeler Ermelin. Elle a cru qu'il l'aimait. Elle l'a aimé. Il a promis le mariage. Elle lui a cédé. Elle est enceinte. Elle est d'une famille où les filles mères sont inconcevables. Son père, officier de cavalerie, a servi dans le Cadre noir de Saumur. L'officier de la Gestapo est sensible à ces détails. Il pratique le baisemain. Guylaine sait à présent que son séducteur ne s'appelait pas Ermelin, mais Vallet, François Vallet. Il a été arrêté le 21 juin chez un médecin de Caluire, le docteur Dugoujon. Il est condamné à mort. Or le droit français prévoit le mariage *in extremis* : si l'un des deux fiancés se trouve à l'article de la mort, on peut procéder sans tarder à la cérémonie. Tel est son vœu le plus ardent. Pour son enfant, pour sa famille, pour elle-même.

L'officier ne lui laisse guère d'illusions : Vallet est un terroriste. Comment faire confiance à ces gens-là ? Il dira qu'il ne connaît pas la femme qu'il a séduite et abandonnée, et c'en sera fini des espérances de la malheureuse. Sur les instances de Guylaine, il accepte pourtant d'organiser une confrontation.

La semaine suivante, le cœur de Lucie Aubrac se fend quand elle revoit son Raymond terriblement amaigri, sale, mal rasé, les cheveux longs et ternes. Ses entretiens avec Klaus Barbie, dans un bureau voisin, appartenaient à la catégorie musclée. L'officier lui demande s'il reconnaît la personne qui est

devant lui. « Non, je n'ai jamais vu cette dame. » L'officier se tourne vers Lucie : « Vous vérifiez, mademoiselle, ce que je vous avais dit : ces gens-là n'ont ni foi ni morale. » Et hop ! pour la consoler sans doute, il baise la main de Lucie et la conduit à une chaise. Elle se relève aussitôt et tient à son séducteur un discours sévère. Elle croit voir les yeux de Raymond s'embuer quand elle lui apprend qu'elle attend un enfant. En fait, il n'en croit rien et se trompe : elle est vraiment enceinte. Elle rappelle au séducteur sa promesse de mariage. « Bien entendu, concède Vallet, je n'ai qu'une parole et je suis désolé de vous avoir mise dans un tel embarras. »

Mais, ce jour-là, l'opération rate à cause d'une erreur de minutage.

La mascarade montée par Lucie avait pour but de fixer le jour où Raymond serait extrait de la prison Montluc pour être conduit, aux fins de confrontation avec elle, à l'École de santé, avenue Marcelin-Berthelot, siège de la Gestapo. L'un de ces Groupes francs créés par Jacques Renouvin, auquel avait succédé le jeune polytechnicien Serge Ravanel, attaquerait sur le chemin du retour la camionnette ramenant à Montluc les résistants interrogés dans la journée.

Sans se décourager, Lucie relance les dés. Elle retourne voir l'officier guindé : « Je suis en train de faire établir un contrat de mariage par un notaire. Il faudra que monsieur Vallet accepte de le signer. » L'homme de la Gestapo tombe des nues. Un contrat ? Quèsaco ? Guylaine, imperturbable : « Je vous ai parlé de ma famille. Nous avons des biens. Mon enfant sera mon héritier. Ce monsieur Vallet est condamné à mort. Je ne sais rien de sa famille. Je ne veux pas qu'un jour elle puisse revendiquer quelque chose de ma fortune. Le notaire établira un contrat de séparation de biens. » L'officier, éberlué : « Ah ! ces Français, ils pensent à tout ! On a raison de dire qu'ils sont rationalistes et cartésiens. »

Le monstrueux culot de cette femme… Son talent d'actrice… Interpréter une Guylaine de Barbentane avec son papa du Cadre noir de Saumur, c'est un rôle de composition pour une Lucie de petite extraction et dont la jeunesse fut matériellement difficile. Quant à demander à cette robuste gaillarde de trente et un ans de jouer *Séduite et abandonnée*, c'est carrément du contre-emploi, autant confier le rôle de Ben-Hur à Michel Blanc ou celui de Cosette à Josiane Balasko. Chapeau, l'artiste. Quel abattage ! César ! Oscar !

Le courage de cette femme qui va récupérer son bonhomme jusque dans le ventre de la bête. « Il n'y a pas d'amour, écrit le poète, il n'y a que des preuves d'amour. » Raymond pouvait difficilement douter d'être aimé.

Le jour où François Vallet donne son accord à la signature du contrat – 21 octobre 1943 – sera le bon. Une opération parfaitement montée et exécutée. Quatre tractions avant et une camionnette pour évacuer les résistants libérés. Dans la traction avant où se tient Lucie, pistolet au poing, un très bon tireur armé d'une Sten équipée d'un silencieux. Il est chargé de tuer le chauffeur de la camionnette allemande sans alerter les soldats installés à l'intérieur et qui ont, croit-on, consigne de liquider prioritairement les détenus

qu'ils surveillent en cas d'attaque. Tout se passe comme prévu. Bilan : six Allemands tués, quatorze résistants libérés, deux blessés légers, dont Raymond.

Après une longue errance et plusieurs faux départs, un Hudson, avion plus spacieux que le Lysander, embarque Raymond, Lucie et leur fils Jean-Pierre, le 8 février 1944, et les amène à Londres. Lucie y accouche le 12 de sa fille Catherine, morigénée par une sage-femme anglaise qu'exaspère le cri qu'elle pousse à chaque contraction : *« Shut up, it's the war ! »*

Le lecteur l'aura compris : ce n'est pas rendre justice aux résistants Aubrac que de les enfermer dans leur histoire d'amour, aussi belle qu'elle soit et destinée sans aucun doute à traverser les siècles. Il est vrai que Lucie a par trois fois arraché son mari aux griffes de l'ennemi. Mais, le 24 mai 1943, à Lyon, elle participe avec Raymond à un coup de main qui libère Serge Ravanel, Maurice Kriegel-Valrimont et François Morin-Forestier. Le 6 septembre, tout en préparant l'évasion de Raymond, elle organise et réalise avec un Groupe franc la récupération de quatre résistants blessés et placés sous surveillance de la police à l'hôpital de Saint-Étienne.

Quant à Raymond, ce n'est évidemment pas par hasard qu'il s'est retrouvé, le 21 juin, chez le docteur Dugoujon, avec Jean Moulin et plusieurs hauts responsables de la Résistance. Lucie et lui appartiennent au petit noyau précurseur qui, sous la direction d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie, crée ce qui deviendra Libération, le plus important mouvement de zone sud après Combat. Raymond a l'entière confiance de d'Astier, qui lui confie le commandement de tout le secteur paramilitaire de l'organisation.

Je les ai tant aimés.

Vélo

Voyez cet homme d'une trentaine d'années qui, par une belle journée estivale, le 19 août 1944 exactement, pédale, pépère, de Montrouge à Paris, avec sans doute deux pinces à ses jambes de pantalon pour éviter qu'elles ne se tachent au contact du cambouis de la chaîne. C'est Henri Rol-Tanguy. Il rejoint la préfecture de police pour prendre le commandement d'une insurrection parisienne qui se terminera par la reddition du général von Choltitz, à laquelle le général Leclerc associera le chef des FFI de la région parisienne. Rol-Tanguy a, empaquetés sur son porte-bagages, un uniforme de colonel, une mitraillette et un paquet de tracts appelant à l'insurrection.

Rarement chef de guerre aura rejoint le champ de bataille dans un appareil aussi débonnaire.

L'époque n'était pas à la mauvaise graisse et au cholestérol, mais les résistants en eussent été de toute façon préservés, car ils pédalaient énormément. Les jambes travaillaient ; les bras aussi, l'engin étant si convoité qu'il convenait, en ville, de le monter chez soi, la journée finie. Il arriva que des résistants, pressés par la nécessité, volent eux-mêmes un vélo. Ce fut le cas du très pourchassé Charles Debarge, dans le Nord, qui en fut si troublé qu'il écrivit au propriétaire :

> Monsieur, il y a quelques jours, vous fûtes victime du vol de votre bicyclette. J'ai le regret d'accuser réception de ce vol : excusez-moi. Les circonstances qui m'obligèrent à accomplir cet acte, surtout à un camarade ouvrier père de famille, vous ont sûrement été relatées…

Il joignit à sa lettre un billet de mille francs en s'excusant de ne pouvoir faire plus : « Étant communiste, pourchassé par toute la police, je n'ai pas toujours le loisir de gagner de l'argent. » Le voleur terminait en exprimant l'espoir de pouvoir un jour remercier le volé. Les balles de la Geheime Feldpolizei ne lui en laissèrent pas le loisir.

Le vélo est le moyen de transport préféré des clandestins. D'abord, il permet de se noyer dans la masse : onze millions de vélos en 1942 dans une France de quarante millions d'habitants. Le métro parisien était périlleux, avec ses barrages de flics organisés pour empêcher toute dérobade. Le train encore plus, avec les contrôles systématiques pendant le trajet et dans les gares. Un bonhomme à vélo, allez savoir pourquoi, inspire plutôt confiance. Une femme dispose d'arguments pour la faire naître. « Quand ils m'arrêtaient pour contrôler mes papiers, me disait cette ancienne agente de liaison, je me débrouillais pour leur montrer un peu beaucoup mes jambes : ça les faisait penser à autre chose. » Elle avait ses messages roulés au creux du guidon.

Le vélo permet aussi de repérer une filature plus facilement qu'à pied, et éventuellement de la briser. Le Parti communiste en prescrivait l'usage, et, pour éviter à ses militants les scrupules d'un Debarge, prit langue avec le

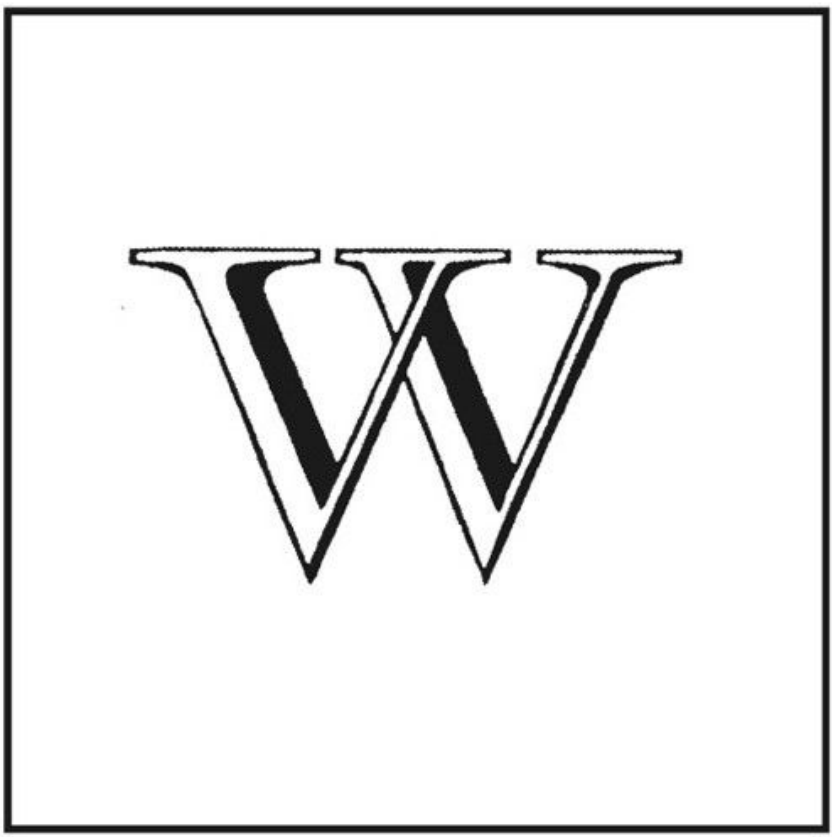
grand fabricant Émile Mercier, qui lui réserva un contingent sur sa production. Les militants allaient en train à Saint-Étienne prendre livraison de leur engin et devaient impérativement revenir en selle.

Charles Tillon déclarera à Alain Guérin : « J'ai fait tout mon travail de chef des FTP avec ma bicyclette. »

Donc, la Résistance pédale. Bertrand Tavernier a tenu à le signaler dans son film *Laissez-Passer*, dont le héros résistant, interprété par l'excellent acteur granvillais Jacques Gamblin, pédale à l'écran pendant de si longues minutes que le scénariste Jean Cosmos et les assistants de Tavernier le supplièrent d'abréger quelque peu. Il tint bon. Il avait historiquement raison. Jeanne Bohec passa tant de temps en selle qu'on l'appelait « la plastiqueuse à bicyclette ».

Le meilleur coup de pédale de la Résistance appartenait au fils du boulanger de Saint-Méen-le-Grand, en Ille-et-Vilaine. Agent de liaison évidemment, Louison Bobet, dix-huit ans à l'époque, gagnera trois fois le Tour de France.

Innombrables sont, sur les places de nos villes, les statues exaltant un roi, un prince ou un général sabre au clair sur son piaffant destrier. Aucune statue d'un résistant sur sa bécane. C'est injuste.



Wagon

L'un des nombreux inconvénients de la vieillesse, c'est de voir s'installer un monde si neuf qu'on s'y sent perdu, à la limite exclu. De ce point de vue, nous vivons une exceptionnelle rupture. Depuis la caverne originelle, la vieille génération apprenait aux jeunes à se débrouiller et à utiliser les outils et instruments conçus pour faciliter la vie des hommes. Aujourd'hui, ce sont les petits-enfants qui, avec une gentillesse non exempte d'une pointe d'exaspération, guident les grands-parents dans la jungle informatique où ils errent misérablement.

En revanche, l'un des charmes discrets de l'âge consiste à voir ce qui était familier, banal, ordinaire, devenir insolite et même incompréhensible pour la jeune génération, ce qui la conduit à des erreurs d'interprétation et à de plaisants contresens.

Il semble aujourd'hui si peu concevable de faire voyager des humains en train de marchandises que les wagons portant la célèbre inscription « hommes 40, chevaux en long 8 » se trouvent dans des livres et journaux toujours plus nombreux directement associés à la déportation en Allemagne, qui aurait conduit l'occupant à préciser la contenance de wagons toujours dits « de triste mémoire ».

Cette interprétation néglige l'évidence que les Allemands ne déportaient pas les chevaux et qu'un trajet à quarante dans un wagon eût été considéré par nos malheureux déportés comme un voyage en sleeping, car c'est à cent vingt, cent cinquante, voire deux cents qu'on les y entassait.

« Hommes 40, chevaux en long 8 » date de la Grande Guerre. Mon oncle Max, un géant blond (côté maternel, on avait ses racines en Flandre française), indiqua aux autorités militaires, lorsqu'il se présenta pour faire son service entre les deux guerres, qu'il souffrait d'une insurmontable peur des chevaux. On le versa naturellement dans la cavalerie. Il vécut les pires heures de sa vie enfermé dans ces wagons avec huit chevaux qui lui étaient autant de monstres effrayants.

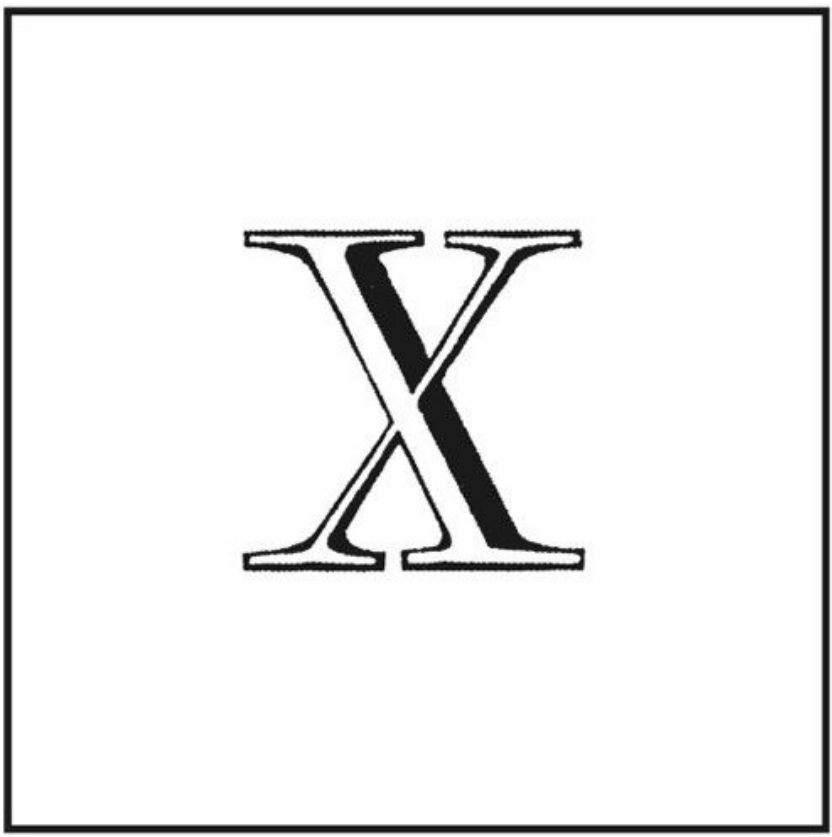
Responsable pendant la guerre de la logistique de l'extermination des Juifs, Adolf Eichmann répétait volontiers que son plus grand adversaire avait été l'état-major de la Wehrmacht qui, excipant des urgences militaires, lui disputait âprement les wagons dont lui-même avait besoin pour acheminer ses victimes jusqu'aux camps d'extermination. Une des raisons de la défaite de l'Allemagne, c'est que l'idéologie l'emporta souvent sur le plus élémentaire bon sens.

Le travail de déshumanisation voulu par l'ennemi commençait dans le wagon. Avant le funeste voyage, les résistants arrêtés avaient parcouru un chemin de croix aux stations souvent difficiles : tortures, régime carcéral rigoureux, hantise de l'exécution. La fraternité régnant dans les prisons leur était un puissant réconfort, de même que la solidarité existant dans les camps où étaient parqués les Juifs, tel Drancy, pouvait atténuer l'angoisse de l'avenir. Le wagon surpeuplé tuait fraternité et solidarité. L'autre cessait d'être un camarade, un compagnon de galère, pour devenir l'adversaire, un prédateur qui vous vole votre oxygène, vous écrase de son poids, vous empeste de sa puanteur. Réduit à l'état animal, chacun lutte pour sa vie : respirer, résister à la soif et à la faim, réussir à atteindre le seau pour pisser et chier.

Wagons infernaux roulant dans la nuit vers les usines de mort rapide ou lente mises au point par l'ennemi.

Après avoir vu sa femme et deux de ses fils partir de Drancy, et avant d'être poussé lui-même dans un wagon pour un voyage également sans retour, le poète Yitskhok Katzenelson écrivit dans un long et sublime poème :

Dites-moi, ô wagons, où menez-vous ce peuple ?
Ces Juifs emmenés à la mort.
Ce n'est pas votre faute. On vous charge, on vous dit : Va !
On vous envoie chargés, on vous ramène vides.
Vous qui revenez de l'autre monde, parlez, dites un mot
Faites parler vos roues, que moi, que moi je pleure…



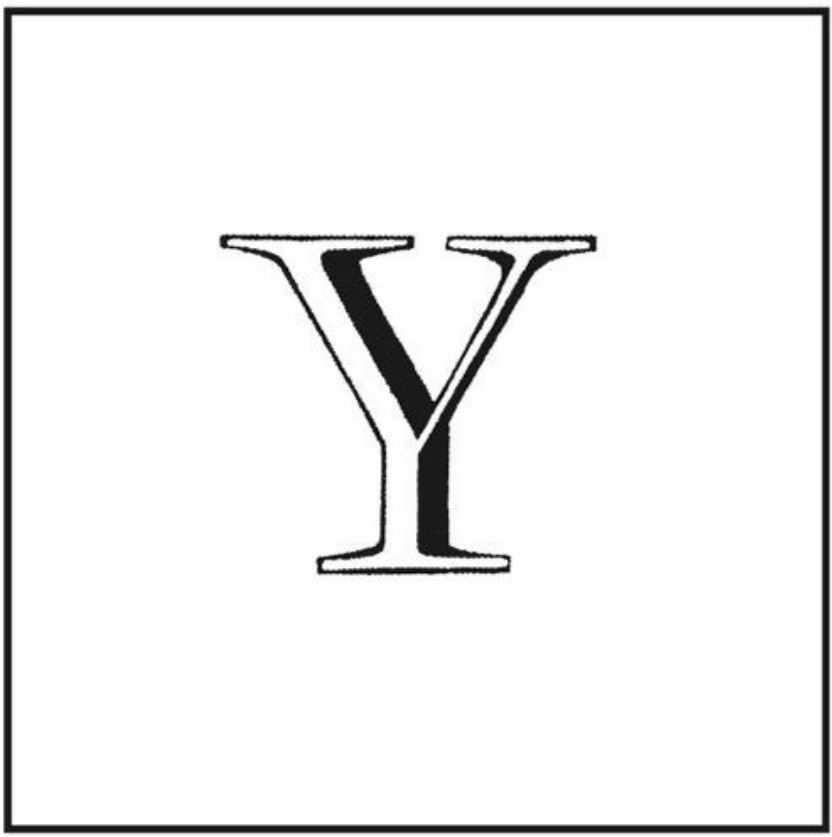
X

« Monsieur X, précise *Le Petit Robert* : un homme dont on ne veut pas divulguer l'identité. »

Largement dédaigné par les dictionnaristes, y compris le dictionnariste suprême, Alain Rey, maître d'œuvre, entre autres, du *Petit Robert*, et qui, dans son *Dictionnaire amoureux des dictionnaires,* le passe carrément à la trappe, avec, curieusement, Y et Z, le X ne pouvait échapper au dictionnaire d'une Résistance peuplée de messieurs et dames X qui avaient le plus vif intérêt à ce que leur identité ne fût pas divulguée. Au fond, en choisissant ou en se voyant attribuer un pseudonyme, chaque résistant renaissait sous X.

Aujourd'hui contestée, la naissance sous X fut, semble-t-il, à l'époque de sa création par Vichy, une heureuse initiative. Comme l'arrivée à l'antépénultième lettre de l'alphabet ne doit pas conduire à baisser sa garde ni à céder aux émolliences, on rappellera que les pires régimes peuvent présenter leur petit coin de ciel bleu. Mussolini assécha les marais Pontins, Hitler fit construire de belles autostrades et Staline lutta efficacement contre l'alcoolisme en Union soviétique.

Un salut à l'ami Patrick Pesnot, dont l'excellente émission « Rendez-vous avec X », sur France Inter, passionne chaque samedi une foule d'auditeurs et a maintes fois évoqué la Résistance.



Yeo-Thomas (Forest)

Ce qui rend l'histoire de la Résistance si difficile à écrire, c'est que tout est vrai, y compris son contraire.

Que le BCRA gaulliste ait été à couteaux tirés avec les services britanniques, personne ne songera à le nier. L'Intelligence Service accueillait avec plaisir les résistants manquant de ferveur pour de Gaulle, tels ceux des réseaux Alliance ou Gilbert, et la section F (pour France) du SOE privilégiait elle aussi les organisations témoignant d'un antigaullisme marqué. L'appui exceptionnel accordé à l'extravagant réseau Carte n'a pas d'autre explication que la détestation viscérale que portait au Général son chef André Girard, qui, curieusement, finira par afficher une anglophobie tout aussi délirante que son antigaullisme.

Ces conflits plus ou moins feutrés n'avaient aucune répercussion réelle sur le peuple résistant. Celui-ci n'était même pas au courant. Les chefs avaient assurément leurs préférences, mais ils ne recrutaient pas en fonction de leurs choix personnels, ni même d'un programme. On n'entrait pas en résistance comme on adhère à un parti politique. Le hasard était le souverain maître. Quand, vingt ans après la fin de la guerre, je révélai à mes parents, qui l'ignoraient totalement, que notre cher Edward Wilkinson, *alias* Alexandre, appartenait à un SOE dénué de sympathie pour de Gaulle, ils posèrent sur moi un regard affligé exprimant sans ambiguïté qu'ils jugeaient mon information dépourvue d'intérêt, d'une part, et, d'autre part frisant fâcheusement le mauvais goût.

Londres était la Mecque de la liberté. Londres et la France libre formaient une entité indissociable. Tout ce qui venait de là-bas était salutaire, tout était bon à prendre. Les émissaires tombés du ciel ou débarqués à la sauvette sur une plage déserte n'étaient pas perçus comme les *missi* d'on ne sait quel *dominici*, mais comme des messies. En temps de guerre, on ne fait pas le tri entre les messies.

Ce qui reste, si longtemps après, ce n'est pas le combat des chefs, qui fait les délices de certains historiens, car ils ont le sentiment de se retrouver en

terrain familier, mais la relation très forte qui s'était établie entre les envoyés de Londres, à quelque organisation qu'ils appartinssent, et les résistants qu'ils venaient aider. Qui, dans le Nord, se souciait de l'appartenance de Michael Trotobas, le légendaire capitaine Michel, un chef peu commode, extraordinaire d'efficacité, tombé les armes à la main au matin du 28 novembre 1943 après avoir abattu deux policiers allemands ? Qui, parmi les maquisards de l'Ain, qu'il aida puissamment, s'interrogeait sur la boutique londonienne dont relevait Robert Heslop, lequel marcha main dans la main avec leur chef charismatique, Romans-Petit ? Quel résistant auvergnat s'est demandé si elle était SOE, IS ou – pourquoi pas – BCRA, l'époustouflante Australienne Nancy Wake, que la Gestapo appelait « la souris blanche » parce qu'elle lui filait sans cesse entre les griffes ?

Longtemps après la mort du dernier résistant, les noms de ces frères et sœurs d'armes seront chez nous révérés.

S'il faut en choisir un, ce sera Forest Yeo-Thomas.

On lit partout qu'il était, avant la guerre, directeur de la maison de couture parisienne Molyneux. C'est exact, mais cela risque de fausser la perspective. N'allez surtout pas vous imaginer un Karl Lagerfeld ou un Jean-Paul Gaultier. On met à son crédit qu'il parlait un français parfait et pratiquait même l'argot. *Of course !* Né d'un père anglais marchand de charbon établi à Dieppe, puis à Paris, il a fait toutes ses études au collège de Dieppe et au lycée Condorcet.

Cet homme-là est un dur. *The Bravest of the Braves*, tel est le titre de la biographie que lui a consacrée en 1999 Mark Seaman.

En 1918, âgé de seize ans, il réussit à s'engager dans l'armée américaine en prétendant en avoir dix-neuf. En 1920, il combat avec les Polonais contre les Russes (le capitaine Charles de Gaulle est aussi de la partie). Capturé, il réussit à s'évader avant son exécution.

En 1922, il est mécano chez Rolls-Royce, puis, tel un romancier américain de l'époque peaufinant sa biographie, exerce des métiers divers et variés avant de prendre la direction de Molyneux en 1932.

En 1939, il est sergent dans la RAF et assure la liaison avec un groupe aérien français basé au Bourget. En 1940, après la catastrophe, il parvient à quitter la France et rallie l'Angleterre.

En 1942, le SOE le recrute. Il est affecté à la section RF, qui est peu de chose en comparaison de la section F, et dont le rôle consiste essentiellement à procurer au BCRA les moyens, notamment aériens, nécessaires à son action. Est-il besoin d'ajouter que ces moyens sont chichement accordés à la section RF ?

Yeo-Thomas va jouer un rôle capital grâce aux risques qu'il prend en accompagnant ses amis Passy et Brossolette dans leur périlleuse mission Arquebuse-Brumaire. Pendant sept semaines, de la fin de février au début d'avril 1943, il va rencontrer avec eux beaucoup de monde, découvrir les forces et les faiblesses des organisations et réseaux, prendre le pouls du peuple résistant. À son retour à Londres, le tableau très positif qu'il dresse pour ses chefs prend une valeur particulière, puisqu'il a pour auteur un Anglais. En un temps où les Américains exercent de fortes pressions sur les Britanniques pour qu'ils laissent tomber de Gaulle, il n'est pas vain qu'un homme qui vient de passer sept semaines en France avertisse ses supérieurs que la masse des résistants tient pour incontestable le leadership du chef de la France libre.

À l'automne, une deuxième mission le ramène en France en compagnie de Pierre Brossolette. Il s'agit cette fois d'évaluer les besoins de la Résistance, en particulier des maquis, pour mener la lutte armée. Yeo-Thomas est si impressionné par le potentiel militaire que représentent l'Armée secrète et les maquis, et à ce point accablé par la médiocrité des fournitures d'armes qu'on leur accorde, que, de retour à Londres, il fait intervenir quelques-unes de ses relations et obtient un rendez-vous avec Churchill. Il plaide avec éloquence le dossier de la Résistance, et Churchill, convaincu, accorde à la section RF des moyens beaucoup plus importants, notamment des avions qui permettront d'augmenter de manière substantielle les parachutages d'armes.

Charles de Gaulle, recevant Yeo-Thomas à son retour de sa première mission, lui avait dit : « Je vous remercie de ce que vous avez fait pour la France. » La deuxième mission accroît singulièrement la dette de reconnaissance de la Résistance.

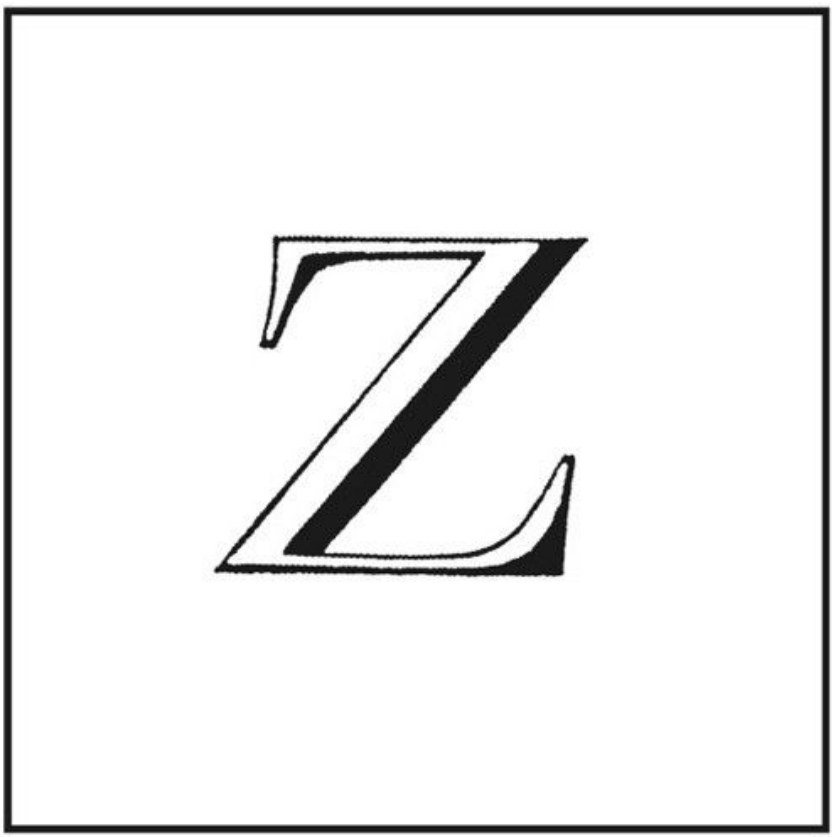
Ce qui me touche, chez cet homme que sa vie tourmentée, vouée au combat depuis ses vertes années, aurait pu conduire à une certaine insensibilité, c'est son sens aigu de la fraternité. On s'excuse d'user ici d'un mot devenu désuet. Un camarade ne laisse jamais tomber un camarade en péril. Déjà, lors de sa première mission en France, il avait croisé le chemin d'un pilote américain dont la Forteresse volante avait été abattue. Ce capitaine Ryan errait à la recherche d'une filière et courait les plus grands risques, car il ne parlait pas un mot de français. Yeo-Thomas avait pris sous son aile le capitaine Ryan et l'avait installé dans l'avion qui le ramenait à Londres avec Passy et Brossolette.

Il est parachuté une nouvelle fois sur la France dans la nuit du 24 au

25 février 1944. Il s'agit d'une mission qu'il s'est assignée à lui-même et que ses chefs n'ont pu lui refuser : délivrer son ami Pierre Brossolette, détenu par l'ennemi et en passe d'être identifié. Il ne se pardonna jamais son échec. Arrêté lui-même, il est torturé et déporté à Buchenwald. Là-bas, lorsque le Reich touche à son crépuscule, on pend systématiquement les agents du SOE. Grâce à l'aide du groupe de résistance du camp, Yeo-Thomas, Harry Peulevé et Stéphane Hessel échappent à une mort certaine en endossant l'identité de trois déportés morts du typhus.

Transféré au camp de Rehmdorf, Yeo-Thomas s'en évade à la mi-avril 1944. Repris par une patrouille allemande, il se fait passer pour un prisonnier de guerre français et est envoyé dans un stalag. Il tente une évasion risquée avec une vingtaine de Français, dont dix sont tués par les gardiens. Les survivants s'égaillent. Yeo-Thomas se fait reprendre à quelques centaines de mètres des troupes alliées. Renvoyé en stalag, cet homme indomptable tente une nouvelle fois la belle avec des prisonniers français et réussit à les conduire jusque dans les lignes américaines.

Le brave des braves.



Zazous

Mânes des garçons qui moururent adossés au poteau du mont Valérien et autres stands de tir, filles dont la tête tomba sous le couperet de la guillotine électrique, maquisards abattus au bord de nos routes, martyrs torturés jusqu'à la mort dans les antres de la Gestapo allemande ou française, me pardonnerez-vous ce que vous avez le droit d'appeler ma frivolité ?

Le paysage humain, ça compte. Les zazous mirent une touche de fantaisie rebelle dans le paysage humain de l'Occupation. On ne risquait pas de les confondre avec les gens des Chantiers de jeunesse du Maréchal, encore moins avec les miliciens de Darnand et les jeunes racailles des partis fascistes collabos qui paradaient dans les rues. Pour les garçons, tignasse abondante et point trop propre tombant dans le cou, petite moustache à la Clark Gable, veste longue à battre les cuisses, très cintrée, parfois en lainage, souvent à carreaux, pantalon tuyau-de-poêle, grosses godasses à bouts carrés. Et un parapluie. Toujours un parapluie. La règle obligeait à ne jamais l'ouvrir, même s'il tombait des cordes. Les filles portaient elles aussi une longue veste sur une jupe plissée « en tarlatane de l'île Maurice », précise Boris Vian, très proche des zazous sans toutefois en faire partie.

L'essentiel était d'apparaître aussi américain que possible. Leur nom ne leur venait-il pas d'Amérique ? Comme toujours, dures empoignades entre érudits pour repérer son origine exacte, mais les experts les plus raisonnables estiment qu'il s'agit d'un morceau de jazz, *Zaz Zuh Zaz,* enregistré en 1933 par Cab Calloway.

Quand, en 1942, l'occupant imposa aux Juifs le port de l'étoile jaune, nombreux furent les zazous à arborer des étoiles jaunes où le mot « juif » était remplacé par « jazz », « swing », « zazou » ou « goy ». La police en arrêta plusieurs et les conduisit à Drancy : « Puisque vous aimez tant les Juifs, allez donc travailler à l'Est avec eux. » Mais l'ennemi se montra inflexible. On ne devenait pas juif par élection, c'était génétique. Les zazous furent relâchés.

Vichy les haïssait, ce qui est toujours bon signe. Ridicule quand il n'était pas odieux, ce fut son destin, Vichy poussait les hauts cris en rappelant que la chevelure bien dégagée derrière les oreilles était un devoir civique, car les cheveux coupés étaient collectés chez les coiffeurs et servaient à des fabrications utiles, par exemple les pantoufles. Dans la presse collabo, dizaines d'articles contre les zazous, symbole de la dégénérescence française. Des efféminés, des amateurs de musique nègre. Ils devinrent la cible des Jeunesses populaires françaises, organisation doriotiste, qui se donnèrent pour mot d'ordre « Scalper les zazous ! ». Les miliciens se mirent de la partie. Les journaux les encourageaient avec des caricatures montrant de virils jeunes gens, dont l'un brandissait une tondeuse mécanique, entourant un zazou ridicule, le petit doigt en l'air. J'ai assisté à quelques tabassages de ce style, notamment dans le jardin du Luxembourg, qui était un des fiefs zazous, avec un café des Champs-Élysées qui s'appelait le Pam-Pam, et je puis témoigner que les zazous vendaient chèrement leur chevelure. Le parapluie révélait son utilité, surtout quand il était utilisé pour frapper d'estoc et non de taille, c'est-à-dire avec la pointe et non en sabrant. Mais ils succombaient sous le nombre

et, les yeux au beurre noir, le nez pissant le sang, ils se faisaient tondre sous le regard goguenard des flics qui se gardaient bien d'intervenir. Ces tondus-là n'ont pas pris place dans la mémoire collective comme le feront d'autres tondues. Je ne sais pas pourquoi. On se répétait avec ravissement qu'un boxeur champion de France et néanmoins zazou avait mis KO les miliciens qui prétendaient lui imposer la boule à zéro. Je crois qu'il s'appelait Thierry.

Traqués, les zazous se réunirent dans les caves.

Ils n'étaient certes pas des résistants et ne prétendaient d'ailleurs pas l'être, mais, à leur façon, ils ont résisté au modèle de petite brute fasciste que voulaient imposer les collabos de Paris et aux chics garçons prêts à engendrer une foule d'enfants pour exaucer les vœux de Vichy.

Leur américanophilie annonçait notre avenir.

Après notre mise sur la touche du printemps 1940, notre guerre (par procuration) avait été anglaise, puis anglo-soviétique. Le 6 juin 1944 au matin, j'étais dans ma chambre, dont la fenêtre ouvrait sur la rue Herschel – qui relie l'avenue de l'Observatoire au boulevard Saint-Michel –, et, dans ce quartier fort peu napolitain, je vis avec étonnement les fenêtres d'en face s'ouvrir l'une après l'autre et les gens s'interpeller : « Les Anglais ont débarqué ! » Personne ne parlait des Américains.

Mais notre libération fut américaine.

À l'immense soulagement qu'apportait le départ des Allemands succéda le saisissement inouï de voir arriver ces soldats d'un genre nouveau, aux uniformes pleins de poches bourrées de bonnes choses qui les faisaient ressembler à des Bibendum, avec, aux pieds, des chaussures confortables et non des bottes martiales ; chez eux, le simple troufion appelait son lieutenant par son prénom et – chose à peine croyable pour des Français – mangeait les mêmes rations que lui ; ils trimballaient dans leurs fourgons des livres qui infligèrent un coup de vieux à nos 4 M (Mauriac, Montherlant, Morand, Maurois), une flopée de films qui nous firent moins aimer Fernandel, et ils fredonnaient un Glenn Miller nettement plus swing que Maurice Chevalier. Pour chasser les miasmes de l'Occupation et évacuer les rances odeurs de sacristie de Vichy, quoi de mieux que cette révolution culturelle ? Un adolescent français qui a vécu ce temps-là, quel que soit l'avenir, il ne pourra jamais, au fond de son cœur, détester les Américains.

On a commencé avec Achavanne, premier fusillé de l'Occupation, on finit avec les zazous.

Le grand vent de l'épopée retombe, il faut tenter de vivre.

Du même auteur

Aux Éditions Fayard

Les Parachutistes, prix Aujourd'hui
Le Secret du Jour J
L'Orchestre rouge
Le Dossier 51
L'Erreur
Les Sanglots longs
Le Pull-Over rouge
Les Gens d'ici
La Longue Traque
Un homme à part
Le Secret du Roi
I. La Passion polonaise
II. L'Ombre de la Bastille, prix Femina-Essai
III. La Revanche américaine
Lettre à deux juges françaises décorées de la Cruz de Honor de la Orden de san Raimundo de Peñafort
Souvenirs
I. Les Jardins de l'Observatoire
II. Go !
III. Check-Point Charlie
Les Vacances de l'Oberleutnant von La Rochelle
La Maison
I. Le Garçon aux yeux gris, prix Simenon
II. L'Homme au bout du rouleau
III. La Jeune Femme triste
Le Déshonneur de Valéry Giscard d'Estaing
Les deux Français… et autres récits

Chez d'autres éditeurs

Casanova, J'ai lu
Le Grand Jour, Lattès

Le Dérapage, Mercure de France
Paris sous l'Occupation, Belfond
Le Soldat perdu, Noesis
Notre ami le roi, Gallimard
Christian Ranucci, *vingt ans après* (en coll.), Julliard
Le Goût du secret, Arléa

Livres pour enfants

La Petite Bande, Ramsay
Pourquoi les guerres ?, Éditions du Seuil
Ruse de guerre, Bayard

Dans la même collection

Ouvrages parus

Philippe ALEXANDRE
Dictionnaire amoureux de la politique

Claude ALLÈGRE
Dictionnaire amoureux de la science

Jacques ATTALI
Dictionnaire amoureux du judaïsme

Alain BARATON
Dictionnaire amoureux des jardins

Alain BAUER
Dictionnaire amoureux de la franc-maçonnerie
Dictionnaire amoureux du crime

Yves BERGER
Dictionnaire amoureux de l'Amérique (épuisé)

Jean-Claude CARRIÈRE
Dictionnaire amoureux de l'Inde
Dictionnaire amoureux du Mexique

Jean DES CARS
Dictionnaire amoureux des trains

Michel DEL CASTILLO
Dictionnaire amoureux de l'Espagne

Antoine DE CAUNES
Dictionnaire amoureux du rock

Patrick CAUVIN
Dictionnaire amoureux des héros (épuisé)

Jacques CHANCEL
Dictionnaire amoureux de la télévision

Malek CHEBEL
Dictionnaire amoureux de l'Algérie
Dictionnaire amoureux de l'islam
Dictionnaire amoureux des Mille et Une Nuits

Jean-Loup CHIFLET
Dictionnaire amoureux de l'humour

Catherine CLÉMENT
Dictionnaire amoureux des dieux et des déesses

Xavier DARCOS
Dictionnaire amoureux de la Rome antique

Bernard DEBRÉ
Dictionnaire amoureux de la médecine

Alain DECAUX
Dictionnaire amoureux d'Alexandre Dumas

Didier DECOIN
Dictionnaire amoureux de la Bible

Jean-François DENIAU
Dictionnaire amoureux de la mer et de l'aventure

Alain DUAULT
Dictionnaire amoureux de l'Opéra

Alain DUCASSE
Dictionnaire amoureux de la cuisine

Jean-Paul et Raphaël ENTHOVEN
Dictionnaire amoureux de Marcel Proust

Dominique FERNANDEZ
Dictionnaire amoureux de la Russie
Dictionnaire amoureux de l'Italie (deux volumes sous coffret)

Dictionnaire amoureux de Stendhal

Franck Ferrand
Dictionnaire amoureux de Versailles

José Frèches
Dictionnaire amoureux de la Chine

Max Gallo
Dictionnaire amoureux de l'histoire de France

Claude Hagège
Dictionnaire amoureux des langues

Daniel Herrero
Dictionnaire amoureux du rugby

Homeric
Dictionnaire amoureux du cheval

Christian Laborde
Dictionnaire amoureux du Tour de France

Jacques Lacarrière
Dictionnaire amoureux de la Grèce
Dictionnaire amoureux de la mythologie (épuisé)

André-Jean Lafaurie
Dictionnaire amoureux du golf

Gilles Lapouge
Dictionnaire amoureux du Brésil

Michel Le Bris
Dictionnaire amoureux des explorateurs

Jean-Yves Leloup
Dictionnaire amoureux de Jérusalem

Paul Lombard
Dictionnaire amoureux de Marseille

Peter Mayle
Dictionnaire amoureux de la Provence

Christian Millau
Dictionnaire amoureux de la gastronomie

Henri Pena-Ruiz
Dictionnaire amoureux de la laïcité

Gilles Perrault
Dictionnaire amoureux de la Résistance

Bernard Pivot
Dictionnaire amoureux du vin

Gilles Pudlowski
Dictionnaire amoureux de l'Alsace

Yann Queffélec
Dictionnaire amoureux de la Bretagne

Alain Rey
Dictionnaire amoureux des dictionnaires
Dictionnaire amoureux du diable

Pierre Rosenberg
Dictionnaire amoureux du Louvre

Danièle Sallenave
Dictionnaire amoureux de la Loire

Elias Sanbar
Dictionnaire amoureux de la Palestine

Jérôme Savary
Dictionnaire amoureux du spectacle (épuisé)

Jean-Noël Schifano
Dictionnaire amoureux de Naples

Alain Schifres
Dictionnaire amoureux des menus plaisirs (épuisé)
Dictionnaire amoureux du bonheur

Robert Solé
Dictionnaire amoureux de l'Égypte

Philippe SOLLERS
Dictionnaire amoureux de Venise

Michel TAURIAC
Dictionnaire amoureux de De Gaulle

Denis TILLINAC
Dictionnaire amoureux de la France
Dictionnaire amoureux du catholicisme

TRINH Xuan Thuan
Dictionnaire amoureux du ciel et des étoiles

André TUBEUF
Dictionnaire amoureux de la musique

Jean TULARD
Dictionnaire amoureux du cinéma
Dictionnaire amoureux de Napoléon

Mario VARGAS LLOSA
Dictionnaire amoureux de l'Amérique latine

Dominique VENNER
Dictionnaire amoureux de la chasse

Jacques VERGÈS
Dictionnaire amoureux de la justice

Pascal VERNUS
Dictionnaire amoureux de l'Égypte pharaonique

Frédéric VITOUX
Dictionnaire amoureux des chats

À paraître
Olivier BELLAMY
Dictionnaire amoureux du piano

Jean-Loup CHIFLET
Dictionnaire amoureux de la langue française

Didier Decoin
Dictionnaire amoureux des faits divers

Serge July
Dictionnaire amoureux du journalisme

Pierre Nahon
Dictionnaire amoureux de l'art moderne et contemporain

Suivez toute l'actualité des Éditions Plon sur
www.plon.fr

et sur les réseaux sociaux